
3 1761 06981796 3

LE KÉMALISME

DEVANT LES ALLIÉS

OUVRAGE DU MÊME AUTEUR :

L'IMBROGLIO MACÉDONIEN -- Paris, 1907

(P.-V. Stock, édit.)

MICHEL PAILLARÈS

LE KÉMALISME DEVANT LES ALLIÉS

L'ENTRÉE EN SCÈNE DU KÉMALISME
LE TRAITÉ DE SÈVRES
L'ACCORD D'ANGORA
VERS LA PAIX D'ORIENT

ÉDITION DU " BOSPHORE "

CONSTANTINOPLE
Péra, 5, rue des Petits-Champs

PARIS
2, rue du Bouloi (1er)

1922


LIBRARY
MAR 30 1972
UNIVERSITY OF TORONTO

AVANT-PROPOS

Il y a juste vingt-neuf ans, en ce doux et joli mois d'octobre, que je débarquai pour la première fois à Constantinople. A peine avais-je foulé d'un pied timide le sol ottoman, je recevais une de ces brutales leçons de choses qui vous instruisent bien plus et bien mieux que tous les livres sur le caractère et les mœurs d'un peuple.

Je m'étais imaginé que les honnêtes gens entraient librement en Turquie comme en France, sans avoir à produire une autorisation quelconque. Je croyais que la police et la gendarmerie ne servaient, aux frontières, qu'à rendre impossible la fuite des filous et des assassins. J'étais donc parti de Marseille n'ayant comme pièce d'identité que mon livret militaire. Durant toute la traversée j'avais l'âme tranquille et confiante d'un jeune homme qui n'a jamais rencontré le mal sur sa route. Heureux âge qui s'enfuit trop vite, comme un beau rêve !

Les voyageurs sont poussés, pressés, bousculés, dans une tempête d'appels et de cris assourdissants, vers une sorte de hall sombre et triste où des hommes lugubres, coiffés d'un fez rouge et vêtus d'habits noirs, vous arrêtent au passage et vous palpent d'une main indiscrète, vous scrutent jusqu'à l'âme d'un mauvais regard, méfiants, sour-

nois, hostiles. Soudain des flots de paroles, que je ne comprends pas, me frappent au visage. Je suis tout ahuri et tout désemparé. Que me veut-on ?

Je cherche autour de moi un appui, le secours d'un interprète. Les grands diables qui m'ont interpellé me serrent de plus près ; ils s'agitent, ils s'époumonent, ils vont jusqu'à me secouer rudement les bras. Mais voici qu'un Arménien catholique, avec qui j'ai voyagé sur le même bateau, aperçoit de loin ma détresse. Il accourt et me demande : « Qu'y a-t-il donc ? que vous arrive-t-il? » — « Je ne sais, lui dis-je, ce que me veulent ces gens-là ». L'Arménien s'explique avec les Turcs, en phrases rapides, et j'apprends que je dois produire un passeport et montrer tous les papiers qui sont dans mes bagages. J'exprime ma profonde surprise. Personne ne m'avait prévenu en France que je devais me procurer un laissez-passer. « Vous avez commis là, m'informe l'Arménien, une très grave imprudence, car vous pouvez être contraint de retourner à Marseille. Vous auriez ainsi fait un voyage inutile. Mais ici tout s'arrange avec de l'argent. Glissez deux pièces de cent sous entre les griffes de ces deux cerbères, et je crois pouvoir vous affirmer que vous coucherez ce soir en ville. On cherchera tout au plus à fouiller dans votre malle pour s'assurer que vous ne portez pas avec vous des écrits incendiaires. Sachez que dans ce pays il n'y a qu'un homme et une chose qui comptent : le padis-

chah et le bakchich. Respectez l'homme, donnez la chose, et toutes les portes s'ouvriront devant vous. » Je suivis le conseil de cet aimable cicerone qui me paraissait si plein de sagesse et d'expérience, et bientôt, en effet, le Sésame que j'avais invoqué m'aplanit toutes les difficultés comme par enchantement. On se contente de « visiter » mes bagages. Toutes mes affaires (1) *sont palpées, flairées, retournées, comme si elles pouvaient recéler dans leurs flancs tous les fléaux. Jaquettes, pantalons, chemises, chaussures, chapeaux, rien n'est soustrait à la vigilance de ces lynx. Et tout à coup, un cri rauque de triomphe jaillit des poitrines policières. — Il y a des papiers ! — Oui, l'on a trouvé des livres et des journaux. Et c'est aussi dangereux que des bombes, leur entrée en Turquie est rigoureusement interdite. Ils portent dans leurs plis trop d'idées subversives qui peuvent faire sauter l'empire. Que deviendrait l'autorité du sultan, si ses fidèles sujets lisaient le* Matin, *le* Temps, *la* Lanterne, *l'*Aurore ? *Non, non, que l'on mette l'embargo sur ces feuilles menteuses et irrespectueusss. La griffe de la censure s'est posée sur les romans, les revues, les quotidiens. C'est fini, je ne les verrai plus jamais. On a tout ficelé avec des soins infinis, on en fait un paquet mystérieux sur lequel on trace des signes cabalistiques. Pour montrer leur zèle, les pachas et les beys qui montent la garde autour du palais font des rafles*

(1) L'*Imbroglio Macédonien*, par l'auteur. P.-V. Stock, édit., Paris.

d' « imprimés » qui s'amoncellent, à la grande joie d'Abd-Ul-Hamid dont les craintes sont apaisées. Ces colonnes de papiers lui feront un rempart contre l'Idée. La nuit, il est toujours éveillé, les yeux rouges, fixés vers l'Europe, vers l'inconnu. Toutes les minutes on lui rapporte *les découvertes des délateurs, on lui fournit l'assurance que les calomnies européennes ne peuvent avoir aucun écho dans l'empire, car les pensées criminelles agonisent et meurent avant même d'avoir vu le jour. La censure et l'espionnage, ces deux chancres qui rongent les chairs de la nation, ferment inexorablement toutes les lèvres. La pensée libératrice ne germera nulle part. Elle sera partout étouffée. Elle ne sortira jamais de l'ombre où la tient asservie la terreur. J'adresse donc à mes livres et à mes journaux un adieu éternel, mais sans regret, car j'ai tout lu, j'ai eu le temps de boire le poison qui coulera dans mes veines les idées révolutionnaires, la haine du régime hamidien. Que m'importe, si on me les enlève ! L'essentiel est que je sois libre. Délivré d'un cruel souci, je vois tout en bleu, comme sur la mer Egée. Et je crois pénétrer dans le royaume des* Mille et Une Nuits.

Hélas ! le désenchantement était tout près, à quelques pas, dans les rues sales qui montent de Galata à Péra. Ce n'était partout que de la boue, une boue noire, infecte, épaisse et gluante, qui s'étendait sans fin le long des trottoirs et des murs, souillant de son hideux contact « la plus belle ville

du monde ». J'apprenais ainsi coup sur coup, en quelques instants, que l'Orient est un mirage. J'apprenais aussi par une vue directe des choses qu'au seuil de l'Empire ottoman se trouvaient en faction, sentinelles vigilantes, le mensonge et la corruption !

J'étais à Constantinople — 1894-1896 *— notant une à une les laideurs innombrables du régime hamidien, lorsqu'une rumeur sinistre vola de bouche en bouche : « On massacre les Arméniens ! » Chacun transmettait cette nouvelle avec mille précautions, en s'entourant d'ombre et de mystère, car les yeux et les oreilles de la police secrète étaient partout, jusque dans votre foyer. Comment douter du crime ? Il s'accomplit par deux fois en une demi-heure sous les fenêtres mêmes de mon appartement. Dans une après-midi voilée d'un brouillard jaune, je vis soudain dix brutes fondre comme des vautours sur un pauvre homme qui s'était mis à genoux et, joignant les mains, semblait implorer grâce. Des mains de fer le saisirent comme des harpons et le clouèrent sur place, puis la lame d'un long couteau sillonna l'air et vint trouer le malheureux en pleine poitrine. Les bourreaux s'acharnèrent sur la victime pantelante avec une férocité inouïe ; ils frappaient à coups redoublés, d'un geste infatigable. Ils étaient totalement absorbés par leur sinistre besogne et, dans leur égarement, ils ne s'apercevaient pas qu'ils ne frappaient plus qu'une loque.*

A peine ces monstres ont-ils essuyé le fer san-

glant qu'un adolescent vient se heurter en courant à leur rage homicide qui n'est pas assouvie. Des camarades leur crient de loin : « C'est un Arménien ! tuez-le ! » Avoir soif de sang, et en avoir là, sous les lèvres, et du jeune, et du frais, et du pur ! quelle aubaine ! quel régal ! Vite, qu'on happe l'agneau et qu'on l'égorge ! C'est ainsi que mourut un enfant de vingt ans, piétiné, torturé, déchiré par des êtres à face humaine...

Le spectacle horrible auquel je venais d'assister se répéta dans plusieurs quartiers de la capitale, en pleine rue, aux portes des ambassades et des consulats. Et des milliers de têtes tombèrent, fauchées au hasard sur l'ordre du commandeur des croyants. Ce n'était pas assez. Il fallut que la province donnât son lot de martyrs. Et dans tout l'empire ce fut une effroyable hécatombe d'Arméniens. Nul n'était épargné. Vieillards, femmes et enfants étaient immolés sans pitié.

Mais que faisait l'Europe devant ces forfaits sans nom? Elle balbutiait de vagues demandes de réformes, puis se contentant d'hypothétiques promesses elle retombait dans une morne indifférence. Le mirage n'était pas seulement en Orient, où sous les splendeurs du ciel se cachent toutes les misères de la terre, je le découvrais encore, hélas ! en Occident, dans tous les pays de haute civilisation où sur tous les frontispices flamboient ces mots magiques : Liberté ! Justice ! Fraternité ! mais où l'égoïsme le plus sec se couvre du

manteau de l'hypocrisie pour cacher sa complicité dans l'assassinat des nations ou des races courbées sous le joug des tyrans.

J'avais encore dans les oreilles les hurlements de douleur que l'Arménien supplicié par le sultan rouge avait poussés vers le ciel insensible lorsque le hasard des voyages me fit assister au drame macédonien. Ah ! quel enfer ! Le sang y coulait sans discontinuer, les cadavres s'amoncelaient et les ruines s'y entassaient à chaque heure du jour et de la nuit. Je fus encore le témoin attristé des turpitudes européennes et des horreurs turques. De Salonique à Monastir et d'Uskub à Serrès c'était la danse des poignards bulgares qu'accompagnaient les balles des bachi-bouzouks et les couronnes autrichiennes. Les comitadjis, ces libérateurs d'esclaves, commettaient les pires atrocités.

Ils éventraient les femmes, ils violaient les vierges, ils brûlaient vifs les enfants, ils torturaient les hommes. Et nous applaudissions à Paris et à Londres ces infâmes tortionnaires. Guillaume, Ferdinand et Abd-Ul-Hamid se frottaient les mains, car par ses consuls et ses officiers l'Entente défendait leurs intérêts et préparaient leur voie. De 1904 *à* 1908 *je suivis pas à pas ces étranges réformateurs qui ne faisaient qu'accroître l'anarchie, accumulant les ruines et les deuils. A ma profonde surprise, je voyais les « protecteurs » des faibles se ranger dans l'ombre du côté des bourreaux, je les surprenais en train d'envenimer et d'élargir*

les plaies du patient qui avait attendu avec une foi si ardente leur bienfaisante intervention.

On sait comment cette tragédie aboutit à la révolution jeune-turque. Qu'allait-il sortir de cette chaudière qu'on appelait le Comité Union et Progrès? *Tous les hommes de cœur, tous les libéraux se réjouissaient d'entendre s'écrouler sous les huées universelles un régime infernal qui s'appuyait sur toutes les fanges et sur tous les crimes. Les plus sceptiques saluaient avec une joie débordante cette brillante aurore qui jetait sur Stamboul, comme des fleurs merveilleuses, des clartés roses... Nous allions voir se dérouler sous nos yeux éblouis la miraculeuse renaissance de l'Orient. Il semblait qu'une baguette magique eût fait d'une sombre géhenne un Eden enchanteur. Les journaux français, anglais et américains nous rapportaient ce fait incroyable que des imams parcouraient les rues de Constantinople bras dessus, bras dessous, avec des rabbins et des prêtres grecs et arméniens; ces ennemis de la veille, que l'on disait irréconciliables, chantaient en chœur des hymnes à la fraternité universelle. Toutes les races, toutes les religions se confondaient, communiaient dans le même amour. C'était assurément l'événement le plus considérable de l'Histoire car si l'Islam se montrait réellement capable de se hausser jusqu'au niveau des temps modernes, cela pouvait entraîner des conséquences incalculables dans les deux hémisphères; l'Asie, l'Afrique pouvaient être bou-*

leversées de fond en comble et changer du tout au tout la face des choses en Angleterre et en France. Un bloc gigantesque de trois cent millions de Musulmans, qui ne seraient plus des mineurs incapables de se gouverner, se dresserait un jour devant la chrétienté pour réclamer le droit de vivre et d'évoluer dans les cadres d'une indépendance absolue.

J'allai me rendre compte sur place fin 1908, en 1910, en 1912, et en 1914, des progrès que réalisaient les Osmanlis dans l'ordre matériel et moral sous la haute direction des Enver et des Talaat. Hélas! je m'aperçus dès mes premières enquêtes que l'Europe et l'Amérique avaient été mystifiées. Le sultan rouge, il est vrai, n'était plus qu'un souvenir, mais au lieu d'un tyran la Turquie en avait trois, dix, cent, mille. Les raïas étaient moins protégés que sous les anciens régimes contre les abus et les persécutions. Un an s'était à peine écoulé depuis le retentissant appel des « héros » de Macédoine qui promettaient de briser toutes les chaînes que des clameurs d'épouvante s'élevaient des bords du Sarus. 25.000 Arméniens étaient égorgés dans la région d'Adana. Dans tout l'empire c'était parmi les opprimés un amer désenchantement. Albanais, Arabes, Arméniens, Grecs, Juifs, Kurdes, qui avaient tous prêté le plus ferme appui à la Révolution se virent frappés d'ostracisme. Ils étaient condamnés à disparaître ou à se fondre totalement dans le creuset turc.

Les réformateurs de Salonique entendaient niveler le pays de telle sorte qu'il n'y eût plus sous l'autorité de la Porte que des Turcs. Il n'y aurait plus qu'une église et qu'un drapeau. On brûlerait jusqu'à la racine toutes les communautés musulmanes ou non qui, sommées de renier leurs origines, se refuseraient à être turquisées. L'oppression du Comité fut à ce point intolérable qu'elle provoqua des soulèvements en Albanie, au Yémen, dans l'Assyr et en Macédoine. Et des peuples que séparaient des fossés infranchissables, Grecs, Serbes et Bulgares, trouvèrent soudain le moyen de s'unir pour chasser les « barbares » des portes de l'Europe.

On sait comment la Turquie fut battue par la Ligue balkanique et comment elle perdit Monastir, Uskub et Salonique. Il ne lui restait plus une seule faute à commettre si elle voulait conserver un reste de vie et d'honneur : mais la folie s'était installée en maîtresse dans les conseils de son gouvernement, et elle suivit aveuglément le Kaiser dans une course vertigineuse...

J'avais dit (1) *un jour à Hilmi pacha, qui régnait comme un vice-roi sur les trois vilayets de Roumélie : « Que la clé des Balkans glisse de vos mains engourdies, et la paix du monde sera troublée. Ce sera le coup de canon qui cassera toutes les vitres. » Et après un long silence, gravement, en martelant chaque syllabe, Hilmi pacha me répon-*

(1) L'*Imbroglio Macédonien*, op. cit. page 337.

dit : « La Turquie se défendra contre ses ennemis quels qu'ils soient jusqu'au dernier soldat et jusqu'à la dernière cartouche. Elle versera tout son sang pour conserver un patrimoine qui lui appartient depuis plus de quatre siècles. »

Or, en 1914, *la Turquie n'a pas eu à se défendre, c'est elle qui attaqua par un coup de Jarnac les trois grandes puissances qui lui garantissaient son intégrité territoriale.*

Octobre 1921.

PREMIÈRE PARTIE

L'ENTRÉE EN SCÈNE DU KÉMALISME
1919

I

UNE ENQUÊTE AMÉRICAINE

LES ÉTATS-UNIS ACCEPTERONT-ILS UN MANDAT SUR LA TURQUIE ?

L'ARMÉNIE SORTIRA-T-ELLE DU TOMBEAU ? ET QUI LA PROTÉGERA ?

De 1892 à 1914, chaque fois que je visitais la Turquie, je n'y rencontrais que le désordre, l'anarchie et la trahison, et je n'y voyais que des larmes et du sang.

J'eus la curiosité de retourner à Constantinople en 1919, après l'effroyable cataclysme qui a ébranlé l'univers et où la France a failli disparaître à jamais. J'étais avide de savoir exactement comment s'étaient comportés les Jeunes-Turcs dans le camp des Vandales. Furent-ils dans la bataille des adversaires loyaux comme l'a proclamé le général Gouraud et comme ne cessent de le prétendre Pierre Loti et Claude Farrère, ces admirateurs passionnés du « bon Turc » ? Claude Farrère me disait un jour sur un bateau des Messageries Mari-

times qui nous portait doucement vers la Corne d'Or, sur les flots bleus et tranquilles de la mer Egée : « J'ai Stamboul dans le sang ! » Quel drame s'était déroulé dans les mystérieuses profondeurs et sur les plateaux sauvages d'Anatolie ? Quel martyre avaient subi les chrétiens privés de la protection des ambassadeurs et des consuls d'Europe et d'Amérique ?

Je m'étais juré de rester fidèle à la méthode d'investigation que j'avais adoptée autrefois pour sonder le mystère bulgaro-macédonien (1). Au milieu des contradictions et des démentis qui assaillent de tous côtés le journaliste en terre turque, le plus sûr moyen pour lui de voir clair et de juger sainement des hommes et des choses, est d'étudier, analyser et contrôler sur place et par ses propres moyens, dès que cela lui est possible, tous ces crimes, tous ces attentats, toutes ces horreurs dont la vie quotidienne y est faite comme d'une nourriture indispensable... Ce n'est encore et toujours qu'à la lumière brutale mais sincère des faits que je soulèverai un coin du lourd voile qui masque la vérité... Rien ne saurait m'influencer. Je me souviens de tous ces agents et de tous ces officiers européens qui avaient été chargés de faire exécuter le programme de Muerzteg et que j'avais vus, dans mes indiscrètes promenades, intriguer et manœuvrer sur les rives du Vardar pour assurer

(1) *L'Imbroglio Macédonien*, op. cit.

l'apothéose finale de Ferdinand, ce Prussien des Balkans, sur les ruines du serbisme et de l'hellénisme. Je me souviens d'avoir écrit quelque part, vers 1907 : « L'Allemagne n'a pas besoin d'envoyer des agents en Macédoine, car les représentants de l'Angleterre, de la France et de la Russie y font admirablement ses affaires. » Je me souviens de n'avoir toujours trouvé que le vide et l'illusion dans les cercles officiels, et je m'abstiendrai d'y chercher autre chose que des visas de passeport...

Me voici à Constantinople pour la cinquième fois, dix mois après la conclusion de l'armistice. Les vainqueurs font la loi. Le sultan et le grand vizir ne peuvent esquisser un geste sans l'approbation des hauts-commissaires de France, de Grande-Bretagne et d'Italie. Le général Franchet d'Esperey commande en chef les armées alliées. J'ai la très grande joie de saluer à tous les coins de rue le drapeau tricolore. A chaque pas je croise tantôt un officier, tantôt un soldat de mon pays. J'en suis ravi et j'en suis fier. Cela nous venge un peu des insolentes provocations des Allemands qui accaparaient toute la largeur des trottoirs de Péra, du temps des von der Goltz et des Liman von Sanders.

Les Grecs occupent Smyrne, en vertu d'une décision du Conseil suprême. Et c'est par cette occupation que les Turcs ressentent le plus profondément l'humiliation de leur défaite. Etre sous

la botte des puissants de la terre, ils pouvaient accepter ce coup du sort avec une certaine résignation, mais se voir maîtrisés et gouvernés par des faibles, des petits qui la veille encore étaient leurs esclaves, c'est pour eux le comble de la disgrâce.

Quelles sont au juste les pensées et les espérances de la population ? Celle-ci se compose des éléments les plus divers et les plus contraires. Il y a les Turcs, les Arméniens, les Grecs, les Juifs, les Européens et les Américains. Les Turcs — entendons par Turcs pour l'instant tous les Musulmans qui vivent sous l'autorité souveraine du sultan, laissant de côté les questions de races et de rites — les Turcs, dis-je, sont accablés sous le poids du malheur. Ils n'ont pas encore compris comment l'invincible Guillaume et l'indomptable Enver ont pu être battus. Ils ne reviennent pas de la foudroyante surprise. Mais ils sont résignés, du moins dans l'immense foule des naïfs. Ils ne songent plus qu'à une chose : trouver un protecteur. Ils sont persuadés qu'ils ne peuvent respirer sans le secours bienveillant de l'étranger. Et les uns tendent les bras vers l'Angleterre, les autres vers l'Amérique... Personne ne parle de la France si ce n'est dans les milieux chrétiens et juifs. Un grand débat est soulevé dans la presse sur le statut futur de l'empire. Le Conseil suprême a exprimé le désir que les Etats-Unis acceptent un mandat en Turquie, tout au moins la protection des Arméniens C'est pourquoi une Commission, prési-

dée par le Dr Charles Crane, vient-elle de procéder à une enquête en Syrie et en Palestine. Voici d'après le *Temps* les manifestations qu'a recueillies cette Commission américaine au cours de son rapide passage à travers la Syrie :

« A Damas, les Oulémas, qui représentent l'élément le plus favorable au régime de l'émir Fayçal, ont exprimé les vœux suivants : pas de gouvernement sioniste en Palestine ; pas d'internationalisation de la Palestine; indépendance complète et intégrale de la Syrie; pas d'union au Hedjaz; l'émir Fayçal pour roi; institution d'un gouvernement démocratique, civil, constitutionnel, sur la base de la décentralisation, pour que les droits des minorités soient sauvegardés.

« Les Oulémas ont reconnu néanmoins la nécessité d'une aide étrangère, mais ils disent qu'ils ne la solliciteront qu'à la condition d'avoir le droit de la rétribuer et après que leur indépendance complète et intégrale aura été reconnue. Ils demanderont cette aide à une puissance riche, non endettée, non suspecte de visées colonisatrices. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, leur préférence va à l'Amérique ou à son défaut à l'Angleterre, et ils ont ajouté qu'ils refuseraient formellement l'aide de n'importe quelle autre puissance.

« A Beyrouth, le Conseil municipal a demandé l'intégrité syrienne, l'indépendance sous la présidence de l'émir Fayçal, le mandat américain, ou à son défaut le mandat britannique. »

CE QUE DISENT LES TURCS

La Mission américaine est maintenant à Constantinople, et elle prête une oreille attentive à tous les échos.

Elle pose aux représentants autorisés des partis et des communautés ces trois questions : 1° Quels sont vos vœux ? 2° Au cas où il serait nécessaire d'établir un mandat, à quel pays préféreriez-vous le confier ? 3° Quel est votre point de vue au sujet d'une Arménie, grande ou petite ?

Que répondront les Turcs ?

Ahmed Riza bey déclare au *Tasfiri Efkiar :*

L'on nous a d'abord demandé notre opinion au sujet de la création d'un Etat arménien dans les vilayets orientaux. N'ayant nullement prévu une telle question, il ne nous était pas possible de parler au nom du Bloc national que nous représentions. J'ai déclaré en conséquence que je ne pouvais rien dire au nom de ce parti. Par contre, rien ne m'empêchait d'exprimer mes convictions personnelles.

J'ai déclaré que nous souhaitons aux Arméniens une vie heureuse et tranquille à condition que leur prospérité ne soit pas obtenue à nos dépens...

Sachant que nous étions invités à émettre nos desiderata au sujet de la souveraineté nationale, non pas promise mais plutôt garantie par les principes de Wilson, j'ai détaillé par-devant la mission les aspirations de

la nation et de notre groupement. Je me suis appliqué à relever en outre que la parole donnée par M. Wilson au sujet des destinées des Turcs n'engage pas uniquement la personne du président lui-même, mais aussi les Américains qui doivent tenir plus que nous-mêmes à ce que leur promesse soit respectée.

L'ex-ministre de l'Intérieur, Moustapha Arif bey, délégué du parti *Soulh-ve-Selamet* a également rappelé le douzième point de Wilson garantissant le maintien de la souveraineté ottomane sur les territoires habités par une majorité turque.

Pour ce qui est de la délimitation de ces territoires, ajouta Arif bey, si l'on se méfie des statistiques dressées avant-guerre par le gouvernement, l'on n'aura qu'à consulter celles qui ont été établies par des auteurs français ou anglais. Les Arméniens ne constituent la majorité absolue de la population en aucun point de la Turquie. L'on ne saurait songer par conséquent à créer une Arménie indépendante en territoire turc.

Quel est alors, demanda le docteur Crane, votre point de vue au sujet d'une Arménie grande ou petite? Arif bey éluda la question dans les termes suivants :

Sous le gouvernement Union et Progrès, la création de partis en Turquie était impossible. *Il n'existe aujourd'hui dans le pays par conséquent aucun parti qui incarne exactement la nation. Les opinions qui seront émises devant vous ne sauraient être l'expression exacte des volontés nationales.* Ce que nous dirons, nous ici, n'est que l'avis d'une infime partie de notre groupement. C'est pourquoi, pour pouvoir répondre à la question qui nous est posée nous devrons délibérer en conseil. La réponse que je pourrai faire à *l'honorable commission a été déjà donnée depuis longtemps par le douzième point de Wilson.* Je ne saurai pour le moment vous en faire d'autre.

Le *Tarik* a demandé au président du parti « Shoulh-vé-Selamet » Ferid pacha, quels sont les résultats des pourparlers qui se sont poursuivis entre le parti et la délégation américaine des mandats. En sa qualité d'ancien ministre de la Guerre, Ferid pacha cru devoir faire les déclarations suivantes :

L'assistance étrangère ? s'écria-t-il ! ! *Fût-elle vaincue, une nation..., qui s'est battue avec honneur, ne saurait accepter l'esclavage !* Si la parole doit être au vainqueur nous n'avons rien à dire, mais puisque les Américains s'adressent à nous, *il est tout naturel que nous revendiquions notre droit à l'indépendance*, conformément aux principes énoncés par M. Wilson. Si les Européens voulaient bien se donner la peine de feuilleter l'histoire ! ils verraient que les Turcs ne sont pas, comme ils le supposent, des barbares, mais qu'ils forment, au contraire, un peuple respectueux des principes nationaux, consciencieux, équitable et hospitalier. *L'on doit se rappeler que les légions turques sont entrées jusqu'au cœur de l'Europe et qu'au moment où les ambassadeurs d'Autriche venaient se jeter aux pieds de nos padischahs, ceux-ci avaient la magnanimité d'offrir aux patriarches des sceptres dorés et d'accorder aux peuples non-musulmans de larges libertés administratives et confessionnelles.*

Une nation qui possède un tel passé ne saurait être accusé de barbarie ni privée de son indépendance. *Nous sommes décidés, par conséquent, à consacrer tous nos efforts à la défense de notre liberté.* J'ignore si les autres partis partagent nos vues. Je sais seulement qu'il y a quelques jours le Milli, l'Ahrar et le Bloc National semblaient disposés, dans une certaine mesure, à accepter un mandat.

S'il existe au monde une justice et un droit, notre indépendance en tant que nation mérite qu'on la reconnaisse et qu'on y réfléchisse.

Ferid pacha a résumé ainsi qu'il suit l'activité actuelle du parti « Soulh-vé-Selamet » :

Nous travaillons au bien-être général de la Nation. Nous sommes en train d'étudier les moyens qui ont amené l'Europe à son degré actuel de civilisation pour les appliquer chez nous. *Les Anglo-Saxons constituent à ce point de vue un excellent modèle de progrès.*

Je suis tout disposé à ce que nous les prenions pour guides ; mais en tout cas que l'on ne nous impose pas une assistance étrangère. Les Turcs ont été habitués de tout temps à vivre libres. Ce serait les paralyser dans l'effort qu'ils tentent sur la voie du progrès.

Abordant ensuite la question arménienne, Ferid pacha déclara :

Nous sommes persuadés qu'il est *matériellement impossible de créer une Arménie indépendante en territoire ottoman.* Nous consentirions tout au plus — et ce en vue de servir les intérêts des deux parties — à un échange réciproque de territoires et de populations et à une légère rectification des frontières en faveur des Arméniens.

L'on pourrait envisager le transfert en Arménie des Arméniens établis en Turquie en échange des musulmans d'Arménie qui viendraient s'installer sur nos terres.

Les délégués américains n'ont pas abordé la question de Constantinople. Toutefois, dans l'éventualité où ils nous auraient interrogés à ce propos, nous avions préparé notre réponse. Nous ne sommes ni intransigeants au point de soulever les problèmes de l'Egypte et de Chypre, ni accommodants jusqu'à sacrifier quoi que ce soit de Constantinople ou de l'Anatolie. *Nous désirons simplement que l'on nous laisse vivre comme nous l'entendrons dans notre propre pays et à l'abri de nos frontières nationales.* Que l'on nous permette de chercher nous-mêmes les remèdes à nos propres maux. *L'internationalisation de Constantinople me semble aussi impraticable que nuisible.*

Les Etats qui assumeraient l'administration de notre capitale ne tarderaient pas à se brouiller entre eux. De plus une administration collective est toujours sujette à s'affaiblir et à déchoir. L'on ne saurait jamais assurer la tranquillité, le bien-être et la paix parmi la population. Pour ce qui est de la question des Détroits, le démantèlement des forts et leur libre accès aux navires de guerre me semblent également inopportuns. A mon avis, *les Détroits devraient être maintenus sous la souveraineté turque.*

Djami bey, secrétaire général du *Milli Ahrar* a fait une profession de foi nationaliste :

Toutefois, précisa-t-il, nous sommes des nationalistes excessivement modérés. Le rayon d'action que nous nous sommes tracé ne dépasse pas les limites des frontières nationales. Nous ne préconisons aucune politique aventureuse. Nous ne sommes point d'avis non plus de gaspiller nos forces dans de vaines luttes intestines. Notre but c'est d'intensifier (?) l'élément turc dans le cadre de nos frontières et d'ouvrir ainsi une ère de paix et de labeur. Voilà, leur dis-je, les buts visés par notre groupement. Nous estimons, en outre, qu'il ne serait possible d'entrer en négociation que lorsqu'on aura admis que la Turquie est une et indivisible conformément au douzième point de Wilson.

Pour ce qui est de l'assistance étrangère, nous nous en référons à ce que nous avons proclamé dans notre manifeste : *à savoir qu'il faut introduire chez nous une administration et une éducation anglo-saxonnes.* J'ajoutai qu'il ne fallait pas oublier que des deux côtés il y a des responsabilités à établir. Notre parti n'admet en Orient que l'assistance d'un Etat capable d'entretenir l'harmonie et la bonne intelligence entre tous les éléments en contact.

Safeddine bey, ex-vali de Scodra, parle au nom de l'*Entente libérale* :

Notre parti, dit-il, n'a pas eu à se préoccuper des

décisions qui seront prises au sujet de l'Arménie. Ces questions peuvent être résolues à l'amiable ; *mais nous ne pouvons donner en ce moment à ce sujet aucune réponse définitive*. Je rappelle toutefois que notre parti a toujours flétri l'attitude du comité *Union et Progrès* à l'égard des Arméniens.

QUELLE FUT LA RÉPONSE DES GRECS ?

CE QUE DISENT LES NON-MUSULMANS

Leur délégation qui avait à sa tête S. B. Mgr Dorothéos, *locum tenens*, comprenait les métropolites de Césarée, d'Enos et ceux de Rizeh et d'Angora, au nom des Grecs de la mer Noire et de la Thrace orientale, M. Emmanuelidès, au nom de son ancienne circonscription électorale de Smyrne, MM. Casanova, Carathéodory et Haralambidis, tous les trois membres du Conseil laïque du patriarcat œucuménique. Elle déclara que Mgr Dorothéos, *locum tenens*, avait exposé en détail à la Conférence les vœux des Grecs. En conséquence, il n'était pas nécessaire de les préciser à nouveau.

Quant à la seconde question sur le mandat, le *locum tenens* a répondu que jusqu'à présent les Grecs furent l'objet de bons traitements et de sentiments d'affection de la part de l'Amérique, de la France et de l'Angleterre. Ils accepteraient donc le mandat de n'importe laquelle de ces trois puissances.

Ensuite furent entendus les représentants des Grecs de la mer Noire et de Smyrne. Les premiers demandèrent l'établissement d'une république grecque à Trébizonde et les seconds l'annexion de Smyrne à la Grèce.

Les Juifs ne se présentent pas devant la mission américaine en un seul groupe. Il y a chez eux deux tendances bien distinctes : celle des conservateurs et celle des libéraux. A la première appartient le grand rabbinat, à la seconde se ramènent sous des modes divers le parti national, les sionistes, et la loge Béné-Bérith.

Le grand rabbin, Nahoum effendi, déclare que les Juifs sont très contents de vivre sous le régime turc ; ils n'ont pas de plainte à formuler car ils n'ont jamais été maltraités dans leurs personnes ni inquiétés dans leurs consciences. S'ils ont, comme tous les peuples, des réformes à réaliser, ils entendent agir conformément aux lois de l'empire, en plein accord avec le Gouvernement.

A Paris, Nahoum effendi ira plus loin dans la manifestation de son ardente turcophilie. Il plaidera chaleureusement la cause de Moustafa Kemal.

Le mouvement nationaliste, dit-il au *Matin*, c'est une réalité. Toute la population turque d'Anatolie est avec lui...

Vous me demandez si ce mouvement est dangereux pour les Alliés et en particulier pour la France qui a le mandat d'agir dans une grande partie de la Syrie, de la

Cilicie et dans plusieurs vilayets turcs. Eh bien, franchement, je crois que non. Voici mes raisons :

Le mouvement nationaliste s'est assagi en devenant quasi officiel. Sous le cabinet de Damad-Ferid, Moustafa Kemal était un rebelle. Il est aujourd'hui, à peu de chose près, un collaborateur du gouvernement que préside le maréchal Riza pacha. Moustafa Kemal n'est ni un coureur d'aventures, ni un fanatique. Il sait combien est précaire la situation internationale de la Turquie, il ne fera rien pour l'empirer.

Il est fidèle à son souverain, et ne transgresserait jamais ses ordres. Son programme — le programme de toute la Turquie — tient en une formule simple : l'application intégrale des principes de M. Wilson, c'est-à-dire que les régions ottomanes demeurent ottomanes. Il ne va pas plus loin.

Si quelques mécontents arabes racontent qu'ils trouveraient un appui en Moustafa Kemal pour une campagne contre la France et l'Angleterre ne les croyez pas. Ou ils se leurrent, ou ils veulent vous abuser.

Il n'y a point de danger du côté des nationalistes turcs, si l'on arrive à trouver un *modus vivendi* pour les régions purement turques qui leur sont contestées. Et je crois, sans vouloir anticiper sur l'œuvre des diplomates, que des arrangements satisfaisants sont possibles dans l'intérêt de tous, car quel est le pays qui veut aujourd'hui entretenir de coûteuses et fortes armées d'occupation en Turquie d'Asie ?

Nous verrons dans la suite que Nahoum effendi se trompe lorsqu'il affirme que la France n'a rien à craindre de Moustafa Kemal en Cilicie.

M. M. Rousso, président de la Fédération sioniste, le Dr Caleb, représentant du Comité central exécutif sioniste de Londres, Niego, président de la grande loge israélite Béné-Bérith,

parlèrent au nom des Juifs libéraux et nationaux. Ils reconnurent, certes, que les Juifs ont joui paisiblement en Turquie des privilèges qui leur furent octroyés par les sultans. Mais ils ne veulent plus de ces « miettes de grâce » que l'Etat ottoman considère comme des faveurs insignes. Les temps ont marché. C'est le *droit* de vivre comme une nation moderne qu'ils revendiquent désormais. Leur communauté doit avoir un statut rationnel, démocratique et laïque. Bref, dans le cadre de la souveraineté ottomane ils auront une sorte d'autonomie qui leur permettra d'évoluer suivant leurs aspirations et leurs besoins.

Ils désirent surtout être placés sur le même pied que les autres raïas. Ils demandent que dans les futurs traités de la Porte avec l'Europe on les mentionne, comme les chrétiens, parmi les minorités. « Lorsqu'on parle des non-musulmans de Turquie, protestent-ils, on nous oublie toujours. Nous occupons cependant dans l'empire une place importante. Par les services que nous avons rendus, par l'œuvre de civilisation que nous avons créée et poursuivie de toutes pièces et par nos seuls moyens nous sommes fondés à demander qu'on nous traite comme des hommes libres. »

Les Arméniens sont représentés par S. B. Mgr Zaven, patriarche, qu'accompagnent le docteur Davidian, président du Conseil national, le *locum tenens* du patriarcat arménien-catholique, Mgr Seiahian et le chef de la communauté protes-

tante, M. Besdjian, professeur. Ils apportent un dossier complet des crimes innombrables dont leur nation a été victime, avant, pendant et après la guerre. Et comme conclusion ils sollicitent l'aide américaine pour que l'Arménie puisse vivre enfin tranquille. Ils ne peuvent exprimer une préférence : les Arméniens sont également reconnaissants envers la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis pour les bienfaits dont ces puissances les ont comblés. Mais puisque le Conseil suprême a marqué son désir de voir l'Amérique accepter le mandat de guider les premiers pas de l'Arménie, ils n'ont plus qu'à exprimer un vœu : c'est que le Congrès de Washington réponde à leurs espérances.

CE QUE DISENT LES JOURNAUX

Pour être mieux éclairés, les Américains demandent à la presse de s'exprimer à son tour en toute franchise, car, disent-ils, « la presse traduit à nos yeux l'opinion publique, plus sûrement que les représentants des associations politiques et religieuses ».

Voici comment s'expriment les journaux turcs :

Le *Yéni-Gazeta* :

Puisque l'Amérique désire la création d'une Arménie, qu'elle en accepte le mandat, nous sommes disposés,

de notre côté, à faire de notre mieux en vue de faciliter la tâche aux Américains. En revanche nous pourrons exiger ceci de l'Amérique : « Comme compensation à la constitution d'une Arménie que vous avez jugée conforme au droit et à la justice, appliquez-vous, tout le temps qu'elle sera placée sous votre contrôle, à ce qu'elle s'entende, à ce qu'elle vive en bonne intelligence avec nous et à ce qu'elle ne contracte pas contre notre pays d'alliances offensives. Prenez également sous votre garantie le respect des intérêts, des mœurs, du culte et des droits des musulmans d'Arménie.

Puisque la Turquie se soumet au désir de l'Amérique, *celle-ci devra de son côté lui accorder son assistance financière, lui garantir la possession de Constantinople et de toute l'Anatolie* et prendre sa défense auprès de la Conférence de la Paix en demandant l'application intégrale des principes de Wilson. Elle devra veiller en outre à ce que la part de la dette publique ottomane qui échoit aux territoires qui devront être annexés à l'Arménie soit assumée par le nouvel Etat.

Le *Tasviri-Efkiar* :

Si le mandat ou le protectorat, voire même l'assistance, aboutit à la destruction de notre indépendance nationale et politique, nous ne concevons guère un seul musulman raisonnable pouvant consentir à cela...

Il ne suffit pas de réclamer l'assistance américaine, il importe que l'Amérique aussi consente à nous la prêter.

D'après les manifestations faites jusqu'ici par les Américains, ceux-ci, sauf pour l'Arménie, ne veulent assumer aucune charge en Orient. Leur dégoût des affaires orientales peut être considéré comme une preuve des plus fortes à l'appui du fait que *l'assistance américaine sera la moins onéreuse pour nous.* Une des plus grandes qualités de cette nation consiste à tenir ses engagements...

En outre, ils ont une autre qualité digne d'attirer

notre attention ; c'est leur sollicitude envers les 70.000 musulmans se trouvant dans les îles Philippines.

Tous ces faits démontrent les avantages qui résulteront de l'assistance américaine et nous croyons qu'il est impossible, en présence de tant de vérités, que notre opinion publique n'ait pas, en majeure partie, des tendances vers elle.

Le *Tarik* est contre le mandat, d'où qu'il vienne.

Nous sommes vaincus, dit-il. Mais, est-ce là un fait si rare dans l'histoire pour qu'il faille expérimenter sur nous des sanctions qui n'ont pas frappé d'autres peuples lorsqu'ils se sont trouvés dans notre situation ?

Et le *Tarik* affirme que personne n'a le droit de prononcer avec complaisance le mot de mandat et que seule la nation est appelée à résoudre ce problème.

L'*Iléri* parle du discours prononcé jadis par Diogène sur la place de l'Aghora d'Athènes. Il raconte comment le « Philosophe cynique », qui ne voyait personne s'approcher de lui pour entendre ses paroles, eut l'idée de braire comme un âne, d'aboyer comme un chien, en un mot, d'imiter les cris de divers animaux. C'est ainsi qu'il réussit à grouper autour de lui la multitude.

Djélal Nouri bey, qui se substitue en l'occurrence à Diogène afin de se faire entendre, termine son article en exprimant son étonnement pour l'effet particulièrement nocif et anesthésique du stupéfiant absorbé par le peuple : opium, morphine, cocaïne ou éther :

« Le Turc, dit-il un peu plus loin, est une matière

première des plus précieuses. Il a toutes les capacités et aptitudes voulues. Il n'y a rien qu'il ne puisse faire sous une administration ou une direction.

En continuant sur ce ton, *il finit par conclure que la Turquie a besoin d'une assistance d'ordre administratif et économique.*

L'*Alemdar* :

Examinons les périodes durant lesquelles la nation turque a été indépendante. Nous le répétons, cette nation ne l'a jamais été. Un souverain despote ou un vizir sanguinaire ont disposé du pays à leur gré, *ils ont égorgé, incendié, détruit et fait tout ce qu'ils ont voulu.*

Un Etat de six siècles a été le jouet d'individus tels que Talaat et Enver.

Les révoltes, les troubles, les massacres, les déportations, les bannissements, les guerres avaient commencé à sévir tel qu'un déluge de malheurs. Néanmoins, nous étions indépendants. Personne ne se mêlait de notre kief...

Vive l'indépendance !...

De cette indépendance, nous n'en voulons plus. Ceux qui clament aujourd'hui : « Nous voulons l'indépendance, *nous n'acceptons aucune assistance* », sont les mêmes qui ont toléré les coups portés à l'indépendance nationale par un sinistre trio de fauves.

C'est un crime de préparer le terrain, sous le couvert de l'indépendance, à la restauration de l'ancienne administration abominable. Nous ne l'avions pas dit jusqu'ici, mais aujourd'hui nous sommes contraints de le proclamer.

C'est un crime et le plus grand de provoquer de nouveaux désastres devant fatalement amener l'effondrement total de l'Etat.

Le *Messoulièle* :

Protection, mandat ou contrôle. Je ne saurais admettre qu'un homme raisonnable se figure qu'un de ces trois termes restrictifs ne porte atteinte à notre indépendance et à notre souveraineté.

Admettons-en le plus faible... le contrôle... *Confier l'administration du pays à différents mandataires, c'est un partage effectif dont la conception même constitue le prélude de conflits qui font dresser les cheveux sur la tête.*

Il est impossible que diverses puissances puissent cohabiter d'une façon permanente dans ce pays...

Le gouvernement de Washington possède, sans contredit, une parfaite organisation politique, administrative et judiciaire. Si jamais il manifestait le désir de nous prendre sous son égide, notre pays n'aurait qu'à s'en réjouir. Mais pour le moment l'Amérique ne veut même pas entendre parler de cette question. Tant que l'Angleterre existera avec son merveilleux rouage politique et social, nous ne saurions même pas porter les yeux sur aucun autre pays.

Le *Sabah*, organe gouvernemental :

Nos partis ressemblent à un édifice sans fondements construit sur du sable et qui se désagrège au hasard. Ils ne sont pas la résultante des aspirations du peuple.

La commission américaine sera induite en erreur si elle attache de l'importance à leurs idées et croit ainsi être renseignée sur l'opinion et le sentiment réels de la nation à ce sujet.

Quant à la question de savoir si la Turquie, ainsi que le prétendent les Européens, a besoin réellement d'un mandat, nous n'hésiterons pas à répondre : non.

Mais si les puissances ententistes insistent pour placer la Turquie sous le mandat administratif d'un Etat étranger pour un temps déterminé, lequel devrons-nous choisir ? Voilà où réside le point vital de la question, car une fausse ligne de conduite pourrait ouvrir la porte à une nouvelle suite de malheurs.

Et d'abord, nous ne saurions admettre la pluralité des mandats... D'autre part, le mandat ne doit viser que Constantinople, exclusivement...

Supposons pourtant que l'Amérique soit chargée d'assurer le mandat administratif sur toute la Turquie,

pourra-t-elle nous protéger et nous préserver des attaques éventuelles des grands et des petits Etats qui nous entourent ? Va-t-elle nous envoyer des armées ? Ce serait une folie que d'y croire. ...Pour se charger d'une pareille tâche, elle devrait avoir en Orient un intérêt politique nécessitant le maintien de l'intégrité de la Turquie, alors que les intérêts de l'Amérique n'y ont qu'un caractère économique.

Nous voyons, suivant les événements qui se déroulent en Russie, que celle-ci tend aujourd'hui à se redresser, à se ranimer. Ceux qui s'emploient à cette tâche sont malheureusement les hommes d'Etat qui nourrissent des aspirations panslavistes. Or, celles-ci sont connues chez nous. Ces hommes d'Etat ont l'audace et le courage d'exposer par des mémoires à la conférence leurs visées sur Constantinople.

Dans le cas où le désarmement nous sera imposé comme une des conditions de paix, sera-ce l'Amérique qui nous préservera des attaques armées de la Russie ? Sera-ce la Ligue des Nations qui assurera notre intégrité territoriale et notre entité ethnique et politique ? Mais cette institution est encore à l'état embryonnaire et n'a pu jusqu'ici prouver sa vitalité. Même les hommes d'Etat français qui se sont évertués nuit et jour à la codifier ont cru devoir s'assurer le concours militaire de l'Angleterre et de l'Amérique en cas d'une agression éventuelle de la part de l'Allemagne.

N'étant pas d'ailleurs admis officiellement dans son giron, nous ne saurions prétendre que la Ligue contracte aucun engagement pour garantir notre intégrité... Donc, en présence d'attaques éventuelles, quelle assistance allons-nous requérir ? Celle de l'Amérique ? Peine perdue. Cette puissance n'enverra pas un seul de ses soldats pour nous défendre...

Le *Sabah* expose un autre jour les raisons qui l'incitent à désirer *le mandat anglais*. Après avoir repoussé l'Amérique, l'organe gouvernemental

trace les grandes lignes de la politique anglaise à travers les siècles et durant les cent dernières années. La seule puissance capable d'endiguer les flots envahisseurs russes serait l'Angleterre qui suivrait avec une sagacité, une lucidité et un sang-froid admirables, la politique impérialiste russe.

C'est la seule puissance, continue le Sabah, dont la politique n'a pas varié depuis des siècles, et qui a subjugué le destin pour l'asservir à son point de vue et à ses intérêts.

Relevant le rôle de la Grande-Bretagne en temps que *puissance islamique, la feuille de Stamboul estime que la Turquie pourrait recouvrer ses forces sous l'égide formidable de l'Angleterre* dont la politique de liberté et de droiture est unanimement appréciée des millions de musulmans qui vivent heureux à l'ombre de l' « Union Jack ».

Le *Péyam*, sous la signature d'Ali Kemal bey, ancien ministre, gouvernemental :

Oui, si les autres ne l'avouent pas, nous, nous l'avouons : *nous avons commis beaucoup de fautes depuis des siècles.* Par exemple, notre capacité de conquérants était aussi large que notre capacité d'administrateurs était étroite. Pour notre *bon plaisir nous conquérions des pays et nous y restions sans pouvoir arriver à les administrer.* Ce défaut nous est resté pendant des siècles. On n'a pas pu s'en corriger. Ainsi qu'un grand Français l'a dit au sein de l'Académie française et au sujet de l'Algérie : « Pour un peuple, ce n'est pas la conquête d'un pays qui fait honneur, mais bien la bonne administration dont il le dote » et d'autre part, c'est la condition première du maintien de la souveraineté dans ce pays.

Il y avait peut-être de dures paroles dans la réponse donnée à nos délégués ; mais nous ne pourrons pas nier qu'il est vrai que nous n'avons pu arriver à nous concilier

la sympathie des peuples que nous avons eus sous notre administration.

Nous n'avons pas su les rendre heureux. Nous n'avons pas non plus procuré le bien-être à notre peuple. Pourquoi ? Ce n'est pas le moment d'approfondir ce point, d'autant plus que cela n'aurait plus de valeur désormais...

Mais si nous, Turcs, nous voulons conserver notre indépendance sur les territoires turcs là où nous formons la majorité, n'aurons-nous pas formulé une demande raisonnable, légitime et équitable ? Nous consentons à ce que la Société des Nations guide notre gouvernement et notre souveraineté dans la voie de la civilisation, sans faire de brèches dans notre existence et dans nos traditions. Voilà comment nous entendons cette assistance civilisatrice, quelle que soit sa dénomination, *mandat*, *assistance* ou *tutelle*. Il est également de notre droit irrécusable d'accepter *un seul Etat* pour cette mission civilisatrice.

Quel pourrait être cet Etat ? Certains de nos journaux, de nos hommes d'Etat et de nos partis ont fait connaître leurs opinions sous ce rapport. Trois grandes puissances étaient désignées : l'Amérique, l'Angleterre et la France. Quant à nous, nous estimons que nous devons tout d'abord attendre que les puissances précisent, au Congrès de la Paix, leurs intentions relatives à nos destinées, qu'elles nous fassent connaître nos limites fixes. Après quoi, lorsque la question de l'assistance dite du mandat pour notre Etat sera mise sur le tapis, l'on aura recours à notre nation pour savoir laquelle des trois puissances précitées nous conviendrait.

Il y a certaines rumeurs d'après lesquelles l'Amérique accepterait certains mandats en Orient. Mais je crois qu'une pareille assistance ne répond pas à nos besoins et à nos aspirations.

L'*Ikdam*, sous la signature de Djélal Nouri :

...Nos compatriotes au cœur pur doivent savoir qu'il serait vain d'essayer de comprendre rapidement la politique anglaise. L'âme anglo-saxonne est une énigme. On

peut — et l'histoire nous en fournit plusieurs exemples — faire des déductions sur les idées et les convictions de toute nation et de tout peuple. Il y a certains peuples, au tempérament exubérant, qui ne peuvent se maîtriser et qui épanchent ce qu'ils ont dans leur for intérieur. Il y a certains politiciens qui ne peuvent pas réussir à dissimuler leur but.

Oui ! L'Angleterre est une énigme. La tendance politique la dernière à être connue est celle de l'Angleterre. Chacun parle, tout le monde se livre aux discussions, aux conversations, aux disputes et aux querelles : l'Anglais conserve son sang-froid, déplie son journal, dissimule son visage derrière la feuille et se met à lire. Et, quand personne n'a plus rien à dire, l'Anglais devient tout à coup orateur et c'est ainsi qu'il arrive à dire le dernier mot. La parole de l'Anglais ressemble à une arme ; il ne s'en sert qu'en cas de besoin... Par conséquent il n'est que trop juste d'accorder une importance toute particulière à toute parole prononcée par un Anglais dans un langage officiel. Le Premier britannique, M. Lloyd George, a dit, dans un discours dont le texte ne nous est pas encore parvenu, qu' « *aucune question n'intéresse l'Angleterre au même point que celle de la Turquie et que l'avenir de la Grande-Bretagne est lié à la solution de la question turque* ». Ces paroles sont d'une importance exceptionnelle. Le Premier anglais n'est pas un président du Conseil ayant l'habitude de parler sans qu'il y ait nécessité. Toute parole est, avant d'être prononcée, pesée jusqu'au centième de milligramme. Nous déduisons certaines choses des paroles de M. Lloyd George :

1° Tout d'abord en disant « la Turquie », l'Angleterre vise notre unité. Si notre intégrité avait été altérée de n'importe quelle façon il n'aurait pas été question de « La question de la Turquie » ;

2° La Grande-Bretagne, en déclarant que son avenir est lié à la solution de la question turque, veut faire comprendre au concert des puissances qu'elle est plus intéressée qu'elles à cette solution et que la Turquie constitue pour elle une question de vie ou de mort ;

3° Le Sénat américain sait fort bien que les questions orientales ne peuvent être résolues sans l'Angleterre. Et même si, dans le Nouveau Monde, on dresse un programme de quatorze articles au sujet de la Turquie, ce programme finira toujours par être compatible avec les convictions de l'Angleterre.

Quel est maintenant le point de vue anglais ? Je l'ignore. Il se peut même que, jusqu'à présent, le cabinet de Saint-James ne se soit pas encore prononcé, car les Anglais ne sont pas pressés. Leur politique suit un courant général et naturel.

L'auteur termine en disant que les Turcs devraient savoir mettre à profit la conviction anglaise au sujet de la Turquie et assurer leur unité en s'efforçant de maintenir leur intégrité.

Le *Terdjumani-Hakikat* :

Nous ne parvenons pas, à vrai dire, à comprendre la mentalité de certains de nos confrères tendant à se montrer partisans du mandat de tel ou tel Etat ; car admettre un pareil mandat n'équivaudrait pas à autre chose qu'à dire adieu à l'indépendance. Nous considérons comme très navrant qu'il soit réclamé par un groupe d'intellectuels.

En outre, l'article 12 des principes wilsoniens ne stipule aucune clause concernant le mandat de tel Etat sur la Turquie.

L'*Istikal devise sur les mots mandat, tutelle*, etc. et termine en souhaitant que le système qui sera adopté comporte le moins d'atteintes à l'indépendance et à l'existence de la Turquie.

Le *Zéman* rejette le mandat, quel qu'il soit, et demande simplement la reconnaissance entière et indivisible de la souveraineté turque.

Certes, poursuit le rédacteur turc, nous avons besoin

d'une aide. L'Anatolie aussi en est convaincue. *Mais nous préférons la liberté à l'esclavage*, et plutôt que d'accepter nous-mêmes et de gaîté de cœur le collier — car ça pourrait en être un — nous posons nos conditions.

Il m'a paru qu'il n'était pas inutile de reproduire ces larges extraits de la presse ottomane ; en France, on ne lit jamais les journaux de Stamboul et il est bien difficile dans ces conditions d'y porter un jugement sérieux sur les événements de Turquie.

Mais quelles sont les vues de la Sublime-Porte? Djemil pacha, préfet de la ville, reflète sans nul doute la pensée gouvernementale. Or, voici la déclaration qu'il a faite au docteur Crane :

Le pays condamne la politique du sultan déchu et des Jeunes-Turcs et aspire à une ère de progrès et de réformes. Le pays est décidé à avoir recours à la civilisation et au progrès européens, et à cet effet il a besoin de l'aide morale d'une grande puissance, telle que l'Angleterre, ou encore l'Amérique...

LES JEUNES TURCS NE VEULENT D'AUCUNE IMMIXTION ÉTRANGÈRE

Ainsi, à ne s'en rapporter qu'aux discours qu'elle vient d'entendre et aux articles qu'elle vient de lire, il est impossible à la Mission américaine de formuler des conclusions nettes et précises. Pourtant il me suffit d'interroger les uns et les autres, loin de tout apparat et de tout bruit, pour découvrir en

quelques jours qu'il y a deux courants bien distincts dans les milieux musulmans.

Les Jeunes-Turcs ne veulent d'aucune immixtion étrangère. Ils sont décidés à réclamer l'indépendance totale, absolue de l'empire. Et déjà ils écoutent avec des tressaillements de joie les appels patriotiques qui viennent du fond de l'Anatolie... Moustafa Kemal est là-bas, préparant avec une farouche obstination le *Mouvement national.*

A la rigueur ils accepteraient l'aide financière de l'Amérique. Que celle-ci apporte des dollars, oui ! Mais un contrôle, non !

Les Vieux-Turcs, eux, ne souhaitent qu'une chose, c'est que le fameur Comité, l'Odjak, qui a déchaîné sur le pays tous les fléaux, disparaisse à jamais. Et comme ils se sentent incapables de venir à bout, par leurs propres moyens, de leurs terribles adversaires politiques, dont l'organisation et la puissance sont restées intactes dans le cataclysme universel, ils réclament à cor et à cri le secours de l'Angleterre... Quant au peuple, incapable d'avoir une idée ou une initiative, il se tait, courbé sous des siècles et des siècles de misères... Quel est le pacha, quel est le bey ou l'effendi qui s'intéressent à l'avenir de cette pauvre bête humaine ? Les politiciens se disputent le pouvoir pour les jouissances ou les profits qu'il donne, aucun ne s'inquiète des besoins de la masse...

Un fait à noter : pas une voix ne s'est élevée dans les partis, dans les journaux turcs pour solli-

citer notre protection. C'est un silence de mort qui pèse sur le nom français. Qui s'imaginerait ici que Joffre et Foch sont les vainqueurs de la plus grande guerre de l'Histoire ? Et qui se douterait de l'existence de ces « liens d'une amitié traditionnelle » qui unissent la Turquie à la France ?

Je constate que « nos amis » de Stamboul se sont tous évanouis. Ils n'ont de sourires, chez les conservateurs, que pour l'Angleterre et, chez les révolutionnaires, que pour l'Allemagne. Et ceux-ci sont l'écrasante majorité... Pour trouver des francophiles il faut les chercher dans les foyers arméniens, grecs ou juifs...

Quoi qu'il en soit des conclusions de la Mission américaine, je partage entièrement l'opinion de mon excellent confrère M. Le Goff, directeur du journal français le *Stamboul*, qui rappelle fort à propos la doctrine de Monroë :

En raison, dit-il, de l'inévitable évolution vers la formule du temps de paix, les doctrines d'avant-guerre reprennent leurs droits. Et c'est ainsi qu'aux Etats-Unis un très fort courant se dessine en faveur du retour à la théorie diplomatique de non-intervention dans l'ancien monde, dans la mesure du moins où elle serait applicable. En ce qui concerne spécialement la question de savoir si l'Amérique acceptera ou non des mandats en Europe et en Asie, le Congrès seul en décidera. Or, d'après les plus récentes nouvelles, il ne semble pas que le principe même de l'acceptation y rencontre une très grande faveur. Aussi croyons-nous inutile de discuter ici une question qui ne se posera peut-être pas.

Oui, M. Le Goff avait raison de rester scep-

tique sur l'établissement d'un mandat américain en Turquie. On sait, en effet, que le Congrès de Washington a refusé nettement de prendre une part de responsabilité quelconque dans les affaires qui regardent l'Europe... Mais alors que deviendront les Arméniens? Qui se chargera de leur protection ?

Déjà, le *Memléket* ricane. Ce journal turc pose cette question qui est une insulte au malheur : « On projette de créer une Arménie dans nos provinces orientales, on veut donc constituer *une République des Morts ?* » Et le *Tarik* de s'écrier : « Les frontières arméniennes, c'est le cadet de nos soucis ! » Il est de toute évidence que les Jeunes-Turcs relèvent la tête. Ils ne parlent plus en vaincus. Ils se croient toujours les maîtres du pays en dépit de leur défaite militaire et cela malgré la présence des soldats et des marins alliés dans les Dardanelles et sur les rives du Bosphore. Cette pensée n'a pas varié depuis 1908 : elle vise à chasser tous les chrétiens des positions qu'ils occupent dans le proche Orient et à créer un Etat purement turc qui prendra la tête d'un empire touranien, base et support d'une vaste *Confédération panislamique.*

Pendant que Talaat travaille à Berlin et à Moscou, Enver et Djemal préparent leurs batteries au Caucase. Et Moustafa Kemal organise la révolte de l'Anatolie. Il est vrai que la Porte lance des mandats d'arrêt contre ce remuant pacha et son

complice Reouf bey, mais il ne se rencontrera aucun gendarme pour mettre la main au collet « des rebelles ». Ainsi que l'écrit l'*Orient News*, ces mandats d'arrêt ressemblent fort à ceux qui visent Lénine et Trotzki, on ignore qui va les exécuter. Et si d'aventure l'autorité parvient à mettre sous les verrous Halil pacha, oncle d'Enver, et Hutchuk-Talaat, pour bien montrer sans doute à MM. les hauts-commissaires son désir de châtier les coupables de la guerre, on apprend bientôt que ceux-ci ont pu s'évader de prison et qu'ils échappent à toutes les recherches de la police.

Aucune nouveauté, écrit *La Renaissance*, car l'on n'est plus à compter les évasions des écumeurs et des gens du Comité que les divers cabinets qui se sont succédé à la Sublime-Porte avaient, après d'infinies hésitations, pris le parti de faire incarcérer. Dans le tas des criminels innombrables, quelques arrestations ; sur ces arrestations, plusieurs fuites ; des ordonnances de non-lieu et autres circonstances reculent indéfiniment l'heure de la justice. Ainsi se révèle l'œuvre de Thémis dans ce pays irréel à force d'originalités.

Le *Djagadamart* jette un cri d'alarme.

Il est on ne peut plus clair, écrit-il, que nos ennemis déploient une grande activité et que ce zèle est fortifié non seulement par l'appui du gouvernement mais encore par la large et effective participation de la population. Ces mouvements populaires et militaires visent deux buts :

1° En profitant de l'incertitude générale et *des tergiversations des alliés, former un front contre l'Entente* et chercher à réaliser le projet pantouranien qui est choyé actuellement par tous les musulmans en général dans le but de fonder un grand Etat touranien, sous l'égide de la Turquie, capable d'imposer son existence à l'Occident ;

2° Et, dans le cas où ce projet avorterait, on s'efforcerait d'entraver la formation de l'Arménie unie.

Deux camps se trouvent donc en présence l'un de l'autre, l'Arménie, avec une armée minime et des ressources on ne peut plus restreintes et la Turquie avec l'Azerbéidjan qui, eux, sont appuyés par de larges couches populaires et par des forces militaires importantes.

C'est la lutte suprême pour la vie ou la mort qui se prépare à moins que des interventions extérieures et énergiques ne viennent contrecarrer ces plans funestes. Mais, sans attendre le secours de l'étranger, il faut que, devant le danger, le peuple arménien prenne en main lui-même ses destinées et fasse le suprême sacrifice pour consolider sa situation critique.

Et le journal turc *L'Alemdar* qui est sinon l'organe, du moins l'écho du palais, précise la gravité du danger :

Il existe, dit-il, dans ce pays, une maladie beaucoup plus grave, plus redoutable et plus dévastatrice que les épidémies. Si nous voulons sauver de la mort les enfants de notre patrie, nous devons tout d'abord terrasser la maladie dont il s'agit : cette maladie, c'est l'unionisme, qui agit plus vite encore que la phtisie galopante.

Il serait donc préférable de constituer une commission pour lutter contre l'unionisme plutôt que contre la tuberculose.

Les diverses manifestations de ce fléau morbide sont : le turquisme et le touranisme. Que le Très Haut en préserve tous les pays ! Amen ! Car il ne nous reste plus qu'à prier...

La circulaire publiée par le gouvernement au sujet de l'arrestation de Moustafa Kemal pacha et de Reouf bey, par suite de leurs instigations et excitations à la révolte, est de nature à constituer la *question la plus importante du jour*.

Donc, les alliés sont prévenus : un général au-

dacieux va se dresser contre eux pour entraver l'œuvre de la victoire. Et, détail qui ne peut manquer d'attirer leur attention, Moustafa Kemal va s'appuyer sur Lénine. C'est l'alliance de Brest-Litovsk qui se continue, narguant les hauts-commissaires, les généraux et les amiraux de l'Entente.

Il est curieux de voir ce que celle-ci entreprendra pour déjouer le plan turco-russe... Va-t-elle rester les bras croisés, sûre de sa force et de son prestige ? Va-t-elle prendre des mesures énergiques pour couper la mauvaise herbe à sa racine ?

Des informations puisées aux sources les plus diverses aboutissent toutes au même refrain : « *Le Turc affirme qu'il n'a pas été battu. S'il accepta l'armistice c'est que le programme de M. Wilson lui donnait toutes satisfactions.* » Bien plus, on a fait croire au paysan d'Anatolie que l'Allemagne et la Turquie ont écrasé les alliés.

Les problèmes qui se posent me paraissent d'un tel intérêt, le drame qui se déroule me passionne à ce point que je décide de m'installer pour un long séjour à Constantinople, et je prie mon aimable compatriote, M. Bert, de me céder le titre du journal *Le Bosphore* dont je fais un quotidien indépendant, sous l'égide du drapeau français. Pour bien marquer mes intentions, je prends pour guide et pour enseigne ces rudes et fières paroles de Paul-Louis Courier : « Laissez-vous blâmer, condamner, emprisonner, laissez-vous pendre, mais publiez votre pensée... »

II

DEVANT LE CONSEIL SUPREME

LE PLAIDOYER TURC

Où en est exactement la question turque devant le Conseil suprême, lorsque je prends (1) la direction du *Bosphore ?* Un armistice a été signé avec la Porte le 30 octobre 1918, mais la paix semble encore lointaine. Après bien des démarches officieuses commencées au mois d'avril, la Turquie fut invitée à faire connaître son point de vue aux alliés. C'est pourquoi une délégation, que présidait Damad Ferid pacha, et qu'avait emmené le cuirassé français *Démocratie*, débarquait-elle à Paris le 11 juin 1919. Introduite au Quai d'Orsay auprès de la Conférence elle faisait la déclaration suivante :

Messieurs,

Je n'aurais pas l'audace de me présenter devant la Haute assemblée, si je croyais que le peuple ottoman ait encouru, dans une guerre qui mit à feu et à sang l'Europe et l'Asie, une part quelconque de responsabilités.

Je m'excuse tout d'abord du développement que je donnerai à mon exposé ; je défends, en effet, aujourd'hui, devant l'opinion publique universelle et devant l'histoire, une cause bien compliquée et bien mal connue.

(1) 22 octobre 1919.

Au cours de la guerre, presque tout le monde civilisé s'est ému au récit des crimes que les Turcs auraient commis. *Loin de moi la pensée de travestir ces forfaits qui sont de nature à faire pour toujours tressaillir d'horreur la conscience humaine. Je chercherai encore moins à atténuer le degré de culpabilité des auteurs du grand drame. Le but que je me propose est de montrer au monde, avec des preuves à l'appui,* quels sont les véritables auteurs responsables de ces crimes épouvantables.

Nous ne nous faisons pas d'illusion sur l'étendue du mécontentement qui nous entoure. Nous sommes parfaitement convaincus qu'une foule de malheureux événements font apparaître la Turquie sous un mauvais jour. Mais la vérité, une fois mise en évidence, empêchera le monde civilisé et la postérité d'émettre un jugement injuste à notre égard.

La responsabilité de la guerre en Orient, entreprise à l'insu du souverain et du peuple ottomans, dans la mer Noire, par un vaisseau allemand, commandé par un amiral allemand, retombe entièrement sur les signataires des traités secrets inconnus du peuple ottoman autant que des chancelleries européennes. Ces pactes furent conclus entre le gouvernement du kaiser et les chefs du Comité révolutionnaire qui, au début de 1913, s'étaient emparés du pouvoir par un coup d'Etat. J'en atteste les dépêches officielles échangées entre les représentants de la France et de la Grande-Bretagne et leurs gouvernements respectifs, pendant les trois mois qui précédèrent l'ouverture des hostilités entre la Turquie et l'Empire des Tsars.

Une fois la guerre déclarée, l'éternelle convoitise russe à l'égard de Constantinole fut habilement représentée au peuple turc comme un danger imminent... Nos archives sont d'ailleurs librement ouvertes à une enquête qui permettrait de confirmer pleinement les déclarations que j'ai l'honneur de soumettre à la Haute Assemblée.

Au sujet des autres événements tragiques, je me permettrai de répéter ici ce que j'ai maintes fois déclaré devant le Sénat ottoman. La Turquie déplore le meurtre d'un grand nombre de ses conationaux chrétiens, autant

que le meurtre de musulmans proprement dits. En effet, non contents des crimes perpétrés contre les chrétiens, le Comité Union et Progrès voua à la mort, par tous les moyens, trois millions de musulmans.

Quelques centaines de mille de ces malheureux, chassés de leurs foyers, errent encore aujourd'hui au centre de l'Asie Mineure, sans gîte, sans aucun secours d'existence. Et s'ils retournaient dans leurs provinces, ils se trouveraient aussi dépourvus, car un grand nombre de villes et de villages musulmans et chrétiens ont été détruits et ruinés à dessein. L'Asie Mineure, aujourd'hui, n'est qu'une vaste ruine. Et malgré sa vigilance, le nouveau gouvernement n'a pu atténuer encore les effets désastreux du cataclysme. Il sera toujours facile de confirmer ce que j'avance par une enquête faite sur les lieux mêmes. Ce qu'il faut écarter, c'est l'hypothèse d'un conflit de races et l'explosion du fanatisme religieux. D'ailleurs le peuple turc, à une époque où la violence pouvait avantageusement lutter contre le droit, a su respecter la vie, l'honneur, les sentiments sacrés des nations chrétiennes soumises à la loi. Il serait plus équitable de juger la nation ottomane par l'ensemble de sa longue histoire et non pas par une période des plus désavantageuses pour elle. Peu importent les noms, les principes et les procédés des révolutionnaires russes et turcs ; ce sont les mêmes instincts qui les conduisent ; détruire la société pour s'emparer de ses débris, en supprimer les membres, pour se rendre maîtres de leurs biens. L'Europe et l'Amérique cherchent, par d'énormes sacrifices, à délivrer les peuples slaves dont l'attitude apparente, à l'égard de l'Entente, ne diffère guère actuellement de celle des Turcs, réduits au silence, paralysés comme ils l'ont été les uns et les autres par une tyrannie inouïe. Les Turcs qui se sont ainsi trouvés sous la domination du comité, dans la même situation que les Russes sous celle des terroristes, méritent, de la part des dirigeants des grandes nations, maîtresses des destinées du monde, la même aide humanitaire et bienveillante.

La vérité commence depuis quelque temps à pénétrer dans l'opinion publique européenne. Le grand procès des

unionistes, à Constantinople, a montré les responsabilités des chefs du comité qui, tous, occupèrent les plus hautes fonctions de l'Etat, en ce qui concerne la guerre et les événements tragiques de l'Orient ; c'est la réhabilitation de la nation ottomane.

Ainsi réhabilitée devant le monde civilisé, notre mission sera dorénavant de nous appliquer à une culture économique et intellectuelle intense, pour devenir de cette façon un facteur utile dans la Société des Nations.

Le peuple ottoman souhaite qu'enfin le chaos existant, favorisé par cet état anormal des choses qui n'est ni la guerre ni la paix, fasse place à l'ordre et souhaite aussi voir la fin de l'occupation continuelle de ses territoires, malgré l'armistice. Cette occupation a donné, en effet, à Smyrne, libre cours aux excès les plus déplorables commis au détriment de la population musulmane sans défense. Il souhaite aussi ardemment que l'on maintienne sur la base du *statu quo ante bellum* l'intégrité de l'Empire ottoman qui depuis 40 ans a été réduit à son extrême limite. Ils désirent enfin qu'on accorde en Thrace, au nord et à l'ouest d'Andrinople, où les musulmans ont une majorité écrasante, une ligne de frontière qui rendra possible la défense d'Andrinople et de Constantinople.

Ce que nous demandons là est d'ailleurs en parfaite conformité avec les principes du président Wilson, principes au nom desquels nous avons demandé l'armistice, convaincus qu'ils seraient indistinctement appliqués dans l'intérêt de la paix du monde. D'autre part, un nouveau morcellement de l'Empire ottoman bouleverserait l'équilibre de l'Orient.

Les chaînes du Taurus ne sont par ailleurs une ligne de démarcation géologique. Les contrées situées au delà de ces montagnes, de la Méditerranée à la mer d'Arabie, sont, quoiqu'on y parle une langue différente de la langue turque, indissolublement liées à Constantinople par des sentiments plus profonds que le principe de la nationalité. En deçà et au delà du Taurus, le même idéal, la même pensée, les mêmes intérêts moraux et matériels unissent les habitants. Ils forment un bloc compact dont la désa-

grégation nuirait au calme et à la paix de l'Orient. Même un plébiscite ne résoudrait pas la question, car il s'agit de l'intérêt suprême de plus de 300.000 millions de musulmans, ce qui constitue une fraction importante de la totalité du genre humain.

La conscience mondiale ne peut approuver que des conditions de paix conformes au droit, aux aspirations des peuples et à la justice immanente.

Ce plaidoyer, non dépourvu d'éloquence, fut écouté avec la plus bienveillante attention. Par certains côtés il était assez habile, car il condamnait sans appel « ces forfaits qui sont de nature à faire pour toujours tressaillir d'horreur la conscience humaine ». Les Jeunes-Turcs étaient cloués au pilori par un homme qui parlait à la fois au nom du pays et au nom du sultan. C'était donner aux Alliés une satisfaction morale d'un très haut prix. Et c'était venger dans une certaine mesure la mémoire des victimes de Talaat, d'Enver et de Djemal. Pourquoi le grand vizir ne se borna-t-il pas à défendre l'honneur national et pourquoi surtout crut-il devoir annoncer qu'il aurait à faire un autre exposé qui était en préparation ? Il y eut, en effet, un second mémorandum dont voici le texte :

Bien que la situation politique et économique de l'Empire ottoman et ses anciennes relations d'amitié avec les puissances occidentales eussent dû engager la Turquie à conserver une neutralité bienveillante, certaines tristes circonstances l'ont entraînée dans cette guerre fatale, en *dépit de l'opposition manifeste de la nation.* Nous croyons inutile de répéter ici dans tous leurs détails les événements qui se sont déroulés au cours des quatre années

de guerre. *La population musulmane eut à souffrir autant que les non-musulmans des crimes qui ont été perpétrés.*

Par sa grande histoire et son glorieux et honorable passé la Turquie a fait preuve de force et de capacité non seulement dans le domaine militaire mais encore dans le domaine intellectuel et scientifique. En un mot, le fait que les Ottomans ont réussi à fonder un Empire immense est une preuve de leur capacité politique.

Contrairement à ce que prétendent les petites puissances orientales intéressées à son démembrement et à sa ruine, l'Empire ottoman n'a jamais constitué pour l'humanité un fléau analogue à celui des Empires de Gengis-khan et de Tamerlan. Il s'était constitué au contraire, avec le temps et grâce à sa bonne organisation politique. Il a garanti le bien-être et le salut à plus de 100.000.000 de ses sujets de différentes races et religions répandus à travers les trois continents. L'Empire ottoman a autorisé la création, sur son territoire d'abord, de patriarcats, et plus tard de vastes communautés, garantissant ainsi à tous par son organisation juste et sage la liberté de conscience et de pensée. L'ère des réformes commença pour la nation ottomane le jour où elle reconnut les bienfaits de la civilisation européenne. Les importantes étapes franchies par la Turquie dans l'espace d'un quart de siècle sur la voie du progrès lui valurent d'être admise au rang de grande puissance lors de la conclusion du traité de Paris, vers le milieu du XIXe siècle. Forte de cet heureux souvenir et escomptant l'assistance amicale des puissances occidentales, la nation turque espère pouvoir suivre à l'avenir comme par le passé la voie du progrès et du perfectionnement.

Après avoir évoqué ces souvenirs historiques, la délégation ottomane, abordant la situation actuelle, s'empresse de déclarer que les questions, aujourd'hui pendantes, peuvent être réparties en trois points différents, dont la solution ne peut être qu'une et indivise.

Ces trois points sont les suivants :

a) La Turquie européenne,

b) Les parties turques de l'Asie,

c) L'Arabie.

La délégation ottomane a l'honneur d'exposer au Conseil suprême de la paix les considérations suivantes :

a) *La Thrace.* — Le maintien d'une paix permanente dans cette partie de l'Europe dépend de la possession d'une frontière susceptible d'écarter toute éventualité d'agression contre la ville d'Andrinople. Ce n'est qu'à ce prix que l'on assurerait la protection de la capitale ottomane, Constantinople.

Conformément aux principes de M. Wilson et pour des raisons économiques, les territoires situés au nord et à l'ouest d'Andrinople étant habités par une majorité turque absolue devraient être englobés dans les frontières ottomanes. Cette question avait déjà été débattue en 1878 à Berlin, entre le gouvernement de Londres et les délégués russes qui sont tombés d'accord après de longues et minutieuses délibérations pour résoudre le problème en acceptant pour frontière une ligne allant du cap Siton sur la mer Noire et se prolongeant vers l'intérieur dans la direction de Démir Han et Moustafa pacha, pour se terminer dans les Balkans Noirs. Arrivée au point de Koucheva, *la nouvelle frontière suivrait le cours du Kara Sou jusqu'à son embouchure, à l'ouest de Cavalla sur la côte de l'archipel.*

b) *L'Asie Mineure.* — Au nord, la mer Noire, à l'est, la frontière turco-russe d'avant-guerre englobant les vilayets de Mossoul, Diarbékir, et une partie de celui d'Adana en s'arrêtant à la Méditerranée.

c) Les îles de l'Archipel se trouvant à proximité des côtes ottomanes n'en sont que le prolongement. Se rattachant historiquement et économiquement elles doivent demeurer sous la souveraineté ottomane afin d'assurer la défense du littoral contre la contrebande et les incursions éventuelles.

d) Dans le cas où les puissances de l'Entente seraient sur le point de reconnaître la République Arménienne fondée à Erivan, la Délégation ottomane considère comme possibles les pourparlers au sujet d'une rectification des frontières. Elle s'engage, en outre, à accorder

toutes *les facilités aux Arméniens qui désireraient s'expatrier pour s'établir dans la nouvelle république.*

e) *L'Arabie.* — Tous les territoires situés au delà de la région où l'on parle turc, la Syrie, la Palestine, le Hedjaz, l'Assyrie, le Yémen, l'Irak, en un mot toutes les contrées arabes qui formaient avant-guerre une partie intégrante de l'Empire ottoman, *jouiront d'une large autonomie sous la souveraineté ottomane.*

Un haut dignitaire revêtu des mêmes pouvoirs que l'ancien Chéik-Ul-Harem sera placé à la tête des Lieux Saints, de la Mecque et de Médine. Des contingents turcs en nombre suffisant lui seront adjoints par respect pour les Lieux Saints. Les mêmes mesures pourraient être prises à l'égard de Jérusalem.

Le Khalife se réservera d'envoyer tous les ans aux Lieux Saints une caravane sacrée dont le chargement sera réparti par les soins de l'Etat parmi la population du Hedjaz. *Dans les territoires arabes les valis devront être nommés par le sultan. Le drapeau ottoman devra continuer à y flotter.* L'application de la justice et la frappe des monnaies dans ces régions se feront également au nom de Sa Majesté. La Délégation ottomane est prête à donner son avis dès que les pourparlers seront engagés relativement aux questions financières, économiques, judiciaires et autres.

Il est naturel qu'une fois ces questions résolues, les forces militaires ententistes qui se trouvent en territoire ottoman ne tarderont pas à évacuer le pays. *Tous les esprits au sein de l'Empire ottoman, sans se laisser abuser nullement par la gravité de la situation, sont fermement décidés à n'accepter ni le démembrement ni la répartition de l'Empire en divers mandats. Aucun gouvernement ne saurait agir à ce propos à l'encontre des vœux de la nation.*

Il est un fait certain, c'est que la population d'aucune région, voire même les tribus vivant au delà de la chaîne du Taurus, ne consentiraient à la dislocation de l'Empire ottoman fondé et renforcé par un passé séculaire.

Les dépêches provenant par milliers des différents vilayets, les meetings que des centaines de mille de nos

compatriotes tinrent dans la capitale de l'Empire, ainsi que les démonstrations de toutes les couches de la société ottomane dénotent la même idée.

Confiante en l'esprit de justice et d'impartialité de la Conférence de Paris, la nation ottomane nourrit le ferme espoir de voir se réaliser nos aspirations relatives à l'unité et à l'indépendance et au maintien de la paix dont le proche Orient a si grand besoin.

Le plaidoyer s'était changé en revendication. On eût dit que la Turquie sortait d'une victoire et dictait ses conditions au vaincu.

En effet, Damad Ferid pacha ne se contentait pas de demander les frontières de 1914, il réclamait en plus des territoires qui avaient échappé, lors des précédentes guerres, à la souveraineté ottomane. Pour ceux qui connaissent l'exquise urbanité de Damad Ferid pacha, on ne pouvait pas dire qu'il se moquait de la Conférence. Ce parfait gentleman, qui est un des derniers grands seigneurs du monde turc, était de bonne foi. Il s'imaginait qu'on pourrait profiter du remaniement de l'Europe pour rectifier ce qui, dans son esprit, avait été l'erreur d'une époque mal inspirée et mal dirigée... Ayant protesté au Sénat avec un magnifique courage et une inlassable indignation contre la politique turco-allemande de 1914-1918, il croyait sincèrement que l'Entente ne garderait que le souvenir de cette noble attitude et passerait tout doucement l'éponge sur l'inqualifiable trahison de la Jeune-Turquie. Cette thèse qui consistait à dégager les responsabilités nationales pour attirer toutes les colères et toutes les foudres sur quelques

majestés, quelques ministres et quelques généraux, fut celle des « démocrates » allemands, autrichiens, hongrois et bulgares. Le Conseil suprême ne pouvait l'admettre, car elle eût permis aux vaincus de ne rien payer aux vainqueurs. Les peuples doivent endosser les fautes de leurs gouvernants. Tant pis pour eux s'ils ne savent pas chasser les tyrans et les bandits ! Damad Ferid pacha ne méritait, certes, que des éloges pour sa conduite personnelle, mais il représentait devant les alliés *tout l'empire ottoman* et c'est pourquoi le Conseil suprême lui donna le 25 juin 1919, par la bouche de M. Clemenceau, la réponse suivante :

LA RÉPONSE DES ALLIÉS

Monsieur le Président,

Le Conseil des principales puissances alliées et associées a lu avec la plus soigneuse attention le mémorandum qui lui a été remis par Votre Excellence (1) le 17 juin. Fidèle à la promesse alors donnée, le Conseil désire présenter sur ce document les observations suivantes : Dans son exposé des intrigues politiques qui ont accompagné l'entrée de la Turquie dans la guerre, et des tragédies qui l'ont suivie, Votre Excellence ne cherche en aucune façon à excuser ni atténuer des crimes dont le gouvernement turc s'est alors rendu coupable ; cet exposé admet formellement ou implicitement que la Turquie n'avait aucun sujet de conflit avec les puissances de l'Entente ; qu'elle a agi en instrument docile de l'Allemagne ; que

(1) Damad Ferid Pacha est plus qu'une Excellence. En sa qualité de grand vizir et de membre de la famille impériale, il a le titre d'Altesse.

la guerre, dont le début fut sans excuse, fut accompagné de massacres dont l'atrocité calculée égale ou dépasse tout ce qu'a jamais enregistré l'histoire. Mais il prétend que ces crimes ont été commis par un gouvernement dont les méfaits ne sauraient être imputés au peuple turc ; que ces crimes, dont les mahométans n'ont pas souffert moins que les chrétiens, ne comportaient aucun élément de fanatisme religieux, qu'ils n'étaient en rien conformes à la tradition ottomane telle qu'elle ressort de la façon dont, à travers l'histoire, la Turquie a traité les races sujettes ; que le maintien de l'Empire ottoman est nécessaire à l'équilibre religieux du monde ; que la politique, non moins que la justice, recommande donc de rétablir intégralement ces territoires dans leur état d'avant-guerre.

Le Conseil ne peut accepter ni cette conclusion ni les arguments sur lesquels elle se fonde. Il ne met pas en doute un seul instant que le gouvernement actuel de la Turquie ne réprouve profondément la politique suivie par ses prédécesseurs ; même si le gouvernement turc n'y était pas engagé par des considérations de moralité (et il l'est évidemment), il y serait décidé par des considérations d'opportunité. Pris individuellement, ses membres ont toutes les raisons et tous les droits de répudier les actes dont le résultat s'est montré si désastreux pour leur pays. Mais, d'une façon générale, une nation doit être jugée d'après le gouvernement qui dirige sa politique étrangère et dispose de ses armées. La Turquie ne peut pas non plus prétendre être dispensée des justes conséquences de cette doctrine simplement parce que ses affaires, au moment le plus critique de son histoire, sont tombées aux mains d'hommes qui, entièrement dénués de principes et de pitié, ne pouvaient même pas commander au succès.

Toutefois, en prétendant à une restitution territoriale complète, le mémorandum ne semble pas se fonder uniquement sur l'argument que l'on ne doit pas obliger la Turquie à expier les fautes de ses ministres. Cette prétention a des raisons plus profondes ; elle fait appel à

l'histoire de la domination turque dans le passé et à l'état actuel du monde musulman.

Le Conseil est désireux de ne pas entamer de controverses inutiles, ni de causer une peine superflue à Votre Excellence et aux délégués qui l'accompagnent. Il est bien disposé envers le peuple turc, dont il admire les excellentes qualités. Mais il ne peut compter au nombre de ces qualités. l'aptitude à gouverner des races étrangères. L'expérience a été trop souvent et trop longtemps répétée pour qu'on ait le moindre doute quant au résultat. L'histoire nous rapporte de nombreux succès et aussi de nombreux revers turcs : nations conquises et nations affranchies. Le mémorandum lui-même fait allusion à des diminutions apportées à des territoires qui étaient récemment encore sous la souveraineté ottomane.

Cependant, dans tous ces changements, on ne trouve pas un seul cas, en Europe, en Asie, ni en Afrique, où l'établissement de la domination turque sur un pays n'ait été suivie d'une diminution de sa prospérité matérielle et d'un abaissement de son niveau de culture. Que ce soit parmi les chrétiens d'Europe ou parmi les mahométans de Syrie, d'Arabie, d'Afrique, le Turc n'a fait qu'apporter la destruction partout où il a vaincu : jamais il ne s'est montré capable de développer dans la paix ce qu'il avait gagné par la guerre. Ce n'est pas dans ce sens que ses talents s'exercent.

La conclusion évidente de ces faits semblerait être la suivante : la Turquie ayant, sans la moindre excuse et sans provocation, attaqué de propos délibéré les puissances de l'Entente et ayant été battue, elle a fait retomber sur ses vainqueurs la lourde tâche de régler la destinée des populations variées qui composent son empire hétérogène. Ce devoir, le Conseil des principales puissances alliées et associées désire l'accomplir autant du moins qu'il concorde avec les vœux et les intérêts permanents des populations elles-mêmes. Mais le Conseil constate à regret que le mémorandum fait valoir à cet égard des considérations d'un ordre tout différent et fondées sur de prétendues rivalités religieuses. A entendre ces raisons, l'Empire ottoman

devrait être maintenu intact, non pas tant au profit des musulmans ou des chrétiens vivant à l'intérieur de ses frontières que pour obéir au sentiment religieux de gens qui n'ont jamais senti le joug turc, ou qui ont oublié de quel poids il pèse sur ceux qui sont contraints de le subir.

Mais, à coup sûr, jamais l'opinion ne fut moins justifiée en fait. Toute l'histoire de la guerre démontre qu'elle ne repose sur rien. Quelle peut être la portée religieuse d'une lutte dans laquelle l'Allemagne protestante, l'Autriche catholique, la Bulgarie orthodoxe et la Turquie musulmane se sont liguées pour piller leurs voisins ? Dans toute cette affaire le massacre d'Arméniens chrétiens par ordre du gouvernement turc fut la seule occasion où l'on put apprécier la saveur d'un fanatisme réfléchi. Mais Votre Excellence a fait remarquer que, sur l'ordre de ces mêmes autorités, des musulmans inoffensifs ont été massacrés en nombre assez grand et dans des circonstances suffisamment horribles pour atténuer, sinon même écarter complètement, tout soupçon de partialité religieuse.

Donc, pendant la guerre, les gouvernements n'ont donné que peu de preuves de sectarisme, et, quant aux puissances de l'Entente, elles n'en ont donné aucune. Mais rien ne s'est produit depuis qui soit de nature à modifier ce jugement. La conscience d'un chacun a été respectée ; les lieux sacrés ont été soigneusement préservés ; les Etats, les peuples qui, avant la guerre, étaient musulmans, le sont encore. Rien de ce qui touche à la religion n'a été changé, excepté les conditions de sécurité dans lesquelles on peut la pratiquer, et ce changement, partout où les alliés exercent leur contrôle, a été certainement dans le sens du mieux.

Si l'on répond que la diminution des territoires d'un Etat musulman historique doit porter atteinte à la cause musulmane dans tous les pays, nous nous permettons de faire remarquer qu'à notre avis c'est une erreur. Pour tous les musulmans qui pensent, l'histoire moderne du gouvernement qui occupe le trône à Constantinople ne saurait être une source de joie ou de fierté. Pour des raisons que nous avons déjà données, le Turc s'est essayé à une entreprise pour laquelle il avait peu d'aptitudes, et

dans laquelle il a, par suite, obtenu peu de succès. Qu'on le mette à l'œuvre dans des circonstances plus favorables ; qu'on laisse son énergie se déployer principalement dans un cadre plus conforme à son génie et dans de nouvelles conditions moins compliquées et moins difficiles après avoir rompu, et peut-être oublié, une tradition mauvaise de corruption et d'intrigues, pourquoi ne pourrait-il ajouter à l'éclat de son pays, et indirectement de sa religion, en témoignant de qualités autres que le courage et la discipline dont il a toujours donné des preuves si manifestes ?

A moins d'erreur de notre part, Votre Excellence comprendra nos espoirs. Dans un passage frappant de son mémorandum, elle déclare que la mission de son pays est de se consacrer à « une intense culture économique et intellectuelle ».

Nul changement ne saurait être plus sensationnel et plus saisissant, aucun ne saurait être plus profitable. Si Votre Excellence peut prendre l'initiative de cette importante évolution chez les hommes de race turque, Elle méritera et recevra certainement toute l'aide qu'il est en notre pouvoir de lui donner.

Jamais la Turquie officielle n'avait reçu de la chrétienté une aussi dure leçon. On crut voir dans cette sévérité le coup de fouet cinglant de M. Clemenceau. Mais il paraîtrait que c'est une plume anglaise qui rédigea l'impitoyable réquisitoire. Ce qui est certain c'est que M. Clemenceau en approuva sans réserve le fond et la forme.

Damad Ferid pacha et ses collègues, écrivait le *Temps* (1), ne doivent pas se dissimuler que l'insuccès de leur mission est dû, pour une large part, à l'attitude qu'ils ont adoptée. Ils en sont restés à une politique surannée. Jadis, dans toute négociation relative à

(1) *Temps*, 3 juillet.

l'Orient, l'existence de l'Empire ottoman était un dogme et le marchandage était une règle. Aujourd'hui, il n'y a plus d'empires sur le continent européen. Les grandes affaires du monde ne sont plus réglées par des diplomates, renseignés sur les finesses orientales et accoutumés à l'escrime psychologique d'autrefois. En revendiquant l'intégrité de leur territoire, en réclamant beaucoup plus qu'ils n'avaient chance d'obtenir, les envoyés du Sultan ont fait tort à la cause de leurs concitoyens.

Et pourtant Damad Ferid pacha ne désespérait pas. En rentrant à Stamboul, il avait le sourire et il s'étonnait des inquiétudes que manifestait la presse turque. Dans une note qui lui a été remsie quarante-huit heures après la réponse de M. Clemenceau — et qui l'invitait poliment à quitter Paris — la Conférence de la Paix n'a-t-elle pas fait savoir que « les déclarations de la délégation ottomane ont reçu et continueront à recevoir l'attention minutieuse qu'elles méritent » ?

C'en est assez pour encourager les plus vives espérances. La Porte profitera du long répit qui lui est accordé pour manœuvrer dans les coulisses diplomatiques. Elle a noté et elle retient le précieux aveu que les puissances alliées et associées ont eu la naïveté d'écrire et de signer : « Les déclarations de la délégation ottomane », est-il déclaré dans la note susdite, « touchent à d'autres intérêts que ceux de la Turquie et soulèvent des questions internationales dont la solution immédiate est malheureusement impossible. »

Donc, lorsqu'il s'agit de la question d'Orient, on en est encore aux luttes d'influences dans les

chancelleries européennes. Mais alors les Turcs peuvent intriguer comme autrefois, pour faire une brèche dans le bloc des vainqueurs. Ils prendront les masques les plus divers pour endormir les méfiances de l'ennemi. Les uns seront anglophiles, les autres francophiles. On arrivera peut-être ainsi à dresser Paris contre Londres ! Les Vieux-Turcs étaient passés maîtres dans l'art de « diviser pour régner ». C'est pourqupoi le sultan Abd-ul-Hamid avait pu se maintenir ferme et narquois sur un trône couvert de sang et de honte. Il restait insensible aux malédictions qui montaient vers lui de tous les points du globe, parce que dans la tempête qui eût dû le faire sombrer, la dispute des intérêts européens éloignait sa barque des écueils les plus dangereux.

III

LE MOUVEMENT NATIONAL

LE KÉMALISME SUCCÈDE A L'ENVERISME

Si les Jeunes-Turcs étaient restés fidèles à la méthode hamidienne dans la conduite des affaires étrangères ils n'eussent certainement pas provoqué l'effondrement de l'empire. Ayant adopté le système allemand, ils voulurent résoudre tous les problèmes par la force. Pour eux, le droit ne comptait pas. Et la guerre n'a pas changé leur mentalité. Ils sont en 1919 ce qu'ils étaient en 1914. Ils continuent leur politique de violences et contre les raïas et contre les étrangers. Ils ne se sont pas inclinés devant la victoire des alliés. Le 11 février 1919, M. René Puaux adressait de Smyrne au *Temps* la dépêche suivante :

L'organisation du Comité Union et Progrès continue à fonctionner en Asie Mineure où les Jeunes-Turcs ont laissé des armes aux démobilisés et où un vaste système de bandes s'organise secrètement. Les organisateurs de ce mouvemnt prêchent aux masses une sorte de bolchevisme, les poussant à s'emparer des terres. Dans l'espèce il s'agit d'exterminer les propriétaires chrétiens et une nouvelle persécution se prépare. Il est essentiel que l'on envoie immédiatement des contingents, pris dans l'armée de Macédoine, pour occuper d'abord les voies ferrées et pour prendre le commandement de la gendarmerie ottomane. La valeur d'une division suffirait pour parer au danger immédiat et couper court à tout mouvement. Les assurances du gouvernement ottoman actuel sont sans

valeur car il est impuissant en Asie Mineure. Il faut agir sans retard.

Cet avertissement était donné quatre mois avant que les Grecs eussent débarqué à Smyrne.

Donc, *il est faux de prétendre que le Mouvement national est né de cette occupation militaire.*

L'armistice avait paru mettre fin à l'activité du Comité Union et Progrès. En réalité, ceux des Jeunes-Turcs qui n'étaient pas ouvertement compromis dans les déportations et les massacres n'attendaient qu'une occasion favorable pour reprendre le cours de leurs exploits. L'attitude indulgente et indécise que les alliés observèrent à leur égard, *lors de leur entrée à Constantinople*, favorisa leurs desseins et augmenta leur audace. Le Comité comprit que la partie n'était pas perdue s'il opposait à la faiblesse des Vieux-Turcs et à la naïveté des alliés de la fermeté et de la décision. Mais il devait changer d'étiquette et de chef. L'*Unionisme* étant usé et discrédité, il mit en avant le *nationalisme.* Enver étant vidé et flétri il se rangea sous la bannière de Moustafa Kemal.

D'où venait ce nouveau prophète ?

A en croire Damad Ferid pacha, il serait d'origine juive. Il appartiendrait à cette catégorie de musulmans qui, au XVIII[e] siècle, à la suite de la révolte de Sabbataï, embrassèrent l'Islam pour échapper au pal ou au crucifiement. Officier plus ou moins ignoré du public, il avait fait ses

études à l'école de Pancaldi, puis il était allé les terminer en Allemagne. Ancien attaché militaire à Sofia, il faisait profession de germanophilie comme presque tous les officiers ottomans. D'un caractère emporté, c'était ce que l'on appelle « un mauvais coucheur ». Il ne se gênait pas pour envoyer promener ses supérieurs; il se jugeait plus capable qu'eux. C'est ainsi qu'il eut des démêlés violents avec Djelal pacha et qu'il entra en conflit avec Liman von Sanders lui-même. Lorsque la guerre éclata il était colonel. Ce fut la campagne des Dardanelles qui le mit en vedette. Il s'était distingué le 25 avril 1915 à Aari Bournou, et il avait pendant trois mois tenu la position, résistant avec succès à toutes les attaques ennemies. Mais ce fut surtout la bataille des Anafartas, le 7 août 1915, qui lui valut sa réputation. Liman von Sanders a fait à ce propos un vif éloge de ses qualités militaires. Promu général, Moustafa Kemal commanda un corps d'armée en Syrie, sous les ordres de Falkenhayn, puis de Liman von Sanders. Il fut, à ce qu'il paraît, en désaccord, à plusieurs reprises, avec l'état-major allemand sur la marche à imprimer aux opérations. A la bataille de Gaza, notamment, on n'aurait pas voulu suivre ses avis. On a voulu faire du dictateur d'Angora un ami de la France. On a prétendu qu'il était marié à une Française. Tout cela est fantaisie pure. S'il s'est disputé avec Liman von Sanders il n'en continua pas moins de nourrir pour les Al-

lemands cette vive sympathie et cette profonde admiration dont il faisait parade en 1914.

Il est fanatique moins par conviction religieuse que par xénophobie. Il affecte d'être le défenseur de la foi islamique. Il lance des édits pour imposer la stricte observation des préceptes du *Chéri*, la loi sainte que doit suivre tout vrai croyant. Mais personnellement il en fait à sa guise, il n'accepte du Coran que ce qui plaît à sa fantaisie. Ainsi, il interdit sous des peines sévères l'usage du raki, mais il ne se fait aucun scrupule, lorsqu'il se croit à l'abri des regards indiscrets, de humer le Bordeaux et de déguster le Bourgogne. On le dit désintéressé en matière d'argent, ce qui, en Turquie, est excessivement rare.

Sous des dehors modestes il cache une grande ambition. Il aspire à jouer le rôle de maire du palais sous un sultan fainéant. Il rêve peut-être plus A Stamboul les énergumènes du nationalisme voient en lui le futur fondateur d'une nouvelle dynastie. On s'explique alors qu'il ait affaibli le pouvoir et l'autorité du sultan et qu'il ait brisé net le prestige du prince héritier dont la popularité avait semblé grandir à certains moments dans les milieux jeunes-turcs...

Tout d'abord, il se posa en adversaire déterminé du Gouvernement central. Il voulut dresser Angora contre Stamboul. Puis, il s'aperçut, ou on lui démontra, qu'il était de son intérêt de se servir de Yildiz-Kiosk pour arriver à ses fins. Il n'est pas

douteux que les belles protestations de fidélité et de dévouement qu'il prodigue au sultan ne sont qu'une phraséologie destinée à masquer ses desseins. Mais n'anticipons pas, nous le jugerons à l'œuvre...

Par son caractère décidé et aventureux, Moustafa Kemal inspirait quelques craintes à la Porte. Damad Ferid pacha crut opportun de l'envoyer en province en lui donnant le titre d'inspecteur général du 3e Corps d'Armée. Il s'agissait d'éloigner un soldat remuant et de profiter en même temps de ses talents d'organisateur pour maintenir intactes les forces militaires dont la démobilisation était exigée par l'armistice. Moustafa Kemal se rendit compte de l'importance de sa mission ainsi que des conditions de son départ; aussi déclarait-il à ses intimes, sur le quai d'Haïdar-Pacha : « Je pars, mais je ne reviendrai que le jour où cela me conviendra. » *Dans l'esprit du gouvernement les éléments que Moustafa Kemal devait organiser, soit en versant dans les cadres de la gendarmerie les soldats démobilisés, soit en armant les populations musulmanes, serviraient éventuellement de moyen de pression sur les alliés dans la discussion du traité de paix.* A peine l'inspecteur général avait-il foulé le sol de l'Anatolie, il revendiqua la Turquie pour les Turcs, arborant l'étendard du Comité. Aussitôt ce fut comme un aimant qui attira tous les unionistes de l'armée et de l'administration. L'odjak était resté debout au

milieu des ruines de la patrie. C'était la seule organisation politique qui eût des cadres et des troupes. L'armée et l'administration lui appartenaient tout entières. Mais après la fuite d'Enver et de Talaat il lui manquait un chef : celui-ci se présentait en la personne de Moustafa Kemal, il fut agréé d'enthousiasme, et on le proclama le sauveur de la patrie...

Grâce à l'incurie des alliés, Moustafa Kemal a trouvé prêts tous les éléments constitutifs d'une armée; lui et ses amis n'ont eu que la peine de coordonner ces éléments et de les compléter. Jamais, en effet, le désarmement stipulé par l'armistice n'a été opéré sérieusement. Les unités des huit corps d'armée qui se trouvaient en Anatolie sont restées constituées avec leurs cadres et leurs états-majors. Il en a été de même des débris des corps d'armée de Syrie et de Mésopotamie qui ont reflué en Anatolie. Les dépôts d'armes et de munitions plus ou moins inventoriés, sommairement et partiellement, sont restés tels quels, à la garde d'Allah, surtout dans l'intérieur. Quant à ceux qui étaient à proximité de Constantinople, on en a confié la surveillance à des troupes ridiculement insuffisantes, tel ce dépôt d'armes de Gallipoli que gardaient un sergent et douze hommes. Une belle nuit, une bande de 250 hommes assaillit le dépôt et enleva des milliers de fusils sans rencontrer de résistance. Cela se passait en mai 1919. L'immense stock de matériel de guerre que les Allemands

avaient accumulé à Angora et à Sivas, où étaient les magasins généraux de l'armée turque pendant la guerre, est demeuré à la disposition du premier venu. Les nationalistes n'ont eu qu'à se baisser pour ramasser fusils, mitrailleuses, canons, camions-automobiles, avions, etc...

On avait bien cru parer à toute fuite du matériel de guerre en constituant comme gardiennes les autorités ottomanes ; mais celles-ci ont été généralement de complicité absolue avec les nationalistes. Une contrebande intense s'effectuait au su et au vu du Gouvernement. Et d'ailleurs, parmi les alliés, certains aidaient les nationalistes matériellement et moralement. Adalia occupé par les Italiens est devenu le port de ravitaillement d'Angora. Fusils, mitrailleuses, grenades, lance-mines, équipements, etc., passent par là sans discontinuer. C'est cette double complicité, occulte d'abord, ouverte ensuite, qui a fait peur à Damad Ferid et qui l'a empêché de prendre contre Moustafa Kemal, alors qu'il n'était encore rien, les mesures de rigueur que recommandait Ali Kemal bey, ministre de l'Intérieur. Malgré tout, si l'on avait agi avec décision et énergie, on aurait pu s'assurer de la personne du rebelle et étouffer le mouvement dans l'œuf. On se contenta de le faire anéthématiser par le Chéik-ul-Islam, ce qui ne produisait pas plus d'effet qu'un cautère sur une jambe de bois. Mécontent de l'attitude du cabinet qu'il accusait

de faiblesse, Ali Kemal bey donna sa démission. Hélas! ce geste ne changeait rien à la situation.

LES CONGRÈS D'ERZEROUM ET DE SIVAS

Le 23 juillet 1919 Moustafa Kemal est assez fort pour réunir et présider un Congrès à Erzeroum et proclamer à la face d'une Porte impuissante et d'une Entente *désunie* les revendications qui constituent *le Pacte national.* Voici comment les Jeunes-Turcs réglaient la question de la paix tant au point de vue intérieur qu'au point de vue extérieur ; il votèrent par acclamations les résolutions suivantes:

1° Les vilayets orientaux, avec le vilayet de Trébizonde et le district de Djanik, forment partie intégrante de l'Empire ottoman. Ces vilayets sont : Erzeroum, Sivas, Diarbékir, Kharpout, Bitlis. Ils ne peuvent être détachés les uns des autres. Tous les musulmans habitant ces vilayets se respectent mutuellement et sont de vrais frères ;

2° Nous considérons que toute tentative d'occupation et d'intervention des puissances étrangères sera faite en faveur des Grecs et des Arméniens ; aussi, avons-nous résolu, à l'unanimité, de résister à pareilles tentatives. Nous reconnaissons les droits accordés à ces éléments par les lois ottomanes, mais nous ne permettrons jamais que les Grecs et les Arméniens agissent à l'encontre des droits de souveraineté ottomane et contre les droits des musulmans. Nous nous défendrons contre toute agression dirigée contre notre nation et notre patrie. Nous n'hésiterons jamais à défendre de toute notre force nos droits

et nos possessions sacrés, contre toutes les démarches des Puissances ententistes qui se produiraient en faveur des chrétiens ;

3° Notre principe fondamental est la défense de l'Empire ottoman, du khalifat des musulmans. Nous agirons avec les autres provinces de l'Empire ; au cas où cette coopération serait impossible, les vilayets orientaux se défendront seuls ;

4° Si le Gouvernement ottoman était obligé de céder ces provinces en signant un document quelconque, nous proclamerons immédiatement un gouvernement provisoire dans les vilayets orientaux pour les restituer et les conserver à l'empire et au khalifat, et nous les gouvernerons sur la base des lois ottomanes. L'organisation d'un tel gouvernement autonome sera communiquée, le cas échéant, à toutes les puissances. La commission administrative du Congrès prendra ensuite le gouvernement en main. Elle réunira immédiatement le Congrès en assemblée générale pour constituer un gouvernement définitif ;

5° Le retour des émigrés dans les vilayets orientaux est strictement défendu sans la permission du Comité représentatif. Ce Comité a déjà pris en considération les endroits qui sont le plus exposés aux dangers ; un plan sera élaboré pour assurer l'approvisionnement du peuple. Les autorités locales peuvent prendre les mesures pour les déportations des populations, sous leur responsabilité, si elles ne sont pas en état de demander les ordres du Comité représentatif ;

6° Immédiatement après la clôture des séances de notre Congrès, nos buts nationaux seront portés officiellement à la connaissance du gouvernement et des puissances ententistes. Les sept provinces orientales formeront une unité, et les droits des musulmans ne pourront être lésés en aucune façon. Cette décision sera proclamée devant le monde entier. Les membres du Comité administratif et du Comité représentatif emploieront tous les moyens nécessaires pour la propagande de nos idées. Dans tout endroit où il y aura possibilité de publier des journaux, le Comité administratif aura son organe officiel. Ceux qui essaieront d'agir contre nos décisions soit

par la parole soit par la plume, soit en critiquant nos actes qui sont issus de la Conférence nationale, seront considérés comme traîtres à la nation et à la patrie ;

7° Tous les partis et toutes les associations formés à la suite des événements actuels pour la défense de la patrie se réuniront sous le nom d' « Association pour la défense des droits de l'Anatolie orientale » ;

Dans les articles 8, 9, 10, 11 et 12, le Congrès arrête l'organisation des forces nationales par village, district (nahié), arrondissement (caza), liva (mutessariflick), province (vilayet). Il y aura tous les ans, le 23 juillet, un Congrès général où seront délégués des représentants des Comités adminstratifs. Les décisions de ce Congrès seront obligatoires pour toute la nation.

En même temps le Congrès publiait une proclamation dans laquelle il expliquait aux musulmans que ses intentions étaient dirigées contre les Arméniens et les Grecs et marquait sa résolution de défendre l'Anatolie orientale contre les Puissances de l'Entente. Devant ce mouvement à la fois inquiétant et irréfléchi, Damad Ferid pacha, d'accord avec le souverain, décida de réagir d'une façon énergique. Moustafa Kemal ayant refusé de se soumettre à l'ordre de rentrer à Constantinople est tout d'abord rayé des cadres de l'armée. Puis, comme il brave la Porte, celle-ci ordonne son arrestation. Mais ces mesures étaient tardives. Il procède désormais à la façon des despotes qui n'ont pas de comptes à rendre. Tous ceux qui ne se soumettaient pas à la volonté des « forces nationales » étaient persécutés et pourchassés sans pitié. Moustafa Kemal nommait et destituait les fonctionnaires de tout grade. Des

gouverneurs furent fusillés : aussitôt installés dans une localité ses agents prenaient possession du bureau télégraphique, ce qui, aussitôt, interrompait toute communication avec la capitale. En général, les commandants militaires étant unionistes prenaient fait et cause pour les forces nationales. Les dissidents étaient éloignés ou emprisonnés.

Pendant ce temps, la situation de Damad Ferid pacha s'était considérablement affaiblie. Son échec à la Conférence, l'anarchie de l'administration turque, le manque d'argent, bref la faiblesse de sa politique faite de ménagements à l'égard de tous, et les difficultés de toute sorte contre lesquelles il se débattait, l'obligèrent à quitter le pouvoir. Un télégramme menaçant de Moustafa Kemal au Sultan renversa le Cabinet, qui fut remplacé par celui d'Ali-Riza pacha.

Pour résumer les événements, il y a lieu de rappeler que, le 1er septembre 1919, un second Congrès nationaliste avait été réuni à Sivas par Moustafa Kemal. C'est ce Congrès qui en quelque sorte devait prononcer la déchéance de Damad Ferid pacha. Voici les décisions qui furent communiquées au souverain :

1° Les Turcs n'accepteront jamais, d'aucune façon, la limitation de leur indépendance. Ils ne consentiront pas qu'une partie quelconque d'un vilayet habité par les Turcs soit détaché de l'Empire ;

2° D'après le « Chériat » nous assurerons les droits et la tranquillité de nos compatriotes non-musulmans ;

3° Nous ne donnerons pas un pouce même de terri-

toire à l'Arménie ou à une autre puissance étrangère. Une ligne de démarcation sera tirée du sud de *Mossoul* directement jusqu'à *Alexandrette*, et tout le reste, au nord de cette ligne, restera à l'Empire ottoman. Nous ne pouvons pas laisser une parcelle de ce territoire sous l'occupation étrangère, et nous avons juré de continuer la résistance armée jusqu'à l'exécution entière de cette décision ;

4° Si les puissances européennes désirent en réalité rendre service à l'humanité et éviter que du sang soit versé inutilement, elles doivent accepter immédiatement nos exigences et nous donner de ce chef des assurances et des garanties réelles ; ainsi elles doivent évacuer immédiatement les vilayets de Smyrne, Adana, etc., et retirer immédiatement leurs troupes d'occupation des autres parties de l'Empire ;

5° La patrie et le pays ont avant tout besoin d'union et de résistance. Le gouvernement actuel agit avec partialité et animosité. Il est incapable de protéger les intérêts nationaux. Nous n'avons donc aucune confiance en lui. Si vous désirez enrayer la discorde et la désunion dans la patrie ottomane, il est absolument nécessaire de former un gouvernement composé de personnes expérimentées et honorables et de convoquer d'urgence la Chambre ;

6° En communiquant nos décisions aux puissances ententistes avant l'inauguration d'une activité définitive, il convient de s'adresser aux sentiments humanitaires de ces puissances ;

7° Nous attendons impatiemment la réponse de nos demandes au bureau télégraphique.

Nous laissons à Votre Majesté le soin d'apprécier les conséquences formidables qui peuvent suivre un refus de nos demandes. Dans ce dernier cas, toutes les responsabilités retomberont sur le cabinet actuel et sur Votre Majesté. Alors, nous chercherons notre salut dans nos forces et nous montrerons au monde entier la grandeur des Turcs.

Le Comité du Congrès de Sivas.

Comme on le voit, le Mouvement National est dirigé en premier lieu contre l'Entente victorieuse, en second lieu contre tous les chrétiens du pays. Il a un caractère panturquiste et panislamique. Il arme et organise les Tartares contre les Arméniens, les Kurdes et les Arabes contre les Anglais, les Turcs et les Arabes contre les Français. Le fait que quatorze journaux unionistes peuvent subsister en comblant leur déficit, lequel s'élève mensuellement de 15 à 20.000 Ltqs au minimum, prouve quelles sommes les unionistes dépensent pour maintenir leur situation. Ils ont partout leurs agents, au Palais, autour de la Sublime Porte, dans tous les vilayets, de sorte que le Gouvernement ne peut avoir aucun secret pour eux, comme le faisait comprendre le dignitaire Reouf pacha dans une lettre adressée au grand-vizir. L'unionisme a eu du succès, car il traduit au fond la pensée turque. Ainsi s'explique sa grande popularité chez les musulmans. Formé naguère par Talaat et Enver, il est repris par Moustafa Kemal, Reouf, Ali Fuad, etc. Au début de l'armistice, l'Union et Progrès avait dû s'effacer. Mais ce même parti produisit aussitôt toute une série de succédanés : le parti dit Tédjeddud (rénovation), Huriétpervéran (libéraux), Milli Congrès (Congrès national), Milli Bloc (Bloc national), etc., etc. Cependant ces poussières de parti ne parvinrent pas à se développer car leurs adversaires les démasquaient, et le cabinet Damad Ferid Pacha ne les encourageait pas. Ils décidèrent donc

de former un parti militaire pour dominer en Anatolie. Ils étaient persuadés que tant que Constantinople serait occupée par les Alliés ils ne pouvaient prendre en mains les rênes du Gouvernement dans la capitale même. Les milliards accaparés par le Comité pendant la guerre et spécialement les dépouilles des Arméniens ont trouvé ici leur emploi utile à la cause panturquiste. Il était naturel que les unionistes du centre dirigeassent leurs yeux vers l'Anatolie, pour réorganiser leurs forces et obliger la capitale à se soumettre aux « Forces Nationales ».

Aujourd'hui Moustafa Kemal dispose complètement de la nomination et du contrôle des fonctionnaires civils et militaires des provinces. Mais sa tyrannnie ayant dépassé toute limite, le peuple turc, las des taxations et des réquisitions arbitraires accompagnées de vols, viols, pillages, etc. commence à se soulever pour secouer le joug des bandes nationalistes. Ainsi, à Boskir (Konia), Dersime (Kharpout) et en certains points des provinces de Trébizonde, Diarbékir, Van, Erzeroum, etc. et plus près de la capitale, à Ismidt, Balikesser, etc., se sont esquissés et développés d'une manière sanglante des mouvements de révolte contre les forces nationales. Cette réaction anti-kemaliste est soutenue par le parti de l'Entente libérale. Elle arme à son tour des bandes que dirige, en grande partie, Anzavour bey. Si elle était sérieusement outillée, si elle disposait de moyens puissants, elle pourrait

éussir. Mais elle ne fait qu'augmenter le gâchis ans délivrer les populations.

Moustafa Kemal s'est mis en rapports avec Enver Pacha qui se trouve en Azerbeidjan. Il léteste ce rival, mais il tâche de s'en servir. Il ente d'attirer à lui les principaux meneurs panis-amistes de tous les centres musulmans. Il vise à 'organisation d'un vaste mouvement organisé avec e concours actif des Tartares de l'Azerbeidjan et le la Perse, des montagnards du Caucase du Nord, les tribus kurdes, des Arabzadés Afghans et tente le coopérer avec les Bolchevistes de Russie et du Turkestan, en vue de susciter une révolte dans es Indes musulmanes. Prochainement un nouveau Congrès se tiendra à Sivas. Il comprendra des lélégués de l'Afghanistan (Habib-Han, Abdul-Naki-Han et Véli Mehmed Han) ; de Boukhara Véli-El-Memlouk, Abdullah Malek) ; de Sa-narkande (Korkound Han) ; de Crimée (Salim Kirassi et Ahmed Krimanoff) ; de l'Arabie, de 'Egypte, de la Turquie, de Perse, etc. On voit que les Jeunes-Turcs représentés par leur chef actuel Moustafa Kemal ne renoncent à aucun de eurs rêves ni à aucune de leurs folies impérialistes.

Au début, la force et le prestige du mouvement nationaliste sont purement négatifs; ils ne reposent que sur l'abstention des Puissances Alliées. Si fa-natique qu'il soit, le peuple turc est épuisé; il n'as-pire qu'au repos et à la tranquillité. C'est par la violence et la terreur qu'on le maintient dans la ré-

volte; il souhaite ardemment que les meneurs n
tionalistes soient bientôt chassés des campagnes
des villes dont les habitants exaspérés s'écrient to
les jours : « Que les *véritables propriétaires*
pays viennent en prendre possession! »

IV

DANS LE CAMP DES ALLIÉS

LA POLITIQUE FRANÇAISE

Les tendances de Moustafa Kemal sont nettement xénophobes. Son programme se résume en ces quatre mots : *La Turquie aux Turcs !* Il revendique l'intégrité territoriale de l'empire d'avant 1914. S'il ne parle pas pour l'instant de la Syrie, de la Palestine, de la Mésopotamie et de l'Arabie, c'est uniquement pour endormir les méfiances de l'Entente. Dès que la Turquie sera reconstituée, les nationalistes, maîtres du pouvoir, ne cesseront d'intriguer et de fomenter l'insurrection dans ces pays. Moustapha Kemal réclame l'indépendance politique, financière et économique de l'empire. Plus de capitulations, plus de contrôle de quelque nature que ce soit, assimilation complète des étrangers aux sujets de l'empire sous la sauvegarde des justes lois ottomanes (on sait ce qu'elles valent).

Il faut reconnaître qu'il est quelque peu fondé à émettre de pareilles prétentions car il apparaît que, lors des négociations pour l'armistice conduites par l'amiral Calthorp et le général Towns-

hend, les plénipotentiaires anglais auraient promis ce qu'il réclame aujourd'hui.

Le général Townshend avoue plus tard dans une interview retentissante, et le colonel Azan, agent de liaison entre le Q. G. français et le Q. G. anglais, fera certaines révélations qui donnent à penser que, lors de l'armistice, les Anglais auraient trompé et la France et les Turcs. C'est un point d'histoire à élucider. Quoi qu'il en soit, les Anglais n'ont pas tardé à comprendre quel danger pouvait devenir le kémalisme si on lui permettait de se développer. Aussi, dès le mois d'août de cette année (1919), tandis qu'un Congrès nationaliste se tient à Angora, le major Noël, de l'Intelligence Department en Syrie, se rend d'Alep à Diarbékir poura essayer de soulever les Kurdes contre le gouvernement d'Angora. Si j'en crois les Jeunes Turcs, cet officier aurait même organisé un complot ayant pour but l'assassinat de Moustafa Kemal. On a mené grand tapage autour de cette affaire ; on nous annonçait la publication de documents qui devaient confondre les Anglais, mais rien n'a paru. Le major Noël, désavoué par ses chefs, a été rappelé, et c'est tout. Pourtant ce qui est certain c'est que la diplomatie britannique prend position contre les « brigands » qui infestent l'Anatolie. C'est que Moustafa Kemal ne cache pas son dessein de soulever contre l'Angleterre, la Perse, l'Afghanistan, les Indes, la Palestine, la Mésopotamie, puis d'appuyer l'effort libérateur

des « frères » d'Egypte. Que feront les Anglais devant cette menace ? Ils chercheront à s'appuyer sur le Sultan qui est en même temps le Khalife, c'est-à-dire le Commandeur devant qui s'inclinent tous les croyants. Ils feront lancer l'anathème par le Cheik-ul-Islam contre le rebelle qui ose attenter à la loi du Prophète. Le Palais les suivra d'autant plus volontiers sur la voie qu'ils lui tracent que Moustafa Kemal bat fortement en brèche, malgré toutes les apparences du respect, le pouvoir impérial. Le Sultan est réduit par le Missak-i-Milli (Pacte National) à un rôle absolument passif. Il devient une étiquette plus ou moins décorative. Annihilé comme souverain temporel, il demeure Khalife pour la forme, mais n'en possède pas plus d'autorité. Il ne sera qu'un jouet aux mains du chef du Gouvernement, de même que les derniers Khalifes Abassides de Bagdad et les Khalifes fathimistes du Caire furent les instruments inconscients, ceux-ci du sultan mameluck en exercice, ceux-là du chef de leur garde turque, le Reis-ul-Ouméra. Il sera même question dans l'entourage de Moustafa Kemal, au moment où la Grande Assemblée votera la grande Charte, de la séparation du Sultanat d'avec le Khalifat. La dynastie d'Osman resterait à Constantinople et garderait le titre de Khalife, le Sultanat passerait au délégué de l'Assemblée. Ce serait une erreur de croire que tout ce plan est tramé uniquement pour intimider Constantinople ; c'est l'expression d'un sentiment révo-

lutionnaire qui couve et qui, s'ignorant encore en partie, cherche sa voie.

Damad Ferid pacha, fidèle soutien de la dynastie, se constituera le défenseur obstiné de la politique qui tend en définitive à faire rendre au Padishah toutes ses prérogatives civiles, militaires et religieuses. Et comme cette politique est celle du Foreign Office, on l'accuse d'être l'homme de l'Angleterre. En réalité, comme il m'a fait l'honneur de me le déclarer à deux ou trois reprises, il n'est ni anglophile, ni francophobe, il est Turc tout simplement, il cherche à sauver le trône qui, dans son esprit, reste le fondement le plus solide de la Turquie. Et il se range du côté de la puissance étrangère qui seconde ses vues. Voici donc l'Angleterre derrière le Sultanat. Et par là, elle aura le droit d'affirmer aux musulmans de son empire qu'elle est leur amie et leur protectrice.

Quelle sera l'attitude de la France devant ce nouvel aspect de la question d'Orient ? Il semble, à vrai dire, que le Quai d'Orsay ne sache pas encore ce qu'il veut. Le Haut-Commissariat de la République qui a été confié à M. Defrance, ministre plénipotentiaire (actuellement ambassadeur à Madrid) est ballotté par tous les courants. Il n'a reçu aucune directive de Paris. Et il marche au gré des événements, c'est le hasard qui le mène. M. Defrance ne pouvant donner le mot d'ordre qui imprimerait à toute la machine un mouvement régulier, tous les organes grincent, se détraquent

et créent du désordre. Chacun a sa politique et en fait à sa tête. Et aux clans des civils s'ajoutent ou se superposent les clans des militaires. Tout cela nous divise et nous affaiblit, au point que bientôt chrétiens et juifs se détourneront de nous. Personne ne nous offre un mandat comme aux Anglais ou aux Américains. Et pourtant, dans son immense majorité, la population est de cœur avec la France. Que s'est-il donc passé ?

Lorsque le général Franchet d'Esperey fit son entrée solennelle dans les rues de la capitale, ce fut une formidable explosion de joie. « Un véritable tonnerre d'acclamations, écrit le commandant Z... roulait sans fin de Stamboul à Chichli. » Ni à Strasbourg, ni à Metz on n'assista à plus belle apothéose. Les pierres elles-mêmes se soulevaient pour exalter nos poilus et dire la reconnaissance éternelle des esclaves que ces héros venaient enfin libérer de toutes les tyrannies. Les morts sortaient de leurs tombes pour chanter avec les vivants l'hymne de la Liberté. Musulmans et chrétiens, Turcs, Arabes, Arméniens, Grecs, Juifs, Européens et Américains du Levant, toutes les races, toutes les nationalités, toutes les religions communiaient dans le même amour et dans la même espérance. Tous s'agenouillaient devant nos étendards couverts de gloire qui apportaient dans leurs plis les promesses de la plus resplendissante aurore. Ce jour-là, m'assure-t-on, la France était au-dessus de tout. Nos alliés s'effaçaient, dispa-

raissaient dans l'éclat de notre triomphe. Nous étions les maîtres de l'empire, maîtres des corps et des âmes. Le commandant Z..., me dit : « Nous n'avions qu'à dicter nos volontés et nos désirs. Tout le monde était avec nous. Le Palais, la Sublime Porte, les patriarcats, le rabbinat, toutes les autorités nous eussent suivis sur n'importe quel chemin. Ah ! pourquoi la République n'eut-elle pas, à cette heure décisive de l'histoire d'Orient, une politique nette, claire et ferme ? Notre triomphe n'eût pas connu des lendemains aussi tristes et aussi décevants que ceux que nous vivons sur les rives du Bosphore ! »

A peine avions-nous pris possession de notre ambassade, à peine notre armée s'était-elle installée dans ses cantonnements et dans ses bureaux, il y eut comme une vague de désespoir qui noya les illusions et brisa les élans de la foule. Au plus souriant optimisme succédait le plus amer désenchantement. On avait cru que nous allions faire tomber une à une les chaînes et voici que nous promettions aux bourreaux d'en forger de nouvelles. Nous avions ouvert aux malheureux les portes du ciel et brusquement nous les précipitions, de nos mains, au fond des enfers. « Nous sommes donc des parias, s'écriaient avec épouvante les rescapés de la grande tourmente, nous sommes les damnés de la terre pour qui jamais ne luira un rayon de soleil ! »

Il paraît que notre politique est d'être neutres

entre les tortionnaires et les suppliciés. Sous prétexte de ne pas humilier les Turcs, nous tournons le dos aux Arméniens, aux Grecs et aux Juifs. Indifférents d'abord aux raïas nous leur devenons bientôt hostiles. Peu à peu, nous glissons vers l'ingratitude, nous oublions tous les services qu'ils nous ont rendus. Et nous offrons notre amitié agissante aux pachas, aux beys et aux effendis qui furent nos plus perfides ennemis. Croyant gagner le monde musulman à notre cause, nous multiplions les marques de prévenances à l'égard de l'Odjak que nous considérons comme le seul dépositaire de la puissance ottomane. Nous nous efforçons de convaincre les lieutenants d'Enver, de Talaat et de Djemal que pour nous les trahisons de la Jeune Turquie ne compteront pour rien dans notre balance s'ils consentent à recevoir nos bienfaits. Nous n'exigerons des unionistes aucune réparation, pas même une excuse pour le mal incalculable qu'ils nous ont fait, tout au contraire, nous leur prêterons le plus ferme appui pour qu'ils conservent intact, au besoin pour qu'ils agrandissent le domaine national. Nous leur promettons de débarrasser l'Etat ottoman des capitulations et, chose plus grave, nous allons jusqu'à les pousser à combattre l'impérialisme anglais...

« Nous ne comprenons rien à l'attitude de vos officiers et de vos agents », me disent à la fois les représentants les plus autorisés des communautés non-musulmanes et de très hautes personnalités

turques, « si cela continue, nous marchons tout droit vers le retour des aventuriers qui ont conduit ce pays au bord du gouffre. Et alors, ce sera pis encore qu'autrefois. Encouragés par l'impunité, ces bandits abattront les derniers murs qui soutiennent l'empire. Ils massacreront les derniers chrétiens qui ont pu échapper jusqu'ici à leurs couteaux. Puis ils videront le pays du peu de force et de richesse qui lui reste. Dans dix ans la Turquie sera un vaste désert, où il n'y aura que des pierres. A quoi serviront les concessions et les privilèges économiques que la France aura reçus pour prix de sa complicité? »

Je ne puis croire vraiment que la France tende aussi vite la main à ceux qui ont essayé de la poignarder ? A Paris on est fermement décidé à châtier tous les coupables de la guerre. Aurions-nous une autre politique à Constantinople? Il doit y avoir ici un malentendu. Je veux le savoir et j'irai frapper à toutes les portes pour chercher la vérité.

Le premier Français que j'interroge est un lieutenant de vaisseau qui remplit des fonctions très importantes dans un service des plus délicats. Je ne le nommerai pas ; du reste on trouvera rarement des noms sous ma plume, dans ce modeste livre, parce que le moment n'est pas venu de frapper au visage devant l'opinion publique ceux qui furent chez nous, dès le lendemain de l'armistice, les démolisseurs de la victoire.

Je demandai à cet officier : « Quelle direction dois-je imprimer à mon journal ? »

Je reçus comme réponse cette profession de foi : « Dans ce pays, il n'y a que les Turcs qui sont intéressants. Ce sont de braves gens, honnêtes, simples, droits. Appuyons-nous sur eux ; nous reprendrons la place que nous occupions autrefois et qui nous avait été enlevée par les Allemands. Nous instruirons l'armée, nous guiderons l'administration, nous dirigerons les écoles et nous contrôlerons les finances. Nous pourrons nous insinuer et nous implanter dans tous les domaines. Non seulement nous consoliderons notre influence morale, mais encore nous réaliserons de magnifiques profits matériels. L'Anatolie recèle dans son sol des richesses fabuleuses que personne n'a su mettre au jour. Nous aurons des concessions de mines et de forêts qui nous dédommageront amplement des pertes que nous avons subies en Orient. Nous construirons des chemins de fer, des tramways, des ports, des quais, des routes, choisissant parmi les travaux publics ceux qui seront le plus rémunérateurs pour notre industrie. Nous ne devons à aucun prix compromettre nos intérêts pour les beaux yeux des Arméniens et des Grecs qui ne sont intéressants à aucun point de vue. On nous a trompés avec des histoires de brigands. Il n'y a pas eu à proprement parler des massacres de chrétiens. Il y a eu tout simplement des exécutions de traîtres. Dans l'intérieur, les Arméniens ont livré le pays

aux Russes. Sur les côtes, les Grecs ont espionné pour le compte de l'Angleterre. Pour se défendre contre ces incorrigibles conspirateurs les Turcs ont été contraints de prendre des mesures radicales. De là ces déportations qui ont fait couler beaucoup d'encre mais peu de sang... Il y a eu, de-ci de-là, des bastonnades, des pendaisons, des fusillades. Et après ? N'a-t-on pas vu tout cela en Allemagne, et même chez nous ? Lorsque nous avons surpris un soldat ou un civil en train de commettre une trahison, nous les avons collés au poteau sans ménagement. Avons-nous ménagé les femmes ? Jamais. En temps de guerre, quand on est face à l'ennemi, on est parfaitement justifié à se montrer impitoyable envers les canailles qui cherchent à vous planter un poignard dans le dos. Les Turcs eurent raison d'écraser du pied les vipères qui encombraient leur chemin. Le salut du pays, qui est la suprême loi d'une armée en bataille, leur dictait ces actes d'énergie. D'ailleurs, croyez-moi, les Arméniens et les Grecs ne sont pas, comme ils le prétendent, nos amis ou nos clients. Ils vont toujours vers celui qui les paie par une monnaie quelconque. Ils sont tantôt avec l'Angleterre, tantôt avec la France. Pendant la guerre, ils furent ici aux pieds des Allemands et des Autrichiens. C'était à qui ouvrirait sa maison et offrirait ses confitures aux beaux représentants du chic prussien ou de l'élégance viennoise. De Trébizonde à Van, ils furent les zélés serviteurs de la

Russie. La plupart de ces francophiles, que vous voyez rôder maintenant autour de nous, sollicitant une protection qui leur évitera des réquisitions et leur permettra de trafiquer et de voyager tout à leur aise, ces mêmes lécheurs de bottes ont fait éperdument la roue devant Liman Von Sanders et von Kuhlmann pour obtenir soit des commandes de fournitures militaires, soit des sursis d'appel, des exemptions d'impôts ou des permis de séjour... Que pouvons-nous attendre de ces gens-là ? Rien de bon ni d'utile. Tandis que le Turc nous laissera travailler, eux chercheront à nous faire concurrence. Par leurs banques, par leurs comptoirs, par leurs bateaux, ils entravent notre essor économique. Nous nous heurtons sur toutes les échelles à leur insatiable cupidité ! Ah ! ils sont d'une dévorante activité pour nous disputer le moindre marché. Même nos produits doivent passer par leurs mains. Il faut que toute vente qui se fait en Turquie laisse entre leurs doigts une petite commission. Ils intrigueront tant et si bien qne les maisons les plus importantes de France leur confieront leurs représentations, écartant des compatriotes honorables pourvus d'excellentes qualités et des meilleures références. Plus vous étudierez la situation, plus vous serez de mon avis. Si vous tenez à faire une bonne propagande française avec votre journal, soutenez les Turcs et dédaignez les raïas. Quant à nos alliés, vous ne pourrez certes pas les combattre, notre Haut-Commissariat serait du reste

obligé de vous interdire toute attaque, même indirecte, car officiellement nous marchons la main dans la main, mais il faut les surveiller et les suivre pas à pas. Les Italiens nous détestent et les Anglais nous jalousent. Les premiers ne sont pas à redouter. Ils n'occupent ici qu'une position de troisième ordre. Mais les seconds sont pour nous ce qu'étaient les Allemands avant la guerre. En réalité c'est désormais entre eux et nous, du moins en Turquie, que le duel est engagé ! Qui l'emportera ? Nous avons tout pour réussir, il s'agit de savoir manœuvrer. »

L'officier qui me tenait ce langage avait-il reçu des instructions pour mener la campagne dont il me développait le thème avec tant d'ardeur et de conviction ? Je ne le crois pas. Mon sentiment était que chacun faisait sa politique. Je n'avais pas manqué d'aller présenter l'hommage de mon respectueux dévouement à M. Defrance, Haut-Commissaire de la République. Et ce distingué diplomate m'avait tenu un tout autre langage. A vrai dire, il ne me dévoila pas ses idées, mais il approuva pleinement celle que je lui exposai avec une entière franchise. On verra dans la suite comment j'envisage les divers aspects de la troublante question d'Orient. Pour le moment écoutons encore ce qui se dit dans les milieux militaires où se concentre en somme toute notre action.

•

DES OFFICIERS FRANÇAIS SOUTIENNENT MOUSTAFA KEMAL ET ATTAQUENT L'ANGLETERRE

On me présente à un commandant. C'est un homme tout d'une pièce. Il ne mâche pas ses mots. Il est d'une trempe qui ne souffre aucune faiblesse. Il doit avoir été taillé dans le roc, car il est aussi inébranlable dans ses sympathies que dans ses antipathies. Comme le lieutenant de vaisseau que nous avons entendu, mais plus furieusement encore, il est l'ennemi des Arméniens, des Grecs, des Juifs et... des Anglais. « Pour moi, tranche-t-il, la question ne se pose pas! nous devons être totalement, absolument turcophiles, je dirai plus : turcomanes ! J'aime les musulmans et je déteste les raïas qui sont de la racaille. Soyons intelligents et nous serons pratiques. *Nous reprochons aux Turcs de nous avoir fait la guerre. Eh bien, moi, je dis qu'ils ont bien fait.* Qu'on se mette dans leur peau. Nous étions du côté des Russes qui voulaient leur prendre Constantinople. Par un acte authentique n'avons-nous pas autorisé cette spoliation ? Ils se sont alliés aux Allemands pour sauver leur empire d'un démembrement qui était, pour eux, la fin de tout. Ils se seraient alliés au diable. Et je le comprends. Nous agirions de même étant placés dans le même dilemme : ou marcher ou mourir ! Garantissons à ces braves

gens leur indépendance nationale et leur intégrité territoriale et nous aurons en eux les plus fidèles et les plus loyaux des associés. Que cherchons-nous ici ? Un rempart contre les impérialismes russe et britannique ? Le maintien de notre prestige ? Le libre développement de notre commerce ? L'expansion de notre langue ? Le respect de nos églises et de nos écoles ? La sauvegarde de nos intérêts financiers ? Nous aurons tout cela avec une collaboration franco-turque. Mais cette collaboration ne doit pas être au profit d'un seul. Il serait indigne de nous de recevoir sans rien donner. En échange des avantages que nous accorderont les Turcs, nous les aiderons à défendre leurs droits aussi bien contre les ennemis du dehors que contre les ennemis du dedans. A l'intérieur, nous ne devons plus écouter les jérémiades des Arméniens, des Grecs et des Juifs. Pour une gifle qu'un musulman exaspéré par d'insolentes provocations aura donnée à un raïa de probité douteuse, nous n'irons plus mobiliser nos diplomates et menacer la Porte. A l'intérieur, nous ne ferons le jeu ni de la Russie, ni de l'Angleterre — je ne parle pas de l'Allemagne, car son influence est morte ici pour longtemps. — La Russie, bien que disloquée par le bolchevisme, est toujours à surveiller. Elle a sur ce pays des visées que nous ne pouvons encourager. Mais je ne crois pas qu'elle représente un danger immédiat. *C'est la Grande-Bretagne surtout qui devient inquiétante.* Il n'y a aucun doute qu'elle

cherche à prendre dans le Proche Orient la première place. Après avoir coupé l'empire ottoman en deux en créant l'empire arabe, elle tend manifestement à réduire les Turcs au rang de vassaux. Elle a mis dans son jeu le Sultan, en lui garantissant le trône et le Khalifat et en lui promettant de le débarrasser de la « clique jeune-turque ». Aussi je comprends et j'approuve Moustafa Kemal qui s'est cabré devant la domination étrangère. J'espère que la France soutiendra ce général par tous les moyens. En tout cas, vous ne trouveriez pas dans nos rangs dix officiers qui ne partagent mes idées. Nous sommes presque tous pour les Kémalistes contre les Grecs et les Anglais. »

Ces déclarations inattendues me causent une profonde stupéfaction. J'ai hâte de savoir si elles expriment bien le sentiment de l'armée. Hélas ! je n'étais pas au bout de mes surprises. J'entends proférer dans les milieux militaires contre la « perfide Albion » des accusations d'une telle violence que je suis épouvanté. Si cette anglophobie vient à se faire jour, si elle est dénoncée au Foreign Office, je prévois que le Quai d'Orsay rencontrera sur le Rhin des difficultés peut-être insurmontables.

J'essaie de réagir. Je prends la plume et j'entreprends dans le *Bosphore* une énergique campagne en faveur de l'Entente cordiale. J'attaque à fond Moustafa Kemal dont les agissements ne peuvent que plaire à Moscou et à Berlin. J'adjure les mu-

sulmans d'abandonner ce factieux qui s'apprête à donner les derniers coups à l'empire. Les Vieux Turcs, les Arméniens, les Grecs, les Juifs, viennent me féliciter. Mais je voudrais entraîner mes compatriotes. Malheureusement le poison a déjà fait son œuvre, et je n'obtiens l'approbation que de trois ou quatre officiers supérieurs qui viennent me dire : « Vous avez raison de démasquer Moustafa Kemal. C'est un agent de l'Allemagne. Il est d'accord avec Talaat qui, de Berlin, tire les ficelles. Et nous serions des insensés de nous disputer avec nos alliés pour les beaux rêves de ce pacha. »

Dans notre colonie, il se forme deux partis : les gens sérieux, ceux qui sont nés ou qui sont établis dans le pays depuis de longues années, se déclarent nettement contre Moustafa Kemal. Les financiers qui ne séjournent à Constantinople que juste le temps d'y faire fortune sur le dos des « bons Turcs », quelques fonctionnaires ou employés de la Dette Publique, de la Régie des Tabacs et de la Banque Ottomane, les nouveaux venus qui ne connaissent l'Orient que par les romans de Pierre Loti et de Claude Farrère, tous ceux-là sont avec le parti kémaliste par intérêt ou par ignorance. Un diplomate pour qui la Turquie n'a pas de secrets me confie ses angoisses : « Où allons-nous ? ces braves officiers vont nous brouiller avec tout le monde ; nous perdons nos amis d'ici et nos alliés d'Europe. Il nous restera Mous-

tafa Kemal? Mais ce personnage nous donnera-t-il sur le Bosphore des clients scolaires et commerciaux, et sur le Rhin des appuis militaires et diplomatiques? Ah! qu'on y prenne garde, en quelques mois nous allons détruire cette œuvre incomparable que nous avions patiemment échafaudée en un siècle de labeur ! » L'agent d'une grande Compagnie qui a fait toute sa carrière en Orient nous dit dans une réunion intime : « J'ai pleuré de joie le jour où nos soldats ont défilé pour la première fois dans nos rues, drapeau et musique en tête. Je ne crois pas qu'un homme puisse connaître un bonheur plus grand... Eh bien, maintenant, je ne demande qu'une chose, c'est que notre armée s'en aille vite. Si elle reste encore ici, avec l'esprit qui l'anime, elle nous mènera à des catastrophes. »

Un soir, je pus constater que la turcomanie avait à ce point dérangé les cervelles que certains en oubliaient la patrie... Qu'on en juge. Nous sommes réunis autour d'une table, au Péra-Palace Hôtel; nous sommes d'un côté trois Français : un commandant, un homme d'affaires et moi ; de l'autre : un Italien, qui occupe dans une des premières villes du royaume une chaire de professeur des plus importantes, et un sujet ottoman qui fut un collaborateur de Djavid bey au ministère des Finances. La conversation s'engage, comme dans tous les salons, sur la question du jour : le mouvement

national déclanché par Moustafa Kemal. L'Italien, bien entendu, prend fait et cause pour ce patriote qui « défend le principe des nationalités. » Je soutiens la thèse contraire, je prétens que les Kémalistes continuent tout bonnement la guerre contre l'Entente, d'accord avec Ludendorff et Lénine, et que notre devoir est de les abattre avant qu'ils se soient renforcés en hommes et en munitions. « Si nous ne les écrasons pas, dis-je, tout de suite, demain nous serons obligés ou de capituler devant leurs exigences qui seront intolérables ou d'organiser contre eux un nouveau front. De toute façon, nous allons nous affaiblir et c'est l'Allemagne qui en profitera. » Le commandant me regarde avec des yeux qui voudraient me foudroyer — mais il sait qu'il ne me fera pas taire, car il me connaît depuis quinze ans. — Il entame non pas la défense mais l'apologie des Jeunes-Turcs : « C'est notre faute, tranche-t-il, s'ils sont entrés en guerre contre nous. Qu'avons-nous fait pour les gagner ? Lors des dernières guerres balkaniques, nous leur avions affirmé qu'ils ne perdraient pas un pouce de territoire, même s'ils étaient vaincus. Et lorsque les Bulgares, les Grecs et les Serbes se sont partagé la Roumélie, nous sommes restés les bras croisés, reniant nos engagements. En 1914, de qui étions-nous les compagnons d'armes ? Des Russes, c'est-à-dire de ceux qui ont eu constamment les regards tournés vers Constantinople, de ceux qui avaient comme pro-

gramme de politique extérieure le démembrement de l'empire ottoman ! Et vous vouliez que la Jeune Turquie refusât le secours de l'Allemagne ! Ah ! oui, vous me répondrez que nous lui avions garanti l'intégrité territoriale si elle restait neutre. Le beau billet, n'est-ce pas ! »

A ces mots l'Italien s'emporte. Il interrompt le commandant pour accuser les Alliés de toutes les félonies. « Vous nous avez trompés, clame-t-il. Vous n'avez tenu aucun engagement. Vous avez pris tous les fruits de la victoire et vous ne nous avez rien laissé. Nous n'avons partout que des ennuis. Nous n'avons pas de charbon. Nous crevons de faim et, pour nous consoler, vous nous empêchez de nous installer à Fiume. Vous vous êtes trop moqués de nous ! Vous nous avez trahis sans cesse... Nous en avons assez d'être votre jouet et votre souffre-douleur... » Je sursaute, j'esquisse un geste de protestation. Je veux placer un mot. Mais l'Italien part comme une trombe. Rien plus ne saurait l'arrêter. Il lance contre la France les pires calomnies.

— Mais enfin, m'écriai-je, que vouliez-vous de nous !

— Ce que nous voulions, éclate-t-il, la Savoie, Nice, la Corse, la Tunisie, tout ce qui nous appartient. Et vous devez nous le rendre ! .

— Ainsi, fis-je observer, la France se serait saignée aux quatre veines, elle aurait accompli des

prodiges inouïs sur les champs de bataille, elle aurait arraché aux destins la victoire la plus éclatante, non pas pour garder son patrimoine, mais pour en livrer de riches morceaux à l' « égoïsme sacré » de l'Italie ? Allons donc, vous rêvez ! Vous êtes seul, heureusement pour l'avenir des deux sœurs latines, à nourrir de pareilles chimères !

— Comment, je suis seul ? railla l'Italien. Il n'y a pas un homme chez nous qui ne pense comme moi, à quelque parti qu'il appartienne. De Giolitti, dont je m'honore d'être l'ami, à Turati, nous n'avons dans le cœur qu'un désir : réunir sous la loi romaine les terres sur lesquelles nous avons des droits imprescriptibles...

Si je rapporte cet incident, qui est étranger à la question d'Orient, c'est qu'il me permit de mettre à nu l'âme d'un turcomane. Le commandant était tellement aveuglé par son amour des Osmanlis qu'il ne voyait plus la France. Il avait complètement oublié sa patrie, et il n'éprouvait pas le besoin de la défendre. Il ne dit pas un mot, tel un muet du sérail, contre les violentes accusations et les intolérables prétentions du professeur. Il ne retrouvait l'usage de la parole qu'aux moments où la discussion tournait autour des Jeunes-Turcs. Oh ! alors le mort ressuscitait, la statue de marbre s'animait, l'éloquence coulait, abondante et vive comme l'eau d'un torrent, de ces lèvres qui, tout à l'heure, restaient obstinément scellées. L'indifférence avait fait place à la passion. Le soldat ripostait, rendant

coup pour coup ; et pour dégager les responsabilités encourues par la Turquie il étalait les fautes commises par la France.

Je ne pus m'empêcher de traiter durement cet officier supérieur. Au risque de provoquer sa colère, je le souffletai de mon mépris. « Vous oubliez, lui dis-je, les devoirs que vous impose le glorieux uniforme que vous portez. Vous oubliez que les Jeunes-Turcs ont couvert de crachats nos trois couleurs, après nous avoir vendus et trahis de la façon la plus perfide. Vous oubliez que nous sommes encore en guerre avec ces bandits. Les applaudir, c'est condamner la France. Quittez donc notre armée, votre place n'est plus dans ses rangs, elle est là-bas, à Angora. »

Le commandant ne s'attendait pas sans doute à cette riposte. Complètement désemparé, il baissa la tête et s'en alla sans relever le gant que je lui avais jeté à la face devant trois témoins.

J'eus de fréquentes discussions de ce genre. Un capitaine me dit un jour :

— J'offrirai mon épée, s'il le faut, à Moustafa Kemal !

— Contre qui ?

— Contre l'Angleterre !

Voilà quel était l'état d'âme de la plupart des officiers faisant partie de notre corps d'occupation. Mais d'où venaient-ils ? De Salonique. Comment en étaient-ils arrivés à fraterniser avec nos ennemis

et à couvrir d'anathèmes nos alliés ? Je ne sais, mais ce qui est incontestable, c'est que l'armée de Sarrail s'était lentement imprégnée et nourrie de la haine — le mot n'est pas trop fort — que ce chef ombrageux, aigri peut-être par une injuste disgrâce, avait reportée sur la tête des Anglais et des Grecs. L'on peut ainsi s'expliquer pourquoi les journalistes qui en avaient fait partie ont répandu ces germes de grécophobie et d'anglophobie que nous avons vus se développer si rapidement dans les salles de rédaction parisiennes. Pendant que ces anciens combattants rendus à la vie civile sapaient l'Entente, en France, à coups de plume, leurs camarades restés sous les armes la démolissaient, en Turquie, à coups de langue et à coups d'intrigue. Et ceux-ci n'avaient aucune retenue : ils s'en allaient clamant en tous lieux leurs sympathies et leurs antipathies. On les entendit dans les salons, dans les hôtels, dans les cafés. On en vit s'afficher publiquement avec des lieutenants d'Enver et de Liman von Sanders. Le képi bleu et le fez rouge fraternisaient à l'ébahissement des Vieux-Turcs et au grand scandale des raïas. Un Ecossais qui « adore » la France me demandait, avec une tristesse infinie dans la voix, en montrant du regard ces étranges accouplements : « Que diriez-vous si nos *tommies* se promenaient bras dessus bras dessous dans les villes occupées d'Allemagne avec des soldats de Ludendorff et de Hindenburg ?»

Le général Franchet d'Espérey était-il au courant de ces faits ? Comment son Etat-Major ne donnait-il pas des instructions sévères pour briser net cette monstrueuse propagande qui servait les plans de l'ennemi en affaiblissant le front des Alliés? M. Defrance, haut-commissionnaire de la République, était renseigné jour pour jour du travail inquiétant qui se faisait dans l'armée. Mais il ne se croyait pas autorisé à faire la leçon au général Franchet d'Espérey : « Les militaires ne sont pas sous mes ordres », répondait-il à ceux qui le suppliaient d'agir. Faut-il le révéler? Il y avait un fossé entre le Haut-Commissaire et le général en chef. Ces deux autorités qui eussent dû se fondre en une seule direction suivaient des chemins contraires. M. Defrance, rompu à toutes les feintes de l'Oriental, eût imprimé à notre action le caractère et le mouvement qu'exigeaient les circonstances. Ce n'est pas ce diplomate plein de prudence, de réserve et de tact qui eût compromis l'incomparable situation que nous occupions autrefois à Constantinople, même dans les quarante années qui suivirent notre débâcle de 1870. Mais au lieu de suivre ses conseils, dictés par l'expérience et marqués au coin de la sagesse, on prit à tâche de le contrecarrer. Une cabale se forma pour le contraindre à partir ou à capituler. On lui faisait un grief de ce qu'il était apparenté à un général anglais. « Tous ses rapports, insinuait-on, sont connus du Foreign Office. » S'il avait eu des attaches avec un Enver ou

un Talaat on l'aurait couvert de fleurs. Que de fois j'ai dû imposer silence à des énergumènes qui le diffamaient ouvertement devant les espions turco-allemands! Ceux-ci notaient avec délices nos querelles de famille. Ils recueillaient dans leurs petits verres et ils buvaient comme du raki la calomnie que nous répandions à flots sur le représentant de la République. Non seulement on divisait les Alliés, mais on détruisait l'union française. Beau travail, vraiment! Pour des fautes moins graves, certains ont été fusillés.

Si je n'avais écouté que ma rancune, j'eusse fait chorus avec les adversaires de M. Defrance, car je n'eus pas toujours à me féliciter des procédés du Haut-Commissariat. Mon journal *Le Bosphore* ne plaisait guère au monde officiel, car il avait, et il garde toujours, du reste, une allure trop indépendante. Bien qu'il défendît, avec une vigueur et une impartialité qu'on n'avait jamais vues à Constantinople, tous ceux qui répandent en Orient l'influence française, sans distinction de race ni de religion, il était mal noté dans les bureaux de l'Ambassade: « Ah ! vous nous en causez des ennuis », me confessait le chef de la censure ! « A vous seul, vous nous donnez plus de tracas que les autres ! nous sommes tiraillés entre l'Etat-Major qui nous envoie des « notes furibondes » — tenez, en voici encore une — et le Commissariat qui nous *engueule* parce que nous

vous laissons publier des nouvelles fort désagréables pour la Porte. » Un exemple montrera comment je fus traité par M. Defrance. *Le Bosphore* avait pu reproduire avec l'autorisation de la censure d'importantes déclarations que le grand vizir Damad Ferid pacha avait faites au sein du Conseil des Ministres. Notre information reproduite par tous les journaux d'Europe provoqua une démarche de Damad Ferid pacha qui vient se plaindre en personne auprès de M Defrance. Le Haut-Commissaire eût dû s'en prendre au chef de la censure; c'était trop simple et trop juste. Il préféra nous infliger une suspension de trois jours qui nous causa un grave préjudice pécuniaire... L'argent que m'a fait perdre le Haut-Commissariat par ses sautes d'humeur se chiffre par des dizaines de mille francs. Non seulement je ne reçois pas de subvention sur les millions que vote le Parlement pour la propagande à l'étranger, et du reste je n'en accepterai jamais s'il faut servir les intérêts d'une coterie et non ceux de la France, mais encore on cherche à m'enlever mon gagne-pain. Qu'importe, je continuerai à défendre le Haut-Commissaire qui est le représentant direct de la République. Nous sommes ici face à l'ennemi et nous devons cacher à ses yeux nos faiblesses et nos misères. Partant de ce principe je ne publierai jamais dans *Le Bosphore* une ligne qui puisse nuire directement ou indirectement au prestige de la France ou à la solidité de l'Entente. Aussi

lorsque l'affaire Cailláux viendra devant la Haute-Cour, j'imposerai le silence à la rédaction : « Ce n'est pas à un journal français, déclarai-je, qu'il appartient de prolonger jusqu'au lointain les échos d'un pareil scandale. Nous n'avons ici, nous, qu'à montrer non les laideurs mais la beauté de notre pays ». Ah ! pourquoi tous nos compatriotes n'ont-ils pas adopté cette ligne de conduite ? Nous aurions triomphé de tous les obstacles. Beaucoup avaient apporté en Turquie leurs passions électorales. L'un était radical, l'autre modéré, l'autre socialiste, l'autre royaliste. Je pensai qu'il était plus sage d'être Français, tout simplement. Avant la guerre, en 1906 et en 1909, j'avais défendu un programme radical aux élections législatives. J'avais approuvé la loi de séparation. J'avais publié une longue série d'articles dans *La Lanterne* pour dénoncer le cléricalisme de nos agents diplomatiques et consulaires qui affectaient d'ignorer l'existence des écoles laïques dans le Levant. J'avais donc appartenu à un parti. Mais à Constantinople je n'appartenais plus qu'à la France. Et j'ai ouvert toutes grandes les colonnes du *Bosphore* aussi bien aux lazaristes, aux jésuites, aux frères et aux sœurs qu'aux professeurs de Galata-Serai, aux maîtres de l'Alliance Israélite Universelle et des écoles grecques et arméniennes. Suivant la doctrine de Gambetta je me refusai à transplanter en Turquie nos luttes politico-religieuses. Je rejetai de même toutes les philies et toutes les phobies, ayant toujours de-

vant mes yeux comme objectif : l'expansion de l'idée française. Je ne serai, par système, ni turcophobe, ni grécophile, ni arménophile, ni antisémite, mais je n'oublierai pas les services rendus par ceux qui nous restèrent fidèles pendant la guerre. Et je ne déserterai à aucun prix le camp des Alliés...

Cette attitude m'attira les sarcasmes, les injures et les diffamations de ceux qui, dans notre colonie, avaient pris nettement parti pour les Turcs (les Jeunes) contre les Anglais et contre les raïas.

Un soir, après dîner, je fus mis en présence de deux officiers : un commandant et un lieutenant de vaisseau, chez un Tartarin de la Manche qui s'était donné pour mission de renverser les murailles du temple britannique. Dès qu'il apercevait un Anglais il voyait rouge. Je compris tout de suite, dès ses premiers mots, sur quel sujet allait rouler la conversation.

— Vous voyez ici, mon cher Paillarès, commença-t-il, deux Bretons et un Normand qui n'ont pas froid aux yeux. S'il y en avait beaucoup comme nous en France, nous ne serions pas roulés partout et toujours comme nous l'avons été à Versailles. *Caillaux a raison.* Il faut nous entendre avec l'Allemagne et nous flanquerons une pile aux Anglais.

— Oui, scande le lieutenant de vaisseau, nous nous battrons cette fois avec les Anglais, c'est iné-

vitable. Ils nous ont chassés des rives du Nil, ils nous chasseront des rives du Bosphore. Ils veulent mettre la main sur la Turquie. Pouvons-nous tolérer cet acte de brigandage ? Nous devons aider Moustafa Kemal à les jeter hors d'ici.

— Vous allez un peu vite, fis-je observer. Avant qu'ils viennent à Constantinople les nationalistes devront passer par Smyrne et là ils trouveront l'armée grecque.

— Les Grecs ? cria le commandant, mais ça n'existe pas. Moustafa Kemal n'en fera qu'une bouchée... Attendez qu'il ait groupé ses forces et vous verrez. Nous ne sommes qu'aux premières passes du duel.

— Notre intérêt politique, expliqua le Normand, est de nous appuyer sur les Jeunes-Turcs. Voilà des gaillards qui ont quelque chose dans le ventre. Moi, je parie pour eux. Ils reviendront au pouvoir, plus puissants que jamais, et, si nous avons su leur faciliter la revanche, nous obtiendrons toutes les concessions que nous voudrons. J'attends mon ami Franklin-Bouillon pour entamer des négociations importantes. Le commandant S... (aujourd'hui lieutenant-colonel) qui a la confiance entière du Gouvernement de Stamboul et de celui d'Angora nous ouvrira toutes les portes. Il m'a déjà présenté au ministre des Affaires étrangères... Tenez, j'ai là vingt dossiers touchant des charbonnages, des mines de cuivre, de paraffine,

de zinc, nous enlèverons en un tour de main la forêt de Castamouni qui, à elle seule, vaut un royaume...

Pendant cinq heures d'horloge tous les trésors de Golconde passèrent sous les yeux éblouis des trois turcomanes.

Le Normand disait dans une autre circonstance : « Mes ancêtres, déjà, ont conquis l'Angleterre. Nous, maintenant, nous la materons... » Et il s'en allait, plus fier que Guillaume-le-Conquérant, fendant l'air de ses gestes terribles, prêt à casser la figure au premier sujet du Royaume Uni, civil ou militaire, qui lui donnerait sur les nerfs.

Il cherchait à tout instant les disputes les plus invraisemblables. Dès qu'il était assis à une table de restaurant il s'assurait qu'aucun officier britannique ne le regardait de travers... Tout à coup il se levait, il marchait droit vers un groupe et se plantant sur ses ergots comme un coq en bataille il lançait un défi : « Messieurs, je suis Français, un Français de Normandie, et je suis à votre disposition si cela ne vous plaît pas ! » Les Américains eurent bientôt, eux aussi, le don de l'exaspérer. Un lieutenant de vaisseau attaché au Haut-Commissariat des Etats-Unis jouait tranquillement du piano dans le grand hall de l'hôtel Péra-Palace. Le Normand tourne vers lui un front chargé de menaces. « Il nous embête, celui-là, grogne-t-il. Attendez, je vais lui montrer quel cas je fais de

sa musique. » Et il commence à crier sur l'air des lampions : « la ferme ! la ferme ! » L'officier flegmatique, ne se doutant pas au surplus qu'on en veut à sa personne, continue de taper sur les touches d'ivoire. Le Normand s'exaspère et devient plus insolent. L'injure est directe et vise nettement l'Américain. Celui-ci comprend enfin qu'il est provoqué, grossièrement, et sans motif. Il vient demander des explications pour l'outrage qui lui est fait. Les deux hommes sont debout, face à face. Loin de s'excuser, le Normand ricane de plus en plus. L'Américain va lui sauter à la gorge quand, cinq ou six témoins, nous arrêtons les poings qui tournoient. Après une heure d'efforts nous parvenons à calmer l'irritation de l'officier en lui expliquant tant bien que mal qu'il y eut méprise. Tout ce tapage avait attiré de nombreux curieux; les clients de l'hôtel étaient sortis de leurs chambres, et les germanophiles savouraient les délices que leur offrait la vue de ce Français déchirant publiquement l'Entente...

Le Normand ne sortit pas toujours indemne des algarades qu'il multipliait à tout propos et en tous lieux. Un officier britannique lui asséna, en plein sur le nez, un violent coup de poing qui lui imposa un respectueux silence. Tartarin était inondé de sang; assommé, ahuri, désemparé, il n'était plus qu'un petit chien battu qui implore le pardon de son maître...

Pourquoi ai-je cru devoir révéler ces faits ?

C'est que le *Normand paraissait avoir les plus hauts encouragements*. Tel un ministre ou un ambassadeur, il disposait de nos bateaux de guerre pour se rendre dans la mer Noire, coûtant au Trésor des centaines de mille francs. Et on lui facilitera le voyage d'Angora pour qu'il aille sonder Moustafa Kemal sur je ne sais quel projet d'accord franco-turc... Il se rendra plus tard aux Dardanelles pour charger des armes et des munitions... Dans quel but et pour qui ? Sans doute il avait trop découvert certains personnages car il fut désavoué, on le pria avec plus ou moins de ménagements d'interrompre la série de ses exploits... Mais il ne rentrait pas dans l'ombre sans avoir fait des ravages. Il brandissait toujours un papier en disant : « Voyez, lisez, j'ai un passeport diplomatique, je suis chargé d'une mission officielle. Pendant la guerre j'étais en Amérique, je communiquais directement avec Paris, sans passer par Tardieu... C'est moi qui ai battu Hearst... » Et comme personne n'allait au fond des choses, comme chez nous aucune autorité ne bougeait, les Anglais étaient fondés à croire qu'il était réellement un agent chargé de faire contre eux une propagande active. Cette conviction devint plus forte lorsqu'ils apprirent que ses camarades avaient transporté, en avion, à Brousse, des généraux turcs, recherchés par leur police, qui allaient rejoindre Moustafa Kemal. Ils avaient déjà noté avec surprise que nous avions fait filer vers Scutari, dans

des barques, le président de la Chambre des députés qui venait de prononcer un discours hostile à la chrétienté en général et aux Alliés en particulier... Disons-le sans détours : à Constantinople les discours et les actes de beaucoup de Français donnèrent l'impression que nous complotions avec les Jeunes-Turcs l'abaissement de l'Angleterre. Et ceci nous aidera peut-être à comprendre, encore une fois, pourquoi nous rencontrerons des obstacles sur le Rhin...

V

DAMAD FERID PACHA TOMBE DU POUVOIR

LE KÉMALISME PREND UN NOUVEL ESSOR

Le grand vizir Damad Ferid pacha fait de pressantes démarches auprès des Haut-Commissaires alliés pour obtenir que les puissances alliées et associées modifient les termes de l'armistice de façon à permettre au Gouvernement ottoman de recruter quelques forces militaires qu'il opposerait aux nationalistes, maîtres de Konia. Mais ses demandes sont repoussées, car l'on craint que les troupes du sultan n'aillent rejoindre celles de Moustafa Kemal. Flétri par les nationalistes, abandonné par les Alliés, Damad Ferid pacha est profondément découragé. Son cabinet cède la place à celui d'Ali Riza pacha. On mande de Constantinople à l'agence Havas :

Les milieux officiels affirment que le premier acte du grand-vizir sera d'entamer des pourparlers avec les chefs du mouvement nationaliste afin de tâcher de rétablir l'ordre et la tranquillité en Anatolie. La composition du cabinet est favorablement accueillie par la presse et l'opinion publique. Déjà de nombreux télégrammes venant des provinces d'Anatolie expriment et manifestent leur satisfaction de la démission de Damad Ferid pacha, que les provinces rendent responsable de la situation actuelle.

A partir de ce moment, le kémalisme ne fera que grandir. « La nouvelle Turquie, écrit l'envoyé spécial du *Temps*, prend conscience de sa force, de son unité et de sa mission historique ; *s'opposer à son idéal rénovateur* serait une grande faute. »

Des élections législatives vont avoir lieu. Mais le ministre de l'Intérieur annonce que la Cilicie et le vilayet d'Aïdin ne voteront pas, sur l'opposition formelle de la France et de la Grèce. Le comité *Union et Progrès*, qui est le seul parti possédant une forte organisation dans tout le pays, mènera une lutte ardente. Les résultats sont connus d'avance. La Chambre sera nationaliste. Bien qu'elle se réunisse à Constantinople, malgré le désir de Moustapha Kemal qui eût voulu la voir siéger à Brousse ou à Sivas, sa pensée sera constamment fixée sur l'Anatolie. Elle aura comme programme celui d'Erzeroum : le pacte national. Moustafa Kemal ne se contente pas d'agir à l'intérieur, il poursuit d'actives négociations à Berlin et à Moscou. Le *Temps* reçoit de Suisse l'information suivante : « Dans un récent séjour à Berlin, il m'a été donné de faire la connaissance d'une personnalité allemande qui était en train de traiter avec Talaat, Nazim et Djemal pour fourniture de matériel de guerre. Ainsi j'obtenais la confirmation des bruits d'après lesquels *le mouvement nationaliste turc était ravitaillé par des usines allemandes ;* et la Russie des soviets n'était probable-

ment pas étrangère à cette combinaison, se chargeant de la livraison de ces fournitures jusqu'aux bords de la mer Noire.

Par la suite, mis en éveil par ces faits, j'ai pu apprendre que ces chefs unionistes, responsables de la longue durée des hostilités par l'entrée en guerre de la Turquie, se promènent librement à Potsdam ou à Berlin sous des noms d'emprunt. Ils cherchent à diriger le mouvement de l'Union et Progrès, *dont la germanomanie invétérée est notoire.*

Le cabinet Damad Ferid, sur l'insistance des puissances alliées, a fait des démarches auprès du Gouvernement allemand pour demander l'extradition de Talaat et de Nazim ; le Gouvernement allemand s'est contenté de répondre que ces personnes ne se trouvaient pas dans le pays. Il est cependant avéré qu'au même moment Noske et Ebert voyaient régulièrement ces deux tristes personnages qui résident à Potsdam.

Ne faut-il pas voir dans tout cela une comédie assez grossière de la part des dirigeants allemands en vue de prêter main-forte à l'Union et Progrès pour le reconstituer sous le couvert du nationalisme et en faire encore une fois l'instrument de leur plan? »

De son côté, Izzet bey, vali de Smyrne déclare à la presse ottomane que « le mouvement nationaliste provoqué par Kemal pacha est l'œuvre du comité germanophile jeune-turc qui tente de

tromper une fois encore les puissances, comme il le fit en 1908 par la proclamation de la Constitution ».

D'autre part, l'on acquiert la preuve de négociations secrètes entre Lénine et Moustafa Kemal.

Pendant ce temps, la France et la Grande-Bretagne se sont mises d'accord pour délimiter leurs sphères d'influence en Asie-Mineure. Le général Gouraud a été nommé Haut-Commissaire en Syrie et en Cilicie et commandant en chef de l'armée du Levant. Il a pris possession de son poste, à Beyrouth, le 26 novembre 1919. Les troupes anglaises sont remplacées par les troupes françaises. Quelle sera la politique du général Gouraud ? « J'estime, déclare-t-il à un représentant de l'*Agence Havas*, que notre protectorat en Syrie doit être simple et doux. Il devra tenir compte des modalités spéciales de la situation. J'entends appliquer là-bas une politique de justice, celle-là même par laquelle je me suis fait des amis dans le monde musulman.

« Vous me demandez par quel miracle, un catholique peut se faire aimer des mahométans ? Il n'y a pas de miracle là-dedans. Chacun, à la condition d'être brave et juste, réussira.

« Pas plus que je ne souffrirais qu'on entre dans une église catholique le chapeau sur la tête, pas plus — c'est de quoi les musulmans me sont reconnaissants — je ne tolérerais qu'on moleste ou même qu'on raille les rites étrangers aux nôtres.

« Je l'ai dis hier, ici même, aux évêques maro-

nites qui venaient me faire visite, je ne veux être en Syrie l'homme d'aucun parti ni d'aucune confession. Je veux représenter simplement la France juste : un point c'est tout. »

Le général Gouraud ajoute: « Je désire qu'on sache que j'entends continuer en Syrie d'entretenir avec les Anglais, et particulièrement avec leurs chefs militaires, les relations de cordiale estime que nous eûmes toujours. »

Déçu de voir l'Entente cordiale se raffermir en Orient, Moustafa Kemal fulmine contre l'Angleterre et la France. Il adresse aux puissances alliées un télégramme de protestation :

Si les alliés, dit-il, continuent les mêmes procédés inhumains dont ils ont usé jusques aujourd'hui envers nous, sans tenir compte des justes réclamations que la nation turque formule à cet égard, le résultat de cette non-observation peut être extrêmement tragique. Et il est à craindre que ce résultat ne soit pas localisé dans certains pays, mais qu'il s'étende sur les deux continents. La responsabilité d'un si grand désastre tombe naturellement, par-devant Dieu et le jugement des hommes, sur les puissances de l'Entente. Nous traduisons, par ces déclarations, les vœux unanimes de notre nation qui ne vise d'autre but que la défense de son existence et de ses droits.

Le bureau d'informations arménien, qui communique ce document, le fait suivre des commentaires ci-dessous :

Les Turcs invoquent aujourd'hui la justice, la légalité, le droit, après avoir pendant quatre ans commis toutes les injustices, méconnu toute légalité, piétiné tout droit et fait périr par le fer et par le feu, par la faim et

par les maladies, plus de 1.200.000 Arméniens et Grecs, dont les os blanchis jonchent encore les plaines et les vallées de l'Anatolie.

Désormais la Sublime Porte n'existe que de nom. C'est Moustafa Kemal qui parle au nom de la Turquie. C'est lui qui entend dicter les conditions de paix. Il envoie des interviews télégraphiques aux journaux pour les faire connaître.

Nous verrons avec satisfaction, dit-il, l'Arménie former, *en dehors des frontières ottomanes*, un Etat indépendant. Nos vilayets *d'Aïdin, de Koniah, d'Adana et de Mossoul*, au contraire, qui ont été laissés au dedans de nos frontières, par l'acte d'armistice du 30 octobre 1918, et qui sont habités par une écrasante majorité musulmane ne doivent pas être détachés des Etats ottomans. Le mouvement national ne se dissoudra pas, mais attendra la réunion du Parlement et la confirmation que le Parlement exerce son œuvre législative et contrôle les affaires publiques à l'abri de toute atteinte et de toute intervention : *alors seulement le mouvement cessera son action.* Les divergences de vues avec le gouvernement central existent seulement sur des questions subsidiaires pour lesquelles Salih pacha est arrivé à Amassia. Sur les détroits, nous n'admettrons que des mesures pour garantir la libre navigation dans le cadre de la sécurité de la capitale turque.

Moustafa Kemal ne se contente pas de parler. Il agit. Il organise tous les fronts de guerre : l'un contre l'Arménie russe, un autre contre l'occupation grecque de Smyrne et un autre contre les troupes françaises de Cilicie. Il est puissamment aidé par ses partisans de Constantinople et par des Européens de toutes nationalités qui lui four-

nissent des armes et des munitions sous le nez des Alliés.

Contre qui seront dirigés ses premiers coups ? Contre la Cilicie dont la France s'est constituée la gardienne.

Mais comment s'en étonner ? Des Français ont dit à Moustafa Kemal : « Nous ne voulons pas garder Adana. Si nous y sommes c'est uniquement pour empêcher les Anglais de s'y installer. » Et Moustafa Kemal de leur répondre : « Partez, vous d'abord, donnez-moi cette preuve de confiance et d'amitié, il me sera plus facile ensuite de régler nos comptes avec les Grecs et les Anglais. » Mais ces Français ne représentaient encore que des opinions personnelles, ils ne pouvaient qu'exprimer des vœux platoniques et donner de vagues promesses. Moustafa Kemal comprit cependant qu'il pouvait nous forcer la main, s'il nous créait des difficultés militaires et financières. Il savait, par les turcomanes de Paris, que le Parlement réclamait des économies et que l'opinion publique en avait assez des « expéditions inutiles ». Donc, il n'avait qu'à frapper sur le patient pour que celui-ci demandât grâce et merci. Il négligera complètement l'armée grecque pour concentrer toutes ses attaques sur la Cilicie. Et nous assisterons en 1920 à de nouveaux massacres d'Arméniens. Cela ne suffirait pas à nous émouvoir. Qu'à cela ne tienne, on *assassinera* aussi des soldats français dans un guet-apens infâme...

Plus il commettra de crimes contre la Franc et contre l'humanité, et plus il trouvera dans notr armée, dans notre diplomatie, dans notre financ et dans notre presse des pleutres pour le craindr et des dégénérés pour l'admirer.

Les voies sont ouvertes pour tous les oublis pour toutes les capitulations.

Dans un discours qu'il a prononcé le 8 novembr 1919 au banquet traditionnel donné au Guildhal par le lord-maire, à l'occasion de son entrée e fonctions, M. Lloyd George parlant de la ques tion turque avait dit :

Les alliés sont complètement d'accord sur les prin cipes fondamentaux de la solution. Nous sommes d'ac cord que le gouvernement de la Turquie doit cesser dan les pays habités par les Grecs, les Arabes, les Armé niens. Nous sommes tous d'accord que l'entrée de la me Noire soit ouverte à toutes les nations, pour que l'on n'e confie plus la garde à la nation qui a trahi son rôle d gardienne en en fermant les portes aux alliés sur l'in jonction du militarisme prussien.

Quant aux autres cessions, on ne devrait pas éprou ver de difficultés insurmontables pour répartir entre le alliés les responsabilités nécessaires à la garantie d'un telle politique. Je parle naturellement des nations qui on résisté à l'épreuve de la grande guerre. Je regrette de n pouvoir m'exprimer avec la même confiance sur la Rus sie.

Hélas ! les Alliés ne paraissent pas se rendr un compte exact de l'importance du Mouvemen national. Ils sommeillent. Ils renvoient aux calen des le règlement de comptes qu'ils doivent « im poser » à la Turquie. Et ceci permet à Moustafa

Kemal de pousser partout ses pions sur l'échiquier oriental. Petit à petit, il attire et il groupe, en Anatolie, toute l'armée impériale. Il reconstitue et il complète ses cadres, avec la complicité secrète du gouvernement central qui voit dans cette force militaire le moyen de faire pression, au moment voulu, sur la Conférence de la paix. Il nomme et il destitue tous les fonctionnaires de tous ordres. Les valis et les defterdars viennent, les uns après les autres, se soumettre à son autorité. C'est un pacha qui concentre entre ses mains les pouvoirs du Sultan et ceux du grand vizir. Il affecte de s'incliner devant le Khalife, mais il n'agira qu'à sa guise, n'acceptant de Stamboul aucune suggestion, aucun conseil, encore moins aucun ordre. En réalité, lui seul est maître. Son prestige a considérablement grandi ces dernières semaines de l'année qui finit (1919). Pour quelles fins en usera-t-il ? Il n'a pas oublié ses desseins. Reprenant le programme d'Enver et de Talaat, il tendra de toutes ses forces à battre les Alliés, et pour mieux les battre, il les divisera.

DEUXIÈME PARTIE

LE TRAITÉ DE SÈVRES
1920

I
EN CILICIE

LE DRAME DE MARACHE

Au lendemain de l'armistice et jusqu'au 12 décembre 1919, date à laquelle le général Dufieux arrivait à Adana pour y prendre le commandement militaire et administratif, la Cilicie fut placée sous l'autorité supérieure du maréchal Allenby. Mais après entente entre les cabinets de Londres et de Paris, l'administration de la région avait été confiée au colonel Brémond. Cette collaboration interalliée fut des plus cordiales et donna les meilleurs résultats. « La Cilicie, écrit le colonel Brémond » (1), fut la terre promise de l'Entente anglo-française... On n'y a pas vu les difficultés qu'on a pu relever ailleurs. Le mérite en revient aux exécutants. Ce n'est pas que des délégations diverses des différentes nationalités locales n'aient tenté, à Adana, comme ailleurs, de semer la division entre nous. Mais les échecs répétés et inva-

(1) *La Cilicie en 1919-1920*, par E. Brémond. Imprimerie Nationale. Paris.

riables de ces démarches finirent par les décourager. Aussi bien à l'Etat-major anglais qu'à celui des Services administratifs, l'offre leur était faite de les accompagner chez l'autorité voisine. Cette seule proposition suffisait à les mettre en déroute et à faire échouer leur manœuvre. »

Ce fut une période de calme et de prospérité. Les populations jouissaient d'une sécurité complète. Il y avait bien eu, en août et en octobre, quelques tentatives de brigandage. Des bandes avaient fait leur apparition en différents endroits, et le sang arménien avait encore coulé : 44 chrétiens avaient été massacrés à Cheik-Mourad. Mais, grâce à l'énergie du colonel anglais Wellis et du capitaine français André, l'Amanus fut vite nettoyé des pillards et des assassins. Le succès de cette opération produisit chez les musulmans et les chrétiens la meilleure impression. Les gens honnêtes et paisibles se sentaient enfin protégés par une force bienfaisante. Hélas! cela ne devait pas durer longtemps.

En quittant le Haut-Commissariat de Syrie, M. Georges Picot, ministre plénipotentiaire, était allé voir Moustafa Kemal à Sivas. Ce voyage avait-il été autorisé par le Quai d'Orsay? En tout cas, il fut désapprouvé par M. Defrance, haut-commissaire à Constantinople, car il ne pouvait que nous compromettre aux yeux du Sultan; il ne pouvait aussi que déplaire aux Anglais qui avaient déclaré ne reconnaître que le gouvernement impé-

rial. De plus, faire des avances au général rebelle, solliciter son amitié, c'était lui montrer qu'il était devenu une puissance et c'était l'encourager dans la révolte. L'encouragement était d'autant plus précieux qu'il venait des vainqueurs de la Marne et de Verdun. *On ne l'avait pas trompé en lui disant que les Français ne demandaient qu'à se voir forcer la main pour lui abandonner la Cilicie.* Il saisit admirablement la signification des avances que nous lui prodiguions, et il résolut de frapper de grands coups. Dès le 30 octobre, Moustafa Kemal, répondant à une dépêche du colonel Brémond, câble de Sivas pour demander que la France n'occupe pas Ourfa, Aïntab et Marache. Ce sera le meilleur moyen, dit-il, de « renouveler l'amitié que nous portons à la France depuis des siècles ». Or, ces trois villes étaient déjà occupées par nos troupes, et Moustafa Kemal ne l'ignorait pas. Mais il est clair qu'il nous cherche une querelle d'Allemand.

En effet, le 19 novembre, agissant au nom du « Comité de défense des droits de Roumélie et d'Anatolie », il adresse un télégramme aux « Comités de défense des droits d'Adana, de Sis, de Mersine, du Djebel-Bereket » pour dénoncer l'occupation d'Aïntab et de Marache comme contraire à la justice et aux conditions de l'armistice. Il nous accuse d'avoir foulé aux pieds les droits de la nation ottomane et il pousse les populations à nous demander de partir. Comme aucune autorité

française ne peut *officiellement* entrer dans ses vues, il aura un bon prétexte pour nous traiter en ennemis.

Dès le 27 décembre (1919), une centaine de cavaliers kurdes entrent à Marache, s'emparent de la citadelle inoccupée et hissent le drapeau turc et un étendard religieux vert et rouge. Ils ont tiré sur leur passage des coups de fusil qui ont semé la panique dans la ville. Ils ne tuent pas encore, mais ils profèrent des menaces; ils traînent dans la boue les Bayyazid Zadé et l'iman Dayyi Zadé.

Les Arméniens, qui savent ce que signifient ces « commencements de troubles », expriment de vives inquiétudes. Le capitaine André, à qui les habitants avaient fait une réception enthousiaste, demande des renforts.

Le 21 janvier (1920), Marache est attaquée. A midi précis, raconte un témoin, le R. P. Materne Muré, supérieur du couvent et curé de la paroisse des Pères Franciscains de Terre-Sainte, à midi précis, le commissaire de police tira en l'air cinq coups de revolver dans une rue voisine du couvent. C'était le signal convenu. Aussitôt je vois de la fenêtre du couvent un rassemblement se former sur la plate-forme de la citadelle située en face de moi. C'était la bande des insurgés ; ils font, sous le commandement de sergents de gendarmerie, quelques exercices en brandissant leurs fusils : puis comme des forcenés ils se lancent en ville pour attaquer les « ghiavours » (dénomination que les Turcs donnent aux chrétiens et qui veut dire infidèle). Toute la population turque de Marache courut aux armes et se mit à faire pleuvoir des milliers de balles sur les maisons chrétiennes. *Les premières victimes furent des Français, de pauvres poilus,* qui ne soupçonnant rien étaient allés au marché

avec leurs chariots. Six d'entre eux tombèrent frappés par des balles, tirées par des agents de police. Partout les sentinelles françaises étaient en butte à ces balles traîtresses ; plusieurs de ces soldats furent tués, entre autres ceux qui étaient de faction à la porte du couvent et à l'entrée de l'hôpital. *Une patrouille française de cinq hommes* fut égorgée dans un cimetière turc. Des compagnies de soldats, qui, à cause de la révolte inattendue, durent à la hâte changer de cantonnement, furent obligées de passer devant les créneaux des maisons turques du quartier Qaïa-Cache et plusieurs d'entre eux, parmi lesquels des officiers, trouvèrent la mort. Le dirai-je ? *Un pauvre poilu, soldat de liaison au bureau de la poste turque, eut les parties sexuelles coupées et en les lui mettant dans les mains les Turcs lui dirent : « Voilà ton courrier, va le porter à la Place ! » Le malheureux eut une mort atroce ; il expira six jours plus tard.* Ce premier jour de la révolte, quelques chrétiens aussi furent tués, mais la plupart purent se mettre en sûreté en cherchant asile dans les églises, dans les écoles chrétiennes, et partout où les Français avaient leur cantonnement. Ces cantonnements étaient au nombre de douze.

Nous voici à la tombée de la nuit du 21 janvier. Les forces turques étaient importantes ; leur plan d'investissement des cantonnements français et des quartiers chrétiens était si bien conçu et si bien appliqué que toute liaison entre les différents cantonnements fut rendue impossible, même entre ceux qui étaient voisins l'un de l'autre.

Pendant vingt et un jours, Marache sera un enfer. Par le fer et par le feu, les bachi-bouzouks abattront tous les chrétiens qui ne pourront s'enfuir. Femmes, enfants, vieillards tomberont sous le couteau des assassins, et, pour s'éviter la peine d'enterrer ces innocentes victimes, on les jettera dans un four à chaux. Un immense incendie éclairera le carnage. Des centaines de malheureux, fous

d'épouvante, courent sur les toits, mais les maison s'effondrent, et des grappes humaines tomber dans un brasier. L'église arménienne de la Saint Vierge fut inondée de pétrole et livrée aux flamme Ceux qui tentaient de s'échapper étaient égorgé les autres n'étaient bientôt plus que des cendre Des 50 soldats et des 2.000 chrétiens qui s'étaier réfugiés dans le saint édifice, il ne resta presqu personne. Cinq églises arméniennes, trois églis protestantes, des centaines de maisons et de maga sins furent ainsi détruits par les incendiaires...

Le 1er février, un officier hisse le drapeau fra çais sur un clocher. A cette vue, les survivants o une lueur d'espérance. Ils vont sans doute êt délivrés. Et ils attendent en priant. Le 7, u colonne de secours, la colonne Normand, est quatre kilomètres de la ville. Les Turcs décide de se rendre. Et ils envoient le docteur Moustaf chef de l'Union et Progrès de Marache, négoci avec le général Quérette la fin des hostilités. Ma juste à ce moment, on ne sait par quelle myst rieuse intervention, l'ordre est donné à nos troupe dans la nuit du 10 au 11, d'évacuer la ville. les habitants sont tenus dans l'ignorance de cet décision. Le 11, pourtant, ils apprennent que l Français s'en vont. Aussitôt, ils s'élancent dehors pour rejoindre la colonne. Les Turcs l poursuivent et en tuent 2.000 à coups de hac et de couteau, s'amusant à scier quelques têtes.

Enfin, lorsque la colonne se mit en marche, el

emmenait à sa suite 3.200 fugitifs. Le soir du 12, une bourrasque de neige couvre d'un manteau glacé le lamentable troupeau. Ceux qui ne peuvent résister à la fatigue et qui tombent sur la route blanche comme un suaire ne se relèvent plus. 1.200 Arméniens n'ont échappé aux balles et au feu que pour mourir sous les morsures cruelles d'un froid sibérien. Des mères laissent tomber leurs enfants, ne pouvant plus les porter dans leurs bras gelés.

Le 13 février, écrit (1) le colonel Brémond, le général Dufieux, arrivé d'Adana à Islahié, assistait par une tempête de neige effroyable à l'arrivée de la colonne... il fallut descendre de cheval le colonel Normand épuisé de fatigue et de froid. Le bataillon Bernard des tirailleurs, qui formait l'arrière-garde, avait fait halte pendant une demi-journée pour couvrir la marche des Arméniens, qui laissaient derrière eux des milliers de cadavres.
Ce bataillon en arrivant devant le général Dufieux défila comme à la parade, provoquant par sa belle attitude une vive émotion.
Les pertes furent d'environ 1.200 soldats blessés ou malades dont 200 amputations pour gelures (plusieurs des quatre membres) et de 7.000 à 8.000 Arméniens.

Le drame de Marache est une des pages les plus tristes de notre histoire. On n'en connaîtra peut-être jamais tous les dessous, et cela vaut mieux pour l'honneur national... Il est certain que tout ne fut pas tenté pour sauver les chrétiens qui imploraient notre secours à genoux.

Les Jeunes-Turcs connurent l'ivresse du triomphe. Ils avaient battu, ils avaient fait capi-

(1) *La Cilicie en 1919-1920*, op. cit. page 40.

tuler ces fameux soldats de Joffre et de Foch que l'on disait invincibles. Ils avaient réussi là où les Hindenburg et les Ludendorff avaient piteusement échoué. Ils allaient donc pouvoir nous parler en vainqueurs!

Moustafa Kemal se croit le plus grand génie militaire de son temps. Qu'il parvienne à galvaniser le patriotisme turc, que l'Islam lui donne des hommes, que l'Allemagne des junkers et la Russie des soviets lui fournissent des fusils et des canons, et il se charge de préparer la revanche des Barbares.

Pour le moment, il traquera les Français pour leur inspirer le dégoût des conquêtes asiatiques et les contraindre à regagner Marseille au plus vite. Il se garde bien d'aller relever le gant que lui ont jeté les Grecs. Il sait que le front de Smyrne est solide, et il ne veut pas courir le risque de se laisser dépouiller par le général Paraskévopoulos du prestige qu'il vient de gagner sur le dos du général Gouraud.

On apprend, coup sur coup, que des bandes kémalistes ont massacré plusieurs milliers d'Arméniens de Cilicie, notamment à Zeitoun et à Formouze.

Nous subissons humiliations sur humiliations, échecs sur échecs. La garnison d'Ourfa bloquée, assiégée, bombardée, est obligée de solliciter un arrangement aux termes duquel elle pourra évacuer la ville et se retirer sur l'Euphrate. Elle obtient ce

qu'elle demande, mais en cours de route elle tombe dans une embuscade; nos troupes furent assaillies traîtreusement, lâchement. Ce fut un assassinat, une véritable boucherie.

Char tombe après quelques semaines de blocus. Hadjine est assiégée; privée de secours, elle devra succomber aussi en décembre. Bozanti, violemment attaquée, est défendue héroïquement par le commandant Mesnil, mais à son tour elle doit baisser la tête et se rendre. Le commandant Mesnil quitta le fort, ne pouvant emmener avec lui 150 blessés qui furent, dit-on, achevés par les Turcs. Mais il fut cerné et fait prisonnier avec 150 hommes.

Osmanié, Sis sont assiégées, Adana est menacée. *Deux officiers et 45 hommes* sont encore massacrés à Aïntab. Cependant, le 30 mai, un armistice négocié par M. Robert de Caix est conclu pour vingt jours entre le Haut-Commissariat de Beyrouth et le satrape d'Angora. Sis est évacuée, Aïntab est rendue.

Nos officiers s'efforcent d'arriver à un accord. Mais les Kémalistes sont d'une insolence qui rend toute discussion inutile. On sent qu'ils ne demandent qu'à continuer la lutte; ils ont compris que l'armée de Cilicie est *abandonnée, sacrifiée* d'avance, et ils sont impatients de voler vers des lauriers faciles. Ils ne respectent pas l'armistice; avant même que celui-ci ait pris fin, ils ont déjà repris les hostilités.

Je ne veux pas m'étendre davantage sur l'aventure sanglante de Cilicie; j'engage ceux qui vou-

draient parcourir ce calvaire à lire les exposés d'une sobriété émouvante qu'ont publiés MM. E. Brémond (1) et Pierre Redan (2).

MOUSTAFA KEMAL TROUVE DES APPUIS EN FRANCE

Il est manifeste que des influences secrètes agissaient pour provoquer l'évacuation totale de la Cilicie. Et ces influences ne venaient pas de Londres, elles venaient de Paris. Comment expliquer que nous ayons laissé sans défense toutes ces petites garnisons que le moindre renfort eût tirées du guêpier kémaliste? Nous n'avions à combattre que 2.000 à 3.000 bachi-bouzouks, menés par quelques Allemands ou quelques officiers turcs germanisés.

> Si, au début, écrit le colonel Brémond, nous avions disposé de quelques escadrons avec auto-mitrailleuses, les paysans étant opposés alors à l'action kémaliste et réclamant notre appui, le mouvement aurait été enrayé. Mais il n'a été envoyé que trois auto-mitrailleuses et cinq chars d'assaut. Encore a-t-il toujours manqué quelque chose : personnel, corps gras, munitions ou essence.

Les musulmans et les chrétiens, qui avaient fondé sur nous les plus belles espérances, les Vieux-Turcs, qui s'étaient compromis pour faciliter notre tâche, les Arméniens qui s'étaient rangés sous

(1) *La Cilicie en 1919-1920*, Imprimerie Nationale, Paris.
(2) *La Cilicie et le Problème ottoman*, préface de René Pinon. Gauthier-Villars et Cie, Paris.

nos drapeaux et avaient pris le fusil pour grossir nos forces, tous ces amis de la France étaient angoissés. N'allions-nous pas les livrer aux rancunes kémalistes? Déjà, le bruit courait dans les villes et les villages que nous étions décidés à nous en aller. Et notre auréole de gloire pâlissait de jour en jour. Les musulmans, habitués à ne servir que les forts, désertaient notre camp, celui des faibles, pour aller vers Moustafa Kemal, le maître du jour. Les chrétiens nous faisaient encore crédit, mais leur foi avait été rudement entamée, et beaucoup tournaient leurs regards vers Londres... et vers Athènes... L'armée grecque n'allait-elle pas délivrer les esclaves et les martyrs d'Orient?

Mais que pensent les Français turcomanes de Constantinople des horreurs de Marache et d'Ourfa? Hélas! j'ai l'inexprimable douleur de l'écrire: il se rencontra des officiers pour me dire : « *C'est bien fait! nous n'avions qu'à laisser les Turcs tranquilles!* » Lorsque j'entendis proférer ce blasphème, je ne pus contenir mon indignation.

« Mais c'est monstrueux, ce que vous dites là! Vous êtes pires que des défaitistes! Vous insultez à l'héroïsme du colonel Normand, du commandant Mesnil, et de tous vos camarades qui ont porté si haut, là-bas, le nom français. Par les encouragements que vous donnez aux kémalistes, vous commettez un véritable acte de trahison! Qu'eussiez-vous répondu si quelqu'un, en France, eût dit, pendant la guerre : « C'est bien fait pour nos

« poilus qui sont tombés sous les balles alle-
« mandes! ils n'avaient qu'à rester chez eux! »

La turcomanie est une sorte de maladie qui envahit le cerveau et le cœur : ceux qui en sont atteints perdent toute raison et toute sensibilité. Ces détraqués trouveront naturel que la France couvre de fleurs les Talaat, les Enver, les Djemal et les Moustafa Kemal, qui l'ont couverte d'outrages et criblée de blessures. Ils sont prêts à poignarder dans le dos les chrétiens de l'Empire ottoman qui subirent mille tortures plutôt que de renier, en présence du général Liman von Sanders, le doux pays qu'ils regardent comme leur seconde patrie!... Ah! s'ils connaissaient l'âme de ces hommes qui ont été élevés dans l'amour, dans la vénération de la protectrice séculaire de tous les déshérités de la terre, ils tiendraient à leur égard un autre langage! Mais doit-on les condamner sans leur accorder les circonstances atténuantes? Non, les vrais coupables, ce sont les écrivains et les journalistes qui ont empoisonné de mensonge et de fiel leur bonne foi...

J'ai eu souvent l'occasion d'approcher des officiers de notre corps d'occupation. Et j'ai pu constater qu'à part trois ou quatre brillantes exceptions, leur culture générale est très faible. Leur science militaire est sans doute très étendue, ils connaissent à fond l'art de faire la guerre, et la plupart l'ont merveilleusement prouvé sur les champs de bataille; mais en dehors de leur métier, ils sont d'une igno-

rance totale. Ils ne connaissent même pas leur langue, ils la connaissent moins bien que beaucoup de ces Arméniens, de ces Grecs et de ces Juifs qu'ils prétendent régenter. Ils n'ont pas étudié l'histoire universelle, ou ils l'ont fait autrefois sur les bancs de l'école de façon très superficielle et avec quelle répugnance! Aussi que peuvent-ils savoir de l'Orient? Comment peuvent-ils juger ces peuples divers qui s'enchevêtrent et se choquent dans une confusion incessante, faisant de Constantinople une véritable tour de Babel? Que verront-ils de ce mystérieux et sourd travail des races et des religions qui tracent leur voie à travers toutes les douleurs, toutes les ténèbres et tous les écueils? Esprits simples, habitués à ne voir que les lignes droites et fermes du bloc national, de l'unité française, ils fuiront tout ce qui est compliqué, tout ce qui n'est pas net, tout ce qui est en zigzag. Puisqu'ils sont en Turquie, ils cherchent des Turcs. Et ils les trouvent si gentils, si aimables, si doux, si généreux, si nobles qu'ils sont tout de suite conquis. « Mais on nous a trompés, protestent-ils, ces gens-là sont charmants! Les massacres? Ce sont des contes pour amuser le bon public de France lorsqu'on veut le faire marcher contre les Osmanlis. » En effet, les tueurs d'infidèles n'opèrent pas dans la capitale. Il faut à ces bouchers les abattoirs lointains, les repaires sombres et discrets où pénètrent difficilement les regards de l'Europe. Et d'ailleurs, après l'immonde festin qui a duré quatre longues

années, les fauves sont repus, ils se reposent. Et de les voir calmes, modestes, inoffensifs et soumis, l'armée du général Franchet d'Espérey s'étonne et s'attendrit; elle pleure sur les bourreaux pour flétrir les victimes. Ajoutez à cela qu'il y a eu chez certains Turcs de Constantinople ce que l'on pourrait appeler une politique de harem. Les pachas et les beys ont ouvert à deux battants les portes de leurs conaks et ils ont présenté sans voiles aux regards éperdus de nos jeunes officiers leurs fines et séduisantes hanoums. La femme turque, cette Tanagra d'Asie que la nature et, peut-être aussi, l'imagination des poètes et des romanciers d'Occident ont pétrie de grâces exquises et troublantes, Aziyadé a dansé et flirté avec des Parisiens de Montmartre. Et le géant de la Marne s'est endormi, nouveau Samson, dans les bras de Dalila. Dès cet instant, les Philistins d'Angora peuvent crier : Victoire! Le Croissant a battu la Croix. Qu'un orthodoxe vienne maintenant se plaindre et gémir, un lieutenant de vaisseau lui répondra, hautain et cassant : « Si vous n'êtes pas content, vous n'avez qu'à vous en aller! »

Sans compter que nos officiers et nos soldats ne parviennent pas à comprendre ce que c'est qu'un raïa, car pour eux, il ne peut, il ne doit y avoir en Turquie que des Turcs, de même qu'en France il n'y a que des Français, ils sont encore portés à maudire les non-musulmans qui leur font sentir les duretés de la vie chère. En effet, tout le com-

merce, ou à peu près, est entre les mains des Grecs, des Arméniens et des Juifs. Pour manger, se coucher, s'habiller et se distraire, c'est à eux qu'il faut s'adresser. Et comme les prix de Péra et de Galata atteignent des sommets fabuleux qui donneraient le vertige aux riches bourgeois de la Plaine Monceau, c'est, chez nos braves poilus, un concert d'imprécations contre le mercantilisme de ces « sales Grecs » et de ces « sales Juifs ». Cette critique est injuste, elle ne tient compte ni de la situation générale, ni des difficultés de transport, ni de la fermeture des marchés de Russie et d'Anatolie, ni du change. Il y a, certes, des abus scandaleux, surtout dans la hausse formidable des loyers, mais les Français, les Anglais, les Italiens et les Turcs, qui possèdent des immeubles dans la capitale, ne sont pas moins *rapaces* que les raïas. La vérité, c'est que le Gouvernement n'a su prendre aucune mesure pour mettre un frein à la spéculation. D'autre part, les hauts-commissaires, confortablement logés dans de somptueux palais nationaux, les états-majors débarrassés du souci de trouver des logements que leur fournissent les réquisitions dans les plus beaux hôtels et les plus riches appartements de la ville, tous ces heureux fonctionnaires civils et militaires se préoccupent fort peu des embarras des locataires. Ils restent les bras croisés devant les réclamations qui leur sont adressées de toutes les colonies et de toutes les communautés. Donc, à voir les choses de près, si

la population de Constantinople souffre plus qu
celle de Marseille du malaise économique, la fau
en est non pas aux Grecs, aux Arméniens et au
Juifs, mais en premier lieu au chaos universel, e
second lieu aux désordres bolchevistes et kéma
listes, enfin à l'inertie de la Sublime-Porte et
l'indifférence des contrôles interalliés. Mais cet
explication exige un examen trop minutieux, et no
turcomanes ne veulent pas se casser la tête. C'e
plus commode de choisir pour bouc émissaire cel
qu'on a juré de trouver toujours en faute. O
chargera de tous les péchés, de toutes les iniquité
le raïa, cet « exploiteur » qui, telle une sangsu
a vidé la Turquie de sa richesse et de sa vigueu

Est-il possible que le Français, très naïf bie
que né très malin, ne commette pas d'erreur dan
son jugement lorsque, soudainement transplant
sur une terre étrangère si différente de la sienn
il a pour guides un Pierre Loti ou un Claude Fa
rère? Pierre Loti jouit, parmi ceux qui ne con
naissent de lui que son génie littéraire, d'un pres
tige immense. Sa parole aura d'autant plus d
poids qu'il appartient à la fois à l'Académie et à l
marine, c'est-à-dire à deux institutions que tous le
Français entourent du plus religieux respect. Il
fait de longs séjours sur les rives du Bosphore
L'Orient n'aurait, pour lui, aucun secret. Il
pénétré tous les mystères de Stamboul, il a tranch
tous ces nœuds gordiens qui déroutent, depuis cin
siècles, les démographes, les psychologues de l

chrétienté. Or, que dit-il? Quelles paroles prononce-t-il sur les hommes et les choses de Turquie? Voici les passages essentiels d'une lettre ouverte qu'il adressait au ministre des Affaires étrangères, au lendemain de la constitution du cabinet Millerand :

...Je ne veux pas répéter éternellement les mêmes vérités, que tant de fois déjà je suis parvenu à proclamer, malgré le parti pris de dénégation de certains journaux ; mais ces vérités, auxquelles se sont ralliés à présent la plupart des hommes de bonne foi, je crois devoir encore les rappeler en peu de mots, puisque nous voici au moment suprême.

Sur les « massacres d'Arménie » je crois avoir dit, avec force témoignages et preuves à l'appui, à peu près tout ce qu'il y avait à dire : la réciprocité dans la tuerie, la folle exagération dans les plaintes de ces Arméniens qui, depuis des siècles, grugent si vilainement leurs voisins les Turcs, et qui, inlassables calomniateurs, ne cessent de jouer de leur titre de chrétiens pour ameuter contre la Turquie le fanatisme occidental.

Quant aux Grecs, il me semble qu'il n'y a plus à en faire le procès ; Dieu merci, leur cause est jugée. C'est pour eux un châtiment du Ciel que la guerre nous les ait trop fait connaître. Les témoignages de nos milliers de soldats sur leur fourberie et leur haine de la France, les rapports de nos chefs sur l'horreur de leur invasion en Anatolie sont accablants et décisifs... C'est à se demander comment des Français de bonne foi peuvent être encore aveuglés par le prestige de la Grèce antique au point de les soutenir.

Mes pauvres amis turcs, au contraire, combien ils ont gagné à être connus d'un peu plus près ! Chez tous ceux des nôtres qui les ont approchés, même *en tant qu'ennemis*, les préjugés sont tombés comme châteaux de cartes ; dans toutes nos armées d'Orient, c'est avec

une ardente sympathie que l'on chante leurs louanges et leur affection toute particulière pour nous. J'ai déjà publié plusieurs des innombrables lettres à moi adressées par des officiers, des matelots, des soldats pour me soutenir dans ma campagne en leur faveur, — et je ne puis assez dire du reste combien je m'honore d'encouragements si spontanés, si unanimes, qui me viennent d'une telle source, la plus noble en même temps que la plus autorisée. On devine si, auprès de ces attestations magnifiques, les impertinences démentes que je reçois de quelques petits énergumènes du parti adverse me font pitié !

...Je veux terminer ce dernier plaidoyer par une adjuration solennelle à mes amis connus ou inconnus... Je veux ici les conjurer de me croire, je veux leur crier à tous : « Oui, croyez-moi, fiez-vous à ma loyauté, j'ose même dire : fiez-vous à ma clairvoyance. Si, depuis des années, je me suis fait un devoir de défendre à mort le peuple turc — en soulevant sur ma route un tollé d'insultes et de menaces, salariées ou simplement imbéciles — c'est que je sais ce que je dis. J'ai du reste conscience de la responsabilité que j'accepte en ramenant ainsi l'opinion vers les pauvres calomniés de Stamboul ; car l'opinion, il est incontestable, n'est-ce pas, que j'ai contribué pour ma part à l'éclairer, et c'est peut-être le seul acte de ma vie dont je me fais honneur, à la veille du moment où mon petit rôle terrestre va prendre fin. Oui, je sais ce que je dis ; j'ai longtemps vécu en Orient, je m'y suis mêlé à toutes les classes sociales et j'ai acquis la plus intime certitude que les Turcs seuls, dans cet amalgame de races irréconciliables, ont l'honnêteté foncière, la délicatesse, la tolérance, la bravoure avec la douceur, et qu'eux seuls nous aiment, d'une affection héréditaire, restée solide malgré tous nos lâchages, malgré les révoltantes injures de certains d'entre nous.

Lorsqu'ils lisent de pareils discours, les Français qui n'ont rien appris par eux-mêmes et ceux qui ne demandent qu'à fortifier de l'appui d'une haute autorité leurs erreurs ou leurs préventions, les igno-

rants, les paresseux d'esprit, les gens superficiels ou intéressés, applaudissent des deux mains. Et comme ceux-ci constituent la masse, l'écrasante majorité des lecteurs de journaux, il est évident que l'opinion publique sera vite égarée. Le courant turcophile que j'ai vu se former et se développer à Constantinople affluera vers Paris pour refluer de Paris sur Constantinople.

Après avoir longuement médité sur les circonstances qui ont créé cette atmosphère empoisonnée où vit notre armée du Levant, je sens tomber mes colères. Et c'est la pitié qui pénètre dans mon âme attristée lorsque j'entends les soldats immortels de Verdun couvrir de sarcasmes les martyrs de Cilicie. Hélas! la misère de ce monde est infinie. Je ne sais rien de plus amer et de plus décevant que le spectacle d'un honnête homme insultant la vérité et piétinant le malheur.

Pauvres Arméniens qui vous battiez dans nos rangs, sous les plis de notre drapeau, et qui êtes tombés à Marache, à Ourfa, à Aïntab, sous le couteau perfide des assassins d'Angora, pardonnez aux Français qui ont eu la cruauté d'aller vous souffleter jusque dans la tombe où vous espériez trouver le repos éternel! Pardonnez-leur, car on les a trompés. Lorsque leurs yeux s'ouvriront à la lumière, lorsque sera venu le grand jour où nous pourrons déchirer tous les nuages et clouer au mur la calomnie, la France reconnaissante exaltera

votre sacrifice et chantera votre gloire par un monument impérissable...

Tandis que Moustafa Kemal coupe des têtes en Anatolie, nos turcomanes travaillent pour lui à Constantinople et à Paris. Soudain, il reçoit même le secours du *Temps*. Le 15 février (1920), ce journal prend ouvertement parti pour les nationalistes. Il écrit :

La Turquie est entre les mains des « nationalistes », héritiers de l'ancien parti *Union et Progrès*. On peut s'en plaindre ou s'en réjouir, en reconnaître les raisons ou les méconnaître, mais peu importe : c'est un fait, et il faut commencer par constater les faits. Il n'existe actuellement en Turquie aucune autre organisation qui soit capable d'exercer le pouvoir...

...Les alliés ont le choix entre deux systèmes, et le choix de principe qu'ils auront fait restera reconnaissable dans tous les détails d'exécution. Ils peuvent se proposer d'affaiblir le nationalisme turc. Ou bien ils peuvent l'aider à prendre, d'une manière pacifique, le développement auquel tout sentiment national a droit.

Affaiblir le nationalisme turc, ce ne serait pas inaugurer une politique nouvelle. Ce serait revenir au temps du ministère Kiamil pacha, à l'époque où la diplomatie de l'Entente travaillait si inconsciemment et si efficacement à rapprocher les Jeunes-Turcs de l'Allemagne...

...Il s'agit d'accomplir en Turquie une œuvre positive, et il n'y a qu'un moyen d'y réussir : *c'est de faire l'essai loyal du régime nationaliste.* Certes, après les sacrifices que leur a coûtés l'entrée en guerre de la Turquie, les alliés ont droit à des garanties ; mais ils les obtiendront d'autant plus facilement qu'ils ménageront le sentiment national des Turcs et qu'ils assureront au parti dirigeant la possibilité de gouverner paisiblement.

Nous espérons ne pas nous avancer trop, en disant que

la France est prête à tenter sincèrement cette expérience. C'est en vain qu'on essaye d'exploiter contre elle, auprès des Turcs, la question de Cilicie ou la « zone bleue » du traité Grey-Cambon. Si le public français entend que ce traité soit respecté, ce n'est pas pour demander que nos soldats aillent faire de pénibles et vaines conquêtes en Anatolie, mais bien pour obtenir que le sort des régions marquées aux couleurs de la France soit réglé conformément aux vœux des habitants. En Cilicie, où le drapeau turc doit continuer à flotter, nous souhaitons que la France ne réclame aucun droit de souveraineté, aucun droit d'occupation permanente. C'est avec la conscience nette que notre diplomatie peut entrer dans les négociations où se réglera le problème oriental.

Dès que cet article fut connu à Constantinople, ce fut une stupeur. Mais, ravis, les Jeunes-Turcs s'écrièrent : « La France est avec nous! Elle est avec Moustafa Kemal; donc, nous n'avons plus à hésiter, c'est lui que nous devons écouter et suivre. » J'essayai, dans le *Bosphore*, d'expliquer que le *Temps* n'exprimait que son opinion et que la France ne tendrait jamais la main à ceux qui l'avaient trahie et qui continuaient à la combattre. Ce fut peine perdue. Les journaux de Stamboul répliquèrent que le *Temps* était l'écho fidèle du Quai d'Orsay et que je n'étais pas bien renseigné sur les vues de notre diplomatie. Avaient-ils raison? Oui, sans doute. Mais je ne pouvais m'imaginer, à ce moment-là, que nous pussions adopter la politique du *Temps*. Que proposait-il, en effet? D'abord, de reconnaître le régime nationaliste, parce qu'il était un régime *de fait*. Or, le même journal n'admettait pas —

et il n'admet pas encore — que la France traite avec la Russie des Soviets qui est pourtant seule dépositaire du pouvoir, tandis qu'en Turquie il y a toujours un sultan et une Sublime Porte. Pouvions-nous refuser aux bolcheviks ce que nous accordions aux kémalistes ? Lorsqu'on brandit des principes, il ne faut pas en changer suivant les latitudes. Pouvions-nous, d'autre part, passer si vite l'éponge sur les massacres jeunes-turcs, alors que nous tonnions contre les crimes des Allemands ? Nous avions donc plusieurs balances, nous avions deux poids et deux mesures pour juger les actes de nos ennemis ? Et puis, n'était-ce pas rendre l'Entente responsable de la guerre, en Orient tout au moins, que de l'accuser d'avoir jeté Enver, Talaat, Djemal dans les bras de l'Allemagne ? C'est avec de telles incohérences et de telles contradictions que nous sommes en train de perdre la paix, après avoir gagné la guerre. Le mal qui nous a été fait par les turcomanes est incalculable ; nous en verrons les ravages s'étendre de plus en plus, jusqu'à ce que les fruits de notre victoire soient réduits à la simple reprise de l'Alsace-Lorraine...

L'ANGLETERRE SE PRÉOCCUPE DU SORT DES CHRÉTIENS

Cependant, l'Angleterre s'émeut et s'inquiète de l'audace de Moustafa Kemal qui lance défis sur défis aux Alliés. Le massacre de Marache a bou-

leversé l'opinion britannique. A la Chambre des Communes, lord Robert Cecil demande quelles mesures ont été prises pour protéger les chrétiens de Turquie. M. Lloyd George répond :

De promptes mesures ont été prises par le gouvernement français pour envoyer des renforts au général Gouraud, de façon à rétablir la situation et empêcher de nouvelles attaques contre les Arméniens. Des navires français ont été également envoyés à Mersine. Les commandants navals alliés, qui ont toute autorité, préfèrent conserver le gros de la flotte à Constantinople. Cependant, une flottille navale alliée a été également envoyée à Mersine.

En ce qui concerne la situation à Constantinople, poursuit le premier ministre, des instructions identiques, en vue d'une action énergique immédiate, ont été adressées aux hauts-commissaires à Constantinople par les trois gouvernements de France, d'Italie et de Grande-Bretagne, qui sont en complet accord. Il serait, toutefois, inopportun d'indiquer le caractère de ces instructions, tant que les réponses des représentants alliés n'ont pas été reçues.

Un autre député, sir Robert Newan, a essayé de remettre en question le maintien des Turcs à Constantinople, alléguant le désir de tous les chrétiens de voir rendre l'église Sainte-Sophie à sa destination primitive; mais M. Lloyd George a répondu que, conformément aux avis de leurs conseillers, les alliés n'envisageaient aucun changement sur ce point.

A la séance du 11 mars 1920, à la Chambre des lords, le vicomte Bryce soulève un débat.

Il insiste sur l'importance qu'il y a pour l'Angleterre à empêcher que les territoires laissés aux

Turcs soient à peu de distance des frontières de la Perse et de la Mésopotamie, et sur la nécessité d'enlever à la Turquie l'autorité sur les territoires de Cilicie et d'Arménie, afin d'assurer la sécurité de leurs populations chrétiennes.

Le vicomte Bryce voudrait que la puissance turque fût reléguée à l'est des monts Taurus.

Lord Curzon a répondu :

Je vais essayer, autant que cela est en mon pouvoir, de soulever un coin du voile de la question turque. La décision consistant à laisser les Turcs à Constantinople fut parmi les plus difficiles, les plus complexes et les plus minutieusement discutées de toutes celles que les alliés ont eu à envisager, et cette décision, bonne ou mauvaise — car elle peut se défendre avec autant de force dans un sens comme dans l'autre — a été prise parce qu'elle représentait le point de vue de la majorité des ministres de la Grande-Bretagne tout comme celui de la majorité des alliés...

Lord Curzon passe ensuite en revue les événements qui se sont produits pendant l'occupation de la Cilicie, d'abord par les Anglais et ensuite par les Français.

Si l'on en croyait lord Bryce, c'eût été facile de désarmer les troupes turques en Cilicie pendant que les Anglais occupaient le pays. Mais les Anglais étaient absolument hors d'état de le faire. La tâche des troupes britanniques était déjà dure. Ce fut vers fin janvier que nous parvinrent les premiers bruits relatifs à des troubles, et aussitôt nous fîmes conjointement avec les Français d'énergiques représentations au gouvernement turc à Constantinople. Les massacres d'Arméniens, dans les villages, avaient commencé avant que les Français eussent été attaqués à Marache, où, cernés par des forces supé-

rieures, ils furent pendant trois semaines obligés de tenir un siège très dur.

Le Conseil suprême, apprenant ce qui se passait, exigea sans perdre un instant que le gouvernement ottoman châtiât, aussi bien à Constantinople qu'en Cilicie, ceux qui étaient responsables de ces événements. Il fut alors question d'envoyer sur les côtes de Cilicie une partie de la flotte britannique, qui se trouvait à Constantinople, mais tous les hauts-commissaires alliés à Constantinople estimèrent que la flotte à Constantinople même exerçait une pression bien plus forte.

Les Français se chargèrent d'envoyer dans le Levant des vaisseaux et des renforts militaires. Ces renforts, qui devaient s'élever à 7 ou 8 bataillons, reçurent l'ordre de partir sans tarder pour aider le général Gouraud à rétablir l'ordre, à reprendre Marache et à protéger les chrétiens.

Lord Bryce propose que, dans le cas où la France n'accepterait pas le mandat pour la Cilicie, quelque autre Etat ou la Société des Nations puisse en assumer la responsabilité. Certes, s'il se trouvait un Etat capable de prendre cette responsablité, aucune solution ne saurait être mieux accueillie, mais nous n'avons encore pu en découvrir un. Quant à la Société des Nations, la chose semble vraiment peu pratique en l'état de transition où elle se trouve également à l'heure actuelle. Il est exact que les Français sont naturellement désireux de limiter leur responsabilité dans cette partie de la Turquie, mais on ne doit pas oublier qu'ils ont contracté l'obligation définie de protéger les Arméniens dans cette région, obligation à laquelle je suis certain qu'ils n'ont pas la moindre intention de se dérober.

Nous pouvons donc espérer que la sécurité des minorités de cette partie du monde — et c'est là notre principal but — sera assurée par la France.

En ce qui concerne Moustafa Kemal, celui-ci a pour lui le grand avantage de la position ; mais nos autorités militaires sont d'avis qu'on a beaucoup exagéré l'importance des effectifs dont il dispose, et qu'à ce

point de vue, Moustafa Kemal n'est point un facteur aussi influent que le pensaient certaines personnes...

Abordant la question de Constantinople, lord Curzon déclare qu'elle a donné naissance à une agitation qui n'est pas seulement religieuse, mais aussi politique. Les musulmans du monde entier désirent le plus vivement maintenir le sultan dans cette ville, non pas seulement parce qu'il est le khalife, mais parce qu'il constitue un symbole de puissance et d'autorité.

Lord Curzon énumère longuement une série de faits mettant en relief l'esprit d'arrogance adopté par la Turquie et prouvant son intention d'intimider la Conférence de la Paix et de résister au traité de paix lui-même si on le lui permettait, puis il expose les mesures prises pour mettre fin à cet état d'esprit, tel que le renvoi des ministres qui en sont responsables, l'envoi de la flotte alliée et l'avertissement que les conditions de paix pourraient fort bien être modifiées.

Les alliés, déclare-t-il, ont envoyé il y a cinq jours certains ordres aux hauts commissaires alliés à Constantinople sur lesquels il serait très imprudent d'éclairer les Turcs. J'espère être plus tard à même de faire une plus complète déclaration à ce sujet.

Lord Curzon exprime l'espoir de voir le projet de traité prêt vers la fin du mois courant et ajoute que la situation est devenue telle que les alliés, qui agissent en parfait accord, ne pouvaient tarder plus longtemps de s'efforcer d'y porter remède.

Il nous faut, poursuit lord Curzon, remplir nos engagements, faire exécuter l'armistice, et après cela, faire exécuter le traité de paix. Nous avons en outre une tâche beaucoup plus ardue : celle de reconstituer un avenir à ces régions dévastées et à ces populations persécutées. Comme personne ne s'imagine que la paix que nous avons conclue va établir le calme dans l'Asie, loin de là, je ne puis même pas prédire que dans six mois la situation ne sera pas pire qu'elle ne l'est à l'heure actuelle.

Nous ne pouvons que faire pour le mieux et je suis sûr que les gouvernements alliés peuvent compter sur votre sympathie.

II

CONSTANTINOPLE RESTE AUX TURCS

UNE OCCUPATION PROVISOIRE

Tout à coup, l'on apprend que le Conseil suprême s'est prononcé sur le sort de Constantinople. Cette capitale restera aux Turcs. On se contentera d'instituer un contrôle international sur les détroits. Le jour où cette nouvelle parvint à Stamboul, l'angoisse qui étreignait l'âme turque fit place au plus enthousiaste optimisme. La nation sortait d'un cauchemar pour goûter l'enchantement d'un conte de fées. Elle revoyait tout en rose. Elle revivait l'époque du conquérant. Les journaux publièrent dans des éditions spéciales l'image de Sainte-Sophie, dominée par le croissant. Ils rappelaient une prophétie de Mahomet qui promettait Byzance à l'Islam. C'était écrit, la ville de Constantin serait turque à jamais. Les kémalistes qui poursuivent le dessein diabolique de diviser les Alliés font répandre la rumeur que si Constantinople est laissée aux Turcs, c'est grâce à la France. « Les Anglais, disaient-ils, voulaient nous chasser d'Europe, mais les Français s'y sont énergiquement opposés. » Bien entendu, les turcomanes de notre armée appuient cette campagne anglophobe de tous les commé-

rages. Et le *Temps*, qui passe toujours pour être le porte-parole du Quai d'Orsay, leur a donné un singulier crédit, en écrivant ceci :

Nul n'ignore que la France, en la personne de ses représentants responsables, jugeait préférable de laisser le sultan et le gouvernement turcs à Constantinople. La thèse inverse a été soutenue par l'Angleterre. Pendant le séjour de M. Clemenceau à Londres, la doctrine française n'a pas triomphé. Puisqu'on le sait maintenant, il ne faut pas tarder davantage à mettre en relief quelques-uns des effets que produira le triomphe de la thèse britannique, s'il devient définitif.

La vérité, c'est que les turcophiles de France préfèrent de plus en plus l'amitié de Moustafa Kemal à celle de M. Lloyd George. Ils ont oublié les efforts gigantesques que fit ce grand ministre pendant la guerre pour soulever et armer le patriotisme britannique contre l'Allemagne. Et ils ne se rappellent que les serments d'amour de Djemal pacha. Ils n'ont aux lèvres que ces mots : « L'amitié traditionnelle de la France envers l'Islam! »

Mais en attendant que Paris et Angora fraternisent, les Alliés sont pleinement d'accord pour imposer leurs volontés. Ils doivent aussi prendre des précautions contre les Jeunes-Turcs, qui profèrent ouvertement des menaces. Tandis que de puissants renforts sont envoyés au général Gouraud, une escadre britannique arrive devant Constantinople. « C'est, dit l'Agence Reuter, le plus imposant déploiement de forces navales qui ait jamais été vu dans le Bosphore. » Cette démonstration, à

laquelle vont s'associer la France et l'Italie, constitue un sérieux avertissement... Mais ce n'est pas tout. Sur une proposition britannique, la Conférence de Londres décide, le 11 mars, que les Alliés occuperont Constantinople, ou, pour être plus exact, y renforceront leur occupation militaire, car depuis seize mois la France et la Grande-Bretagne possèdent dans cette ville des effectifs importants. Mais il s'agit aujourd'hui de frapper un grand coup sur l'esprit des Turcs. Les troupes grecques iront relever en Thrace les troupes françaises qui s'y trouvent et qui pourront ainsi se rendre en Cilicie. Et l'Angleterre débarquera de nouveaux bataillons à Constantinople. Voici la déclaration officielle que firent, le 16 mars (1920), les hauts-commissaires alliés.

COMMUNIQUÉ DES HAUTS COMMISSAIRES ANGLAIS FRANÇAIS ET ITALIEN

Il y a cinq ans et demi, les chefs du Comité *Union et Progrès*, qui avaient pris en mains les destinées de la Turquie, se sont laissé imposer les volontés de l'Allemagne et ont entraîné la Turquie dans la guerre générale.

Les résultats de cette politique néfaste sont connus : le Gouvernement et le peuple turcs, après mille désastres de toute nature, ont subi une défaite telle que les chefs du Comité *Union et Progrès* n'ont vu d'autre solution que de conclure un armistice et de prendre la fuite.

A la conclusion de l'armistice, une tâche très lourde s'est imposée aux Puissances de l'Entente. Cette tâche

était de jeter les fondements d'une paix capable d'assurer le bonheur, le développement et la vie sociale et économique de tous les peuples habitant l'ancien Empire ottoman, sans distinction de races ou de religions.

Alors que la Conférence de la paix travaillait pour remplir sa tâche, certaines personnalités représentant les idées des chefs fugitifs du Comité *Union et Progrès* ont formé une organisation soi-disant nationale, qui, ne tenant aucun compte des ordres du sultan et du gouvernement, enrôle par la force des hommes déjà épuisés par la guerre, extorque aux populations des contributions forcées, à son profit, et, multipliant partout les causes de dissentiments, semble vouloir ouvrir une ère d'hostilités nouvelles.

Cependant la Conférence poursuivait son œuvre pacifique. Elle adoptait la décision si apaisante de laisser Constantinople sous l'administration ottomane, mais à la condition — ainsi que la Sublime Porte en fut avertie — que les chrétiens des provinces ne courussent plus aucun danger et que toute attaque contre les troupes de l'Entente cessât immédiatement.

Mais les hommes de l'organisation prétendue nationale, loin de seconder en cela la bonne volonté du gouvernement central, cherchent au contraire à l'entraver.

Cette situation si fâcheuse pour l'établissement de la paix tant souhaitée a obligé les puissances de l'Entente à étudier les moyens qui permettront d'assurer l'exécution des conditions qui en seront prochainement fixées. Pour cela un seul moyen : l'occupation provisoire de Constantinople.

Cette mesure étant en voie d'exécution, il est porté à la connaissance générale ce qui suit :

I. L'occupation est provisoire ;

II. Les puissances de l'Entente n'ont pas l'intention de détruire l'autorité du sultanat. Elles veulent la renforcer au contraire sur tous les points qui demeureront soumis à l'administration ottomane ;

III. Les puissances de l'Entente persistent dans leur intention de ne pas priver les Turcs de Constantinople. Mais si, ce qu'à Dieu ne plaise, des troubles généralisés

ou des massacres venaient à se produire, cette décision serait probablement modifiée ;

IV. Dans cette heure critique, chacun a le devoir de vaquer à ses affaires et de concourir ainsi au maintien de la sécurité générale, sans se laisser abuser par ceux dont l'égarement tend à détruire le dernier espoir d'édifier sur les décombres de l'ancien Empire une Turquie nouvelle, en un mot chacun a le devoir d'obéir aux ordres émanant du sultanat ;

V. Certaines personnalités impliquées dans les menées dont il vient d'être parlé ont été arrêtées à Constantinople. Elles auront naturellement à répondre de leurs actes et des conséquences ultérieures que pourront produire ces actes.

Ce communiqué était suivi de la proclamation militaire suivante :

PROCLAMATION AUX HABITANTS DE CONSTANTINOPLE

Vu qu'il est nécessaire pour la protection des troupes alliées à Constantinople de faire la proclamation suivante :

Je soussigné, Wilson, général commandant le corps allié de Constantinople proclame :

Que les habitants doivent se conduire d'une façon absolument paisible et continuer autant que possible de vaquer à leurs affaires civiles comme de coutume. Tant qu'ils agiront ainsi et qu'ils s'abstiendront de tout acte hostile, en quoi que ce soit, aux troupes alliées, les autorités militaires alliées n'interviendront en rien. La vie des habitants ne sera pas en danger, leur liberté personnelle et leurs biens resteront indemnes.

Si, toutefois, d'aucuns manquaient à leur devoir sous ce rapport, les nécessités de la guerre exigeraient une punition exemplaire.

Et donc :

Toute personne qui commettrait ou tenterait de commettre un acte contraire à mes ordres, quel qu'il soit, hostile ou nuisible aux troupes alliées ou à un membre quelconque de ces troupes, d'aider leurs ennemis en endommageant les voies ferrées, les routes, les ponts, les fils télégraphiques, les fils téléphoniques, les conduites d'eau, les systèmes d'éclairage, le matériel militaire, etc., quel qu'en soit le propriétaire, ou qui puisse engendrer des troubles ou qui manquerait de se conformer à un ordre quelconque de cette proclamation sera traduit en conseil de guerre et sera passible de la peine de MORT ou de toute autre punition propre au délit.

« 16 mars 1920.

« H. F. M. WILSON,
Lieutenant général
Commandant le corps allié
de Constantinople. »

Cette occupation était faite au nom des trois alliés. La France y avait pleinement consenti. Alors pourquoi entendit-on dans les rues de Constantinople des officiers français affirmer à haute voix que c'était l'Angleterre seule qui faisait ce « honteux coup de force ». C'est que chez nous le parti des turcomanes n'abdiquait jamais. Pour eux ce n'était pas le kémalisme qu'il fallait abattre, c'était l'Angleterre. Tandis que M. Millerand envoyait au *Daily Graphic* le message suivant : « Leur étroite union a sauvé l'Angleterre et la France dans la guerre; elle assurera leur grandeur et leur prospérité dans la paix », des Français, inconscients ou fous, poussaient, excitaient les

Jeunes-Turcs à protester, à se révolter contre la « perfide Albion ». Des arrestations furent opérées; aussitôt nous accusâmes les Anglais de ne déporter à Malte que des amis de la France.

Nos alliés ne peuvent dire un mot ni faire un geste sans qu'un murmure, une critique ou une accusation ne s'élèvent des rangs de notre armée.

Je ne sais comment se comportèrent les Anglais en Syrie; si je m'en rapporte aux dires du colonel Brémond, les troupes anglaises « montrèrent le meilleur esprit de camaraderie pour aider les détachements français » dans les opérations de relève de Cilicie. Mais ce que je sais, par mon propre témoignage, c'est qu'à Constantinople les Anglais ont eu constamment à notre égard l'attitude la plus correcte, la plus loyale et la plus amicale. Ils étaient exactement et fidèlement renseignés sur les propos de nos officiers. Ils n'en montraient aucun ressentiment, ils en étaient plutôt attristés. Ils ne parvenaient pas à s'expliquer l'hostilité que nous leur témoignions.

« Nous n'agissons, disaient-ils, comme pour s'excuser, que d'après les ordres de notre gouvernement. Mais celui-ci ne fait rien sans se concerter avec les cabinets de Paris et de Rome. C'est le Conseil suprême qu'il faut incriminer, si vous avez à vous plaindre, ce n'est pas notre haut-commissaire, ce n'est pas davantage notre lieutenant général. »

Nous paraissions avoir deux visages, un pour

Londres, un autre pour Constantinople. Ici nous sommes anglophobes, là-bas nous sommes anglophiles. Où et quand sommes-nous sincères? pour les Kémalistes, il n'y a pas de doute, c'est dans les discours confidentiels que nous leur tenons qu'est notre véritable pensée. Et pour mieux nous enfoncer dans la tête et dans le cœur notre amour du « bon Turc », ils continuaient de plus belle à nous faire la guerre. Ils savent qu'ils sont agréables à certains officiers; ceux-ci ne leur ont pas caché l'antipathie que leur inspirent le général Dufieux et le colonel Brémond. Le colonel Brémond surtout est un pestiféré qui doit être renvoyé au plus tôt dans un régiment de France!

Je ne saurais jamais exprimer la douleur que me causait la conduite de ces braves soldats : ils se transformaient, hélas! sans s'en douter, en agents de l'Allemagne. Celle-ci pouvait-elle mieux réussir d'un côté à diviser les Alliés, et, de l'autre, à galvaniser le nationalisme turc dont elle avait besoin, plus que jamais, pour maintenir l'Orient en état de guerre? Les Kémalistes allaient être un instrument aussi précieux que les bolcheviks pour saboter la victoire!

Mon éminent confrère des *Débats*, M. Auguste Gauvain, voit clair, comme toujours, dans le jeu tortueux des Jeunes-Turcs. Le coup d'Etat de Kapp vient de subir un échec complet. Et M. Gauvain s'écrie :

Tandis que s'effondre l'offensive militaire des réac-

tionnaires allemands, les nationalistes turcs commencent une offensive combinée en Thrace, en Anatolie et en Arabie. Quoique les deux opérations ne soient pas simultanées, elles se lient. Les troupes de Moustapha Kemal, comme celles de Lénine, comptent de nombreux officiers allemands. Battus et enragés de vengeance, ne trouvant plus de place dans les cadres réduits de l'armée nationale, les officiers de carrière allemands cherchent partout une occasion de nous nuire et des moyens d'existence à leur convenance. *Le monde n'aura pas de repos tant qu'on n'aura pas rendu inoffensive cette engeance. Moustapha Kemal et ses camarades allemands comptaient sur le succès de Kapp et de Luttwitz.* Ils avaient préparé des soulèvements ici et là...

Les alliés doivent s'appliquer à réduire les nationalistes turcs à l'impuissance... Mais, dit-on, il va falloir faire une expédition et assez de notre sang a coulé déjà. Non. *C'est précisément afin de prévenir une grande guerre, en Orient du moins, qu'il faut aujourd'hui mater les hommes de proie.*

Pourquoi n'a-t-on pas écouté ces conseils? le problème turc eût été vite résolu et les Kémalistes ne seraient pas devenus un danger pour l'Entente.

Mais à des hommes sensés et prudents comme M. Auguste Gauvain, on préfère les fantaisistes et les aventuriers.

En France, on a écrit sur l'occupation « disciplinaire » du 16 mars les choses les plus inexactes et les plus stupides. M. Auguste Gauvain est à peu près le seul dans la presse à donner à cette opération militaire la signification qu'elle comporte.

Nous félicitons, dit-il, les *gouvernements alliés* d'avoir fait occuper à Constantinople et dans les environs des positions de première importance politique et militaire. Il

importait de se prémunir contre des coups de force locaux et de montrer aux populations notre résolution d'être les maîtres. Nous ne pouvions pas supporter plus longtemps les excitations d'une caricature de Chambre composée de gens recrutés par Moustapha Kemal et ses amis de l'Union et Progrès. Il fallait aussi que le ministère de la Guerre cessât d'être un foyer d'intrigues contre nous.

Mais ses confrères parisiens sont d'un autre avis. Ils s'entêtent à clamer, malgré toutes les notes officielles, que l'Angleterre nous a brutalement chassés de l'empire ottoman, comme elle nous avait autrefois chassés d'Egypte. Où puisent-ils cette information? Moi qui suis les événements sur les lieux mêmes, et pour ainsi dire heure par heure, je constate que les trois commissaires alliés ont apposé, d'un geste unanime, leurs signatures au bas du communiqué par lequel il est porté à la connaissance de la population que « l'occupation provisoire de Constantinople » a été décidée par « les puissances de l'Entente ». D'autre part, nous sommes informés par la même proclamation que cette capitale restera aux Turcs.

Je regarde de très près ce qui se passe autour de moi, et je vois qu'il y a toujours ici des soldats, des marins, des gendarmes, des policiers, des censeurs français. Rien ne se fait sans que notre haut-commissaire ait dit son mot. Ah! je sais, le commandement suprême des armées d'Orient semble nous échapper. Mais à qui la faute? Qui a donné l'ordre au général Franchet d'Espérey de partir? Est-ce

notre gouvernement? Dans ce cas c'est lui seul qui est responsable, et c'est à lui qu'il faut demander compte de sa faiblesse.

La vérité, je le répète, c'est que nous avions donné l'impression aux Anglais que nous favorisions les menées kémalistes. Par notre attitude équivoque, nous leur avions inspiré des inquiétudes. Les Jeunes Turcs ne se gênaient plus pour exciter le fanatisme musulman. Ils organisaient dans la grande salle de l'Université de Stamboul un meeting retentissant, où le prince héritier prenait la parole pour glorifier l'œuvre des ancêtres. Suleiman Nazif bey, qui avait rempli les fonctions de vali au début de la guerre, avait exprimé le regret que le sultan Mahomet II eût accordé généreusement des privilèges aux chrétiens. En langage clair, cela signifiait qu'il fallait reprendre et continuer l'œuvre panislamique et xénophobe du comité Union et Progrès. A la Chambre des députés, le parti extrémiste exige la réalisation du programme intégral des Congrès d'Erzeroum et de Sivas, dont les articles fondamentaux sont : l'indépendance absolue, avec la suppression de toute capitulation et de tout contrôle étranger, et la reconstitution de l'empire dans les limites fixées par le traité de Brest-Litovsk. Les Alliés doivent partir du Bosphore et des Dardanelles. C'est un germanophile avéré, Djelal-eddine Arif bey, qui est élu président. Cet avocat, que l'on veut faire passer pour une sorte de voltairien turc qui ne croirait ni à Dieu

ni au diable, prononcera un discours véhément pour proclamer que l'islamisme est la seule religion vraie, devant laquelle tous les hommes doivent se prosterner. La politique intérieure des nationalistes prend ses racines et ses inspirations dans le Coran, et leur politique extérieure s'appuie à la fois sur Berlin et sur Moscou. Un officier français qui a longtemps séjourné en Russie, au Caucase et en Turquie, et qui est chargé d'une mission diplomatique, dit à un rédacteur du *Matin* (1) que le problème russe et le problème ottoman sont un seul et même problème. « Le bolchevisme, explique-t-il, a été une création de l'Allemagne. Elle lui a dû la principale victoire qu'elle ait remportée pendant la guerre, je veux dire la défection de la Russie. Quant au nationalisme turc, par ses dirigeants et ses principes, il est également une œuvre de l'Allemagne... Le nationalisme turc et le bolchevisme russe ont une politique commune : résister à l'emprise des Alliés et aux petits Etats que les Alliés ont fondés. »

A tous les points de vue le mouvement kémaliste est un obstacle à la pacification de l'Orient. C'est pourquoi les Anglais cherchent-ils à lui interdire l'accès de Constantinople et des Détroits. Nous ne regrettons qu'une chose, c'est qu'ils ne soient pas allés poursuivre le monstre jusque dans son repaire. En 1919, Moustafa Kemal n'avait aucune force. Il était facile de le faire rentrer dans le néant. En

(1) 25 février 1920.

1920, il a déjà grandi, c'est un roitelet qui dispose de vingt-cinq mille hommes. Mais on peut encore en venir facilement à bout. On envisage au Conseil suprême l'occupation de certains points sur la mer de Marmara et sur la mer Noire. Mieux encore : M. Venizelos offre la coopération de l'armée hellénique, qui compte quatre-vingt-dix mille hommes dans la région de Smyrne, sans demander de compensation territoriale supplémentaire pour cette intervention. Malheureusement on renonce à faire une campagne contre Moustafa Kemal. L'Angleterre, travaillée par le parti musulman du Colonial Office et du Foreign Office, hésite à prendre le taureau kémaliste par les cornes ; elle craint de mécontenter les mahométans de l'Inde. Ceux-ci ont envoyé télégrammes sur télégrammes à M. Lloyd George pour demander que le Conseil suprême ne touche pas au prestige du khalifat. Ils vont jusqu'à déclarer, dans une conférence qu'ils tiennent au Bengale, que si l'empire ottoman est démembré, ils seront forcés de se retourner contre l'Angleterre. La conférence du khalifat, réunie à Calcutta, a décidé de déclarer la grève le 19 mars et le boycottage des marchandises britanniques si l'agitation continue en Angleterre pour l'expulsion des Turcs de Constantinople. A Londres même, l'*Anglo-Ottoman Society* adresse à M. Lloyd George l'appel suivant :

Nous soussignés, étant en contact avec l'opinion orientale, nous voyons avec honte l'occupation du vilayet d'Aï-

din, province « dont la population est en majorité turque », par les troupes helléniques. Nous avons appris avec inquiétude que des parties de la Thrace — et même Constantinople — peuvent être séparées de l'empire turc dans le règlement de la paix, en dépit de l'incontestable développement que donnent au sentiment antibritannique, à travers l'Asie entière et en Egypte, de tels faits et de tels bruits.

Nous vous demandons, non seulement dans l'intérêt de l'Angleterre ou de l'Inde, mais dans l'intérêt de la paix universelle, de ne pas priver la Turquie de la Thrace ni de l'Asie-Mineure, ni de Constantinople, sa capitale.

Cet appel est signé par lord Mowbray, lord Lamington, le général sir Bryan Mahon, le professeur Browne, M. Marmaduke Pickthall, etc. Mais, d'un autre côté, un manifeste est lancé par les archevêques de Canterbury et d'York, l'évêque de Londres, lord Robert Cecil, lord Bryce, MM. Gardiner, rédacteur en chef du *Daily News;* Burrows, *principal of King's college;* Hyndman, J. H. Thomas, T. P. O'Connor, le major David Davies, etc., pour demander, avec l'opinion publique, l'expulsion des Turcs d'Europe :

Ce sera un malheur, lit-on dans ce document, voire un scandale, si Constantinople est laissée entre des mains turques. Elle a été pendant des siècles un foyer d'intrigue et de corruption ; et elle continuera à l être, tant que le gouvernement turc y possédera une autorité. Si Constantinople était transférée sous le contrôle de la Société des nations, le véritable sentiment musulman n'en pourrait être aucunement offensé. Car le khalifat n'est pas et n'a jamais été attaché à Constantinople. Le sultan, s'il conserve le khalifat, sera tout aussi khalife aux

yeux des musulmans du monde entier, en résidant à Brousse ou à Konia, au lieu d'habiter Stamboul.

M. Lloyd George est dans un cruel embarras. Lord Curzon et quelques ministres conservateurs feront pencher la balance en faveur du parti musulman. Sans aller jusqu'à chasser les Grecs d'Andrinople et de Smyrne, ils maintiendront le sultan à Constantinople. Pour le reste, on verra plus tard. M. Lloyd George ne s'engage pas dans la voie que lui a montrée M. Venizelos. Il préfère attendre. Il temporisera. Il espère que les Kémalistes finiront par s'assagir et par aplanir les difficultés qui paraissent aujourd'hui insurmontables.

Ce fut toujours la même erreur en Orient : les Alliés ne surent en aucune circonstance prendre les décisions nécessaires. Pendant la guerre, ils ne marchaient que par saccades et à contresens. Ils n'arrivaient pas à trouver la ligne droite et à prendre une allure régulière. Aucune méthode ne présidait à leur action. Chacun gaspillait et dispersait ses efforts. Il fallut une longue répétition de déboires et de malheurs pour les amener à l'unité et à l'harmonie des conceptions et des desseins. S'ils avaient eu dès le début une politique nette à Salonique, ils auraient précipité la débâcle autrichienne. Après l'armistice, on retrouva chez eux les mêmes indécisions, les mêmes imprudences et le même aveuglement. Ils eussent pu résoudre aisément l'irritant problème turc : il ne suffisait pour cela que d'un peu de résolution. Mais ils laissèrent l'anar-

chie et la révolte s'accroître et s'amplifier. Ils permirent à l'unionisme de prendre le masque du nationalisme. Voyant que ses incartades ne lui attiraient que les remontrances verbales de la Porte, Moustafa Kemal s'enhardit à faire des moulinets et à brandir le sabre. Que lui importaient les menaces du grand-vizir et les excommunications du cheik-ul-islam? C'étaient là des foudres en carton qu'il pouvait regarder sans trembler; ce qu'il devait craindre, c'était cette poigne de fer qui avait terrassé le Cyclope allemand. Mais voici que la main du vainqueur s'amollissait, se faisait douce et caressante. Et des voix lui murmuraient dans l'ombre : « Ne dépose pas les armes. Ne te décourage pas, quoi qu'il arrive, quelque bruit d'orage qui te vienne d'Occident. Tu as dans le camp ennemi des complices qui sauront travailler pour ta gloire et assurer ton triomphe. »

La Turquie peut être débarrassée à jamais du kémalisme, de l'enverisme et de tout ce qui empoisonna ses douze dernières années. Que faut-il pour cela? Un tout petit accord entre l'Angleterre, la France, l'Italie et la Grèce. Que l'armée grecque de Smyrne, l'armée française de Cilicie, marchent vers Angora, et Moustafa Kemal sera liquidé. Le sultan et la Porte rentreront en possession de l'Anatolie, et les Alliés pourront, avec leur concours, doter l'empire d'un régime stable, fondé sur le respect des lois, l'ordre et la tranquillité. C'était probablement une solution trop simple; les Alliés,

nous l'avons vu de 1914 à 1918, ne vont au but que par les détours les plus compliqués. Le Conseil suprême interdit à l'armée grecque de sortir de la zone de Smyrne, *même pour répondre aux attaques dont elle pourrait être l'objet.* On voulait bien tuer le Kémalisme, mais par les discours...

Moustafa Kemal comprend à merveille que l'Entente revenait comme poussée par une sorte d'atavisme à cette détestable politique d'avant-guerre qui la trouvait toujours divisée à Constantinople en face du bloc germanique. Et puisqu'on ne lui coupe pas le pont entre Konia et Angora, puisqu'on lui laisse le libre usage du chemin de fer de Bagdad, il en profitera tout de suite non pas pour jeter les Grecs à la mer, mais pour nous déloger de Cilicie. Comme il sait qu'il ne trouvera en Cilicie ni tanks, ni avions, ni fils de fer barbelé, comme dans la zone grecque, il cherche « à remporter (1) sur les Français les succès nécessaires au renforcement de son autorité ».

Si la France avait accepté le concours amicalement offert par M. Venizelos, elle n'aurait pas eu à déplorer les pertes cruelles qu'elle a faites en Turquie d'Asie tant en hommes qu'en argent, et elle n'eût pas été dans l'humiliante obligation de capituler devant les sommations d'un aventurier. Lorsqu'un pays ne veut pas exposer ses enfants à la mort et qu'il recherche des économies pour allé-

(1) *La Cilicie et le Problème ottoman*, op. cit. page 96.

ger l'écrasant fardeau des contributions, il doit pratiquer une politique conforme à ce double programme. Or, tous ses actes furent en contradiction avec ses paroles. Il semble n'avoir rien négligé en Cilicie pour jeter dans un bourbier sanglant ses soldats et son or. Il marchera de précipices en précipices, jusqu'à ce qu'il ruine un prestige péniblement acquis par un siècle de travail et d'honneur.

LES ALLIÉS ET LES TURCS SE PRÉPARENT A DISCUTER LE TRAITÉ DE PAIX

Le parti kémaliste gagne tous les jours du terrain, non seulement dans l'intérieur de l'Anatolie mais à Constantinople même. Le dernier carré qui entoure le trône impérial diminue et s'affaiblit de plus en plus. Faut-il s'en étonner? Non, certes. Il ne saurait en être autrement. Moustafa Kemal nargue impunément le sultan et les Alliés. La victoire de Marache l'a hissé sur un piédestal, car elle a été remportée sur les soldats de Foch l'invincible! Le Turc n'a pas changé depuis qu'il a fait son apparition en Asie Mineure. Il a pour la force un culte religieux. Il suit en esclave les pas du

conquérant. Les démembrements successifs qui l'ont chassé de Roumélie, la défaite récente qui a fait rentrer dans Stamboul la chrétienté triomphante, tous ces éclatants témoignages de sa déchéance militaire avaient profondément abaissé son orgueil national. Mais voici qu'un nouveau prophète se lève, et d'une voix de commandement appelle aux armes. Oh! miracle, le vaincu reprend courage, son bras retrouve assez de vigueur pour frapper ceux qui l'ont terrassé. Il rentre en possession de quelques parcelles de terre que l'étranger lui avaient ravies. Encore un effort et tout le pays sera délivré.

Moustafa Kemal a fait adopter, le 26 janvier, le programme suivant qui, basé sur les décisions d'Erzeroum et de Sivas, deviendra le Pacte National.

ARTICLE 1[er]. — Le sort des territoires de l'Empire Ottoman exclusivement peuplés par des majorités arabes et se trouvant, lors de la conclusion de l'armistice du 30 octobre 1918, sous l'occupation des armées ennemies, doit être réglé selon la volonté librement exprimée par les populations locales.

Les parties de l'Empire situées en deçà et au delà de la ligne d'armistice et habitées par une majorité musulmane-ottomane dont les éléments constitutifs, unis par des liens religieux et culturels et mus par un même idéal, sont animés d'un respect religieux réciproque pour les droits ethniques et leurs conditions sociales, forment un tout qui ne souffre, sous quelque prétexte que ce soit, aucune dissociation ni de fait ni de droit.

ART. 2. — Quant au sort des trois sandjaks de Kars, Ardahan et Batoum, dont la population avait, dès sa libération, affirmé par un vote solennel sa volonté de faire retour à la mère-patrie, les membres signataires du présent pacte admettent qu'au besoin il soit procédé à un second plébiscite librement effectué.

ART. 3. — Le statut juridique de la Thrace occidentale, dont le règlement avait été subordonné à la paix turque, se basera sur la volonté de sa population librement exprimée.

ART. 4. — La sécurité de Constantinople, capitale de l'Empire et siège du Khalifat et du Gouvernement Ottoman ainsi que celle de la Mer Noire, doivent être à l'abri de toute atteinte.

Ce principe une fois posé et admis, les soussignés sont prêts à souscrire à toute décision qui sera prise d'un commun accord par le Gouvernement impérial, d'une part, et les puissances intéressées de l'autre, en vue d'assurer l'ouverture des détroits au commerce mondial et aux communications internationales.

ART. 5. — Les droits des minorités seront confirmés par nous sur la même base que ceux établis au profit des minorités dans d'autres pays par les conventions *ad hoc* conclues entre les puissances de l'Entente, leurs adversaires et certains de leurs associés.

D'autre part, nous avons le ferme espoir que les minorités musulmanes des pays avoisinants jouiront des mêmes garanties en ce qui concerne leurs droits.

ART. 6. — En vue d'assurer notre développement national et économique dans le but de doter le pays d'une administration régulière plus moderne, les signataires du présent pacte considèrent la jouissance d'une indépen-

dance entière et d'une liberté d'action comme condition *sine qua non* de l'existence nationale.

En conséquence, nous nous opposons à toute restriction juridique et financière et de nature à entraver notre développement national.

Les conditions de règlement des obligations qui nous seront imposées ne doivent pas être en contradiction avec ces principes.

Moustafa Kemal est regardé comme un sauveur. Et tous les espoirs se concentrent sur lui. Les fonctionnaires civils et les officiers qui étaient encore à Constantinople vont le rejoindre par milliers pour lui offrir leurs services. Il n'en restera dans cette ville que juste ce qu'il faut pour intimider le sultan, surveiller la Porte, comploter contre l'Entente et faire la liaison entre la Roumélie et l'Anatolie.

Il s'agit pour les kémalistes de faire nommer comme grand-vizir et comme ministres des hommes qui épousent leur foi et secondent leurs desseins. La situation du cabinet Ali Riza pacha est devenue chancelante. On parle d'un ministère Damad Ferid. Sur la demande du sultan, ce prince assumerait le pouvoir avec la collaboration du parti de l'entente libérale. Mais la combinaison échoue pour le moment, par suite, dit-on, de l'opposition d'une puissance alliée. Celle-ci craindrait que Damad Ferid ne soit trop inféodé à la politique britannique.

Le nom du maréchal Izzet pacha est mis en

avant. Certains comptent sur sa grande autorité pour ramener Moustafa Kemal à la soumission. Il fait au correspondant du *Temps* les déclarations suivantes :

J'accepterai par devoir patriotique le pouvoir, bien que la situation soit extrêmement grave et que je n'en sois responsable. Je ne peux pas émettre d'opinion sur le Mouvement national, mais je crois avoir encore une influence sur Moustapha Kemal et sur les autres chefs militaires qui furent sous mes ordres. La résistance militaire aux décisions de la Conférence est stratégiquement impossible, mais je crains une révolution intérieure qui serait préjudiciable aussi bien aux intérêts des puissances qu'à nous-mêmes. Je voudrais demander une enquête inter-alliée pour établir la vérité complète sur les circonstances qui ont amené les massacres de Cilicie et pour décréter des sanctions éventuelles si les formations nationales — ce que je ne sais pas — sont coupables. Nous accepterions la cession de l'Arménie avec le vilayet de Van-Bitlis et une partie de celui d'Erzeroum, avec un débouché économique sur la mer Noire, à condition qu'il nous soit permis de procéder à l'échange de nos populations d'Asie-Mineure. Pour le reste, nous réclamerons Constantinople avec la frontière de la Thrace de 1914, y compris Andrinople. Nous demandons aussi à garder Smyrne et toutes les autres régions où la majorité des habitants sont turcs. J'accepterai toutes les volontés des puissances sur le statut des minorités, à condition que les droits de celles-ci ne dépasseront pas ceux des musulmans. Nous comprenons la situation spéciale de la Turquie, mais nous demandons également la bienveillance des puissances pour sortir de l'impasse actuelle.

Mais la candidature d'Izzet pacha est également écartée, parce que ce maréchal n'est pas en bons rapports avec le palais. Finalement, c'est

Salih pacha, ex-ministre de la Marine, qui succède à Ali Riza pacha. Le nouveau grand-vizir établit aussitôt un contact étroit avec les nationalistes; il leur promet l'appui complet du gouvernement. Il arrête la liste des plénipotentiaires qui seront délégués auprès de la Conférence de la Paix, et il s'apprête à miner dans les coulisses l'œuvre des Alliés. J'apprends des sources les plus sûres que la délégation ottomane reviendra ici pour soumettre les conditions des vainqueurs à la Chambre des députés et que celle-ci est dès à présent décidée à jeter bas tout l'échafaudage du Conseil suprême. Les kémalistes connaissent, par tous les rapports qui leur sont venus de leurs amis de Paris, de Londres et de Rome, les grandes lignes du traité que la Turquie devra signer. Et ils refuseront de s'incliner, même si le sultan et la Porte donnent leurs signatures. Les hauts-commissaires prévoient toutes sortes de complications. Les nationalistes s'agitent. On parle d'un coup d'Etat. C'est alors que pour déblayer le terrain des éléments de désordre, les Alliés renforcent l'occupation de Constantinople. La Chambre est dissoute. L'état de siège est proclamé, et les Anglais envoient à Malte les personnages qu'ils jugent dangereux.

A Londres, la Conférence de la Paix s'est mise résolument à l'œuvre pour régler la question du Proche Orient. Cinq Commissions ont été chargées de préparer le traité de paix. Elles ont examiné les problèmes suivants : 1° détermination des

frontières de la nouvelle République arménienne; 2° enquête sur les finances et la Dette ottomane; 3° revendications grecques sur Smyrne; 4° organisation d'un contrôle interallié sur le Bosphore et les Dardanelles; 5° détermination de la sphère d'influence du sultan en Turquie d'Europe et tracé de la frontière, soit à Tchataldja, soit sur la ligne Enos-Midia.

La question du contrôle international des Détroits soulève quelques difficultés. Les adversaires du maintien de la souveraineté turque à Constantinople redoutent que, dans certaine éventualité, les forces d'occupation internationales ne viennent à être retirées et que les Turcs ne se rendent à nouveau maîtres des Détroits.

Il y eut de très longues et très confuses discussions sur chaque point. Enfin les Alliés tombent d'accord en principe et se donnent rendez-vous à San-Remo. On sait que dans cette ville d'Italie MM. Lloyd George et Millerand dissiperont tous les malentendus qui existent entre Londres et Paris. Des hommes politiques et des journalistes français ont fait entrevoir la possibilité pour leur pays d'annexer la Rhénanie et les régions des charbonnages. Or, cette politique, qui se modèle sur celle de Bismarck, rencontre en Angleterre une opposition irréductible. Une explication franche et loyale est nécessaire. M. Millerand la donne en affirmant que « l'immense majorité du pays et du Parlement français sont aussi hostiles que le peuple anglais à

toute idée d'annexion ». Cette déclaration a complètement raffermi l'alliance franco-britannique. Et l'on peut aborder le problème turc en toute tranquillité d'esprit. Que décide-t-on? Dans un discours qu'il prononce à la Chambre des communes pour exposer les résultats de la Conférence de San Remo, M. Lloyd George se refuse, comme M. Millerand à rendre publiques, avant qu'elles aient été soumises à la Sublime Porte, les résolutions qui ont été prises au sujet de la Turquie.

A Constantinople, Salih pacha n'est plus grand vizir; il a été remplacé par Damad Ferid pacha Le nouveau ministère est fermement résolu à traquer le mouvement kémaliste. Damad Ferid adresse aux commandants et officiers de l'armée impériale une circulaire disant :

« Le sultan me donne le titre de ministre de la guerre par intérim, afin d'assurer le rétablissement de l'ordre dans le pays.

« Les conditions de la paix prochaine dépendront du degré d'ordre, de sécurité et de garanties que nous pourrons donner. Groupons-nous donc autour du trône de notre souverain et khalife. Je ferai tous mes efforts pour ramener dans la voie de l'obéissance les officiers victimes de certains malentendus déplorables et favorisés par la politique hésitante suivie depuis six mois par le gouvernement central. »

Le ministre de la guerre est convaincu que des officiers supérieurs et subalternes n'exécutent pas

les ordres donnés pour la poursuite des rebelles, il en révoque plusieurs, et il fait arrêter le colonel Eumer Lutfi bey. Il appelle à Stamboul Anzavour pacha, commandant des troupes gouvernementales et il lui donne les ordres les plus sévères et les plus précis pour la répression du mouvement kémaliste. Un crédit de 300.000 livres turques est alloué à l'organisation d'une nouvelle milice nationale qui sera dirigée par un état-major spécial. Moustafa Kemal, ex-commandant du 3e corps, rayé des cadres de l'armée, Ali Fuad pacha, ex-commandant du 20e corps, le lieutenant-colonel en retraite Kara Vassif bey, le renégat Ahmed Rustem bey, né Alfred Bilinski, ex-ambassadeur à Washington, le Dr Adnan bey, ancien directeur de la santé, ainsi que Halidé Edib hanem, sa femme, sont condamnés à mort par contumace par la cour martiale extraordinaire.

D'autre part, le cheik-ul-islam lance un *fetva* qui proclame la guerre sainte contre les *millis*, c'est-à-dire contre les nationalistes. Il prononce l'anathème contre les officiers et les soldats qui déserteraient l'armée du sultan pour aller servir dans les rangs des kémalistes. En même temps, le gouvernement publie un manifeste qui se termine par les conclusions suivantes :

1° Tous ceux qui, entraînés par les menaces ou par les ruses de ceux qui organisèrent et encouragèrent le mouvement insurrectionnel, tous ceux qui, ne se doutant pas du grave résultat de leurs actes, se sont ralliés au mouvement, feraient dans le délai d'une semaine acte de

repentir et témoigneraient leur fidélité à notre bien-aimé Souverain, bénéficieront de la grâce impériale ;

2° Les organisateurs, les instigateurs et tous les rebelles qui persisteront à agir avec eux seront punis d'après la loi et le chériat.

Le gouvernement ne pouvant nullement tolérer que des sévices et des excès soient commis dans n'importe quelle partie de l'empire soit par la population musulmane contre les autres éléments, soit par les habitants non-musulmans contre la population musulmane, déclare que tous ceux qui commettraient de pareils actes et tous ceux qui seront reconnus coupables d'y avoir contribué par leur négligence et leur complicité seront sévèrement punis.

Enfin le sultan a dissous par l'iradé que voici le simulacre de Chambre réuni par Moustafa Kemal :

Pour des raisons de politique qui s'imposent, la dissolution de la Chambre devenant nécessaire, conformément aux termes du paragraphe spécial de l'article 7 modifié de la charte constitutionnelle, la dissolution du Parlement en cas de nécessité étant du ressort de nos droits, j'ordonne, à partir d'aujourd'hui, la dissolution du Parlement à condition qu'il soit procédé d'après la loi dans un délai de quatre mois à de nouvelles élections pour une nouvelle Chambre.

Dès que cet iradé et le manifeste du gouvernement lancés par des avions turcs sur Angora ont été connus par la population, celle-ci a manifesté son loyalisme envers le sultan-khalife et s'est déclarée prête à combattre les forces nationalistes, conformément aux prescriptions du fetva.

Devant ces manifestations, Moustafa Kemal a donné l'ordre à ses hommes de quitter immédiatement Angora et de se concentrer à Sivas où il

pourra continuer la résistance. Encore un effort et les nationalistes seront démoralisés. Les populations ne demandent qu'à les abandonner, car elles sont lasses de payer de lourdes contributions et de faire une guerre interminable.

Damad Ferid, ce dernier des gentilshommes turcs, est animé des meilleures intentions. Si l'Entente voulait l'aider tant soit peu, il parviendrait à mater les agitateurs et il faciliterait ainsi la pacification de l'Orient. Mais il ne rencontrera dans les Hauts-Commissariats alliés que des visages ironiques ou méfiants. Je puis, quant à moi, lui rendre ce témoignage qu'il chercha tous les moyens de ramener l'ordre dans l'empire, de punir les coupables de la guerre et de créer entre la Turquie musulmane et l'Europe chrétienne des relations empreintes d'estime et de confiance. Pourquoi la France a-t-elle tourné le dos à tous ces Vieux-Turcs qui constituent l'élément le plus sain et le plus honnête de la nation pour s'acoquiner avec les enveristes et les kémalistes qui ne sont que des aventuriers désireux de tout chambarder et de tout détruire.

Damad Ferid pacha, instruit par la leçon qu'il a reçue l'année dernière à Paris, se garde bien d'émettre des prétentions excessives. Il ne demandera plus qu'une chose : c'est que les Alliés lui dictent un traité qu'il puisse faire accepter par le sultan et par les gens raisonnables. Que le Conseil Suprême laisse aux Turcs les « pays turcs » et il

détournera du kémalisme les patriotes sincères et désintéressés. Il est prêt à donner aux raïas : Arméniens, Grecs, Juifs, le statut le plus généreux et le plus libéral. Il m'a fait l'honneur de m'exposer son programme gouvernemental, et je suis convaincu que c'est le seul homme d'Etat ottoman — avec le prince Sabaheddine — qui ait assez de bon sens, de clairvoyance et de modération pour conduire l'empire vers le salut. Malheureusement, les turcomanes de France lui font une guerre implacable. Ils l'accusent d'être l'homme de l'Angleterre. Et pour eux c'est le pire des crimes et des déchéances. Que les Moustafa Kemal, les Reouf, les Rustem, les Ali Fuad et autres unionistes soient les âmes damnées de l'Allemagne, qu'ils soient les complices de Lénine et de Trotzky, que leurs séides violent en Cilicie l'armistice, y assassinent et massacrent nos soldats confiants en leur parole, tout cela, paraît-il, n'a aucune espèce d'importance !

Le *Temps*, qui est sans pitié pour les Kapp et les Lüttvitz, a des trésors d'indulgence pour les bandits du Comité Union et Progrès. Il mène une campagne inlassable en faveur des gens d'Angora qui nous insultent, nous trahissent et nous poignardent tant qu'ils peuvent. « Quelle aberration ! » s'écrie M. Auguste Gauvain dans *Les Débats*. Oui, quelle aberration ! C'est une infamie que de vouloir étrangler un Damad Ferid qui ne cessa de protester hautement contre la conduite

d'Enver, de Talaat et de Djemal, pour embrasser un Moustafa Kemal qui fait tuer lâchement nos soldats dans le guêpier cilicien.

Une mission ottomane est envoyée en France pour recevoir le projet de traité qui a été élaboré à Londres et à San-Remo. Présidée par l'ancien grand vizir Tewfik pacha, elle compte dans son sein Rechid bey, ministre de l'Intérieur, Fahreddine bey, ministre de l'Instruction publique, le docteur Djemil pacha, ministre des Travaux publics, Mahmoud Moukhtar pacha, ancien ambassadeur à Berlin. Elle comprend, en outre, dix-sept conseillers et cinq secrétaires d'ambassade. Elle arrive le 6 mai (1920) à Versailles, où elle est reçue par le colonel Henry. Elle s'installe à l'hôtel des Réservoirs, où elle occupera les appartements de l'ancienne mission allemande. Elle va étudier dans la solitude et le recueillement les clauses du traité. Elle pourra circuler librement dans Versailles, mais il lui est interdit de recevoir des visites ni de se rendre à Paris. Pourquoi ces deux dernières restrictions, qui sont de puériles tracasseries ? La dignité de la France n'eût pas été compromise si le brave homme qu'est Tewfik pacha avait eu le droit de faire un petit tour sur les boulevards. Je crois du reste que, dans la pratique, la consigne fut moins dure. J'eus en effet l'occasion, plus tard, d'apercevoir dans les environs de l'Opéra le grand vizir Damad Ferid, qui

était venu pour quelques jours seulement diriger l
mission ottomane.

M. MILLERAND REMET A TEWFIK PACHA
LES CONDITIONS DE PAIX

C'est le 11 mai, à quatre heures de l'aprè
midi, que M. Millerand remit officiellement à l
Délégation turque, présidée par Tewfik pach
le texte des conditions de paix arrêtées par l
Alliés. Cette remise eut lieu de la façon la pl
simple, au ministère des Affaires étrangères, da
le Salon de l'Horloge.

Le jour même où Tewfik pacha était enfin m
en possession de l'arrêt rendu sur l'Empire ott
man, quel était l'état d'esprit de la presse turque

L'*Ikdam* disait :

« Si nous devons rester privés de la possibili
de vivre la vie d'un Etat et d'une nation, no
jugeons inutile d'entamer toute discussion a
sujet de l'ouverture des détroits, de l'institutio
d'un contrôle international sur notre pays, ain
que de *tout régime qui nous serait imposé da*
le sens d'une limitation de notre liberté et de not
indépendance.

(3 lignes censurées)

« Sous ce rapport, chez nous l'opinion publiq
tout entière est parfaitement d'accord et pren

avant tout en considération les questions de Smyrne et d'Andrinople. Cette opinion considère *l'annexion de la région de Smyrne et d'Andrinople à la Grèce comme une peine capitale appliquée à la Turquie.*

« Par conséquent, accepter et signer une paix dans de pareilles conditions, c'est endosser une responsabilité devant laquelle reculerait n'importe quel gouvernement, n'importe quel délégué.

« Nous voulons espérer que les grandes puissances — qui doivent comprendre cette situation — régleront la question de Smyrne, si vitale pour nous, d'une façon qui nous permette de l'accepter, sous une forme enfin qui ne nous enlève pas la possibilité de vivre.

« Un règlement de cette nature serait d'ailleurs absolument conforme au désir des Puissances d'assurer la paix et la tranquillité en Orient. »

L'*Ileri* écrivait ceci :

« Après qu'il fut question de transférer notre capitale en Anatolie, lorsqu'on s'arrêta à la décision de maintenir Constantinople comme capitale de l'Empire ottoman, nous en éprouvâmes une joie immense.

« Mais des faits devaient survenir qui troublèrent cette joie. Constantinople fut militairement occupée. Cela nous amena à faire cette réflexion :

« — Qui sait quelles conditions cruelles veulent nous imposer les Puissances, puisqu'elles ont cru devoir adopter une pareille mesure préventive?

« Mais les hommes d'Etat de l'Entente firent ensuite des déclarations susceptibles de diminuer notre affliction. Cela ne nous empêcha pas néanmoins de songer à Smyrne et à la Thrace. Alors que tous les hommes d'Etat européens ont déclaré que les territoires habités par une majorité turque resteraient turcs, il n'est guère possible que Smyrne et Andrinople nous soient enlevées. Mais pourquoi alors les Hellènes continuent-ils à occuper Smyrne ? Pourquoi parle-t-on de céder la Thrace à la Grèce ? »

Traitant la question des minorités, Ali Kemal bey écrit dans le *Peyam-Sabah* :

« Ainsi que nous l'a demandé aussi M. Crane, pour mettre une fin définitive aux fautes que l'on a commises en ce pays et empêcher le retour des tragédies qui s'y sont déroulées, que faudrait-il faire?

« Le droit des minorités doit être assuré dans une mesure répondant aux besoins de l'époque, nos lacunes gouvernementales et administratives doivent être comblées. La souveraineté ottomane doit subir une transformation conforme aux exigences de ces principes. Que ce soit par une assistance ou un contrôle, les Turcs doivent se faire à cette idée des réformes, des changements. Si le monde civilisé désire réellement faire œuvre bonne et utile ; s'il veut se montrer grand et généreux, il ne doit pas épargner son concours, son assistance à cet Orient vermoulu. »

Si l'on en croit le *Times*, il y a des raisons de

croire que la Porte, informée de la cession de Smyrne à la Grèce, fera une contre-proposition sur les lignes suivantes :

Que les troupes grecques soient immédiatement retirées de la province de Smyrne et qu'un plébiscite sur la question de la souveraineté grecque ou turque ait immédiatement lieu, sous les auspices d'une force militaire alliée mixte, comme ce fut le cas dans le Slesvig.

Si la majorité se déclare en faveur du gouvernement turc, la Porte s'engagera à faire de Smyrne un port libre et à faire de grandes concessions politiques et municipales à l'élément grec dans cette région.

De plus, la Porte garantira qu'elle est en mesure d'empêcher les forces nationalistes de troubler les opérations du plébiscite.

Mais, dans les milieux grecs, on ridiculise la prétention des Turcs de restreindre l'activité des irréguliers nationalistes, et l'on fait remarquer qu'étant donnée la situation actuelle en Anatolie, il faudrait un nombre considérable de troupes alliées pour former une barrière autour de la zone plébiscitaire.

Pendant que la Mission ottomane soumettra à un examen angoissé toutes les clauses du traité, les Kémalistes chercheront à soulever la Thrace, pour impressionner les Alliés.

Djafer Tayar concentre, dit-on, une armée de quarante mille hommes à Kuchan, Rodosto et Kirk-

Kilissé, pour s'opposer à l'occupation grecque. I s'apprête à brûler Andrinople. Des télégramme adressés aux journaux de France et d'Angleterr font croire à l'opinion européenne qu'il se passera dans ce coin du proche Orient, des événement sensationnels. Des officiers français prédisent au Grecs un échec lamentable. L'un d'eux va jusqu'à se compromettre gravement en affichant, par de actes d'une rare imprudence, les sympathies qu lui inspire la « noble » entreprise de Djafer Tayar Son attitude provoquera un échange de note diplomatiques entre les cabinets d'Athènes et d Paris. Mais à peine les divisions grecques font-elle leur apparition sur la Maritza, l'appareil guerrie que Djafer Tayar avait monté avec tant de fraca se brise en morceaux, et ce héros d'opérette s laisse cueillir comme un moineau dans le creu d'un ravin, sans même lever le petit doigt. Jamai opération militaire ne fut effectuée avec tant d'aisance et de rapidité. Les Grecs remportèrent l des lauriers bien faciles. Ils en remporteront d'autres, dans les mêmes conditions, en Asie Mineure où ils atteindront sans aucune difficulté tous le objectifs fixés par le Conseil suprême. Donc, su deux fronts, les Kémalistes s'évaporaient devan la marche foudroyante des bataillons helléniques Ils ne retrouvaient quelque avantage que devan nos pauvres petites garnisons de Cilicie, que l'incroyable indifférence du Haut Commandement d Beyrouth semblait avoir vouées à une mort inutile

Le général Moustafa Kemal violait l'armistice conclu avec le général Gouraud. Ses exigences et ses menaces débordaient maintenant sur le bassin d'Héraclée, où nous avions quelques détachements pour protéger nos charbonnages de Zongouldak. Nous serons obligés à bref délai de céder. Des avions britanniques survolant la région qui s'étend au nord d'Ismidt, le long de la mer Noire, ont constaté que de fortes colonnes turques se dirigeaient vers le bassin houiller. Comme les nationalistes ont un pressant besoin de charbon et qu'ils veulent aussi en priver Constantinople, nous leur rendrons un double service en leur abandonnant nos mines. Il paraît que, pour la France, le fin du fin c'est de marcher en Turquie de capitulation en capitulation. Nous gagnerons ainsi la reconnaissance inestimable des Jeunes-Turcs et nous les empêcherons de retomber dans les bras de l'Allemagne. Nous ne devons user de notre victoire sur les rives du Bosphore que pour nous humilier, nous dépouiller et nous aliéner nos bons amis, les Vieux-Turcs, et nos fidèles alliés, les Anglais. Je ne parviens pas à saisir les beautés de cette politique. Je m'enfonce au contraire de plus en plus dans un aveugle entêtement qui me fait condamner et flétrir le kémalisme comme le plus abominable produit de l'union germano-touranienne.

III

LE TRAITÉ DE SÈVRES

LA TURQUIE CONNAIT SON DESTIN

Enfin, sonne l'heure du traité de Sèvres. La Turquie va connaître son destin. Mais qui la représentera devant l'aréopage des vainqueurs ? La Mission imposante que nous avons vue défiler la tête basse devant le majestueux palais du plus auguste de nos rois s'est entièrement volatilisée. Quel vent l'a dispersée ? La coupe que leur offrait le Conseil suprême était, m'explique-t-on, trop amère ; ils n'ont pas eu le courage d'y tremper leurs lèvres. Se rappelant les fastes de leur histoire, ils ont eu un sursaut de fierté et ils ont refusé d'approuver même par un geste passif la déchéance de l'Empire ottoman. Tout homme de cœur ne peut que s'incliner devant la douleur des vaincus qui assistent à l'écroulement de leur patrie, surtout lorsque ces malheureux n'ont pas voulu la guerre. La fortune a d'étranges caprices. Elle a permis à un Enver, à un Talaat et à un Djemal de s'évader des profondeurs de l'abîme qu'ils avaient creusé de leurs mains impatientes, et elle a contraint un Tewfik et un Damad Ferid à subir le châtiment d'un crime odieux qu'ils n'ont pas commis et dont ils eurent toujours une sainte horreur. Tewfik pacha était ambassadeur à Londres avant le cataclysme

mondial. Il fut un des sages d'Europe qui désapprouvèrent l'agression monstrueuse de Guillaume. Et lorsque se produisit le coup de théâtre de la mer Noire, qui jetait la Turquie dans la tourmente, ce vieillard s'écria : « Quelle folie ! » Damad Ferid pacha était sénateur. En pleine bataille, même lorsque les barbares paraissaient l'emporter, il ne craignait pas de dire sa colère et son mépris pour les sinistres gredins du Comité. Il ne cessa de fulminer contre les égorgeurs de chrétiens qui déshonoraient son pays. Et ce sont ces Turcs de haute et belle conscience que le *Temps* nous conseille d'écarter du pouvoir ! Nous devons leur préférer les hyènes d'Angora, qui s'accouplent si bien avec les tigres de Moscou et les chacals de Berlin.

Pauvres pachas ! eux dont le désir eût été de se battre hier à nos côtés, ils devaient, aujourd'hui, passer sous nos Fourches Caudines. Nous leur imposions la plus féroce des besognes : ils devaient déchirer en lambeaux cette patrie bien-aimée qu'ils avaient rêvé de voir grandir et s'élever de progrès en progrès vers la brillante civilisation de l'Occident. Non, décidément, ils ne sentaient pas en leur âme désabusée le courage de contresigner l'arrêt fatal qui devait leur être signifié en grande solennité devant l'Assemblée des peuples justiciers.

Pourtant, la Turquie devait être présente au rendez-vous de Sèvres. Elle ne pouvait y faire défaut, à moins d'aggraver son cas et de s'attirer une plus grande infortune. « Les conditions de

paix sont lourdes, gémit le journal *Serbesti.* Assurément, elles le sont, mais nous ne pouvons que les accepter, car elles ne sont que le fruit de fautes réitérées et d'actes de folie. » De son côté, le *Peyam-Sabah* écrit : « Notre malheur est sans doute immense, mais en quelque point que nous puissions l'arrêter, ce sera toujours du profit pour nous, car il y a pis que cela. » Donc, il faut se résigner à boire la lie. Mais, pour la pompe funèbre, l'empire ne déléguera ni un grand vizir, ni un ancien grand vizir, ni un prince, ni un ministre. Les plénipotentiaires qui conduiront le deuil en son nom seront de très modestes personnages : en première ligne, le général Haadi pacha et Riza Tevfik bey, sénateurs ; puis un jeune diplomate, Rechad Haliss bey, qui est à la tête de la Légation ottomane à Berne.

En dehors de la Turquie, participent au traité de Sèvres, « l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, puissances désignées comme les principales Puissances alliées, l'*Arménie*, la Belgique, la Grèce, le Hedjaz, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat Serbe-Croate-Slovène et la Tchéco-Slovaquie, constituant, avec les principales puissances ci-dessus, les Puissances alliées ».

La République française est représentée par MM. Alexandre Millerand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ; Frédéric François-Marsal, ministre des Finances; Auguste-Paul-Louis Isaac, ministre du Commerce et de l'Indus-

trie; Jules Cambon, ambassadeur; Georges-Maurice Paléologue, ambassadeur, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères.

Quelles sont les parties fondamentales du traité ? *Frontières de la Turquie :*

I. — En Europe, les frontières sont les suivantes :

1° Au nord, la mer Noire, de l'entrée du Bosphore jusqu'à l'embouchure du Biyuk Dere, à un point de la côte situé à 7 kilomètres au nord-ouest de Podima.

2° Au nord-ouest, la Grèce, par une ligne qui, partant de ce dernier point, se dirige vers le sud-ouest, jusqu'à un point situé à 8 kilomètres au nord-ouest d'Istranja, passe par le Kapilja Dagh et l'Uchbunar Tepe, continue vers le sud-sud-est jusqu'à la voie ferrée de Chorlu à Chataldja, à 1 kilomètre environ, à l'ouest de la gare de Sinekli, suit la limite occidentale du bassin de l'Istranja Dere, descend vers le sud-est pour aller tomber sur la mer de Marmara, à 1 kilomètre environ au sud-ouest de Kalikratia.

3° A l'ouest, la mer de Marmara, de ce dernier point jusqu'à l'entrée du Bosphore.

II. — En Asie, les frontières sont fixées comme suit :

1° Au nord-ouest, le Bosphore, la mer de Marmara, le détroit des Dardanelles ; à l'ouest, la Méditerranée orientale, jusqu'aux abords du golfe

d'Alexandrette, à un point situé à 3 kilomètre environ au nord-ouest du Zaratash Burun.

2° Au sud, la Syrie, par une ligne qui, partan de ce dernier point, se dirige vers Kesik Kale e suivant le cours du Djihun Irmak vers l'amont puis jusqu'au coude du Djihun Irmak, descend d là vers le sud-est jusqu'à un point situé sur l'Emi Musi Dagh, à 15 kilomètres environ au sud-sud ouest du Giaour Geul, court vers l'est jusqu'à cin kilomètres au nord d'Ourfa, passe au nord de Mar dine, rencontre enfin le Tigre dont il suit le cour vers l'aval, laissant à la Syrie l'île où est située l ville de Djezire-Ibn-Omar.

3° Au sud-est, la Mésopotamie, par une lign passant à la limite septentrionale du vilayet d Mossoul et au sud d'Amadia et aboutissant à l Perse.

4° A l'est et au nord-est, la Perse et la Russi sous réserve des dispositions de l'article 89 q est ainsi stipulé : La Turquie et l'Arménie, ain que les Hautes Parties contractantes, convienne de soumettre à l'arbitrage du Président des Etat Unis d'Amériquc la détermination de la frontièr entre la Turquie et l'Arménie, dans les vilaye d'Erzeroum, Trébizonde, Van et Bitlis et d'ac cepter sa décision, ainsi que toutes disposition qu'il pourra prescrire relativement à l'accès d l'Aménie à la mer et relativement à la milita risation de tout territoire ottoman adjacent à l dite frontière.

5° Au nord, la mer Noire.

Constantinople. — Il n'est porté aucune atteinte aux droits et titres du gouvernement ottoman sur Constantinople, et ce gouvernement, ainsi que le Sultan, ont la liberté de résider dans cette ville et d'y maintenir leur capitale. Toutefois, les puissances alliées se réservent le droit de modifier cette stipulation (art. 36) si la Turquie venait « à manquer à la loyale observation des dispositions du présent traité ou des traités ou conventions complémentaires, notamment en ce qui concerne le respect des droits des minorités ethniques, religieuses ou de langue ».

Les Détroits. — (Art. 37). « La navigation dans les Détroits comprenant les Dardanelles, la mer de Marmara et le Bosphore, sera ouverte à l'avenir, en temps de paix et en temps de guerre, à tous les bâtiments de commerce ou de guerre et aux aéronefs militaires et commerciaux, sans distinction de pavillon. Ces eaux ne sont pas sujettes au blocus, aucun droit de guerre ne pourra y être exercé et aucun acte d'hostilité y être commis, sauf dans le cas de l'exécution d'une décision du Conseil de la Société des Nations. »

Il y aura une « Commission des Détroits » auprès de laquelle les puissances suivantes délégueront chacune un représentant : les Etats-Unis, s'ils décident d'y participer, l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon, la Russie, le jour où elle deviendra membre de la Société des Nations, la Grèce,

la Roumanie, ainsi que la Bulgarie et la Turquie, si ces deux dernières entrent dans la Société des Nations. L'Amérique, l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon et la Russie auront chacune deux voix. La Grèce, la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie auront chacune une voix.

La Commission aura « un pavillon particulier, un budget particulier et une organisation qui lui sera propre ». Elle pourra contracter des emprunts. Elle assumera l'administration, la police et le contrôle des eaux de son ressort. Elle se chargera même d'exécuter tous travaux utiles...

Dans le cas où une décision de la Commission ne serait pas acceptée par une puissance, la question sera réglée par la Société des Nations et, jusque-là, la décision de la Commission recevra son application.

Kurdistan. — Une Commission siégeant à Constantinople préparera un projet d'autonomie pour les régions où domine l'élément kurde. Ce plan devra comporter des garanties complètes pour la protection des Assyro-Chaldéens et autres minorités ethniques ou religieuses dans l'intérieur de ces régions.

Smyrne. — La ville de Smyrne et une zone adjacente décrite à l'article 66 restent sous la souveraineté ottomane. Toutefois, « la Turquie transfère au gouvernement hellénique l'exercice de ses droits de souveraineté sur la ville de Smyrne et ladite zone. Le pavillon ottoman sera hissé en per-

manence sur un fort extérieur de la ville. Le gouvernement hellénique administrera la ville et la dite zone, avec le droit de conserver les forces militaires nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité publique. Il sera institué un Parlement local avec un système électoral propre à assurer la représentation proportionnelle de toutes les fractions de la population. Ce Parlement pourra, cinq ans après la mise en vigueur du traité, par un vote émis à la majorité des voix, demander au Conseil de la Société des Nations l'incorporation définitive dans le royaume de Grèce de la ville de Smyrne et de la dite zone. A son tour, le Conseil pourra requérir un plébiscite.

Grèce. — La Turquie renonce en faveur de la Grèce à tous ses droits sur les territoires situés en Europe au delà des frontières turques fixées plus haut, à tous ses droits sur les îles de Imbros et Tenedos. Elle garde les îles de la mer de Marmara. Le traité confirme la souveraineté de la Grèce sur Lemnos, Samothrace, Mitylène, Chios, Samos et Nikaria.

Arménie. — (Art. 88). « La Turquie déclare reconnaître, comme l'ont déjà fait les puissances alliées, l'Arménie comme Etat libre et indépendant ». Nous avons vu plus haut que cette Arménie sera délimitée par le président des Etats-Unis d'Amérique, du moins pour ce qui regarde la Turquie. Quant aux frontières de l'Arménie avec l'Azerbeidjan et la Géorgie, elles seront respecti-

vement déterminées d'un commun accord avec les Etats intéressés.

Pays arabes. — La Syrie et la Mésopotamie sont provisoirement reconnues comme Etats indépendants, à la condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. L'administration de la Palestine sera confiée à un mandataire qui sera choisi par les puissances alliées. Les Juifs auront en Palestine un foyer national.

La Turquie déclare reconnaître, à la suite des puissances alliées, le Hedjaz comme un Etat libre et indépendant.

Egypte, Soudan. Chypre. — La Turquie renonce à tous ses droits et titres sur l'Egypte. De plus, elle y reconnaît le protectorat britannique.

Il est donné acte des conventions conclues entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement égyptien définissant le statut et réglant l'administration du Soudan.

La Turquie renonce à tous ses droits sur Chypre. Et les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître l'annexion de Chypre proclamée par le Gouvernement britannique.

Maroc, Tunisie. — La Turquie reconnaît le protectorat de la France sur le Maroc et la Tunisie.

Libye et *Iles de la Mer Egée.* — La Turquie renonce à tous ses droits sur la Libye. Elle renonce

également à tous ses droits en faveur de l'Italie sur les îles de la mer Egée suivantes : Stampalia, Rhodes, Calki, Scarpanto, Casos, Piscopis, Misiros, Calimnos, Leros, Patmos, Lipsos, Simi et Castellorizo.

Protection des minorités. — « La Turquie s'engage (art. 48) à accorder à tous les habitants de la Turquie pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion. Tous les habitants de la Turquie auront droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance. »

Les conversions à l'islamisme qui ont eu lieu après le 1er novembre 1914 seront considérées comme nulles. Le Gouvernement ottoman donnera tout son appui pour la recherche et la délivrance de toutes les personnes disparues, ravies, séquestrées ou réduites en captivité depuis le 1er novembre 1914. Il s'engage à faciliter l'action des Commissions mixtes qui seront nommées par le Conseil de la Société des Nations, à l'effet de recevoir les plaintes des victimes elles-mêmes, de leurs familles et de leurs proches, de faire les enquêtes nécessaires et de prononcer souverainement la mise en liberté des personnes en question.

Les ressortissants ottomans de race non turque qui ont été chassés de leurs foyers ou dépouillés de leurs biens obtiendront les restitutions et les réparations qui leur sont dues.

« Tous les ressortissants ottomans seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques, sans distinction de race, de langage et de religion. »

« Le Gouvernement ottoman s'engage à reconnaître et à respecter l'autonomie ecclésiastique et scolaire de toute minorité lthnique en Turquie. » Il confirme dans toute leur étendue les prérogatives et immunités accordées par les Sultans et les ministres aux non-musulmans.

Clauses militaires et navales. — L'effectif total de la force armée ne dépassera pas 50.000 hommes, y compris les états-majors, les officiers, les employés, etc. Dans cet effectif seront compris 35.000 hommes de gendarmerie. L'armée proprement dite se composera donc de 15.000 hommes.

Dans la zone des Détroits et des îles les fortifications seront désarmées et démolies. En dehors de cette zone, les ouvrages fortifiés pourront être conservés dans leur état actuel, mais ils seront désarmés dans le délai de trois mois.

Tous les bâtiments de guerre qui sont internés dans les ports ottomans seront définitivement livrés aux principales puissances alliés. Toutefois, la Turquie pourra conserver 7 sloops et 6 torpilleurs pour le service des pêcheries et de la police des côtes. Les bâtiments de guerre en construction, y compris les sous-marins, seront démolis; les navires de surface pourront être terminés pour des affectations commerciales.

Il est interdit à la Turquie de construire ou d'acquérir des sous-marins, même commerciaux.

Sanctions. — La Turquie reconnaît aux puissances alliées le droit de traduire devant leurs tribunaux militaires les personnes accusées d'avoir commis des actes contraires aux lois et coutumes de la guerre. Le gouvernement ottoman devra livrer aux puissances alliées, sur leur demande, toutes personnes qui, étant accusées d'avoir commis un acte contraire aux lois et coutumes de la guerre, lui seraient désignées. Le gouvernement ottoman devra prêter tout son concours pour la recherche des coupables et des responsables.

Le gouvernement ottoman s'engage à livrer aux puissances alliées les personnes responsables des massacres qui ont été commis pendant la guerre sur tout territoire faisant partie, au 1er août 1914, de l'empire ottoman.

Clauses financières. — La Turquie reconnaît qu'elle a causé aux puissances alliées des pertes et des dommages de toutes sortes et qu'elle doit réparation. Mais les puissances reconnaissent de leur côté que la Turquie ne dispose pas de ressources suffisantes pour effectuer une réparation complète. Etant donné, par ailleurs, que la Turquie perd avec plusieurs territoires une partie de ses revenus, les puissances alliées abandonnent toutes les réclamations contre elle pour réparation. Mais elle sera tenue de réparer pécuniairement tous les dommages ou pertes subis par les ressortissants civils des

puissances alliées. Dans leur désir d'aider la Turquie, les puissances alliées conviennent avec elle qu'une Commission financière sera créée. Seront membres de cette Commission : un Français, un Anglais et un Italien. Il leur sera adjoint un commissaire ottoman avec voix consultative.

La Commission financière aura un droit de regard et de contrôle sur les recettes et les dépenses. Elle approuvera le budget et en surveillera l'exécution. Rien ne sera fait dans l'ordre budgétaire et financier sans son autorisation. C'est le contrôle le plus étroit et le plus rigoureux.

Les créances de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie et de la Bulgarie sur la Turquie sont transférées aux puissances alliées. Mais celles-ci conviennent de ne rien réclamer là-dessus à la Turquie.

Les Etats en faveur desquels un territoire a été détaché de la Turquie, soit à la suite des guerres balkaniques, soit en vertu du présent traité, devront participer aux charges annuelles afférentes au service de la Dette publique ottomane, telle que celle-ci existait au 1er novembre 1914. Les Etats devront donner des gages suffisants pour le paiement de la part qui leur incombera dans le service des emprunts.

Dès que les revendications des puissances alliées vis-à-vis de la Turquie auront reçu satisfaction et que la Dette publique ottomane d'avant-guerre

aura été liquidée, la Commission financière cessera ses fonctions.

Telles sont à peu près les principales clauses du traité de Sèvres. Certes, les amputations sont assez cruelles pour faire crier le patient le plus courageux. Mais elles ne sont pas plus injustes que celles qui ont été imposées à l'Autriche et à la Hongrie. Certains Turcs ont prétendu que les alliés avaient voulu frapper en eux les Musulmans. C'est une calomnie. Les vainqueurs n'ont été guidés que par des considérations de justice. Est-ce que la France et l'Italie, puissances catholiques, ont montré la moindre partialité en faveur du roi très chrétien Charles Ier de Habsbourg?

KÉMALISTES ET TURCOMANES VEULENT DÉCHIRER LE TRAITÉ DE SÈVRES

A Constantinople, le traité de Sèvres fut pour les Turcs un coup d'assommoir. Mais pouvaient-ils l'éviter?

Les chauvins poussent le sultan et le grand vizir à ne pas ratifier une sentence qui fait de l'empire un esclave. Une sorte de conseil de la couronne se réunit au palais de Yildiz-Kiosk, sous la présidence du souverain. Un débat tragique y est engagé entre deux partis : les pacifiques estiment que la soumission totale aux volontés de l'Entente est encore la

meilleure tactique à suivre pour obtenir à la longue des adoucissements; les violents prétendent que la Turquie ne risque plus rien, puisqu'on la condamne à mort, à repousser d'un geste brutal le carcan qu'on lui impose. Ce sont les premiers qui l'emportent. Les Turcs s'inclineront avec le secret espoir qu'une prudente diplomatie leur fera reprendre plus tard ce qu'on leur enlève. L'Orient est le pays des sables mouvants; les habiles qui en connaissent les moindres replis sauront toujours y attirer l'adversaire là où il doit s'enliser et se perdre.

A Angora, les décisions suprêmes sont prises depuis longtemps. Que l'Entente garde ou rende Smyrne et Andrinople, qu'elle s'installe dans les Détroits ou qu'elle en parte, là n'est pas la question. Ce qui importe pour les nationalistes, c'est qu'ils restent les maîtres incontestés du pays. Ils ont goûté aux joies enivrantes de l'indépendance; ils sont libres dans leurs repaires d'Anatolie de gouverner à leur guise, de « manger » à leur faim. Ils n'ont plus sur leurs têtes ni les ambassadeurs, ni les consuls. Aucun représentant de la chrétienté n'est là pour les rappeler au respect des capitulations. Aucun contrôle financier ne les gêne. Ils puisent à pleines mains dans les caisses de la Dette publique, de la Banque ottomane et de la Régie des Tabacs. Pour la première fois, depuis des siècles, le Turc fait un festin de Balthazar sans que l'Europe vienne l'importuner de ses remontrances. Que l'empire n'ait désormais que les limites d'Angora, les kéma-

listes s'en contenteront s'il est un domaine inviolable où leurs appétits ne rencontreront aucun frein. L'essentiel pour eux est de pouvoir apaiser leur fringale. Ils boiront l'eau claire du torrent; quant à l'étranger et au raïa ils lui feront l'aumône d'un peu de boue, et c'est assez, vraiment, pour ces chiens que le Coran méprise.

Les Kémalistes ne consentiront à signer la paix avec les alliés que si leurs conditions sont acceptées. Ils se déclarent vainqueurs puisqu'on n'a pu les contraindre à déposer les armes. Les Anglais sont à Constantinople, les Français sont à Adana, les Grecs sont à Smyrne? Eh bien, après, cela n'est pas une conclusion. Les Allemands aussi étaient allés jusqu'à Château-Thierry. En furent-ils plus avancés? Le grand Napoléon s'aventura jusqu'à Moscou. Put-il s'y maintenir? Patience, les Alliés s'useront les doigts à vouloir s'agripper au mur anatolien.

Moustafa Kemal n'a pas ce qu'il faut pour arrêter les progrès de l'armée grecque. Celle-ci a pu s'installer tranquillement à Ouchak et dans tous les villages situés dans un rayon de 20 kilomètres, à l'est de cette ville, pour établir une base d'opérations. Elle a occupé les chaînes de montagnes de Kizildagh et d'Elmadagh qui constituent des points stratégiques importants. Elle peut aller encore de l'avant, elle ne fera qu'une simple promenade pour prendre Angora, mais le Conseil suprême lui a dit: halte-là, tu n'iras pas plus loin!

La France eût pu s'entendre avec la Grèce, son alliée, pour combiner une action qui eût privé Moustafa Kemal de l'usage du chemin de fer de Bagdad. C'était une opération d'une extrême simplicité. La Cilicie eût été complètement dégagée, et nous aurions pu réaliser ces fameuses économies d'hommes et d'argent que les commissions du Sénat et de la Chambre demandaient à tous les échos. Mais cette solution ne répondait pas aux machiavéliques projets de nos cercles turcomanes et anglophobes. Il fallait que la Cilicie restât un lieu maudit dont l'opinion publique réclamerait à cor et à cri l'évacuation. Cette région devait être en plus une précieuse monnaie d'échange contre laquelle nous obtiendrions l'amitié des Jeunes-Turcs, cette amitié que les Allemands nous avaient disputée avec tant de succès et que les bolcheviks savaient utiliser avec tant de maîtrise contre l'Angleterre.

Un officier dont le nom restera gravé dans le cœur des chrétiens et des « bons » musulmans de Cilicie, parce qu'il fut à la fois un guide bienveillant et un protecteur énergique, résumant en lui les vraies traditions nationales, le colonel Brémond avait dirigé le contrôle administratif avec une admirable compréhension des besoins du pays et des devoirs de la France. Il faudra qu'un jour on écrive l'histoire de ses dix-neuf mois d'apostolat militaire. Nous constaterons avec fierté que nous avons, nous aussi, des hommes de premier ordre capables de

coloniser et de civiliser les pays les plus ingrats. Le colonel Brémond nous eût évité bien des désastres et bien des humiliations si l'état-major et les bureaux civils du haut-commissariat de Beyrouth n'avaient constamment entravé son œuvre faite de droiture et de loyauté. Mais c'était un insupportable gêneur, un fâcheux qu'il fallait écarter à tout prix. Il se rencontra une main pour signer sa disgrâce. Le 31 août (1920) il était remplacé par le colonel Capitrel, et le 4 septembre il passait le service au commandant Hassler. Il partit, mais avant son départ, le général Dufieux le citait à l'ordre de la division dans les termes suivants :

Le général Dufieux, commandant la 1re division de l'armée du Levant, cite à l'ordre de la division :

Le colonel *Brémond*, chef du contrôle administratif de Cilicie :

Officier supérieur d'une haute intelligence et d'une expérience consommée. Toujours guidé par le souci des intérêts français, a fourni sans faiblir, pendant 19 mois consécutifs et dans des circonstances particulièrement difficiles, un admirable effort d'organisation et de renseignements. Par son activité éclairée, son labeur acharné et parfaitement réglé, par sa foi persévérante dans l'œuvre entreprise, par son calme souriant, son sang-froid imperturbable et l'énergie de ses décisions dans les moments critiques, a rendu à la cause française en Cilicie les plus signalés services.

A peine le colonel Brémond avait-il disparu de la scène, les souris kémalistes purent danser tout à leur aise. Nos services administratifs furent dispersés. Notre contrôle s'affaiblit, notre surveillance se relâcha et le résultat ne se fît pas attendre. Les

écoles furent remises aux autorités ottomanes qui s'empressèrent de supprimer l'enseignement du français et... de l'arabe. Par là Moustafa Kemal marquait son double dessein d'évincer d'abord la France puis de turquiser l'Arabie. Mais il allait trop vite. Et le vali d'Adana prit peur de son audace. Ce représentant de la Porte câblait à Constantinople pour demander le maintien d'une occupation et d'un contrôle français qui étaient un bienfait pour le pays. Pour répondre à ce vœu, le 18 septembre, le général Gouraud ordonnait l'évacuation de la Cilicie. Nous nous contenterions de Mersine. On ne se préoccupait pas plus des Arméniens que s'ils n'eussent jamais existé que dans notre imagination. Pourtant c'est bien sur l'ordre de M. Georges Picot, haut commissaire de la République Française en Syrie, que ces éternels parias avaient été dirigés, en 1919, sur la Cilicie aux frais de notre budget. Qu'à cela ne tienne, on les réexpédiera maintenant à Constantinople. Qu'ils remercient le ciel et la République de n'être pas abandonnés aux serres de Moustafa Kemal! Pour leur bonheur et pour notre honneur, un ordre de Paris vint contremander l'évacuation. Et les Arméniens furent ramenés à Mersine. Seront-ils enfin tranquilles au port? Ne seront-ils pas d'un nouveau coup de raquette envoyés au Caucase ou en Perse?

Notre prestige ne se relève pas après la publication du traité de Sèvres. La Cilicie sera coupée en deux. La partie occidentale restera sous la sou-

veraineté ottomane. Le sandjak de Djebel Bereket, à l'est du Djihoun, sera rattaché à la Syrie. Mais tout cela est-ce définitif? N'y aura-t-il pas encore des changements? Les populations n'ont plus confiance en nous. Les chrétiens sont désemparés, ils interrogent l'avenir avec inquiétude. Ils sentent que nos promesses ne valent pas plus cher que celles qui leur furent prodiguées autrefois par le sultan Abd-Ul-Hamid dans les iradés les plus authentiques. Les Musulmans qui s'aperçoivent que nous ne combattons Moustafa Kemal qu'à regret, et presque en nous excusant, se rapprochent de plus en plus des Kémalistes. Et le désordre règne partout. Les brigands en profitent pour piller indistinctement les uns et les autres. Pour clore l'année 1920 qui ne fut guère plus brillante que l'année 1919, Hadjin, qui est attaquée depuis le mois de février, tombera en décembre. Les combats reprennent par suite du départ vers Aïn-Tab de la colonne Gombeau. Moustafa Kemal avait gagné la première manche. Nous semblons avoir gagné la seconde en dégageant Adana et en enlevant le Djebel Yel, au nord de Tarsous, avec des drapeaux, des canons et du matériel. Mais qui gagnera la belle? Hélas! nous allons aborder l'année 1921 avec une telle disposition d'esprit que la capitulation, en pays turcs, sera considérée par M. Briand, premier ministre, comme un heureux événement. Céder à l'ennemi le plus méprisable, sur toute la ligne, c'est, paraît-il, aujourd'hui, le comble de la science diploma-

tique. Je ne m'étonne plus qu'une certaine école affirme que l'Allemagne n'a jamais été vaincue. Oui, le monde est à l'envers, il faut tout simplement que nous apprenions à nous y tenir en parfait équilibre, sans y perdre le bon sens et la raison. Tout arrive, et sans doute parviendrons-nous à croire que nous sommes montés dans la lune... Après tout, pourquoi pas? Nous avons bien décroché les étoiles du ciel... Sirius n'en revient pas... Vénus en est tout étourdie, tout ahurie.

En France, le traité de Sèvres a rencontré une forte opposition dans les milieux qui professent cette étrange opinion que la République est une puissance musulmane. *Le Temps* ne cessera d'en réclamer l'annulation donnant ainsi une arme terrible aux Allemands qui poursuivent avec une énergie obstinée la revision du traité de Versailles. Nous montrerons dans la suite les conséquences néfastes de cette campagne qui, sous prétexte de pousser à la reconstitution d'une « Turquie viable », affaiblira les Alliés, et particulièrement la France, en les divisant devant la contre-offensive germano-russo-kémaliste. Nos ennemis sont aussi liés dans la paix que dans la guerre. Ils forment une masse compacte et solidaire. En fortifier un, c'est les fortifier tous.

LA CHUTE DE VENIZELOS

Nos turcomanes de Paris et de Péra se demandaient par quel prodige ils parviendraient à déchirer un traité qui les privait à jamais des sympathies et des *concessions* du « bon Turc ». Ils s'interrogeaient devant la cruelle énigme, lorsqu'un de ces coups féroces que le destin tient en réserve, pour montrer aux Titans eux-mêmes la vanité des choses humaines, vint foudroyer en pleine ascension la gloire de M. Venizelos. Cet illustre homme d'Etat venait de remporter une série de victoires diplomatiques dont une seule eût dû suffire, sembait-il, à lui gagner la reconnaissance de la nation hellénique. Après avoir passé deux longues années à défendre soit à Paris, soit à Londres les intérêts de son pays et les revendications de sa race, il était venu soumettre ses actes au jugement du suffrage universel. J'eus la bonne fortune de l'accompagner dans les derniers jours de sa campagne électorale, en même temps que plusieurs de mes confrères parisiens. J'assistai aux meetings de Volo, de Salonique, de Chalcis et d'Athènes. Tandis qu'il déroulait du haut d'un balcon, en plein air, selon l'usage grec, ses ardentes et harmonieuses périodes, je considérais l'aspect de cette grande foule qui recueillait et buvait en bas, dans la rue, « la parole sainte ». Je ne

voyais que des visages d'illuminés. Le peuple était dans une sorte d'extase, ravi d'entendre et de voir le « père de la patrie ». Tout à coup cette muette et religieuse admiration se changeait en un tonnerre d'acclamations et d'applaudissements. C'est que l'orateur avait touché une corde sensible de l'âme populaire. Et celle-ci vibrait tout entière par ondes larges et puissantes. La fin du discours rompait toutes les digues, et des « zito » sans fin roulaient dans l'espace.

M. Venizelos sortait de ces triomphes pâle, brisé, éperdu. Etait-ce la fatigue? Etait-ce l'ivresse qui le jetait sans force sur un sofa, après chaque manifestation?

Trois jours avant le scrutin, il invita les habitants d'Athènes à venir sur la place de la Constitution où il exposerait son programme et rendrait compte de ses actes. La réunion eut lieu le soir pour que tous les électeurs pussent y assister. Il parla du haut d'un balcon de l'hôtel d'Angleterre. J'étais tout près de lui. Nous dominions la foule innombrable qui avait répondu à son appel. Combien de têtes y avait-il là, à darder sur l'idole des yeux de flamme? Autant vouloir compter des grains de sable! Cette mer humaine s'étendait et grossissait de façon inquiétante; elle envahissait toutes les avenues et toutes les rues voisines, elle montait jusqu'au faîte des arbres, des maisons et du palais royal. Le moindre vide était comblé par les flots

tumultueux et indiscrets. A la surface se balançaient des drapeaux, des bannières et des portraits du « sauveur ». Des chants et des fanfares qui s'élevaient de toutes parts excitaient les enthousiasmes. Et toute cette apothéose était violemment éclairée par des milliers et des milliers de torches, de lampes électriques et de feux de bengale.

D'un geste solennel le premier ministre demanda le silence. Il parla, mais qui l'entendit? La tempête hurlait. La foule était agitée par des remous qui lui imprimaient d'étranges oscillations. Elle avait des balancements qui formaient comme des vagues. Tel un navire que les vents ont secoué elle allait d'une extrémité à l'autre de l'immense place. Malgré tout, les ovations ne cessaient d'éclater comme des feux d'artifice, ponctuant le discours du demi-dieu.

C'est formidable!! disions-nous, dans le groupe des journalistes européens. Il nous eût été impossible d'imaginer pareille popularité. *Cet homme peut faire ce qu'il veut.* La Grèce lui appartient!

Hélas! ce n'est pas seulement à Rome que les triomphateurs connurent les chutes retentissantes. Athènes aussi eut sa roche Tarpéienne pour rabaisser leur superbe. Les Grecs fatigués peut-être d'entendre appeler M. Venizelos le « sauveur », le « père » de la patrie et le plus grand génie politique de nos temps, le précipitèrent d'une chiquenaude — en faut-il davantage? — du haut des nues jusqu'au plus profond des abîmes. Dans toute

l'Hellade, ce fut une rage de destruction. Chacun voulut réduire en miettes le colosse de Crète.

Et nunc reges, intelligite...

Le 1/14 novembre 1920, M. Venizelos ne fut même pas élu dans sa circonscription. Il s'écroulait sous l'avalanche des vieux partis qui avaient lentement, patiemment travaillé la masse électorale. Battu, renié, couvert d'outrages, il prit le chemin de l'exil. Des amis fidèles le comparant à Aristide-le-Juste lui ont prédit qu'il retournerait dans sa patrie pour ressusciter les exploits de Salamine et de Platées et reconstituer la Confédération de Délos. Mais l'encens des thuriféraires n'enlève rien à l'amertume indicible de la soudaine et navrante défaite. Que sera l'avenir? Peut-on se fier aux prophètes? Pour l'instant, la chose certaine et inévitable c'est que le roi Constantin va remonter sur le trône.

La révolution inattendue que le bulletin de vote venait d'opérer en Grèce causa dans le monde entier une stupéfaction profonde. Personne ne voulut d'abord y croire, car personne ne s'y attendait. Les envoyés spéciaux et les correspondants habituels des journaux et des agences d'Europe et d'Amérique avaient câblé que le succès des vénizélistes ne faisait pas l'ombre d'un doute. Tous les gouvernements avaient retrouvé les mêmes prévisions dans les rapports qui leur avaient été adressés par leurs légations respectives. Jamais l'opinion publique étrangère n'avait été si mal renseignée sur le

véritable état d'esprit qui régnait dans le royaume hellénique. C'est que M. Venizelos jouissait d'un prestige éblouissant. C'était un soleil qui aveuglait tous ceux que la curiosité poussait à regarder vers l'Orient. On ne voyait que lui, toujours lui. Il rayonnait sur tout, et tout disparaissait derrière son éclat.

Comme mes confrères, j'avais été séduit par ce magicien incomparable dont l'esprit se revêt de tant de charme, et je ne pouvais pas concevoir qu'il pût sortir de la bataille sans tête ni jambe comme un polichinelle qu'un enfant capricieux a démoli d'un coup de poing. Je l'avais vu dans l'intimité, il m'avait dit, en posant sur moi son regard magnétique : « Nous aurons au moins deux cent quatre-vingts sièges. Notre majorité sera si forte que la question du retour de Constantin ne se posera même pas. La famille royale sera très heureuse, croyez-le, que nous acceptions le prince Paul comme souverain. » Ces affirmations étaient si nettes, si tranchantes, qu'elles faisaient mourir sur mes lèvres les questions que j'avais projeté de poser sur telle ou telle chance de l'opposition. Des rumeurs circulaient. Un ancien ministre des affaires étrangères, M. Callerghis, qui se pique d'être resté d'une sereine indépendance de jugement, au milieu des passions déchaînées, me mettait en garde contre le robuste optimisme de M. Venizelos. « Il n'aura pas le succès qu'il escompte, m'affirmait-il. Il a mal manœuvré ici et là. Et la plupart de ses lieutenants se sont

rendus odieux. La situation n'est pas aussi claire qu'il se l'imagine. Il y aura des surprises. » Cet avertissement eût dû me ramener à la méthode que j'avais adoptée pour faire mes enquêtes en Orient; j'aurais dû chercher la vérité loin des sphères gouvernementales, en interrogeant directement les gens du pays, ceux qui nous disent crûment ce qu'ils ont dans le ventre. On ne s'instruit jamais auprès du pouvoir des besoins et des aspirations d'un peuple. Si vous interrogez Lenine, il vous répondra que tout va pour le mieux dans la plus heureuse des Russies. Moustafa Kemal vous affirmera que l'Assemblée Nationale d'Angora est le modèle des parlements et que par sa bienfaisante dictature l'Anatolie s'achemine vers le régime le plus juste et le plus libéral. Je connais des centaines de familles athéniennes, il m'eût été facile de me renseigner assez exactement sur les dessous de la lutte électorale. Mais je crus pouvoir m'en tenir à l'avis de M. Venizelos, sans plus ample examen. L'illustre Crétois n'était-il pas, à lui seul, tout l'hellénisme? Connaître sa pensée, c'était connaître toute la pensée grecque. L'opposition n'était qu'une légère écume qui n'arrêterait pas le cours majestueux du grand fleuve.

De nous être trompés si lourdement, dans le groupe des journalistes français, cela nous fit maudire tous les Grecs. Nous ne leur pardonnions pas notre déception et nous brûlions de les dénoncer comme des ingrats et des traîtres. Nous jurions de

les punir en leur enlevant tout ce que nous leur avions permis de prendre en Bulgarie, en Turquie et en Serbie. Nous assistions, avides de vengeance, à leur départ de Smyrne, d'Andrinople et de Salonique. « Nous ne pouvons décidément pas avoir confiance en ces gens-là, disions-nous d'un ton méprisant. Laissons-les se perdre avec « leur » Constantin. »

Je n'ai peut-être jamais aussi bien saisi le fond de notre caractère national que dans cette circonstance. Les Français qui se trouvaient à Athènes voulaient que leur gouvernement modifiât sans désemparer sa politique orientale en faveur de Moustafa Kemal, parce que la Grèce n'avait pas voté selon leurs désirs. Ils ne réfléchissaient pas, ils ne pesaient ni le pour ni le contre. Très impulsifs ils partaient à fond de train vers de nouveaux horizons, ils ne cherchaient pas à savoir où ils allaient. Le point capital pour eux était de s'éloigner des routes grecques.

Les Anglais, eux, montrèrent plus de sang-froid. Ardemment vénizélistes la veille, ils se gardèrent de verser dans le mishellénisme les yeux fermés. « Attendons, conseilla M. Graves, le distingué correspondant du *Times* à Constantinople, avant de rejeter les Grecs du sein de l'Entente, attendons que leurs nouveaux ministres nous aient dévoilé leurs intentions. Pour nous, Alliés, ce qui compte, c'est le front de Smyrne. Si les Grecs le gardent avec Constantin comme ils l'ont gardé avec Veni-

zelos, notre devoir et notre intérêt nous commandent de les soutenir. Le kémalisme est un danger trop réel pour que nous commettions ici la moindre imprudence. Ne nous hâtons pas de conclure, nous pourrions commettre une faute irréparable. »

On le voit, les Anglais raisonnaient avec leur tête, et les Français avec leurs nerfs. Nous ne pensons et ne sentons pas de même façon entre anciens frères d'armes. Nous sommes au bord de la dispute. Il ne faudra donc pas s'étonner s'il y a tôt ou tard un divorce entre Londres et Paris.

TROISIÈME PARTIE

L'ACCORD D'ANGORA

I

LA QUESTION GRECQUE

LES ALLIÉS SE RÉUNISSENT A LONDRES POUR DISCUTER, AVEC LES GRECS ET LES TURCS, LE RÈGLEMENT DE LA QUESTION D'ORIENT

Tout le problème d'Orient avait été remis sur le tapis par les changements politiques survenus en Grèce. La France et l'Italie, qui avaient signé le Traité de Sèvres avec une certaine répugnance, trouvaient une occasion inespérée de revenir sur leur parole. Bien qu'à Rome, on n'eût jamais traité le roi Constantin comme un adversaire, on y mit savamment à profit les protestations unanimes que soulevait à Paris sa rentrée en scène.

A Londres, on eût préféré, certes, que M. Venizelos fût encore à la tête du Gouvernement hellénique. Cela eût évité des complications inutiles. Mais on n'y prenait pas les choses au tragique. La politique britannique ne se fonde pas uniquement sur des hommes, elle se fonde avant tout sur des systèmes. En Orient, elle se trouvait devant deux

idées : le kémalisme et l'hellénisme. Quelle était la meilleure pour la sauvegarde de ses intérêts ? Angora lui apparaissait plein d'embûches ; on y travaillait systématiquement à sa ruine. C'était le centre d'un vaste complot qui visait à soulever contre elle les Indes, l'Afghanistan, la Perse, l'Arabie, l'Egypte. C'était tout un empire qui lui était disputé. Pouvait-elle tendre le cou aux sacrificateurs turcs ? Il est vrai qu'on lui promettait la vie sauve si elle consentait à s'en aller des Détroits et à livrer aux kémalistes l'Empire ottoman. Mais quelle garantie lui offrait-on pour l'avenir ? Dans un nouveau conflit mondial, quel usage feraient les Jeunes-Turcs des portes de l'Asie ? Allait-elle courir encore les risques de 1914 ? A plusieurs reprises, au cours des cent dernières années, elle avait empêché l'Empire ottoman de s'effondrer. Quelle reconnaissance lui en avait-on témoignée à Stamboul ? Les Jeunes-Turcs avaient essayé de lui porter un coup mortel sur le canal de Suez. Elle voulait bien se montrer magnanime, elle laisserait Constantinople au Sultan, mais à une condition, c'est qu'elle pourrait contrôler les passages qui font communiquer la Méditerranée avec la Mer Noire ; ce n'était pas là une précaution inutile ; personne ne pouvait lui faire un grief de la prendre, d'accord et de compagnie avec les Alliés. Au surplus, la Turquie serait ainsi placée sous la protection des grandes puissances ; et pleinement rassurée sur son avenir, n'ayant plus rien à craindre

pour son intégrité territoriale, elle pourrait consacrer à son développement intellectuel et à son progrès économique les ressources que dévoraient dans le passé son armée et sa marine. Or, ce programme de bon sens est rejeté par les kémalistes. Ceux-ci sont encore plus xénophobes que les unionistes. Ils exigent que l'étranger, quel qu'il soit, vide les lieux sur toute l'étendue de l'Empire. Vainqueurs, les Alliés sont traités en vaincus. Moustafa Kemal refuse même de leur reconnaître les droits et les privilèges qu'ils avaient avant la guerre. Est-il étonnant que la Grande-Bretagne n'embrasse pas ceux qui veulent l'étouffer ?

Mais, s'exclament les turcophiles, Constantin n'est pas plus sûr que Moustafa Kemal. Il est d'une singulière imprudence de confier au beau-frère de Guillaume la garde de la Méditerranée orientale.

— A supposer, répliquent les Anglais, que le roi Constantin soit contre nous, ce qui n'est pas démontré, il ne pourrait jamais nous causer le moindre mal. La Grèce est vulnérable par toutes ses côtes, qui sont à la merci de nos escadres. Au moindre geste qu'elle esquisserait contre nous, il nous serait facile de la réduire tout de suite à l'impuissance. Nous l'affamerions par un blocus impitoyable, et nous l'aurions à nos genoux.

Donc, la chute de M. Venizelos ne causait au cabinet de Londres aucune inquiétude sérieuse. Mais il ne voulut pas heurter de front l'opinion

publique française, qui s'indignait fort de la « trahison » des Athéniens et s'opposait énergiquement à la reconnaissance de « leur » roi. Et il s'associa aux mesures que crut devoir proposer M. Georges Leygues, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de la République. M. Rhallys, qui avait succédé à M. Venizelos, reçut des puissances protectrices des notes comminatoires; les Grecs étaient prévenus que s'ils rappelaient Constantin, cela ne pourrait entraîner pour leur pays que de très graves conséquences. Un dernier et solennel avertissement fut donné à Athènes, le 3 décembre 1920, la veille du plébiscite qui devait se prononcer sur la question du trône. Les trois puissances déclaraient au gouvernement et au peuple grecs « que le rétablissement sur le trône d'un souverain dont l'attitude et la conduite déloyale à l'égard des Alliés, au cours de la guerre, ont été pour ceux-ci la source de difficultés et de pertes graves, ne pourrait être considéré par eux que comme la ratification par la Grèce des actes d'hostilité du roi Constantin. Ce fait créerait une situation nouvelle défavorable dans les relations entre la Grèce et les Alliés, et, dans ce cas, les trois gouvernements déclarent se réserver une entière liberté d'action pour régler cette situation. »

Mais, était-il possible d'arrêter en quarante-huit heures l'immense courant qui poussait d'une façon irrésistible toute la nation vers un roi qu'on lui

avait représenté comme un martyr ? Ce n'est pas cette démarche qu'eût dû faire l'Entente. Oui ou non, Constantin a-t-il trahi ses protecteurs ? Oui ou non, est-il responsable de la mort des marins anglais et français qui sont tombés le 2 décembre sous les balles grecques ? Si les cabinets de Londres et de Paris ont en mains des preuves irréfutables leur permettant de répondre à ces deux questions par un *oui* formel et catégorique, il n'y avait pas à hésiter un instant sur la conduite à tenir ; ils devaient s'opposer non par des discours, mais par des actes, à ce qu'un félon, doublé d'un assassin, se servît de l'amour d'un peuple égaré pour reprendre un sceptre et une couronne dont il était indigne. Il ne fallait pas envoyer des notes, il fallait envoyer des cuirassés. L'Italie, la Yougo-Slavie, la Tchéco-Slovaquie et la Roumanie sauront bien, plus tard, adopter cette méthode contre Charles de Habsbourg, à qui, cependant, l'on ne pourrait reprocher que d'avoir succédé par un caprice du sort à François-Joseph.

Pourquoi laissa-t-on Constantin rentrer tranquillement dans son royaume? Pourquoi l'Italie le combla-t-elle, chez elle, d'égards et de prévenances? Et pourquoi nous, Français, n'avons-nous pas rappelé la mission militaire que dirige le général Gramat ? Dans ces sortes de conflit, il n'y a pas, il ne doit pas y avoir de demi-mesures. Il faut une solution radicale. C'est tout ou rien ! Mais au fond les turcophiles de Paris et de Rome étaient

enchantés que Constantin leur offrît cent merveil
leux prétextes pour réclamer la revision du trait
de Sèvres. Désormais, le *Temps* n'aura plus à s
gêner pour défendre Moustafa Kemal. Quelle au
baine ! il pourra taper dur sur les Grecs... Qu
s'aviserait de le contredire ? Il est si facile d'exci
ter les Français contre un peuple qui ouvre se
bras au beau-frère du Kaiser! Le Gouvernemen
hellénique ne pourra plus faire un geste ni dire u
mot sans que nous ne rappelions aussitôt les évé
nements de décembre. Nous verserons des larme
sur la mort de cent marins, mais nous couvriron
d'un épais manteau le massacre de un million d'Ar
méniens et de deux cent mille Grecs. Nous oublie
rons que les Jeunes-Turcs ont été les plus féroce
ennemis des Alliés, qu'ils ont créé le chaos russe
et qu'après l'armistice ils ont continué à nous tue
des milliers de soldats en Cilicie. Les fleuves d
sang versés par les enveristes et les kémalistes, c
n'est rien, on n'en demandera aucun compte. C'es
le crime des Athéniens, et ce crime seul, qu'il fau
retenir de tout le drame de la guerre. Et rien
ne l'excusera, rien ne peut en atténuer l'horreu
aux yeux des turcomanes de Paris. La Grèce a
eu beau se battre à nos côtés en Macédoine et dan
la Russie méridionale, elle a eu beau pleurer no
morts, rien ne peut adoucir notre sentence. Nous
l'avons condamnée à être crucifiée et lapidée jus-
qu'aux générations futures. « Il n'y aura aucune
possibilité de paix en Orient, écrit le *Temps*, tant

qu'on n'aura pas obtenu du roi Constantin et de ses ministres l'engagement d'évacuer toute l'Asie-Mineure. » C'est là le thème que développeront avec un infatigable acharnement tous ceux qui marchent dans le sillage de ce journal.

Les Alliés se réuniront à Londres, au mois de février, pour discuter avec les Grecs et les Turcs le règlement de la question d'Orient. Mais si la Grèce est une et indivisible devant l'étranger malgré la lutte implacable des partis, la Turquie est coupée en deux. Qui va représenter l'Empire ottoman ? Sera-ce la Sublime Porte ? Sera-ce le Gouvernement d'Angora ? Devant cette impasse, les Alliés n'avaient, pour en sortir avec honneur, qu'à se maintenir sur le terrain du droit. Pour eux, il n'y avait en Turquie qu'un pouvoir régulier, reconnu par toutes les puissances, c'était le pouvoir du Sultan. L'autre, celui de Moustafa Kemal, n'était que celui d'un rebelle mis hors la loi par un iradé et hors l'Islam par un fetva. Lui faire l'honneur de l'admettre au sein de la Conférence, c'était le réhabiliter devant le monde chrétien et c'était l'imposer au monde musulman.

Les Alliés, toujours prompts à suivre les chemins de traverse, décidèrent d'entendre à la fois des délégués de Constantinople et des délégués d'Angora. Il paraît que cette décision fut prise sur une proposition anglaise. S'il en est ainsi, la Grande-Bretagne est responsable en partie des

fautes que commettra la France en signant des accords avec Moustafa Kemal.

La délégation de Constantinople était assez modeste. Elle ne se composait en tout que de trois membres et de trois conseillers. Par contre, celle d'Angora était très imposante, du moins par le nombre. Elle comptait six plénipotentiaires, plus dix conseillers. Les représentants du Sultan jouèrent plutôt le rôle de figurants que celui d'acteurs. Ils n'étaient là que pour recevoir des affronts. Tout au plus si on leur permettait de faire écho à tout ce que demandaient les kémalistes. Personne ne les prenait en sérieuse considération. Vraiment, la Turquie officielle eût gagné en dignité et en prestige à ne pas se déplacer et à se maintenir fermement sur le terrain du droit international. Jamais les puissances dites musulmanes n'avaient montré si peu de déférence pour l'autorité du Khalife.

La Grèce fut défendue par M. Calogeropoulos, premier ministre du royaume. J'écris : *défendue*, car ce pays se présentait comme un accusé à la barre du tribunal interallié. On en voulait au fond à ce pelé, à ce galeux qui empêchait les turcophiles de danser en rond. Nous n'étions plus au temps des assises présidées par M. Clemenceau. Les remontrances que nous avons entendu faire à Damad Ferid, ami de l'Entente, seront épargnées aux kémalistes, alliés de Berlin et de Moscou. La France et l'Italle iront plus loin dans la voie du reniement et de l'abandon : elles quémanderont des

sourires auprès de Bekir Sami bey. Celui-ci deviendra l'enfant prodigue qu'on entoure au foyer, après sa longue absence, des soins les plus tendres et des caresses les plus affectueuses. La République française, qui s'enorgueillit d'être une grande puissance musulmane, regarde à peine les ambassadeurs du Sultan-Khalife.

Les Alliés donnent tout de suite un coup de ciseau dans le Traité de Sèvres. Ils proposent d'envoyer une commission internationale d'enquête à Smyrne et à Andrinople, pour tâter le pouls des populations et enregistrer leurs vœux. Après avoir prononcé en termes irréfutables que l'Ionie et la Thrace ont une majorité grecque, ils balbutient un doute sur la valeur de ce jugement. Ils craignent de s'être trompés. Mais qu'à cela ne tienne, ils sont prêts à se rétracter et à réparer. En entendant ce *mea culpa*, les Turcs, Vieux et Jeunes, tressaillent de joie. Les kémalistes mesurent la place qu'ils ont prise dans les préoccupations de l'Entente. Ils voient clairement toute l'étendue des ravages qu'ils ont faits dans le domaine de la paix, ils touchent du doigt les progrès qu'ils ont réalisés dans le sabotage de la Victoire.

PROPOSITIONS DES ALLIÉS

Les Grecs se sentent abandonnés. On leur fait l'aumône de quelques fleurs, mais, sous le bouquet, ils rencontrent la pointe aiguë des épines. Que

feront-ils ? Peuvent-ils accepter que d'un trait de plume on les dépouille, en 1921, de ce qu'on leur a donné en 1920 ? Leurs droits sont-ils périmés ? Et en vertu de quel texte ? M. Calogeropoulos en réfère au Gouvernement royal, et celui-ci soumet à la troisième Assemblée Constituante, à la séance du 15/28 février (1921), les propositions des Alliés. M. Baltazzi, ministre des Affaires étrangères, fera l'exposé suivant :

Le 13-26 janvier 1921, M. D. Rhallys, alors président du Conseil, ministre des affaires étrangères, recevait de la Légation de la République française en Grèce, la note verbale que voici :

D'ordre du président du Conseil, ministre des affaires étrangères, en sa qualité de président de la Conférence de Paris, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence la décision qui a été prise par la Conférence à la séance du 25 janvier :

1. — Convocation à Londres, le 21 février, d'une Conférence des représentants des Puissances Alliées ainsi que des gouvernements turc et grec pour discuter le règlement de la question d'Orient.

2. — *La base de la Conférence sera le traité de Sèvres*, déjà signé par les Puissances et la Turquie sous réserve de telles modifications qui pourraient être reconnues nécessaires par suite des événements.

3. — L'invitation au gouvernement turc aura comme condition que Moustafa Kemal ou les délégués qualifiés du gouvernement d'Angora seront compris dans la délégation ottomane.

4. — Le gouvernement grec recevra également l'invitation de participer à la conférence. (Signé : BRIAND.)

A cette invitation de participer à la Conférence de Londres comme allié, le gouvernement hellénique répondait par la note suivante :

« En réponse à la Note verbale N° 16 du 13-26 jan-

vier que la Légation de la République Française a adressée au ministère royal des affaires étrangères, le gouvernement royal hellénique a l'honneur de déclarer qu'il a pris connaissance de la décision prise par la Conférence de Paris, de convoquer le 21 février prochain une Conférence à Londres pour le règlement de la question d'Orient. Il s'empressera d'y participer d'autant plus qu'il espère que la liquidation de la situation en Orient se fera avec toute la promptitude que promet le contact direct entre les Alliés et la Turquie.

« Le gouvernement royal adhère au programme de la Conférence, communiquée par la Note verbale du 13-26 février, dans la conviction qu'il correspond au maintien intégral du *statu quo* en Orient, dont le traité de Sèvres est l'acte constitutif, libellé par toutes les Puissances Alliées. Ce traité est garanti par la vigilance dont la Grèce a donné jusqu'ici des preuves irréfutables ; le public hellène est fermement décidé à aller jusqu'au bout dans la voie de l'exécution des engagements assumés par la Grèce.

« Cependant le gouvernement royal estime que la Conférence est en droit de procéder aux sanctions que les signataires du traité se sont réservées pour infliger à la Turquie les conséquences de son mauvais vouloir. »

La suggestion par laquelle se termine la note du gouvernement hellénique se rapporte au second paragraphe de l'article 36 du traité de Sèvres qui envisage la modification de la clause selon laquelle le gouvernement ottoman et S. M. le Sultan sont libres de résider à Constantinople et d'y maintenir la capitale de l'Etat Ottoman au cas où : « la Turquie viendrait à manquer à la loyale observation des dispositions du présent traité ou des traités ou conventions complémentaires ».

Et il est vrai que la Turquie a prouvé qu'elle n'entend pas exécuter les engagements qu'elle a assumés, en réagissant en Thrace et en Asie-Mineure par des mouvements contre les décisions de l'Europe et les décisions du traité, obligeant les Alliés et la Grèce en particulier à de nouveaux sacrifices pour l'exécution intégrale des décisions prises à Sèvres.

M. N. Calogéropoulos, l'actuel président du Conseil des ministres, se chargea de représenter la Grèce à la Conférence de Londres, après avoir obtenu un vote de confiance unanime de l'Assemblée Nationale sur les déclarations où il disait : « En tout état de cause, le traité de Sèvres constituera la seule base des négociations de Londres, car ce traité satisfait dans la mesure actuellement possible les vœux des peuples soumis à la domination turque. Parmi ces peuples, ajoutait l'honorable président du Conseil, la race hellénique se place au premier rang pour les sacrifices consentis. et comme Etat et comme nation. La Grèce n'a pas hésité à assumer la charge d'imposer l'exécution de ce traité, et elle n'aura sous se cabinet, aucune défaillance sous ce rapport, car elle est convaincue qu'en persistant dans son étroite collaboration avec les Alliés, elle consolidera la paix et l'ordre en Orient même au prix de nouveaux sacrifices, s'il en était besoin, sacrifices que le peuple hellène est unanimement prêt à consentir aujourd'hui plus que jamais. »

Sur ces déclarations, le ministre obtint la confiance unanime de l'Assemblée Nationale. La Délégation hellénique partit pour Londres avec un mandat formel du corps souverain, pour exposer à nos grands Alliés réunis en Conférence nos vues dans le règlement de la question d'Orient sur la base du traité de Sèvres.

La première rencontre officielle de l'honorable président du conseil avec les délégués des Alliés eut lieu au Palais de Saint-James le 8-21 février. Diverses questions lui furent posées au cours de cette réunion.

La première concernait notre situation militaire en Asie Mineure. M. Calogéropoulos montra qu'elle était excellente tant au point de vue de la position qu'à celui du moral de l'armée.

La seconde question portait spécialement sur les forces de l'armée hellénique; les Alliés demandaient encore si les changements intervenus, d'après eux, dans les cadres de l'armée, n'en avaient pas influencé le moral. M. Calogéropoulos répondit que l'armée hellénique d'Asie Mineure était forte de 120.000 hommes parfaitement équipés et aguerris; que le départ à Constantinople d'une

cinquantaine d'officiers n'avait eu aucune influence sur les cadres, renforcés par la réintégration d'un bien plus grand nombre d'officiers. Il assure que, même sans l'aide militaire des Alliés et par ses propres moyens, la Grèce était en mesure de pacifier l'Anatolie entièrement dans trois mois, par une avance qui était en cours d'études.

Une question sur nos ressources économiques donna à M. le président l'occasion de montrer que, de tous les Etats belligérants, la Grèce est le moins épuisé économiquement et que sa résistance économique garantit l'exécution des engagements militaires qu'elle a pris, à condition toutefois que les Puissances prennant à son égard dans les questions financières une attitude bienveillante.

Il déclara en outre que, après la ratification, la complète exécution du traité de Sèvres et la répression du mouvement kémaliste, l'armée grecque, sur pied de paix en Asie Mineure, ne sera pas une charge économique supérieure aux forces du pays.

Tous les délégués et leurs experts étaient présents à la discussion sur la capacité militaire de la Grèce. Après l'exposé de la délégation hellénique, le président de la conférence fit observer que l'événement a toujours justifié les prévisions de notre État-Major.

Il fut enfin demandé à M. Calogéropoulos s'il existait dans le pays des partis opposés à la politique étrangère du cabinet. A quoi il répondit qu'en politique étrangère et sur la question du traité de Sèvres, aucune divergence ne rompt l'uanimité des Grecs.

A la seconde séance, le 10-23 février, des renseignements statistiques furent demandés à M. le président qui déclara alors à la conférence qu'il n'était pas possible de revenir sur une question déjà examinée et résolue. Cependant, par déférence envers les Alliés, il produisit les statistiques qui avaient servi à l'élaboration du traité de Sèvres. Il montra la supériorité à tous les points de vue de l'élément grec en Thrace et en Asie Mineure où l'ordre complètement établi permet aux musulmans de s'adonner à leurs travaux pacifiques, heureux sous l'administration rgecque, indifférents à l'active propagande kémaliste.

« Nous nous sommes offerts, a dit M. Calogéropoulos, et nous nous offrons à mettre fin au brigandage kémaliste. C'est l'intérêt de la Grèce et de l'Europe. Il n'est possible à aucun gouvernement grec d'abandonner l'honneur, la vie et les biens des populations chrétiennes menacées de subir, sous le joug turc, le sort connu des Arméniens et des Grecs. Les Grecs sont tous unis sur cette question et demandent que cette situation prenne fin. Il ne faut pas que la Conférence contribue à la prolonger. C'est pourquoi je fais appel à sa conscience et à son équité. »

Après cette rencontre, la conférence a entendu la délégation turque et a résolu de proposer, à nous et aux Turcs, l'arbitrage des grandes puissances dans le règlement de la question de Thrace et de Smyrne, après enquête menée sur place par une commission spéciale. Sur quoi, les propositions suivantes furent communiquées à M. Calogéropoulos :

« En présence des divergences d'opinions qui se sont produites au sujet de la population de la Thrace orientale et de Smyrne dans les zones attribuées à la Grèce par le traité de Sèvres, les puissances sont prêtes à soumettre la question de la population de ces deux zones à une commission internationale nommée par elles, ayant pour instructions de faire sur place une enquête rapide sur les statistiques antérieures et postérieures à la guerre, étant clairement entendu que les deux parties, c'est-à-dire la Turquie et la Grèce, s'engagent formellement :

a) A accepter les résultats d'un tel arbitrage;

b) A accepter loyalement les autres caluses du traité de Sèvres maintenues sans modifications.

Les conditions supplémentaires qui suivent sont attachées à la présente proposition :

1° Cessation immédiate des hostilités entre les parties intéressées;

2° Echange des prisonniers à des conditions à examiner et à établir;

3° Garanties données pour la sauvegarde des minorités résidant en territoire grec ou turc, dans l'intervalle qui précédera la conclusion définitive de la paix. »

Le 12-25 février, une discussion sur ces propositions

eut lieu. M. Calogéropoulos en rend compte en ces termes :

« A la séance de midi, M. Lloyd George a déclaré que la conférence a décidé le maintien du traité de Sèvres, sauf une légère modification en Arménie et en Kurdistan, et la commission d'enquête proposée pour Smyrne et la Thrace. Il communiqua ensuite que les délégués turcs qui venaient de quitter la salle des séances avaient accepté l'envoi de la commission d'enquête et l'arbitrage, en se réservant de répondre dans la séance de l'après-midi sur l'acceptation des autres clauses du traité.

« Il conseilla à la délégation hellénique d'accepter aussi les deux points acceptés par les Turcs, en ajoutant que notre refus ferait mauvaise impression, non seulement chez les Alliés, mais dans le monde en général.

« Prenant la parole, j'ai d'abord demandé des éclaircissements sur les mots : « acceptation du traité de Sèvres », c'est-à-dire si cela signifiait que nous devions évacuer les territoires occupés et nous retirer dans la zone du traité en laissant exposées les populations grecques tant de l'intérieur que de la zone Beicos-Nicomédie, Brousse-Panderma.

« A quoi le premier ministre anglais répondit nettement que les troupes helléniques n'auront nullement à abandonner la zone qu'elles occupent, ce qui, du reste, n'est pas demandé par les Turcs eux-mêmes. Il va de soi qu'il ne sera permis à aucune des deux armées ennemies, ni de se renforcer ni d'occuper de nouveaux points.

« Comme sur ce point, j'ai exprimé des doutes sur la sincérité des Turcs, le comte Sforza proposa qu'une commission d'officiers anglais, français et italiens contrôlât le respect sincère de l'armistice.

« Je fis observer que la Conférence devait bien comprendre qu'on demandait à la Grèce de renoncer à des droits reconnus par le traité signé par les mêmes puissances qui prennent part à la conférence. Les droits helléniques resteront ainsi en suspens et comme délégué de la Grèce, il me faut avoir, avant de répondre, l'opinion du conseil des ministres après consultation de l'Assemblée

Nationale, et cela d'autant plus que le mandat qui m'a été donné provient d'un corps souverain, comme Constituante, par décision unanime de tous les partis. Or, mon mandat a pour base inviolable les clauses du traité.

« Le premier ministre anglais nous a demandé une réponse rapide car lundi la conférence s'occupera de questions intéressant directement les grandes puissances.

« J'ai déclaré que je demanderais au conseil des ministres une réponse rapide après qu'il aura consulté l'Assemblée Nationale.

« Au cours de la discussion, le premier ministre anglais avait déclaré que le travail de la commission d'enquête devrait être rapide et être terminé dans deux mois au plus tard. J'ai alors attiré l'attention de la conférence sur les conséquences graves que pourrait avoir sur l'armée grecque, prête maintenant à avancer, une inaction forcée de deux mois et sur le fait que l'incertitude sur le sort de territoires reconquis au prix de tant de sacrifices en hommes et en argent ne pourrait qu'influencer fâcheusement le moral de nos troupes. »

Par les communications que je viens d'avoir l'honneur de lui faire, l'Assemblée est pleinement au courant de ce qui s'est passé depuis l'invitation de la Grèce à la Conférence de Londres jusqu'aujourd'hui. Mais, dans l'examen de cette question, l'Assemblée doit aussi considérer les faits connexes à la situation de la Grèce en Thrace et en Asie Mineure.

Pour la Thrace, son annexion à la Grèce est arrêtée par l'article 27 du traité de Sèvres qui trace la frontière entre la Grèce et la Turquie.

Quant à Smyrne, l'Assemblée ne doit pas perdre de vue, en plus des articles 69, 70 et 71 du traité qui déterminent les conditions de l'occupation de Smyrne et de son hinterland, en plus des articles suivants relatifs à l'administration à Smyrne et aux obligations de la Grèce jusqu'au plébiscite qui aura lieu dans cinq ans, dans quelles conditions eut lieu d'abord l'occupation, avant la signature de la paix, et les luttes continuelles de la Grèce après la signature de la paix, en combattant les insurgés de Moustafa Kemal.

En avril 1919, le Conseil suprême de la Conférence de Paris décidait, à l'unanimité, de charger la Grèce d'occuper militairement Smyrne et son hinterland, en lui laissant tous les sacrifices et obligations connexes. Car, d'après l'article 7 de la convention d'armistice signée par l'amiral Calthorp agissant au nom de tous les alliés et les plénipotentiaires ottomans, les alliés avaient le droit d'occuper tous les points stratégiques au cas où leur sécurité serait menacée.

C'est en application de cet article que l'Angleterre occupa militairement la Mésopotamie en 1919; la France, la Cilicie et la Syrie, en 1919; l'Italie, en mai 1919, la ligne Nouvelle-Ephèse-Masli en même temps précisément que la Grèce occupait Smyrne. Mais l'occupation hellénique dut, pour des raisons de sécurité militaire, être étendue, ce qui eut lieu par décision de la Conférence de Boulogne le 9-22 juin 1920.

« Tel est l'exposé historique des faits qui éclaireront l'Assemblée et lui permettront de délibérer et de décider. »

M. Gounaris, ministre de la Guerre, président par interim du Conseil des ministres, et plusieurs députés, prirent la parole, puis l'Assemblée écouta debout la lecture de l'ordre du jour suivant :

Ayant entendu les communications du gouvernement et les débats qui ont suivi, l'Assemblée,

A l'unanimité et dans un même esprit,

Décide :

1° Qu'il lui est impossible d'accepter la revision du traité de Sèvres qu'elle considère, d'une part, comme le minimum de satisfaction donné aux droits nationaux, eu égard aux sacrifices consentis pendant la grande guerre et aux luttes séculaires de l'hellénisme pour se constituer en Etat libre, et d'autre part, comme le moyen d'assurer la paix en Orient

2° Accorde pleins pouvoirs au gouvernement et à la délégation hellénique à Londres pour communiquer, au nom de l'Assemblée Nationale, à nos grands alliés, que

la nation hellénique, reconnaissante pour l'intérêt qu'ils ont toujours témoigné au sujet de ses droits, est convaincue qu'ils ne maintiendront pas cette proposition que la Grèce se trouve dans l'impossibilité absolue d'accepter.

Le 6 mars, M. Calogeropoulos, parlant au nom du Gouvernement grec, faisait à la Conférence de Londres la déclaration suivante :

Le gouvernement hellène a soumis au vote de l'Assemblée Nationale la proposition de la conférence que vous avez bien voulu me communiquer au sujet de l'envoi d'une commission d'enquête à Smyrne et en Thrace.

A la suite des discours prononcés par les chefs de tous les partis et les députés de la Thrace, l'Assemblée Nationale, après avoir de nouveau témoigné de sa reconnaissance et de sa déférence envers les grandes puissances, s'est unanimement prononcée contre la proposition qui lui a été soumise. En effet, la Grèce se trouve dans l'impossibilité d'accepter la proposition de la conférence concernant l'envoi d'une commission internationale, car cela équivaudrait à l'abandon par la Grèce de droits que les sacrifices innombrables faits en commun par la nation grecque et ses grands alliés ont définitivement établis et que le traité de Sèvres est venu consacrer au point de vue international. Cette proposition exige de la Grèce de souscrire d'avance à des solutions à intervenir en dehors d'elle sur des questions qui sont pourtant, pour la Grèce, de toute première importance nationale.

Je tiens à déclarer une fois de plus que le désir du gouvernement hellénique est de contribuer à la consolidation, dans le plus bref délai, de la paix et de l'ordre en Orient. Dans cet ordre d'idées, je me considérerais particulièrement heureux de transmettre à mon gouvernement toute proposition équitable que la conférence voudrait bien formuler dans le but d'arriver à la réalisation de ce commun désir.

Devant cette fin de non-recevoir, les Alliés cherchent quelle autre pilule ils pourraient faire

avaler aux Grecs, sans les faire trop crier. Ils croient avoir trouvé un compromis entre leurs revendications et les exigences des kémalistes. La Grèce ne partira pas tout à fait d'Ionie et elle gardera Andrinople. En revanche, la Turquie conservera la souveraineté sur tout le vilayet de Smyrne et recevra, par ailleurs, d'appréciables compensations.

Voici la deuxième proposition faite par les Alliés le 12 mars :

1° Démilitarisation des Détroits. — Les zones démilitarisées, c'est-à-dire celles dans lesquelles ni Grecs ni Turcs ne pourront pénétrer en armes, mais qui pourront être occupées par les troupes alliées, sont délimitées de la façon suivante : deux bandes de terrain de 25 kilomètres de profondeur sur les deux rives du Bosphore, les îles de la mer de Marmara; sur la côte européenne, la péninsule de Gallipoli et une bande de territoire s'étendant jusqu'à Rodosto; sur la côte asiatique, une bande de territoire allant d'un point situé en face de l'île de Tenedos jusqu'à Kara-Bigha, à l'ouest de Panderma; enfin, les îles situées à l'entrée des Dardanelles;

2° Evacuation de Constantinople. — Les Alliés pourront consentir à évacuer Constantinople et accorderont au sultan le droit de maintenir des troupes en nombre limité dans cette ville; mais l'évacuation n'aura lieu que lorsque les puissances alliées seront assurées de la bonne foi des Turcs dans l'exécution du règlement;

3° Participation turque au contrôle des Détroits. — La Turquie aura, comme les principales puissances, deux représentants dans la commission des Détroits, et un Turc pourra être invité à devenir président honoraire de cette commission si la Turquie donne des preuves de son désir de paix;

4° Commission financière. — La Turquie aura voix délibérative et non plus simplement consultative dans la

commission financière pour les questions intéressant la vie intérieure de la Turquie. Le ministre turc des finances pourra être invité, dans les mêmes conditions que ci-dessus, à présider cette commission;

5° L'armée turque. — Les forces armées de la Turquie pourront être portées à 75.000 hommes, dont 30.000 soldats réguliers et 45.000 gendarmes;

6° Statut de Smyrne. — Toute la région de Smyrne serait évacuée par les troupes grecques, à l'exception de la ville même. Dans la campagne, on emploierait une gendarmerie indigène commandée par des officiers alliés. Cette gendarmerie serait recrutée dans la population d'une manière proportionnée aux éléments ethniques de chaque district. La souveraineté du sultan serait maintenue sur tout le vilayet, mais l'administration serait exercée sous le régime d'autonomie par un gouverneur chrétien qui serait nommé par la Société des Nations. Le port de Smyrne serait libre pour le commerce de tous les pays. Le sultan recevrait une certaine proportion des revenus de Smyrne. Enfin, dans cinq ans, l'ensemble de ce règlement pourra faire l'objet d'une revision si l'une ou l'autre des parties en fait la demande à la Société des Nations;

7° Thrace. — Le statut de la Thrace ne subit aucun changement. Les Grecs restent ici en possession des territoires qu'ils ont obtenus aux termes du traité de Sèvres;

8° Arménie. — Un *Foyer national* est garanti aux Arméniens sur la frontière orientale de Turquie, dans certaines frontières qui seraient déterminées par une commission nommée par la Société des Nations;

9° Le Kurdistan jouirait d'un régime d'autonomie locale avec certaines garanties pour les Kurdes et les Assyro-Chaldéens;

10° Entrée de la Turquie dans la Société des Nations.

Au cas où les engagements ci-dessus seraient ratifiés par la Turquie et loyalement exécutés, les Alliés soutiendraient la demande de la Turquie à être admise dans la Société des Nations.

Le projet d'accord général élaboré par les

Alliés spécifie l'admission de la Turquie dans une commission qui préparera un projet de réforme judiciaire pour remplacer les capitulations.

La gendarmerie sera répartie d'accord entre le Gouvernement turc et la Commission interalliée. La proportion d'officiers et de sous-officiers sera modifiée dans un sens plus favorable au désir du Gouvernement turc et le nombre des officiers étrangers sera réduit. Une prolongation de la période spécifiée pour la démobilisation, la réduction des armements, etc., serait acceptée.

Les Alliés peuvent aussi considérer la possibilité de fixer à la Turquie une limitation moins sévère de sa force navale et d'annuler certaines stipulations de l'armistice encore en vigueur.

Au point de vue financier, ils sont disposés à faire d'importantes concessions dans le sens demandé par la Turquie.

Le Parlement ottoman aurait le droit de modifier le budget après accord entre le ministre des Finances et la Commission financière. Mais si ces modifications pouvaient troubler l'équilibre financier, le budget serait retourné à la Commission pour approbation.

Le Gouvernement ottoman récupérerait sa liberté en ce qui concerne l'octroi des concessions.

Le ministre des Finances examinerait et déciderait, d'accord avec la Commission financière, si les contrats sont en conformité avec les intérêts de la trésorerie turque. La suppression des bureaux de

poste étrangers pourrait aussi être envisagée sous certaines conditions.

Certaines modifications relativement à la définition de « nationaux des puissances alliées » peuvent également être envisagées.

Les délégués d'Athènes, de Constantinople et d'Angora doivent donner une réponse dans un mois. Ils vont en référer à leur gouvernement respectif. A vrai dire, il y avait dans ces propositions une base sérieuse pour rapprocher les Grecs et les Turcs raisonnables. La Sublime Porte les eût certainement adoptées, car elles amélioraient considérablement la situation de l'Empire. Mais les kémalistes n'en voulaient à aucun prix ; le Pacte national s'y opposait formellement. Pour eux, la chose est arrêtée depuis les congrès d'Erzeroum et de Sivas : ils ne déposeront les armes que s'ils ont le champ complètement libre d'Andrinople à Kars, à Mossoul et à Alexandrette, en attendant qu'ils l'aient aussi de ces deux dernières villes jusqu'à la mer Rouge et au golfe Persique. Pourquoi céderaient-ils la Thrace, pourquoi se laisseraient-ils ligoter dans les Dardanelles, même par des cordons de soie, puisqu'ils sont les plus forts, puisque l'avenir leur appartient ? Le 11 février 1921, le *Yeni Gun*, organe officieux du Gouvernement d'Angora, écrivait ceci :

De même que l'Allemagne, la Turquie n'a pas été vaincue militairement. Les Allemands, en 1918, ont été vaincus par la Révolution fomentée par les marins allemands, qui ont été trompés par les équipages de la flotte

anglaise. Les marins britanniques, en effet, avaient promis aux marins allemands que, rentrés en Angleterre, ils feraient éclater une révolution avec le concours des travaillistes. Les Allemands ont eu foi dans la parole des Anglais. Les marins de la Baltique firent la Révolution, mais les marins anglais ne bougèrent pas. Le tour était joué, L'Allemagne invincible était vaincue.

Qui nous dit que Lloyd George ne veut pas en user de même avec nous ? Soyons sur nos gardes. Notre situation militaire présente est infiniment meilleure que celle des Allemands en 1918. Nous n'avons rien à craindre de l'Europe dans notre Anatolie animée par le souffle de la victoire et du patriotisme.

Les Alliés étaient-ils assez naïfs pour croire qu'avec de bons procédés ils viendraient à bout de l'intransigeance kémaliste ? Ils ne connaîtraient donc pas les changements qui se sont opérés dans l'âme turque ? Ils en seraient toujours à leurs illusions d'antan ? Les Grecs, mieux renseignés, savaient que le dialogue engagé entre la Conférence de Londres et l'Assemblée nationale d'Angora ne se terminerait qu'à coups de canon. Les Alliés devaient ou capituler, ou confirmer une victoire que les Jeunes-Turcs discutaient avec tant d'insolence. En France et en Italie, on penchait vers la capitulation. M. Briand croyait faire un coup de maître en signant, avec Bekir Sami bey, un accord qui devait lui permettre, disait-il, d'évacuer la Cilicie et, par suite, de réaliser de sensibles économies en hommes et en argent. Cet accord, que nous étudierons plus loin, ne fut pas ratifié par Angora. Mais il pouvait l'être, et, dans ce cas, il eût donné à Moustafa Kemal un surcroît de bataillons qu'il eût pu jeter sur le front de Smyrne. En

prévision de ce danger, le Gouverneemnt hellénique ordonna une brusque offensive.

LES GRECS ATTAQUENT ET SUBISSENT UN ÉCHEC

Le 23 mars, le général Papoulas donnait le signal de l'attaque. Les armées grecques se mettaient aussitôt en marche. Celle du nord se dirigeait, de Brousse, vers Eski-Cheir, celle du sud d'Ouchak vers Afioun-Karahissar. L'objectif était la grande artère qui fait communiquer Constantinople-Imidt avec Koniah-Bagdad, et dont un embranchement relie, à l'est, Eski-Cheir avec Angora. Cette voie ferrée était d'un intérêt vital pour les forces kémalistes; elle leur permettait de manœuvrer et de s'approvisionner rapidement. Si les Grecs parvenaient à s'en emparer, ils porteraient à l'adversaire un coup mortel. Les Turcs seraient acculés aux régions sauvages où les routes sont des pistes à peine praticables pour les chameaux. Ce n'est pas le tronçon qui leur resterait sur la ligne Eski-Cheir-Angora qui pourrait alimenter leur front.

La colonne grecque partie de la région d'Ouchak parcourt cent kilomètres en quatre jours et occupe, le 27 mars, à quinze heures, la ville d'Afioun-Karahissar.

La colonne partie de Brousse réalise, dès le premier jour, une avance de vingt kilomètres, passant le fleuve Galos et occupant la ligne Hassan-Pacha-

Funduklu-Yenishehir. Le second jour, elle chasse l'ennemi de ses positions de Nazif-Pacha-Kupru-Hissar et occupe la ligne Gumush-Deresi-Biledjik. Le troisième jour, elle était à la ligne Bazardjik-Yenikeuy, à dix kilomètres à l'est de Biledjik. Le 26 mars, l'avance s'était poursuivie jusqu'à la ligne Bazardjik-Kurt-Keuy et avait amené les troupes grecques au contact des positions défensives d'Eski-Cheir, fortifiées sous la direction d'officiers allemands. Les forces turques étaient concentrées entre Karakeuy, Afghin et Karadah-Tchoukour-dagh. Elles étaient protégées par trois réseaux de fils de fer barbelés. Elles luttèrent avec acharnement, disputant le terrain pied à pied. Elles ne purent cependant arrêter l'élan de l'ennemi, qui enleva les hauteurs de Kovalitza. Pour exploiter ce brillant succès, le 3e corps d'armée hellénique eût dû recevoir des renforts. Il n'avait aucune réserve et pas d'artillerie lourde. Comme un critique militaire l'a fait remarquer, ce corps d'armée se trouvait dans une situation semblable à celle du général Pétain qui, le 9 mai 1915, « ayant atteint la crête de Vimy-en-Artois, n'eut que trop tard l'appui de la seule division de réserve du 10e corps, cantonnée beaucoup trop loin pour pouvoir arriver à temps ». Les Grecs se virent contraints de suspendre leur offensive; ils regagnèrent prudemment leurs positions de départ. Les Turcs épuisés n'inquiétèrent nullement ce mouvement de repli.

« Les deux armées, écrit l'envoyé spécial du

Manchester Guardian, qui accompagnait les troupes royales, combattirent avec une égale bravoure. Les Grecs eux-mêmes expriment leur admiration pour leurs adversaires... Mais si Moustafa Kemal a pu les arrêter, c'est grâce à des forces supérieures et à cet avantage qu'il disposait des lignes intérieures et des voies ferrées pour amener ses réserves. Malgré tout, les Grecs n'ont perdu la bataille que de l'épaisseur d'un cheveu... »

Au Sud, l'armée grecque infligera une défaite aux Turcs, à Toulou-Bounar. Puis, ce sera, de part et d'autre, un long repos, où chacun refera ses muscles et se préparera à de nouveaux combats.

LES ALLIÉS OFFRENT LEUR MÉDIATION

On pensa qu'après l'échec qu'ils venaient de subir, les Grecs seraient plus accommodants et entreraient pleinement dans les vues de la Conférence. Des conversations eurent lieu à ce sujet entre lord Curzon et M. Briand, puis le Gouvernement d'Athènes fut invité à suspendre les hostilités et à s'en remettre à la médiation des puissances alliées.

Voici la réponse que M. Baltazzi, ministre des Affaires étrangères, apporta en personne aux légations de l'Entente :

Le gouvernement grec a étudié très sérieusement la proposition qui lui a été soumise par les puissances alliées et il a l'honneur de leur exprimer ses remerciements les

plus vifs pour l'offre de leurs bons services en vue d'éviter un renouvellement des hostilités dans le proche Orient, ainsi que d'assurer une paix honorable et durable.

Le gouvernement royal apprécie hautement les sentiments d'amitié, joints au désir d'arriver en peu de temps à une pacification, qui ont inspiré ses grands alliés, sentiments que le gouvernement royal partage dans une large mesure.

De plus, la communauté de sentiments dont la Grèce est animée en même temps que ses grands alliés, résulte nécessairement de la communauté de vues qui existait lorsque tous combattaient côte à côte et qui est encore applicable à la situation actuelle.

Cette situation n'est pas le résultat d'un conflit accidentel et isolé, mais elle est en réalité la continuation du conflit mondial qui fut réglé par la grande guerre, partout autre part, laissant seulement en suspens dans le proche Orient les sanctions spécifiées et déterminées par un traité solennel, signé par toutes les puissances alliées d'une part et par les Turcs de l'autre.

En défendant les aspirations traditionnelles de l'hellénisme qui remontent à plusieurs siècles et les droits reconnus comme siens par le traité de Sèvres, en compensation des sacrifices qu'elle a faits durant la grande guerre, la Grèce a la conviction qu'elle défend en même temps les droits du monde civilisé dans la Méditerranée orientale et dans les Détroits, et, se rendant bien compte de l'importance de sa double mission, elle a, par un effort ultime de toutes ses ressources morales et physiques, atteint le point où il lui est possible d'imposer les décisions prises d'un commun accord avec les Alliés qui, à l'origine, l'ont incitée à occuper militairement l'Asie Mineure, et qui, en raison des sacrifices imposés à la Grèce, sont une émanation directe de la solidarité créée par l'alliance dont le traité a été l'expression solennelle.

Cette conception de ses devoirs a amené la Grèce à faire tous les sacrifices qui lui ont été demandés jusqu'à la conclusion de la paix et à consentir à entreprendre avec ses seules ressources, une fois la paix conclue, une guerre nouvelle contre les Turcs, qui cherchent, par un

procédé diamétralement opposé à la bonne foi et aux obligations internationales, à éviter l'application du traité.

En se dévouant de tout cœur et avec une foi ardente aux préparations nécessaires à l'action, préparations dictées par les besoins militaires, la Grèce se trouve en face d'une situation dans laquelle seules les considérations militaires peuvent guider sa conduite et ses décisions.

Pour ces raisons impérieuses et malgré son ardent désir de se conformer aux conseils donnés par ses Alliés, le gouvernement royal ne peut pas accepter leurs propositions. Tout délai dans les opérations au delà de la date et des limites indiquées par les chefs militaires, serait préjudiciable à la Grèce et compromettrait la situation actuelle à son désavantage, tout en encourageant l'adversaire à offrir une nouvelle résistance aux injonctions des puissances alliés.

Il est donc évident que la méthode de procédure proposée par les Alliés, qui entraînerait nécessairement une suspension des hostilités, est incompatible avec le but à atteindre.

Les sentiments d'amitié dont les puissances alliées sont animées vis-à-vis de la Grèce sont une garantie pour le gouvernement royal que celles-ci seront disposées à apprécier entièrement les considérations ci-dessus, et qu'elles reconnaîtront que la Grèce, en persévérant dans ses efforts, met à leur disposition l'instrument le plus efficace pour la réalisation de leurs desseins.

En effet, le seul espoir de voir la Turquie se soumettre aux propositions suggérées par les puissances alliées, et de lui faire respecter les droits sanctionnés par les Alliés, tout en garantissant les intérêts qu'ils considèrent dignes de leur appui, pour le maintien de la paix en Orient, ne peut être basé que sur l'influence exercée par une action militaire.

Dans ces circonstances, le gouvernement royal sera toujours disposé à écouter ses grands alliés à tout moment des opérations, et il espère qu'ils pourront obtenir de la Turquie des propositions définitives en vue de la réalisation des droits émanant des traités, ainsi que la compensation des sacrifices faits par la Grèce, eu égard au

intérêts que l'évolution des événements politiques et militaires pourront justifier.

Le gouvernement royal ne doute pas que, dans le rôle de médiatrices, les puissances alliées ne prennent en considération que la mission des armées grecques, et qu'en prenant la place des Alliés et en agissant pour leur compte, elle exécute une partie essentielle d'un programme commun auquel tous les Alliés ont souscrit. L'armée grecque, quand elle posera les armes, sera remplacé par les forces morales et spirituelles de l'hellénisme, et quand le nouveau régime dans le proche Orient aura besoin d'aide et de force pour son maintien, la Grèce accomplira sa mission avec honneur et succès.

La manifestation de résistance faite par les Turcs est due uniquement à ce que subsiste encore la structure de l'ancien organisme de l'armée ottomane, et à leur manquement à exécuter les clauses de l'armistice stipulant le désarmement. Mais le jour où les garanties stipulées seront appliquées rigoureusement, et lorsque l'expérience acquise aura conduit à l'adoption des mesures clairement indiquées par l'attitude actuelle des Turcs, la Grèce sera entièrement capable d'assurer le maintien du nouveau statut dans le proche Orient.

D'autre part, M. Baltazzi accordait une interview au correspondant de l'Agence *Radio*, à Athènes :

— Que pensez-vous de la lutte entreprise par l'armée grecque en Anatolie ? demandait le correspondant.

— J'ai pleine confiance, répondait M. Baltazzi, et j'ai l'absolue certitude du succès de nos armées. Nous défendons, en effet, une juste cause : or, depuis les généraux jusqu'au dernier petit soldat grec, chacun possède au fond de son âme la connaissance et l'amour de l'idéal qu'il est appelé à défendre. Il est rempli de cette énergie morale qui force la victoire. Le maréchal Foch, au cours du récent article qu'il a publié dans la *Revue Française*, a fait ressortir lumineusement que le principal facteur de

la victoire fut précisément cette force morale qui animai vos soldats.

Le maréchal a également démontré dans son articl que Ludendorff commandait assurément des troupes disci plinées et aguerries, mais qu'il leur manquait cette flamm animatrice que possédait l'armée française et, aussi, l conscience et la volonté de défendre jusqu'au bout leu droit à la vie et leur liberté menacée. Tel est le mora actuel de notre armée.

— Avez-vous l'impression, demande encore le corres pondant, que le gouvernement d'Angora travaille vraimen en plein accord avec les bolcheviks ?

— Il ne s'agit point seulement d'une impression vague répond M. Baltazzi, il s'agit de données certaines. Nou connaissons la teneur du traité signé et la nature des enga gements pris entre Moscou et Angora. Lenine et Trotsky dont les efforts de pénétration européenne vinrent s briser principalement contre le mur infranchissable que l France dressa contre eux aux frontières du Nord, repren nent aujourd'hui leur offensive du côté de l'Orient. Il pensent sans doute que l'Orient constituerait, pour leur doctrines, une porte ouverte par où celles-ci pourraien pénétrer enfin sur les terres promises de France, d'Angle terre et d'Italie. Mais, l'histoire est un perpétuel recom mencement. Autrefois, la poussée des hordes barbares vin se briser sur les rivages de la Grèce; c'était l'époqu héroïque et sublime où Miltiade et Thémistocle défen daient le monde et sa civilisation contre les coups de l barbarie. Aujourd'hui, voici que la Grèce, une fois d plus, se dresse contre les barbares et contre les bolche viks, ces barbares modernes, dont le succès marquerait l destruction du monde civilisé.

Kemal Pacha n'est qu'un instrument dont Lenine e Trotsky se servent pour ranimer l'incendie oriental. Entr eux et nous, l'Europe qui, par la voix de ses plus grand hommes d'Etat, a affirmé sa volonté de paix, pourra fair son choix.

LES GRECS REPRENNENT L'OFFENSIVE

Le 10 juillet (1921), les Grecs reprennent l'offensive. Cette fois, leur avance sera foudroyante.

Le 17 juillet, ils occupent Kutahia et le 20, dans la matinée, ils entrent à Eski-Cheir. Cette victoire leur donnait les clefs de l'Anatolie. La veille de la bataille, un officier supérieur de l'état-major turc avait déclaré à un rédacteur du *Bosphore* :

Bien que la perte de telle ou telle ville n'ait pas grande importance dans une guerre, il n'en est pas de même pour Eski-Cheir qui est une gare centrale et peut être considérée comme la prunelle de l'Anatolie. Une armée kémaliste sans Eski-Cheir est absolument incapable d'atteindre au but visé par la guerre; car le ravitaillement de l'armée en vivres et en munitions ne peut s'opérer régulièrement que par la voie ferrée.

La chute d'Eski-Cheir obligera l'armée à se ravitailler à dos de mulets et de chevaux; ce qui compliquerait énormément la situation, démoraliserait l'armée kémaliste et la rendrait incapable de reprendre par une contre-offensive les territoires perdus.

Nous devons alors nous attendre à l'intervention des puissances de l'Entente.

Si Eski-Cheir venait à être prise, les forces kémalistes ne pourraient se livrer qu'à des guérillas et à des rencontres insignifiantes, qui ne sauraient exercer aucune influence sur l'issue des opérations.

Après la chute d'Eski-Cheir, un lieutenant-colonel turc écrivait dans le *Djagadamard* :

La première phase de la bataille s'est terminée en dix jours. Aujourd'hui l'armée hellénique n'a pas seulement occupé toute la chaîne des fortifications turques, mais elle

a coupé la voie ferrée Eski-Cheir-Angora et s'est avancée jusqu'à Moutalib, plus au nord même, jusqu'aux flancs méridionaux de Boz-Dagh.

La rapidité foudroyante de l'avance hellénique a démoralisé complètement l'armée de Moustafa Kemal.

L'armée grecque allait-elle s'arrêter pour consolider ses positions et organiser l'administration d'un pays qui ne pouvait plus lui être disputé par les armes ? Allait-elle, au contraire, courir l'aventure en s'avançant vers Angora ? Que ferait-elle dans cette ville ? Elle savait qu'elle ne pourrait pas y rester, à moins de garnir de nombreuses troupes ses longues lignes de communications. Elle y ferait une démonstration sensationnelle qui frapperait l'imagination des Turcs ? Mais après ? Comme elle devrait en partir, l'effet serait détruit. Et son recul serait présenté comme une revanche kémaliste. Du reste, elle n'irait pas jusqu'à Angora sans éprouver des pertes. Ainsi que l'écrivait le coloner Feyler, elle devait s'écarter des chemins de fer, pénétrer dans des régions privées de bois et d'eau potable, rencontrer des rivières qui, en s'approfondissant, allaient devenir des obstacles de plus en plus sérieux, comme la Sakharia, qui, à 130 kilomètres d'Eski-Cheir, a une profondeur de 2 à 3 mètres sur 25 mètres de largeur. La sagesse commandait à l'état-major grec de s'en tenir à l'heureuse possession d'une ligne imprenable où il pouvait attendre tranquillement l'usure inévitable des kémalistes. Grisé par le succès, il s'engagea délibérément, le 14 août, sur la route d'Angora.

« Le corps d'armée de droite, à l'aile marchante, écrit le général de Lacroix dans le *Temps*, se porta de la région d'Eski-Karahissar, dans la direction de Chaltik et de Tozandli, de manière à contourner le cours supérieur de la Sakharia et à en aborder les défenses par la rive droite. *Dans cette marche, il dut traverser la partie septentrionale du désert Salé et assurer ses ravitaillements à dos de chameau. Les troupes eurent à supporter des chaleurs brûlantes, qui furent particulièrement pénibles.* Arrivées à la hauteur de Tachardjik, elles trouvèrent leur route barrée par les défenses turques établies sur les deux rives du Katrandji, au sud d'Hidja. Ce cours d'eau, affluent de droite de la Sakharia, est orienté presque perpendiculairement à la direction de la marche de l'aile droite hellénique, dans une région montagneuse, accidentée et bizarrement découpée (monts de Chaltik, de Chilog et de Kavazia), qui rendit difficiles l'accès et le parcours du terrain d'attaque.

« Le centre, formant le gros de l'armée hellénique, encadré entre la Sakharia de Sidi-Gheusi et le Poursak, descendit, sur un front d'environ 50 kilomètres, le haut plateau de Sivri-Hissar et aborda de front la branche de la Sakharia orientée sud-nord, en aval de Tachardjik. Il trouva les Turcs sur les deux rives du fleuve, protégés par de solides défenses, organisées de manière à croiser leurs feux sur tous les points de passage du fleuve. Les deux partis s'y battirent avec acharnement pen-

dant plusieurs jours, jusqu'à ce que l'aile droite grecque ait pu faire sentir son action et dégager la région de Yerna, en marchant vers Katrandji.

« L'aile gauche, réduite à une forte division, couvrit le flanc de la masse principale, en cheminant au nord du Poursak et de la voie ferrée d'Eski-Cheir à Bekos (Beylik-Keupru) et à Angora. L'ennemi, après avoir défendu peu de temps la rive gauche de la Sakharia, se reporta rapidement sur la rive droite, et fit tête avec ténacité, notamment aux abords de la voie ferrée, entre Gordion et Polatli, station de la voie ferrée au nord-est de Bekos.

« Partie le 14 août du méridien d'Eski-Karahissar, l'armée grecque aborda la Sakharia le 21. Le 24, le groupement de l'aile droite attaquait les positions avancées des Trucs, au sud du Katrandji. Le même jour, la division d'aile gauche franchissait la Sakharia au sud de Gordian, pour opérer une diversion, dit le communiqué grec. Les combats se prolongèrent, avec des alternatives diverses, jusqu'au 31 août. A partir du 1er septembre, l'action se ralentit du côté des Grecs, sauf à leur aile droite, où ils continuaient l'attaque des monts d'Ardiz et de Tchalgaz. Le 7 septembre, les forces helléniques rompaient le combat et commençaient à se reporter vers l'ouest. »

Ce nouveau repli s'imposait, car les soldats grecs devaient subir des fatigues intolérables. Ils étaient à 300 kilomètres de leurs bases de ravitaillement

et à 90 kilomètres à l'est de la Sakharia, « dans la pleine chaleur d'un torride été ». C'eût été un crime que de sacrifier des milliers d'hommes pour une pure satisfaction morale. Dans la guerre, il n'y a que les résultats positifs qui comptent. Les Grecs reculaient sans avoir été battus. Leur retraite s'opérait en bon ordre et à leur gré ; ils étaient maîtres de tous leurs mouvements. L'ennemi était incapable de les poursuivre. Mais ceci n'empêcha pas Angora de claironner aux quatre coins du monde qu'ils avaient infligé à l'armée de Constantin le plus cuisant et le plus humiliant des échecs. En France, la presse, très mal renseignée, publia, au sujet des exploits kémalistes, les informations les plus abracadabrantes. Certains organes, il est vrai, savaient parfaitement à quoi s'en tenir sur la situation, mais pour des raisons que je ne chercherai pas à m'expliquer, ils croyaient devoir tromper leurs lecteurs. Ils étouffaient tout ce qui était favorable aux Grecs et ils mettaient en relief tout ce qui faisait le jeu des kémalistes. Faut-il s'étonner, après cela, si l'opinion publique française est si mal instruite des problèmes de politique extérieure ? On ne lui montre souvent que l'envers des choses. Le tortionnaire turc devient ainsi un brave homme. Et le martyr arménien devient un sinistre personnage, un « exploiteur peu intéressant ».

Quoi qu'il en soit des bulletins de victoire trompetés dans les deux hémisphères par les agents de Moustafa Kemal, un fait, bientôt, vient leur

donner un éclatant démenti : c'est que l'armée grecque s'installe où elle veut et comme elle l'entend, sans être nullement inquiétée, et sans avoir abandonné de matériel. Elle tient solidement toute cette ligne du chemin de fer de Bagdad (Eski-Cheir-Afioun-Karahissar), qui lui permet de dominer l'ennemi. Elle va prendre ses quartiers d'hiver dans une région fertile, où ses fourriers trouveront aisément de quoi la nourrir. Elle se trouve incontestablement dans de meilleures conditions qu'au mois de février. Si elle fait demain des concessions, elle ne paraîtra pas les subir sous la pression de la menace ou de la crainte. Sa diplomatie s'appuiera sur une armée que les experts les plus compétents regardent comme un facteur de premier ordre.

LES GRECS SONT DE BONS SOLDATS

Beaucoup s'imaginaient en Europe que les Grecs n'avaient pas de qualités militaires. Ils n'avaient présente à leur mémoire que la débâcle de 1897. De même quand ils parlaient des Serbes, avant 1912, ils ne pouvaient oublier Slivnitsa. Et avant 1914, l'étranger qui jugeait de l'avenir de la France était influencé presque toujours par le souvenir de Sedan. Pour se prononcer sur un peuple, il importe d'abord de remonter tout le cours de son passé et de le suivre ensuite dans le présent, avec une attention impartiale. Sans interroger les

temps reculés, si l'on étudie avec tous les historiens cette magnifique épopée que l'on appelle l'Indépendance grecque, l'on est obligé, que l'on soit un Pierre Loti ou un Moustafa Kemal, de s'extasier devant les prodigieux exploits des Botzaris, des Colocotronis, des Kanaris, des Miaoulis. A aucune époque, dans aucun pays, on ne pourrait trouver des capitaines plus courageux, plus hardis, plus intrépides que ces indomptables héros. Ecoutez ce récit d'Armand Carrel :

Botzaris, nous raconte l'illustre publiciste, s'était voué à la défense de l'Acarnanie et s'acquittait, depuis le commencement de la campagne, de cette tâche difficile avec une habileté remarquable. Il luttait contre les deux pachas Omer-Vriones et Jussuf, en entretenant leur mésintelligence, lorsqu'il fut informé qu'une troisième division ottomane, sous les ordres de Mustapha, pacha de Scodra, descendait le Valtos pour venir se joindre à l'un de ces deux adversaires. C'en était fait de la Grèce Occidentale si cette jonction s'opérait, elle allait mettre dans une seule main près de vingt-cinq mille hommes, et il n'était pas possible de réunir au delà de quatre à cinq mille Grecs. Botzaris sentit qu'il n'y avait qu'un coup d'audace et presque de désespoir qui pût arrêter dans son mouvement la division de Mustapha. Il partit de Katochi, position forte entre Missolunghi et Vonizza, et, avec une incroyable célérité, se rendit à Carpenitzi. Il y arriva avant les Turcs, ayant *deux mille hommes* à opposer à *quatorze mille*. Il assembla un conseil de guerre, déclara à ses capitaines qu'il n'était pas venu pour tenter une opération régulière ou battre en retraite, mais pour empêcher, à quelque prix que ce fût, les Turcs de pénétrer dans l'Acarnanie ; qu'il n'y avait pour cela qu'un moyen, et qui laisserait à peine aux plus braves l'alternative de vaincre ou de mourir; que la victoire et la mort étaient presque également certaines pour ceux qui partageaient avec lui l'honneur de

porter les premiers coups. Il s'agissait de tomber de nuit dans le camp de Mustapha... Quatre cents hommes, presque tous Souliotes, se dévouèrent à l'attaque principale. Botzaris en choisit trois cents. Dans la nuit du 19 août (1823), ils marchèrent avec lui dans le religieux silence d'hommes destinés à passer de la vie à l'immortalité... Son redoutable cor annonça bientôt aux autres colonnes l'égorgement des Turcs. Elles se jetèrent en avant; et dès lors commença la plus effroyable confusion. Botzaris et les siens, au milieu des fuyards qu'on rejetait sur eux de toutes parts, avaient pris l'héroïque résolution de ne pas songer à percer cette foule, mais de tuer autour d'eux jusqu'à ce qu'eux-mêmes succombassent. Il semblait que ce glorieux terme de leur dévouement ne dût pas être longtemps attendu... Les Turcs n'osaient prendre la fuite dans les ténèbres; ce ne fut qu'au jour qu'ils se hasardèrent à gagner les montagnes voisines de leur camp. On assure que trois mille d'entre eux restaient sur le champ de bataille. Les chrétiens avaient à peine perdu cent hommes, mais Botzaris était blessé à mort. Il vécut assez pour jouir de sa gloire, pour juger combien ses compagnons croyaient avoir payé cher le salut de la Grèce occidentale.

Ecoutez encore :

La flotte turque, partie de Mitylène, où elle avait embarqué six mille hommes de troupes albanaises et neuf mille Asiatiques, parut en vue de Psara... Les Turcs descendirent sans obstacle, au nombre de quinze mille, se formèrent en colonnes d'attaque, marchèrent aux batteries qui défendaient la ville, et dès ce premier jour en emportèrent quelques-unes avec grand carnage de part et d'autre. Dans la nuit, les équipages des vaisseaux vinrent renforcer les Turcs, et le lendemain le combat recommença avec une nouvelle fureur. Les Turcs s'acharnèrent particulièrement autour d'une grande redoute blindée, palissadée, et dont les galeries étaient pleines de poudre; c'était la Tabia, nom qui sera grand dans les annales de la Grèce moderne, et le seul qu'aucune nation puisse mettre à côté de celui du vaisseau français *Le*

Vengeur. Les défenseurs de la Tabia ayant couvert de morts les glacis de la redoute, et toutefois ne pouvant arrêter la masse toujours croissante des assaillants, hissèrent un drapeau blanc, signal de détresse et de reddition, et cessèrent leur feu. En un moment, plus de deux mille Turcs eurent inondé les fossés, les parapets, et l'intérieur de la redoute, les premiers élancés commençaient un combat corps à corps, lorsqu'une épouvantable explosion ébranla Psara, et fit mugir au loin la mer : la Tabia, ses défenseurs et deux mille ennemis avaient disparu...

Ecoutez encore :

La flotte turque, que nous avons laissée à Mitylène, bloquée par Miaoulis, embarquait à la hâte douze mille Asiatiques... Le 9 août, le capitan-pacha se remit en mer, faisant voile sur Samos, sa flotte partagée en deux divisions, l'une d'attaque, l'autre de réserve. La première, forte de onze frégates, deux corvettes, huit bricks, deux goélettes, reconnut Samos dans la journée du 10, lorsque Miaoulis arriva à toutes voiles, passa debout devant Samos, et alla se poster entre cette île et la côte d'Asie-Mineure, séparant la division d'attaque de celle de réserve. Le terrible Canaris montait un brûlot et en dirigeait quatre autres, montés par des capitaines non moins intrépides que lui. En un moment la division d'attaque fut abordée : deux frégates de cinquante-quatre, une corvette de vingt canons sautèrent; vingt transports furent pris, tandis que les Samiens culbutaient dans la mer les troupes déjà débarquées, et que la division de réserve fuyait à toutes voiles, sans songer à rallier le reste de la flotte... Le capitan-pacha fit sa jonction avec la flotte égyptienne. Retrouvant toute sa jactance avec l'augmentation de ses forces, il voulut recommencer aussitôt son mouvement sur Samos : mais Miaoulis ne l'avait pas un instant perdu de vue. *On ne trouve pas de formes narratives assez rapides pour donner une idée de l'activité du terrible amiral des chrétiens...*

A chaque page de l'histoire de l'Indépendance grecque, on enregistre les plus hauts faits de guerre

dont l'homme puisse s'enorgueillir. Sur mer et sur terre, les chefs égalent en bravoure n'importe quels généraux et n'importe quels amiraux de n'importe quelle époque et de n'importe quel pays.

Y a-t-il quelque part sur le globe des spectacles plus beaux et plus émouvants que les tragédies de Zalongos et de Selston? Les critiques les plus difficiles peuvent faire le tour de l'univers, ils ne trouveront pas des mortels qui soient au-dessus des Souliotes. Ceux-ci, vous le savez, étaient retranchés, hommes et femmes, à Zalongos ; ils étaient au nombre de mille. Pouvaient-ils vaincre? ils n'y songeaient pas. Ils n'avaient même pas l'ambition de vivre. Ils n'avaient qu'à mourir. Mais ils ne voulaient descendre dans la tombe qu'avec toute leur fierté et tout leur honneur. Le premier jour, ils tuent beaucoup d'ennemis du haut de leurs retranchements. Le lendemain, ils en tuent encore, mais bientôt il n'ont plus de munitions. Et, à la crépitante fusillade, succède, dans leur camp, un lourd silence. Alors, les Turcs commencent à gravir la montagne. « A cette vue (1), soixante jeunes femmes souliotes, presque toutes mères, presque toutes portant un enfant au sein, gagnent un plateau resserré de tous côtés entre d'affreux escarpements ; toutes, comme par suite d'une résolution unanime et instantanée, précipitent leurs enfants sur les pointes des rochers qui les entourent. Elles se prennent ensuite par la main, tournent en cercle,

(1) Armand Carrel.

font quelques pas d'une sorte de danse funèbre et s'élancent à leur tour dans l'abîme. » A Selston « cent soixante femmes, leurs enfants entre les bras, répétèrent l'acte de désespoir des héroïnes de Zalongos : du haut d'une chaîne de rochers à pic, elles se précipitèrent dans le gouffre au fond duquel roule l'Aspropotamos. » Voilà ce qu'a produit la Grèce moderne. Celle-ci n'a-t-elle pas surpassé la Grèce antique en bravoure ? La vertu, l'abnégation de ses femmes ne touchent-elles pas au sublime ?

Mais la Grèce contemporaine a-t-elle dégénéré ? Seuls le disent ceux qui ne la connaissent pas et ceux qui ne veulent pas se donner la peine de la connaître. Aucun opprimé ne déploya autant d'énergie et de ténacité que les Crétois pour secouer le joug étranger. Ce peuple a soutenu, contre la domination turque, une lutte surhumaine. Ecrasé, ensanglanté, mutilé, il ne consentit jamais à baisser la tête. Dès qu'il sentait couler à nouveau dans ses veines un peu de vie, dans les trêves qu'il s'était imposées lui-même pour ménager ses précieuses forces, il reprenait le fusil et il montait derechef, infatigable, à l'assaut de la tyrannie. Il tombait, il se relevait, il retombait encore, le corps brisé, mais l'âme intacte. Son nom jetait la terreur dans le palais du sultan et le découragement dans les chancelleries d'Europe. Aucune puissance ne venait à bout de sa rébellion, qui ne s'éteignait que pour se rallumer, encore plus ardente et plus

furieuse. C'est pour ne pas avoir su éteindre ce brasier à l'heure opportune que la Turquie verra se dresser contre elle la Ligue balkanique, et qu'elle perdra la Roumélie. Et c'est aussi parce que les protecteurs de la Grèce n'auront pas su délivrer la Crète esclave que nous verrons fondre sur notre continent, puis sur les deux hémisphères, les fléaux de la grande guerre. On cherche les origines de l'universel chaos où notre pauvre civilisation semble agoniser, elles sont là, dans ce proche Orient que nous n'avons pas pu nous résoudre à guérir et à purifier. Tous nos malheurs viennent du stupide aveuglement de nos diplomates qui n'ont pas eu le courage d'extirper d'Europe le cancer hamidien et le poison enveriste. Nous n'avons pas encore assez souffert, sans doute, voici que nous attirons sur nos têtes la vipère kémaliste...

Le général Eydoux, qui avait été chargé de réorganiser l'armée grecque — nous oublions trop facilement, en France, que nous avons toujours une mission militaire à Athènes — le général Eydoux me disait un jour : « L'evzone est un des premiers fantassins du monde ». Se trompait-il ? non. Dans la guerre balkanique, il avait déjà donné sa mesure. Au siège de Janina, le soldat grec est resté des mois et des mois dans l'eau glacée des tranchées, devançant le stoïcisme de nos poilus. Il montra qu'il avait les qualités solides qui font la force des armées. D'une sobriété et d'une endurance extraordinaires, animé du plus pur patrio-

tisme, il s'est révélé le digne continuateur des pallikares qui firent trembler les pachas dans les gorges de l'Olympe et du Pinde. Le Français a eu l'occasion de le voir à l'œuvre, à ses côtés, en Macédoine. Eh bien, comment a-t-il jugé ce frère d'armes ? Les officiers les plus grécophobes que j'ai pu interroger, ont dû reconnaître que les « bavards d'Athènes » s'étaient bien battus. Mais voici des témoignages qui viennent des chefs des armées alliées :

« Le général anglais Milne, écrit le colonel M., a rendu un bel hommage à l'armée hellénique et a défini en termes exacts l'importance décisive, indispensable, de son concours dans la manœuvre pour la victoire. Le général français d'Anselme a loué, dans un rapport adressé au général Franchet d'Espérey, les vertus « merveilleuses » du soldat grec, son courage héréditaire, son ardeur au combat, sa résistance à la fatigue, sa sobriété proverbiale. Les éloges motivés du général d'Anselme s'appliquent à toutes les unités de l'armée grecque, depuis les combattants de la division de l'Archipel que les Alliés eurent l'occasion de connaître et d'apprécier à l'affaire de Skra-di-Legen, jusqu'aux recrues de la 4e division qui, venue au front quinze jours seulement avant l'offensive générale, fut tout de suite à la hauteur des troupes les plus aguerries.

« Le soldat grec s'est montré digne de sa renommée, non seulement pendant l'attaque, mais au cours des poursuites où on le vit franchir des étapes

quotidiennes de 25 à 30 kilomètres en combattant. Un officier français, le colonel Thiry, commandant le 32e d'infanterie coloniale, a constaté avec une affectueuse admiration cette rapidité dans l'avance victorieuse. Le général d'Anselme a résumé son opinion en ces termes : « *Les troupes grecques peuvent être comparées aux meilleures troupes alpines.* »

Le général Milne, commandant en chef les forces britanniques de Salonique, écrivait le 30 octobre 1918 au général Danglis, commandant l'armée hellénique :

« Monsieur,

« Au nom de toute l'armée britannique de Macédoine, je vous exprime, à vous et à la vaillante armée hellénique, notre estime pour son bel esprit de camaraderie qui lui a inspiré l'envoi de son message de remerciements.

« Sans l'aide des forces helléniques, la présente victoire n'aurait pu être obtenue. »

A son tour, le général Franchet d'Esperey, commandant en chef des armées alliées d'Orient, adressait de Salonique, à M. Venizelos, président du Conseil des ministres de Grèce, le 3 décembre 1918, la lettre suivante :

« Monsieur le président,

« Au moment où les hostilités sont arrêtées, j'éprouve le vif désir de vous dire combien la coo-

pération de la Grèce a été précieuse pour les armées alliées d'Orient.

« La mobilisation, que vous avez suivie dès son début jusqu'à sa complète réalisation, avec la conviction inébranlable qui vous était inspirée par votre patriotisme clairvoyant, a mis sur pied sept nouvelles divisions, lesquelles, lorsque le moment fut venu, apportèrent un renfort efficace aux armées alliées et me permirent de disposer des forces nécessaires pour mener à bonne fin les opérations décisives que vous connaissez.

« La mobilisation échelonnée qui a été faite et la concentration des troupes helléniques qui n'autorisèrent l'envoi au front des dernières divisions que quelques mois avant l'offensive, et d'autre part, le besoin d'instruction de ces troupes, ne m'ont pas permis de réunir l'armée hellénique en une unité indépendante, sous la direction immédiate de son chef, mais m'ont obligé d'incorporer une partie de ces unités parmi les différentes troupes alliées. Cependant cette solution eut aussi son avantage, car *elle fournit l'occasion aux troupes alliées de mieux connaître les qualités et la valeur militaire de la jeune armée hellénique, qui fut prodigue en sacrifices.*

« Au cours des batailles, les divisions helléniques se sont chargées de la réalisation de différentes opérations stratégiques. Au moment où le premier corps d'armée couvrait la droite du front allié, et était prêt à briser au moment propice le front en-

nemi, les divisions de la Crète et de Serrès, à l'attaque de Doïran, et la quatorzième division au cours de la poursuite de l'ennemi, ont justement mérité les éloges du général Milne, excellent critique sur ce sujet.

« Sur la rive droite du Vardar, le général d'Anselme m'a relaté la bravoure de la division de l'Archipel, et la valeur exceptionnelle, dans la guerre de montagne, de la quatrième division, qui a pris d'assaut les hauteurs de Djéna, qui étaient défendues avec acharnement par un ennemi puissant.

« Enfin, sur la gauche, la troisième division a suivi la marche triomphale de l'armée française, et après avoir participé aux luttes difficiles qui ont débarrassé Monastir et Prilep de la pression ennemie elle s'est distinguée dans les opérations ultérieures, grâce auxquelles nos troupes purent atteindre le Danube.

« *La bravoure des troupes helléniques a partout dignement conquis les éloges des Alliés. Les enfants sont dignes de leurs ancêtres.* »

Nous avons vu plus haut que l'armée royale avait manœuvré très habilement contre Moustafa Kemal. C'est l'opinion du général de Lacroix et des colonels Repington et Feyler. Le soldat grec, écrit notre ancien généralissime, « a montré au cours de toute la campagne des qualités d'entrain et d'endurance ». Il a parcouru 300 kilomètres en dix jours, sous un soleil brûlant. Il a supporté sans fléchir

toutes les fatigues et toutes les privations du désert. N'avais-je pas raison d'écrire un jour dans *Le Bosphore* : « Les Grecs vaincront, à moins qu'ils ne soient conduits par des ânes. » Mais ils ont eu d'excellents chefs. Les critiques militaires les plus compétents se sont plu à rendre hommage à la science de leur état-major. Il y a eu, certes, l'échec d'Eski-Cheir et le repli de la Sakharia. Mais si je suis bien renseigné, ce n'est pas le haut commandement qu'il faut rendre responsable de ces accrocs, c'est le gouvernement qui, pressé de frapper de grands coups, aurait imposé la brusque offensive du mois de mars et la marche vers Angora. Tant il est vrai que si les généraux ne doivent pas se mêler de la conduite des affaires gouvernementales, le pouvoir civil ne doit pas se mêler non plus de la conduite des opérations militaires. L'armée grecque eût certainement réussi du premier coup à s'emparer d'Eski-Cheir si elle avait pris le temps nécessaire à une prudente préparation. Et les kémalistes n'auraient pas trouvé une occasion facile et inespérée de chanter victoire. L'opinion publique qui n'approfondit rien ne juge que sur les apparences. Aussi croit-elle encore aujourd'hui que le repli de la Sakharia fut une défaite infligée par Moustafa Kemal. Elle le croit d'autant mieux que la plupart des journaux l'entretiennent dans cette erreur. Et hier encore, M. Briand, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, n'affirmait-il pas au *Daily Mail*, à Londres, que « finalement l'offensive grec-

que a été brisée et que les Grecs ont été repoussés» ?

Si l'on se dégage de toute prévention, si l'on examine les faits avec les yeux non pas de la haine, mais de la raison, on doit conclure qu'au point de vue strictement militaire, les Grecs ont pleinement justifié la confiance que leur témoigna le Conseil suprême en leur demandant de monter la garde autour de Smyrne. Je serais heureux, quant à moi, que la France eût rempli aussi fidèlement et aussi scrupuleusement le mandat qu'elle avait accepté en Cilicie.

LES GRECS N'ONT PAS SEULEMENT DES DÉFAUTS

Dès qu'il s'agit de juger les Grecs, nos turcomanes perdent la tête. Vous ne trouverez pas un philhellène — ou un arménophile — qui ne loue certaines qualités et certaines vertus du Turc. Mais je vous défie de mettre la main sur un disciple de Pierre Loti ou de Claude Farrère qui aperçoive chez les raïas autre chose que des défauts et des vices. Je ne m'attarderai pas à relever toutes les calomnies que colportent, sur le compte des Grecs « dégénérés », les amants d'Aziyadé ! J'ai mieux à faire : je me bornerai à tirer de mes longues observations quelques vivantes réalités.

« Dans aucune nation du monde, écrit M. Edouard Helsey (1), la finesse d'esprit n'est

(1) *Les Aventures de l'Armée d'Orient.* Paris, édit. La Renaissance du Livre.

aussi générale qu'en Grèce. Un portier d'hôtel, un cocher, le plus modeste des artisans, vous y étonnent par l'extrême vivacité de leurs aperçus. »
Cela est parfaitement exact. Le Grec de nos jours est un des spécimens les plus complets de la race humaine. Il n'y a pas un peuple dont l'intelligence naturelle puisse rivaliser avec la sienne. Le paysan le plus frustre n'a pas besoin d'avoir parcouru le monde pour avoir le don d'observer et de comprendre. Le ciel et la mer qui l'inondent et l'enveloppent d'azur et d'harmonie lui ont donné une extrême sensibilité. Il comprend ce qui est beau et ce qui est grand. Il s'extasie devant les splendeurs d'un coucher de soleil, il rêve devant la mélancolie d'un clair de lune. Faites l'expérience, comme je l'ai faite cent fois : allez en Grèce, pénétrez chez l'homme le moins cultivé, promenez-vous avec lui dans la montagne, dans la plaine ou sur les côtes. Cet être, que n'a dégrossi aucun enseignement, a des frémissements d'artiste. Il s'arrête devant une montagne qui touche les nues d'un front altier ; il s'arrête devant un ruisseau qui coule paisible en murmurant une douce chanson ; il s'arrête devant une fleur qui tremble sur sa tige délicate; il s'arrête devant l'infini qui l'écrase, et il s'écrie : Que c'est beau! (*ti oraio!*) Il a une puissante imagination. Il voit bien au delà du lointain que limite son regard. Par quel prodige peut-il élargir son horizon ? Il juge avec une surprenante acuité les peuples qu'il n'a jamais vus. Il connaît l'Anglais,

le Français, l'Italien, l'Allemand, le Russe. Pour chacun, il a le trait qui fixe l'image. Où a-t-il appris cet art de deviner, de pressentir, de sonder l'âme des autres ?

Il sait — où l'a-t-il appris ? — que les grands de la terre sont peu de chose dans l'espace et dans le temps. Et il ne se prosterne que devant Dieu. Et encore a-t-il, avec l'Eternel, certaines familiarités. Il est plus démocrate que nos radicaux et nos socialistes. Son roi, ses ministres, bien sûr il les respecte, mais jusqu'à un certain point. Il faut, avant tout, qu'ils soient dignes de lui. Constantin fut impopulaire jusqu'aux victoires balkaniques. Dans Venizelos, il admira surtout le génie de la race. Il est fier et il n'admet pas que l'étranger s'immisce dans ses querelles de famille.

Il aime profondément, passionnément sa patrie. Et il le prouve. Qu'il soit en Orient ou aux antipodes, il n'a qu'un souci : enrichir le trésor national. Son orgueil, c'est, au soir de la vie, de laisser une fortune, fruit d'un labeur opiniâtre, qui dotera l'Hellénisme d'un musée, d'une école, d'une bibliothèque, d'un stade. De tous les points du globe, sous quelque climat que le destin l'ait égaré, il enverra son obole à toutes les œuvres d'assistance ou d'éducation que les communautés patriarchistes auront instituées en Turquie, en Egypte, en Roumanie, en Russie. Tous les monuments publics, tous les palais, qui sont l'ornement et l'orgueil de la blanche Athènes, proviennent de sa générosité

spontanée. Si le Grec de Constantinople, de Smyrne, de Trébizonde a des églises, des écoles, des orphelinats, des crèches, des hôpitaux, des maisons de retraite pour les vieillards et les infirmes, il ne doit aucun de ces bienfaits au gouvernement ottoman; il les doit à son propre effort, à ses sacrifices personnels. En France, il faut que l'Etat nous procure tout. S'il manque à son rôle de providence, nous sommes désarmés, privés de toute nourriture spirituelle. Dans le monde hellénique, c'est l'initiative de l'individu qui pourvoit aux besoins de la collectivité.

J'ai parcouru à peu près tous les pays d'Orient et j'ai pu constater combien le Grec excelle à coloniser. Partout où il s'installe, c'est tout de suite la lumière de la civilisation qui pénètre à flots. S'il ne réalise pas toujours le progrès matériel, c'est qu'il ne possède pas encore assez de moyens, mais il sait trouver en lui-même ce qu'il faut pour réaliser le progrès moral et intellectuel.

Il a du mépris pour l'ignorant. Etre illettré, c'est pour lui le comble de la déchéance. Il veut savoir, il veut s'instruire à tout prix. Entrez dans une épicerie, chez un bakal, vous y verrez très probablement, derrière un tonneau d'olives, un adolescent penché sur un livre ou sur un journal. C'est un jeune commis qui se perfectionne dans la lecture. Il continue, il prolonge les leçons de l'instituteur dont il a été sevré par les dures nécessités de l'existence. Ce petit bonhomme a une ambition qui le

dévore : il sera un evergète, c'est-à-dire un bienfaiteur de la nation. Mais il faut d'abord qu'il devienne un magnat du commerce, de l'industrie ou de la banque. Comment pourrait-il gagner les sommets d'où jaillit le Pactole s'il n'a pas des connaissances étendues pour guider son ascension? Il comprend aussi que ce n'est pas de son coin misérable qu'il prendra son essor. Il s'informe donc, dans *ce qui est écrit*, des choses de l'extérieur. Il regarde, il interroge sans arrêt pour savoir ce qui se passe là-bas en Europe, en Amérique, en Asie. Gare à vous si vous n'êtes pas de chez lui; il est d'une curiosité indiscrète, il vous importunera, il vous agacera de toutes sortes de questions : « D'où êtes-vous? Comment êtes-vous venu de si loin? Qu'est-ce que vous faites? Qu'est-ce que vous gagnez? » Dès qu'il jugera qu'il a de quoi naviguer, qu'il a un bagage suffisant, il partira; il roulera sa bosse jusqu'à ce qu'il ait trouvé le bon endroit où il pourra exercer toutes ses facultés. Il travaillera d'un effort inlassable. Il vit simplement, modestement, évitant de gaspiller ses ressources. Il amasse, il thésaurise avec une patience méthodique. Et il fait si bien fructifier ses économies qu'un beau jour il a de quoi fonder une raison sociale dont il sera le chef. Il sera commissionnaire, exportateur, transitaire, armateur ou banquier. A Marseille, à Paris, à Londres, à Manchester, à Liverpool, à New-York, dans les centres d'activité où il aura les concurrents les plus redoutables, il parviendra aux pre-

miers rangs. Une des plus importantes firmes commerciales du monde sera grecque: la maison Rhally Un des colosses de la finance sera grec : sir Basil Zaharoff. Dans le bassin de la Méditerranée ce sont des Grecs qui possèdent le plus de bateaux marchands. Ils ne brillent pas seulement dans le négoce. Ils triomphent aussi dans les domaines de l'esprit aussi bien au dehors que dans leur pays. Moréas ne fut-il pas le prince des poètes français? Des maîtres éminents de nos Facultés furent de purs Hellènes, tels M. Politis qui, hier encore, professait le droit international à Poitiers, puis à Paris, et M. Phocas, qui occupa la chaire de chirurgie de Lille. Le Grec de nos jours se distingue dans toutes les branches de la littérature, de la science et de l'art. Athènes vit dans une véritable fièvre intellectuelle. On y agite tous les problèmes. On y cultive tous les genres. Si nos turcomanes se donnaient la peine d'étudier la Grèce, ils y découvriraient une pléiade d'écrivains qui, dans la poésie, le drame, l'histoire, sont plus que de pâles imitateurs des temps antiques et des temps modernes. Ils y rencontreraient aussi des peintres, des sculpteurs et des musiciens qui s'efforcent, souvent avec un rare bonheur, de créer des chefs-d'œuvre.

On peut adresser au Grec un reproche, c'est de trop se complaire dans les disputes politiques. Peut-être, en effet, s'épuise-t-il dans de misérables divisions intestines, mais n'est-ce pas aussi « au bruit de

telles luttes (1) que la vie nationale se reconnaît dans un pays » ? Comprenons, respectons cette nécessité commune aux peuples épris de liberté, regardons ce qui se passe dans notre République, et nous serons moins sévères et moins injustes.

Il m'est arrivé de lire des romans célèbres qui veulent dépeindre des caractères et des mœurs d'Orient. Au risque de choquer les fidèles de Loti ou de Farrère, je dirai tout net, dût-on me traiter de barbare, que si j'y ai trouvé l'occasion d'admirer de parfaits jongleurs de mots et d'images, je n'y ai pas trouvé une seule parcelle de vérité..

D'un bout à l'autre, c'est de la fantaisie pure; c'est une série de folles arabesques tracées par un visionnaire. Le caprice n'y poursuit à travers des couleurs étincelantes que des illusions et des fantômes.

D'où viennent ces fumées qui égarent de belles intelligences dans une sorte d'ivresse où l'on n'est plus que le jouet d'une imagination maladive?

Voir faux, quand cela ne nuit à personne, passe encore. Les poètes ont ce privilège de pouvoir se promener dans une planète qui ne ressemble en rien à notre pauvre machine ronde. On les regarde et on les écoute avec plaisir. Ils ne font aucun mal; souvent même ils bercent la misère humaine. Mais si l'erreur cause des ravages, si par un jugement basé sur des fictions l'on condamne tout un peuple à la flétrissure, fût-on un génie, fût-on un immortel, on

(1) Armand Carrel.

commet là pis qu'une injustice, on commet un crime.

Les Grecs ont été couverts de tous les crachats par des publicistes français qui n'ont trempé leur plume que dans le mensonge. Et leurs femmes ne sont pas épargnées. Quelle abjection! Je me flatte de connaître l'Europe; depuis trente ans je ne cesse de la parcourir en tous sens. A la veille de la guerre j'étais à Saint-Pétersbourg, où je notais avec effroi la dissolution des mœurs russes. J'avais vu de très près l'Autriche, la Hongrie la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie, la Turquie, la Grèce, l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre. Eh bien, je le proclame, il n'y a pas de foyer plus solide et plus propre, moralement, que le foyer grec. J'ai pénétré en Attique, en Macédoine, en Thrace, en Ionie, en Egypte, dans la haute société et dans les classes moyennes. J'y ai contemplé les vertus les plus rares, celles qui sont l'honneur et la parure de la bourgeoisie française, de cette bourgeoisie que l'étranger ignore aussi trop souvent... La femme grecque est le centre de la famille. Elle porte sur son front une auréole qui incline vers elle le respect et la vénération de ses enfants et de ses petits-enfants. En Egypte, à Alexandrie, je fus admis, à plusieurs reprises, à la table de Mme veuve Moazzo. Je me croyais transporté aux temps bibliques. Mme Moazzo présidait aux repas comme à une cérémonie religieuse. Autour d'elle étaient assis ses fils et ses filles suivant une hiérarchie réglée par l'âge. Ils étaient douze. Chacun avait pour son aîné une affection empreinte

de déférence. Mais ce qui était remarquable, c'est que les garçons qui étaient des hommes mûrs — le plus âgé eût pu être grand-père — n'avaient pas voulu se marier pour ne pas faire de vide dans la maison. Tous restaient là à leur poste, pour faire à la mère un rempart de leur affection. Ils ne disposaient pas de leur argent, tout ce qu'ils gagnaient ils venaient le remettre à la reine du foyer qui, seule, détenait les clefs du coffre-fort. Je n'ai jamais vu et je ne pense pas qu'en Europe la femme reçoive des hommages plus respectueux.

En Grèce, l'épouse et la jeune fille sont très vertueuses. Elles ignorent la corruption qui dégrade certaines Babylones d'Occident. Les filles-mères sont rares. La société les traite en pestiférées dont il faut éviter le contact. La prostitution existe sur une très petite échelle. Ce n'est pas à Athènes que les hétaïres pourraient être admises dans les salons; les journaux illustrés ne pourraient pas donner leur portrait ni en première page, ni en dernière page, avec un luxe de détails sur tout ce qu'elles disent et tout ce qu'elles font. Il y a une barrière infranchissable entre le monde et le demi-monde.

ON CRÉE ENTRE LE PEUPLE FRANÇAIS ET LE PEUPLE GREC UN GRAVE MALENTENDU

Le Français ne sait pas voyager. Il entre dans un pays qu'il n'avait jamais visité avec tout un lot de légendes. Il ne se donne pas la peine de vérifier,

de contrôler toutes les histoires plus ou moins drôles qu'on lui a racontées. Il a son jugement tout prêt pour le Grec, l'Arménien, le Turc, comme il l'a pour l'Anglais, l'Américain, l'Allemand, l'Italien, l'Espagnol, etc. Il a une collection de figures étrangères qui sont de grossières caricatures. Il écrit là-dessus des livres qui ont la prétention d'exprimer la vérité. S'il a du talent il revêtira le mensonge de tels ornements qu'il trompera tous les gens de bonne foi, qui s'en rapportent à son témoignage. M. Pierre Loti écrivait au ministre des affaires étrangères : « Il faudrait conserver ce que les incendiaires grecs nous ont laissé de l'imposant et calme Stamboul. » Or, j'ai cherché la trace de ces incendiaires ; personne n'a su m'indiquer à quelle date ni dans quelles rues ils avaient opéré. A Constantinople, il y a des gens qui font métier de brûler des quartiers entiers pour piller dans le désordre du sinistre, mais ce n'est pas chez les Grecs, ni chez les Arméniens qu'ils se recrutent. Avant de distribuer le blâme et la louange entre les peuples, il faut s'assurer qu'on a été bien renseigné sur leur conduite.

Les niaiseries, les âneries qu'on a débitées dans notre presse sur le compte des Grecs, à propos de leur expédition de Smyrne, m'ont épouvanté. Je me dis, en effet, que si nous étions renseignés de même façon sur l'Allemagne nous étions perdus. Le service de propagande kémaliste installé à Paris a manœuvré notre opinion publique en se jouant. Il a fait avaler à nos journaux « les mieux informés »

non pas des couleuvres, mais des baleines. C'est à croire que dans nos rédactions on ignore totalement la géographie. On a fait rentrer un jour les Turcs à Eski-Cheir alors que les Grecs étaient à cent kilomètres à l'est de cette ville.

Certains de nos confrères parisiens ne pouvaient se résoudre à publier des victoires helléniques. Ou bien ils les passaient sous silence, ou bien ils les dissimulaient dans les petites nouvelles. Mais dès qu'il était question d'un succès turc on le plantait en première page avec un gros titre qui crevât les yeux.

Je voudrais bien connaître le but que l'on poursuit dans certains milieux français en essayant de discréditer les Grecs. On aura beau s'acharner sur ce peuple, on ne parviendra pas à l'arrêter dans son merveilleux développement. Depuis cent ans les chancelleries s'évertuent à le contrecarrer et à le brimer. Quel résultat ont-elles obtenu ? En dépit de leur constante hostilité, plus ou moins sournoise, il n'a cessé de gagner du terrain dans toutes les directions. Je me souviens du mépris qu'affichaient pour ses « rêves de mégalomane » les consuls et les officiers européens que je rencontrais en Macédoine de 1904 à 1908. Toute leur admiration allait au Bulgare qui était le roi des Balkans. Le Grec ne grandirait jamais, il lui était interdit de regarder vers Salonique. Et pourtant, il est aujourd'hui aux portes de Constantinople.

En 1914 le *Temps* condamnait la Turquie à disparaître. Il était sans pitié. Il ne pensait alors

qu'à châtier des coupables. Mais la victoire lui a rappelé, fort opportunément, que nous avions en Orient des intérêts à défendre et dans l'Afrique du Nord des musulmans à ménager. Et pour se faire pardonner l'accès de colère qui lui avait fait demander la fin de l'empire ottoman, il s'est retourné tout à coup contre la Grèce, et, cette fois-ci, il ne lâchera pas le morceau. Il a son *delenda carthago :* il faut, répète-t-il à satiété, que les Grecs partent de Smyrne. Il a trouvé le secret du bonheur pour l'Orient. Dès que l'Asie Mineure sera purifiée de la souillure hellénique, elle aura instantanément la paix. Il y aura pour les Alliés un cauchemar de moins et pour la France une gloire de plus. J'admire avec quelle dextérité le *Temps* opère les interventions chirurgicales les plus difficiles. D'un coup de bistouri il débarrasse l'Anatolie du corps étranger qui la gêne, et le malade retrouve santé, force et richesse.

Le *Temps* n'oublie qu'un détail, c'est que la Grèce est à Smyrne en vertu d'un mandat précis qu'elle a reçu du Conseil suprême. Nous ne pouvons pas lui dire d'en repartir sans lui offrir tout au moins une petite compensation. Elle a dépensé des centaines de millions, elle a sacrifié des milliers de soldats. Il est juste qu'on la rembourse d'une manière quelconque. C'est d'une honnêteté élémentaire. Mais le *Temps* ne s'embarrasse pas de scrupules. Il lui faut l'évacuation de Smyrne sans conditions. Le procédé n'est pas galant, et il est extrê-

mement dangereux. Supposons, en effet, qu'on eût écouté, qu'on écoute encore l'augure de la rue des Italiens. Supposons que les Grecs partent de Smyrne sans qu'on ait obtenu des garanties du côté d'Angora. Ceux-ci se jetteront comme une trombe sur les Dardanelles et sur Constantinople. Car il y a une chose qui domine tous les débats en Turquie, c'est que les kémalistes continuent la guerre de 1914. Ils l'ont continuée contre la France en Cilicie, et nous avons honteusement capitulé. Ils la continueront demain contre l'Angleterre, jusqu'à ce qu'ils aient chassé tous les alliés de leur territoire. L'armée grecque joue un rôle capital pour la sauvegarde des intérêts et du prestige des vainqueurs. Que le *Temps* le veuille ou non, elle est la couverture des troupes franco-anglaises qui sont échelonnées des Dardanelles au Bosphore. Je pourrais là-dessus lui rapporter ce que m'ont dit quelques officiers de notre état-major. Mais je serai discret. Je me contenterai de me retrancher derrière l'opinion d'un critique militaire britannique, le colonel Repington, que personne ne récusera chez nous, car bien avant la guerre il se révéla un ami sincère et dévoué de la France. « Peu d'entre nous, écrivait le colonel Repington, ont eu la bonne grâce de reconnaître ouvertement qu'en Asie Mineure l'armée grecque a été un lien indispensable entre les Alliés, à Constantinople, les Italiens, à Adalia, et les Français, en Cilicie et en Syrie. » Que ce lien disparaisse avant que les Turcs de Stamboul et

d'Angora aient accepté *nos conditions de paix*, et notre victoire est mise en péril. Nous devrons en passer par les fourches caudines qui ont été préparées à Brest-Litovsk et remises au point à Erzeroum, à Sivas et à Moscou. Que si nous nous refusons tout de même, par un reste de dignité, à capituler devant la Jeune-Turquie, nous qui avons terrassé l'Allemagne, nous serons obligés de finir par où nous aurions dû commencer après l'armistice : nous serons obligés de désarmer Moustafa Kemal. Ceci nous coûtera plus cher qu'en 1919, mais à qui la faute?

En France, nous passons le meilleur de notre temps à démolir tous les traités que nous signons et tous les accords que nous acceptons. On me dira que le traité de Sèvres n'a pas été ratifié; mais il porte la signature de notre gouvernement. Et le Parlement ne l'a pas désavoué. Quel crédit peut avoir notre Quai d'Orsay dans le monde s'il brûle un jour ce qu'il adorait la veille? Quand il approuva le traité de Sèvres, il exprimait une politique. En aurait-il changé? Et pourquoi? Le problème à résoudre n'est-il pas le même? La Jeune-Turquie ne mérite-t-elle plus la leçon que lui infligeait M. Clemenceau dans la lettre qu'il adressait à Damad Ferid pacha au nom du Conseil suprême ? Ah ! je sais, il y a Constantin. Et M. Venizelos n'est plus premier ministre de Grèce. Et après? avez-vous fait une politique de personne ou une politique de système ? N'aviez-vous pas

prévu que les hommes, même lorsqu'ils sont des surhommes, ne sont que poussière que la camarde emporte ? Aviez-vous spécifié dans un acte quelconque que vous faisiez le traité de Sèvres avec M. Venizelos et non avec la Grèce ? Avez-vous posé comme condition que le beau-frère du Kaiser ne remonterait jamais plus sur le trône ? L'avez-vous décrété d'accusation ? Est-il sur la liste des coupables ? A-t-il armé le bras des assassins de décembre ? S'il a fait cela, s'il est responsable de la mort de nos marins, pourquoi, je vous le demande encore, ne lui avez-vous pas interdit l'accès du royaume, au besoin à coups de canon ?

La politique que nous suivons à l'égard de la Grèce est pleine d'équivoques et d'obscurités. D'un côté, nous vilipendons son armée et de l'autre nous acceptons de l'instruire. N'est-il pas singulier que nous battions des mains à l'échec de l'offensive grecque, alors que ce sont des missions militaires françaises qui ont réorganisé les soldats du roi ? Notre presse ignore-t-elle que le général Gramat est toujours à Athènes. Ignore-t-elle que, par contre, du côté de Moustafa Kemal, il y a des officiers allemands ? Par qui notre pays est-il donc dirigé qu'il fasse tant de sottises ?

On a créé, entre le peuple français et le peuple grec, un grave malentendu. Et loin de le dissiper, on cherche à l'accroître. Il faudrait pourtant en finir avec une situation qui peut nuire, certes, à la Grèce, mais qui nuira encore bien plus à la France.

En perdant notre appui, la Grèce risque de perdre Smyrne. Après tout, serait-ce un malheur pour elle ? Elle sortirait peut-être d'un guêpier où elle n'a reçu que des coups pour le profit des Alliés.

Le pire tour qu'elle eût joué à l'Entente au mois de mars dernier, c'eût été de lui dire : « Vous croyez que je suis un obstacle à la paix en Orient parce que je reste à Smyrne ? Soit. Je vais en partir. Je me contente de ce que vous m'offrez. » Dans quel embarras se fussent trouvés les Alliés ? Ils auraient dû envoyer des renforts considérables à Constantinople et aux Dardanelles. Et la France eût dû signer une capitulation encore plus humiliante que celle d'Angora...

Que nous importe, répliquent nos turcomanes, que Moustafa Kemal entre à Stamboul en maître, puisque ce sont les Anglais et les Grecs qui en seront chassés. Nous n'avons à favoriser ni les premiers, qui nous ont dérobé tous les fruits de la victoire, ni les seconds, qui nous ont trahis pendant la guerre. Que les Anglais nous aient trompés depuis novembre 1918, nous verrons si cette accusation est fondée. Mais est-il prouvé que M. Gounaris, puisque c'est lui qui est en cause, s'est rangé du côté de l'Allemagne ? J'ai lu très attentivement les « Souvenirs de Guerre » de l'amiral Dartige du Fournet. Cet honnête et loyal Français, que l'on a sacrifié comme un bouc émissaire, n'a pas tout dévoilé de ce qu'il sait sur les événements de Grèce, mais il en dit assez pour que nous compre-

nions qu'il s'est passé, dans ce pays, d'étranges et troublantes choses. Le rôle du capitaine de frégate de Roquefeuil n'a pas été encore éclairci, mais si les confidences que l'on m'a faites à moi-même, dernièrement, à Athènes, dans un milieu diplomatique, reposent sur des documents et des faits certains, alors, je ne m'étonne plus qu'il y ait eu chez les Grecs de violentes manifestations francophobes devant l'hôtel de notre légation et ailleurs. Je voudrais qu'une commission, composée de sénateurs et de députés, pût procéder à une vaste enquête en Grèce. Le Parlement en apprendrait de belles sur les agissements de certains de nos agents, militaires ou civils. Cette commission devrait se rendre ensuite à Constantinople et à Beyrouth. Elle aboutirait à des conclusions qui expliqueraient bien des mystères.

Quelle fut exactement l'attitude de M. Gounaris, sur qui notre presse a déversé tant d'injures ? Est-il vrai qu'à peine arrivé au pouvoir, en mars 1915, il ait déclaré vouloir suivre en politique extérieure la voie tracée par son prédécesseur M. Venizelos ? Est-il vrai qu'il ait offert par trois fois d'intervenir sur les champs de bataille aux côtés de l'Entente ? Est-il vrai qu'à sa première proposition on ne lui ait même pas répondu ? Est-il vrai que, sur de nouvelles démarches de son ministre des Affaires étrangères, M. Zographos, on lui ait fait des réponses évasives ? Est-il vrai que, sous son ministère, le roi Constantin ayant déclaré à M. Poincaré que la

Grèce était prête à entrer en guerre avec nous, pourvu que son intégrité territoriale lui fût garantie, le président de la République répondit que nous ne pouvions donner pareille assurance, de « crainte de froisser les susceptibilités bulgares » ? Oui, tout cela est vrai, et le *Temps* le confirmait lorsqu'il écrivait, le 30 octobre 1915 : « La Grèce, à diverses reprises, a offert aux puissances de l'Entente son concours militaire effectif. Dans sa dernière proposition, elle ne demandait que la garantie de son intégrité territoriale, une assurance contre tout démembrement. Les Alliés, à cette époque, ne songeaient qu'à offrir Cavalla à la Bulgarie et pressaient d'autant plus Ferdinand d'accepter qu'il se moquait d'eux, ayant son accord avec les Allemands en poche. » Ainsi, Constantin et M. Gounaris étaient décidés à se battre avec nous, ils ne posaient qu'une condition, c'est que la victoire commune ne mutilât pas la patrie.

Il est possible que, dans la suite, exaspérés par nos dédains et nos rebuffades, le roi et son premier ministre aient versé définitivement dans une neutralité plus ou moins hargneuse, il est possible que la propagande allemande ait trouvé un terrain favorable dans les cercles de la cour, mais, en toute justice, c'est l'Entente qui doit être incriminée en premier lieu. N'était-ce pas de sa part une monstrueuse aberration que d'exiger de la Grèce qu'elle se dépouillât pour la gloire de Ferdinand ? A-t-on jamais entendu un pays dire à un autre : « Pour

me prouver ton amitié, suicide-toi ! » Si l'on avait proposé à la Roumanie de rendre la Dobroudja aux Bulgares avant de se joindre aux Alliés, croyez-vous qu'elle ne se fût pas révoltée? Et l'Italie aurait-elle déserté le camp de la Triplice si nous avions osé la prier de donner à l'Autriche la Vénétie ou la Lombardie ? A tous ceux dont nous sollicitions une complicité passive ou active, nous faisions miroiter l'espérance soit d'une résurrection nationale, soit d'un agrandissement territorial; la Grèce seule était privée d'une récompense, que dis-je ? elle devait, pour nous faire plaisir, s'infliger le supplice du hara-kiri. Quand on relit le roman-feuilleton que les Alliés ont écrit en Orient de 1914 à 1918, on croit vivre un de ces cauchemars où la bête humaine, se donnant libre carrière, fait les sauts les plus abracadabrants dans le royaume du burlesque et du tragique. Et je ne me hasarde plus, comme je l'ai fait autrefois, à vitupérer M. Gounaris. Le doute m'envahit, et je me demande si cet homme d'Etat n'est pas tout simplement une victime de la diffamation. L'indignation que certains de nos Juvénal témoignent à son égard me paraît suspecte. Nous avons vu le véritable apôtre de la neutralité remonter au pouvoir après la guerre : ce n'est pas en Grèce, mais en Italie. Et pourtant, est-ce que M. Giolitti n'a pas été reçu à bras ouverts au sein des Alliés? Que, demain, M. Nitti, qui a tenu sur la France des propos hostiles, redevienne aussi premier ministre, est-ce que

nous lancerons des imprécations contre Rome ? Des soldats italiens nous ont tué des soldats, à Fiume, est-ce que nous en avons rendu responsables tous les Italiens? Lorsque l'ambassadeur, M. Barrère, et le maréchal Fayolle ont été molestés à Venise, lorsque des manifestants ont insulté notre drapeau à Milan, à Turin, à Naples, est-ce que nous avons englobé dans notre réprobation toute la nation italienne ?

Regardons ailleurs, regardons au delà des Pyrénées ? qu'y voyons-nous ? des ministres, des généraux, des publicistes qui ne se gênent pas pour nous jeter des pierres. Partons-nous en guerre contre l'Espagne ? Non. Alors, qui me dira pourquoi nous sommes magnanimes à l'égard des Italiens et des Espagnols et si durs à l'égard des Grecs? Qui me dira pourquoi la France doit oublier les milliers de soldats qui sont tombés aux Dardanelles et en Cilicie et doit éternellement se souvenir des cent marins qui sont tombés à Athènes ? Qui me dira pourquoi nous tendons la main à Moustafa Kemal et la refusons à M. Gounaris? O vertu! que de crimes on commet en ton nom ! Mais est-ce vertu ou hypocrisie ?

LES GRECS AIMENT LA FRANCE ET ILS LE PROUVENT

Je suis un de ceux qui ont le plus encensé M. Venizelos. J'ai même écrit, dans le *Bosphore*, qu'il m'avait paru plus grand encore dans le retentis-

sement de sa chute. Je ne retire pas un mot des nombreux dithyrambes que j'ai composés en son honneur, d'une prose malhabile mais sincère ; je disais tout récemment encore à M. Baltazzi, ministre des Affaires étrangères de Grèce, que son pays pouvait s'enorgueillir d'avoir produit un des plus habiles diplomates des temps modernes. Ceci ne m'empêche pas de rendre hommage au talent de ses adversaires. Et surtout, je me garderai bien d'aller clamer par monts et par vaux que l'Entente a tout perdu en Grèce parce que M. Venizelos n'y est plus. J'ai connu tous les hommes d'Etat qui ont gouverné ce pays, avant que le grand Crétois y fût appelé par la Ligue militaire. J'avais approché MM. Delyanni, Théotokis, Rhallys, Mavromichalis, Dragoumis, Skouzès, Gryparis. Tous ces ministres furent des amis fervents de la France. A la fin de sa carrière, M. Théotokis avait sympathisé avec l'empereur Guillaume qui avait su le séduire à Corfou. Incontestablement, il admirait l'Allemagne. Mais cela ne l'empêcha pas de déclarer, dans un Conseil de la Couronne, que la Grèce devait se ranger du côté de l'Entente. Il m'avait fait l'honneur de m'exposer ses vues générales sur la politique européenne. Je l'entends encore me dire : « Ah! si vous pouviez vous entendre avec les Allemands, vous seriez les maîtres du monde ! » Son désir eût été de voir Paris et Berlin s'expliquer franchement, cartes sur tables, et aboutir à une réconciliation. Il pensait que c'était par un

accord franco-allemand que l'Europe pouvait trouver le repos. Il parlait de Jaurès dans les termes les plus chaleureux. « Ce n'est pas seulement un prestigieux orateur, me disait-il, c'est un profond penseur. Qu'on l'écoute et l'Europe jouira d'une paix éternelle. »

Nous avons en France un travers dont nous ne savons pas nous corriger. Nous médisons des autres avec une incroyable légèreté. Nous ne leur permettons pas de penser autrement que nous. Et quand ils pensent comme nous, nous les repoussons quand même. M. Rhallys, qui succéda à M. Venizelos, était le plus vieil ami que nous eussions à Athènes. Il était fier de ce qu'on l'appelât « le Clemenceau de la Grèce ». Toute son éducation avait été imprégnée de nos idées, de nos sentiments. Il avait fait ses études supérieures à l'Université de Paris, comme à peu près tous les hommes politiques, tous les diplomates, tous les avocats, tous les médecins, tous les ingénieurs qui ont un nom dans l'Hellénisme. Eh bien, malgré tout son passé, pour le seul fait qu'en politique intérieure il était un adversaire de M. Venizelos, nous l'avons frappé d'interdit. Nous ne fûmes pas moins injustes envers M. Calogeropoulos, qui est un francophile avéré. A l'heure actuelle, qui est ministre des Affaires étrangères? c'est M. Baltazzi. Or, qui est ce constantinien ? d'où vient-il ? Il est issu d'une des plus vieilles et des plus respectables familles de Smyrne. Tout enfant, il ne parlait et n'entendait chez lui

que le français. Jeune homme, il devint avocat. Sa langue usuelle était toujours la nôtre. Ses auteurs préférés restaient les nôtres. Exerçant à Constantinople, il fut introduit dans la famille du prince Mavrocordato, ministre plénipotentiaire de Grèce. Il épousa la fille de ce diplomate. Or, tous ceux qui ont connu le prince Mavrocordato, j'invoquerai par exemple le témoignage de M. Paul Cambon, savent combien ce gentilhomme aimait la France, favorisant de toutes ses forces l'expansion de notre langue dans les écoles du Patriarcat. M. Baltazzi pense, parle et écrit en français, comme un Français de culture distinguée. C'est le plus Parisien des Athéniens. Entrez dans son petit hôtel et vous verrez une importante et riche bibliothèque uniquement composée d'auteurs français. Et voilà un homme qu'on a classé parmi les agents du Kaiser. Allons donc ! Il a rendu plus de services à notre pays, comme avocat, comme homme politique, comme diplomate que nombre de Français qui sont payés pour représenter au dehors la République...

Les germanophiles, ce ne sont pas les étrangers que nous décrétons d'accusation, ce sont nos journalistes, ce sont nos écrivains, ce sont nos agents qui, par leurs maladresses répétées, avancent partout les affaires de l'Allemagne.

« Celui qui vous écoute du dehors, me disait M. Baltazzi, ne s'émeut pas de vos injures lorsqu'il vous connaît. Il sait que la France est la plus

noble nation du monde. Il sait qu'elle n'est pas là où se trafiquent des malpropretés. Il sait qu'elle est à l'Institut, source intarissable de pensée et de science, dans vos laboratoires si féconds en découvertes, dans votre armée si héroïque, dans votre magistrature si intègre, dans votre bourgeoisie si noble, dans votre peuple si laborieux. Lorsque, dans une seule époque, un pays a produit un Pasteur, un Berthelot, un Henri Poincaré, un Curie, un Roux, un Branly, un Renan, un Anatole France, un Bergson, un Gambetta, un Jules Ferry, un Waldeck-Rousseau, un Jaurès, un Clemenceau et... un Foch, il est à l'abri de tout soupçon. Ceux qui chez lui nous insultent, nous, étrangers qui, dès notre plus tendre enfance, avons appris à l'aimer comme une seconde patrie, ceux-là ne parlent pas en son nom, ne reflètent pas son image. La France est une immense force morale, qui s'ignore peut-être, mais qui est, vous le savez, vous qui avez beaucoup voyagé, l'espoir de tous les petits peuples et la lumière de tous les opprimés. Donc, nous ne prêtons pas plus d'attention qu'il ne convient aux outrages dont certains veulent nous abreuver. Mais il ne faudrait pas cependant que la campagne ouverte contre la Grèce depuis plus d'un an se continue indéfiniment, il ne le faudrait pas pour notre opinion publique, à qui nous ne pourrions pas expliquer la persistance de vos attaques. Le peuple est simpliste, il ne jugerait que d'après les apparences. Et il serait tenté de se détourner un

jour d'une affection qui ne lui serait payée en retour que d'ingratitude. Il est temps que les malentendus disparaissent complètement entre nos deux pays. Vous pouvez compter en tout cas que, pour ma part, je m'emploierai de toutes mes forces à rendre les relations franco-helléniques aussi cordiales, aussi intimes qu'elles l'étaient autrefois. »

Allons-nous perdre la clientèle grecque ? allons-nous l'abandonner à nos rivaux et à nos concurrents ? Il y a, dans la Méditerranée orientale, de sept à huit millions d'Hellènes. C'est à eux que nous devons, pour la plus grande part, cette expansion de notre langue qui fait du proche Orient comme un prolongement de la France. M. Andréadès, qui pourrait professer l'économie politique à l'Université de Paris, comme il la professe à l'Université d'Athènes, tant il est des nôtres par le cœur, par l'esprit, par la connaissance approfondie de notre histoire, de notre littérature, de notre art, de notre mouvement social, philosophique, scientifique, de notre activité commerciale, industrielle, financière, M. Andréadès, qui parle et écrit le français comme le plus pur de nos classiques, représentait son pays, le 24 décembre, à la grande manifestation de « solidarité intellectuelle entre la France et les nations amies » que présidait, à la Sorbonne, M. Raymond Poincaré. Apportant à son tour un tribut d'hommage au génie de la France, il se plut à rappeler que « si, parmi les littératures modernes, il n'en est sans doute au-

cune qui soit plus imprégnée d'hellénisme que la littérature française, de même, nulle part, l'influence de la littérature française n'est plus profonde qu'en Grèce, *où le français est la seule langue étrangère obligatoire dans les écoles*, et dont les écrivains viennent chercher en France leur inspiration et jusqu'aux formes de leur pensée. En février 1915, concluait-il, dans ce même amphithéâtre, des représentants des nations gréco-latines, dont je m'honore d'avoir été, venaient affirmer leur solidarité morale avec la France et leur foi dans sa victoire. Aujourd'hui nous venons proclamer notre solidarité intellectuelle et la conviction profonde qu'il en jaillira une victoire également magnifique, une victoire qui, comme l'Apteros Nikè gardée jadis sur l'Acropole, ne devra jamais quitter le temple que lui élèvent les peuples alliés et amis. »

Oui, les Grecs aiment la France. Ils se nourrissent de nos idées, ils s'abreuvent à nos sources. Tout leur théâtre contemporain se modèle sur le nôtre. Il n'y a rien d'allemand ni dans leurs romans, ni dans leurs poésies, ni dans leurs discours, ni dans leurs chroniques. Dans les salons athéniens, entre Grecs, on se pique de s'exprimer en français sur les questions du jour. Vous y trouverez toujours, dans un coin, l'*Illustration*, le *Temps*, les *Débats*, le *Figaro*, le *Gaulois*, la *Revue des Deux Mondes*, la dernière pièce de Bataille, le dernier livre d'Anatole France... J'ai rencontré des Grecs qui connaissent et jugent tout notre mouvement intellectuel

beaucoup mieux que la plupart de nos parlementaires et même de nos journalistes. Et ce n'est pas seulement dans le royaume grec que l'hellénisme propage notre civilisation, c'est en Egypte, c'est en Turquie. Sait-on que dans l'empire ottoman (vilayets d'Andrinople, Constantinople, Aïdin, Brousse, Trébizonde, Konia, Angora, Sivas, Castamouni), il y a 2.350.000 Grecs avec 2.483 écoles et 213.700 élèves? A Constantinople et dans les environs, il y a 385.000 Grecs avec 285 écoles et 37.400 élèves. Eh bien, c'est dans cette population hellénique — ainsi que dans celle des Arméniens et des Juifs — que se recrute notre clientèle scolaire. Si Constantinople est la ville de l'étranger où le français est le plus répandu, nous le devons pour beaucoup à ces Grecs que MM. Pierre Loti et Claude Farrère vouent aux gémonies. Ces écrivains et leurs disciples ont-ils fait la plus petite enquête dans les milieux qui évoluent autour du Phanar ? Ont-ils visité, comme je l'ai fait, les écoles patriarchistes ?Je suis bien convaincu qu'ils n'ont jamais mis les pieds dans aucun gymnase. Ont-ils étudié le passé ? Savent-ils que ce sont les grandes familles phanariotes qui ont introduit le français à Constantinople au début du XIXe siècle ? Non, ils ne savent rien de tout cela, et ils ne veulent rien en savoir. Cette ignorance leur plaît parce qu'elle flatte leur manie.

Le mishellénisme eut toujours en France des adeptes fervents. Il y a cent ans, Armand Carrel

s'en indignait et il écrivait : « Quelle plume, après tout, voudrait sérieusement lutter contre ces écrivains sans pudeur qui nient à la Grèce son droit d'insurrection contre la Porte ? Il faudrait pouvoir se persuader que ces hommes, payés ou intéressés par leur position au maintien d'absurdes erreurs, croient ce qu'ils écrivent, qu'ils ne mentent pas contre leur propre bon sens. » En 1883, Francis Charmes disait à son tour : « Les Grecs, il faut en convenir, ont quelque raison de soutenir que, depuis une cinquantaine d'années, la mode a tourné contre eux. » De 1897 à 1912, les choses n'avaient pas changé. En 1904, M. Coromilas, consul général de Grèce à Salonique (il fut, depuis, ministre des Affaires étrangères et ministre plénipotentiaire à Rome), cet érudit pour qui notre langue n'a pas de secret — M. Anatole France pourrait en témoigner — me faisait, dans une interview, la déclaration suivante : « On a créé (1) une Grèce minuscule : une sorte de miniature, de bibelot pour vitrines. Nos épaules sont trop faibles pour supporter tout le poids du merveilleux héritage que nous ont légué nos ancêtres. Et de nous voir ployer sous le faix, cela excita la verve de tous ceux qui ont toujours en réserve quelque esprit à dépenser. On nous ridiculisa d'abord... On nous caricatura. Ce fut, hélas! l'origine et la cause de tous nos maux... Plus tard, lorsque les psychologues et les moralistes se mirent à nous étudier et à nous retourner, ils ne découvrirent

(1) *L'Imbroglio macédonien*, op. cit.

que les défauts. Je mentirais, certes, si je niais que nous en sommes largement dotés. Mais qui n'a pas ses verrues ? Pourtant, nous avons quelques qualités, On nous jugea avec sévérité. La voie était toute tracée à la calomnie. Celle-ci se pencha sur nous, espérant nous achever de sa bave immonde. Elle cracha sur notre honneur tout son venin... Et le dirai-je ? les coups les plus féroces nous furent portés par la France... la France qui se confond dans nos cœurs avec notre patrie, car, dès notre plus tendre enfance, nos mères nous ont appris à l'aimer et à la vénérer... » De 1912 à 1918, les mishellènes se terrent. Pendant les guerres balkaniques, la Grèce est aux côtés de la Serbie et de la Roumanie. Pendant la grande guerre, elle est aux côtés de l'Entente tandis que les Bulgares et les Turcs sont dans le camp germanique. Comment l'attaquer ? Mais, patience, l'armistice favorisera les compromissions les plus inavouables et les trafics les plus louches, et les reptiles pourront sortir de leurs trous. Venizelos a beau être notre allié, nos turcomanes, épaulés par les bulgaromanes, commencent à lui tirer dans les jambes, dès le lendemain du traité de Sèvres. Il y aura, entre Paris et Angora, de mystérieux va-et-vient où se confondront dans la haine du Grec — et de l'Arménien — des Français, des Jeunes-Turcs, des Allemands et des bolcheviks. Cependant, cette quadruple alliance n'arrivait guère à mordre sur la solidité des positions prises au sein du Conseil suprême par les chré-

tiens d'Orient, et tout particulièrement par les Grecs. Mais, s'il y a un Dieu pour les honnêtes gens, il y a un diable pour les bandits. Et Moustafa Kemal trouva soudain la gloire et le salut dans la défaite électorale de M. Venizelos. Tous ceux qui n'osaient pas le soutenir ouvertement puisèrent de l'audace dans l'aversion qu'inspirait à l'opinion publique française le retour du roi Constantin. Et depuis, toutes les digues ont été rompues. Le mishellénisme déborde de toutes parts. Il envahit tout le Parlement, toute la presse; tous les cercles, tous les milieux en sont inondés. Contre ce déluge, il ne se rencontre qu'un homme qui ait le courage de dresser un barrage : ce n'est pas un socialiste, ce n'est pas un radical, ce n'est pas un républicain, c'est un conservateur, c'est M. Denys Cochin, de l'Académie française. Il est beau de voir un catholique défendre avec tant de courage un peuple orthodoxe... M. Denys Cochin osa écrire dans le *Figaro* : « Aucune considération ne m'empêchera de célébrer la belle victoire des Grecs à Kutahia... C'est que tous les Hellènes, ceux de Venizelos comme ceux de Constantin, combattent de front et ne forment qu'une seule âme pour ce retour triomphal, comme l'avaient fait leurs pères, il y a cent ans, pour la liberté. Venizelos m'a dit, il n'y a pas longtemps : « Constantin et moi, nous ne sommes que des incidents : et la Grèce est immortelle ! » Parole digne d'un grand politique et grand patriote... Puisse une réconciliation qui peut

conduire à tant de résultats magnifiques s'accomplir sous l'égide de la France, digne entre toutes les puissances de remplir un tel rôle. Hésitera-t-elle entre l'Hellade et l'Islam ? Oubliera-t-elle les Croisades, et Navarin, et les crimes du Sultan Rouge, elle, protectrice des chrétiens d'Orient, et la guerre mondiale où le Turc fut le fidèle complice du Teuton, et la Cilicie, et la Syrie, où elle a maintenant le Turc pour ennemi persistant? Non, non, elle entendra l'écho des cloches qui sonnent à Athènes, pour la victoire de Kutahia, et elle acclamera les chrétiens vainqueurs. »

Hélas! cette grande voix qui nous rappelle les traditions nationales fut à peine entendue...

« La France, à l'heure qu'il est, écrivait Renan aux environs de 1870, est assez ignorante : elle croit qu'on lui dit des choses hardies quand on lui parle des choses élémentaires. » Ces dures paroles seraient encore plus justes et plus opportunes après notre victoire...

La question grecque est d'une importance considérable pour notre avenir méditerranéen. Si nous laissons les mishellènes dicter notre conduite en Orient, nous courons le risque de perdre notre influence des rives orientales de l'Adriatique aux rives méridionales de la Mer Noire. L'Italie et l'Espagne, quelque sympathie que nous ayons pour elles, ont adopté un « égoïsme sacré » qui les éloigne de nous. En tout cas, elles ne travailleront jamais que pour leurs intérêts, et cela se conçoit.

Voulons-nous aussi que la Grèce, fatiguée de ne recevoir de nous que des horions, s'éloigne de notre chemin? Je disais plus haut qu'à la rigueur elle peut très bien se passer de notre appui et que c'est nous qui perdrions le plus à nous cristalliser dans un stupide mishellénisme. Elle fera partie de la Petite Entente, c'est inéluctable. La Serbie et la Roumanie ne peuvent pas lui préférer la Bulgarie, qui rêve toujours de la Dobroudja et de la Macédoine, ni la Jeune-Turquie, qui veut reprendre ses projets de conquête. Or, la politique de la France doit s'appuyer, dans l'Europe orientale, sur la Petite Entente. Que ferons-nous contre le cabinet d'Athènes, qui fera partie lui-même de ce système? Et puis, l'Hellénisme peut se rattacher à la puissance britannique. S'il abandonne la culture française pour adopter la culture anglo-saxonne, qu'arrivera-t-il ? la Grèce aura trouvé des protecteurs chez les Américains et les Anglais et nous aurons perdu sa clientèle. Or, celle-ci, nous l'avons dit, n'est pas à dédaigner. Que huit millions d'Orientaux se mettent à parler l'anglais, et le français passera vite au second rang. Ce ne sont pas les kémalistes qui ouvriront des écoles pour répandre notre langue et nos idées. Ils en ouvriront plutôt pour enseigner aux musulmans que nous sommes leurs ennemis et leurs oppresseurs en Algérie, en Tunisie et au Maroc.

Je demande que nous ayons en Grèce de la netteté, de la franchise, de la logique et du bon sens.

Est-ce trop exiger ? Et surtout, ne traitons pas l'hellénisme en quantité négligeable, nous commettrions là une faute qui ferait les délices de MM. Pierre Loti et Claude Farrère, mais qui ne ferait pas les affaires de la France.

II

LA QUESTION ARMÉNIENNE

LA PAGE LA PLUS NOIRE DE L'HISTOIRE MODERNE

Pauvre Arménie ! C'est au seuil de cet enfer que l'homme doit renoncer à toute joie et déposer toute espérance.

Grecs, Roumains, Serbes, Bulgares, Albanais, Alsaciens-Lorrains, Polonais, Tchèques, Slovaques, Croates, Slovènes, Transylvains, Bessarabiens, Italiens, Libanais, Syriens, Arabes ont vu se lever le jour de la résurrection. Ils sont libres. Ils savent qu'il y a tout de même une justice sur terre. Mais les Arméniens, eux, sont encore rivés à leurs chaînes. Ils sont toujours au fond d'une tombe. La pierre qui les rejeta dans la nuit est si lourde que les géants de la Marne et de Verdun n'ont pu la soulever. Nous avons fait courber le front et plier le genou au monstre germanique, et nous restons impuissants et stupides devant le fantôme turc. Nous avons ébranlé le plus puissant empire et nous tremblons devant une ombre. Nous avons vaincu un Kaiser, un Hindenburg, un Ludendorff, et nous sommes battus par un Moustafa Kemal. A lui seul, ce pygmée empêche le formidable bloc des alliés, c'est-à-dire cinq cent millions de civilisés, de sauver un peuple d'esclaves...

« Les Arméniens, des victimes! protestent nos turcomanes, allons donc ! ce sont des traîtres ou des séditieux, qui ont tout simplement reçu le châtiment qu'ils méritaient ! » Que répondre à cela ? et faut-il répondre ? La chose n'a-t-elle pas été jugée, et bien jugée, partout où il y a une conscience ? Oui, le verdict a été rendu par toutes les juridictions humaines pour qui le Droit n'est pas un vain mot. Et ce verdict a marqué d'un fer rouge, pour un opprobre éternel, les bourreaux hamidiens et les tortionnaires enveristes. Mais il y a toujours dans la foule, des gens suspects pour maudire les juges avec le condamné. Il y a des Ponce Pilate qui rejettent sur les autres la mort de l'innocent. Et ceux qui les écoutent, même s'ils sont de fervents disciples de Jésus, sont parfois ébranlés par leurs protestations et leurs serments. Le doute et la méfiance s'insinuent et se glissent dans les esprits faibles et timides. Et, peu à peu, le poison fait son œuvre, jusqu'à ce qu'il détruise la raison et le sentiment. Il ne faut pas laisser circuler librement le mensonge, sinon l'honneur des plus purs et des plus honnêtes sera vite éclaboussé.

Défendons au moins la grande paix des cimetières. Empêchons les hyènes de venir déterrer les ossements sacrés des martyrs arméniens.

Nous tous qui avons répondu aux nobles et vibrants appels de Jaurès, de Denys-Cochin, de Gabriel Séailles, d'Ernest Lavisse, de Jean Finot, de Victor Bérard, de Francis de Pressensé, de Pierre

Quillard, d'Albert de Mun, d'Albert Vandal, du père Charmetant, de Clemenceau, d'Anatole France, nous ne devons pas nous contenter d'applaudir, nous devons aussi prendre les armes, nous devons lutter par la plume ou par la parole pour empêcher les chrétiens d'Orient d'être noyés dans la boue après avoir été noyés dans le sang.

Pour que le lecteur de bonne foi n'hésite pas à prendre parti entre l'assassin et la victime, nous allons lui rappeler quelques témoignages dont personne n'oserait discuter la valeur. Dans ce drame effroyable, nous avons la douleur de trouver encore des Français qui font un rempart de leur prestige aux massacreurs turcs, et à leur tête nous voyons toujours MM. Pierre Loti et Claude Farrère. Que disent ces avocats des plus grands criminels de l'histoire? Ils nient, ils nient éperdument; et d'accusés ils se changent en accusateurs.

Il est inutile, n'est-ce pas, de remonter aux tueries hamidiennes de 1894-1896 ni aux vêpres ciliciennes de 1909. On nous ferait observer peut-être que les Jeunes-Turcs n'ont aucune part de responsabilité dans ces tragiques événements, même dans ceux d'Adana. Contentons-nous de parcourir cette sombre période de 1914-1918 pendant laquelle le Comité Union et Progrès gouverna l'empire ottoman en pleine souveraineté, débarrassé de la contrainte des capitulations. J'ai sous la main vingt volumes qui retracent les scènes d'horreur que des Européens et des Américains virent se dérouler

dans l'intérieur de l'Asie Mineure livrée sans contrôle aux apôtres de l'unionisme, ces distributeurs de justice et de liberté. L'un des plus accablants, parce qu'il repose sur une documentation irréfutable, c'est le « *Traitement des Arméniens dans l'empire ottoman* » que le vicomte Bryce présenta le 1er juillet 1916 au vicomte Grey of Fallodon, alors secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Je crois devoir en donner quelques extraits, bien qu'il ait bénéficié dans les deux hémisphères d'une très large publicité, parce qu'en France l'on semble oublier, déjà, que des brutes immondes ont voulu nous faire reculer jusqu'au temps des cavernes où l'homme était un loup pour l'homme. Encore une fois enregistrez ces témoignages, messieurs les turcomanes, et instruisez-vous !

EXTRAIT D'UN LIVRE BLEU BRITANNIQUE

Dépêche datée du 11 juin 1915, de source neutre, de Constantinople, communiquée par le Comité américain de secours aux Arméniens et aux Syriens.

L'exode forcé de Baïbourt eut lieu le 1er juin. Tous les villages, aussi bien que les trois quarts de la ville, avaient déjà été évacués. Le troisième convoi comprenait de 4 à 5.000 personnes. Six ou sept jours avant le départ, *tous les garçons au-dessous de 15 ans avaient été assassinés*. . .

Des persécutions, accompagnées d'horribles tortures,

ont eu lieu dans le village arménien de Baghtchédjik ou Bardizag (2.000 familles), à Ovadjik (600 familles), à Arslanbeg (600 familles), à Dongueul (65 familles), à Sabandja (1.000 familles), à Ismidt, etc... Les habitants de Kurd-Béléné (6.000 à 7.000 familles), ont été expulsés.

A Arabkir, la population arménienne a été convertie à l'islamisme, *après que* 2.000 *hommes eurent été massacrés.*

Lettre de source autorisée, datée de Constantinople du 28 juin 1915, publiée dans le journal de New-York *Gotchnag* le 28 août 1915.

...Dans toutes les parties de la Turquie, la population arménienne se trouve dans une situation plus ou moins grave suspendue entre la vie et la mort.

...Le gouvernement turc est en train de mettre à exécution son plan de dispersion de la population arménienne des provinces arméniennes, en profitant des préoccupations de toutes les Puissances Européennes et de l'indifférence de l'Allemagne et de l'Autriche. Il commença à mettre à exécution ce plan il y a environ quatre mois, en débutant par la Cilicie, où toute la population arménienne de Zeïtoun, de Deurt-Yol et des environs, ainsi qu'une partie considérable de la population de Marach et Hassan-Beyli a été arrachée de ses foyers avec brutalité et sans avertissement préalable.

Les moindres détails de cette émigration forcée qui nous parviennent à Constantinople font pleurer à leurs récits. Parmi les 1.000 familles déportées de Sultanieh, il y a moins de cinquante hommes. La plupart firent le voyage à pied ; *les personnes âgées et les enfants périrent en chemin et des jeunes femmes enceintes avortèrent et furent abandonnées sur les montagnes.* Même maintenant, parvenus à leur destination d'exil, ces *déportés arméniens payent un tribut d'environ* 10 *victimes par jour*, qui meurent de maladie ou de faim.

Le même état de choses existe à Erzeroum, Bitlis, Séert, etc... D'après une information tout à fait digne de

foi que nous avons reçue, ils ont commencé dans les deux ou trois dernières semaines à déporter les Arméniens d'Erzeroum et du voisinage vers Terdjan ; on a accordé au reste de la population quelques jours de grâce. De Bitlis et de Séert, nous venons de recevoir des dépêches implorant des secours. A Khinis, il y a eu des massacres, mais nous n'en connaissons pas l'importance. Dans les environs de Sivas, plusieurs villages, dont Govdoun, ont été brûlés...

Lettre d'une source autorisée, datée de Constantinople, 26 juillet 1915.

Depuis le 25 mai dernier, les événements se sont succédé précipitamment et la misère de notre peuple est maintenant à son comble.

A part quelques bruits sur la situation des Arméniens d'Erzeroum, nous n'avions appris jusqu'ici que la déportation des habitants de quelques villes et villages de Cilicie, mais nous savons actuellement de source certaine, que les Arméniens de toutes les villes et de tous les villages de la Cilicie ont été déportés en masse aux régions désertiques du sud d'Alep.

A partir du 1er mai, la population de la ville d'Erzeroum, et un peu plus tard celle de la province du même nom, ont été dirigées sur Samsoum, où on les a embarquées. Les populations de Césarée, de Diarbékir, d'Ourfa, de Trébizonde, de Sivas, de Kharpout et de la région de Van ont été déportées aux déserts de la Mésopotamie, du sud d'Alep jusqu'à Mossoul et Bagdad. « *L'Arménie sans Arméniens* », voilà le projet du Gouvernement ottoman. On laisse déjà les Musulmans occuper les terres et les maisons abandonnées par les Arméniens.

On ne permet aux déportés de prendre aucun objet avec eux. D'ailleurs, dans ces deux districts militairement occupés, il ne reste plus rien à emporter, les autorités militaires ayant fait diligence pour enlever elles-mêmes tout ce qu'elles ont pu y trouver.

Les déportés devront parcourir à pied une distance demandant des marches d'un à deux mois et parfois même davantage pour arriver au coin du désert qui leur est assigné pour leur habitation, *et qui est destiné à devenir leur*

tombe. Nous apprenons d'ailleurs que *les routes et l'Euphrate sont jonchés de cadavres des exilés*, et ceux qui restent sont voués à une mort certaine, puisqu'ils ne trouveront dans le désert, ni maison, ni travail, ni vivres.

C'est le projet de l'extermination du peuple arménien tout entier, sans bruit aucun. C'est un autre genre de massacre, c'est un genre plus terrible...

On nous apprend aussi, de divers endroits, des cas de conversions à l'Islamisme, les populations n'ayant, paraît-il, d'autre alternative pour sauver leur vie...

Beaucoup de personnes ont, d'autre part, succombé aux coups de massue. Treize Arméniens ont été tués de cette façon à Diarbékir et six à Césarée. Treize autres ont été tués dans leur trajet de Chabine Karahissar à Sivas. Les prêtres du village de Kurk ont, avec leurs cinq compagnons, subi le même sort sur la route de Sou-Chébir à Sivas, quoiqu'ils eussent les mains ligotées...

Des centaines de femmes, de jeunes filles et même jusqu'aux enfants gémissent dans les prisons.

On a pillé, souillé et détruit les églises et les couvents. On n'épargne même pas les évêques, Mgr Barkew Daniélian, évêque de Brousse, Mgr Kévork Tourian, évêque de Trébizonde, Mgr Khosrov Béhrikian, évêque de Césarée, Mgr Vaghinag Torikian, évêque de Chabine-Karahissar, Mgr Kévork Nalbandian, évêque de Tcharsandjak ont été arrêtés et livrés aux Cours Martiales. Le Père Meguerditch, *locum-tenens* de l'Evêque de Diarbékir, a succombé aux coups qu'il a reçus dans la prison. On n'a aucune nouvelle des autres évêques.

Les villages aux environs de Van et de Bitlis ont été pillés et *leurs populations passées par l'épée.*

Au commencement de ce mois, *on a impitoyablement massacré tous les habitants de Kara-Hissar*, à l'exception de quelques enfants qui, dit-on, ont échappé par miracle...

Vous voyez donc bien que le peuple arménien de Turquie n'a que quelques jours à vivre.

Et si les Arméniens se trouvant à l'étranger ne réussissent pas à apitoyer les Etats neutres sur notre sort, il ne restera plus, d'ici quelques mois, que fort peu d'Arméniens

sur un total d'un million et demi. L'anéantissement du peuple arménien deviendra ainsi inévitable.

Lettre d'une source autorisée, datée de Constantinople, 15 août 1915.

Il est maintenant établi qu'il ne reste plus un Arménien dans les provinces d'Erzeroum, de Trébizonde, Sivas, Kharpout, Bitlis et Diarbékir. *Près d'un million d'Arméniens, qui peuplaient ces provinces, ont été déportés de leur patrie et exilés vers le sud.* Ces déportations ont été faites très systématiquement par les autorités locales depuis le commencement du mois d'avril. On a commencé par désarmer la population dans tous les villages et dans toutes les villes; on employa à cet effet les gendarmes, et même les criminels élargis tout exprès des prisons, qui, sous prétexte de désarmement, commirent des assassinats et firent endurer des tortures horribles. Ensuite on a emprisonné en masse les Arméniens, sous prétexte d'avoir trouvé chez eux des armes, des livres ou la simple mention d'un des partis politiques, etc.; et, à défaut, la richesse ou une situation quelconque suffisait comme prétexte. Puis on procéda à la déportation. D'abord, sous prétexte d'envoyer en exil, on expatria ceux qui n'avaient pas été emprisonnés, ou ceux qui, à défaut d'une preuve, avaient été mis en liberté; puis on les massacra. De ceux-ci personne n'a échappé à la mort. Avant leur départ l'autorité les a officiellement fouillés et a retenu leur argent ou tout objet de valeur. Ils étaient ordinairement liés séparément ou par groupes de 5 à 10. Le reste, vieillards, femmes et enfants, a été considéré comme épaves dans la province de Kharpout et mis à la disposition du peuple musulman; *le plus haut fonctionnaire, comme le plus simple paysan, choisissait la femme ou la fille qui lui plaisait et la prenait comme femme, la convertissant par force à l'islamisme; quant aux petits enfants, on en prit autant qu'on en voulait, et le reste fut mis en route affamé et sans provisions, pour être victime de la faim ou de la cruauté des bandes.* Il y a eu des massacres dans la province de Diarbékir, particulièrement à Mardin où la population a subi les mêmes atrocités.

. . . .

Dans les provinces d'Erzeroum, de Bitlis, de Sivas et de Diarbékir, les autorités locales ont donné des facilités aux déportés : un délai de cinq à dix jours, autorisation de vente partielle des biens et liberté de louer une charrette pour quelques familles; mais au bout de quelques jours, les charretiers les laissaient à mi-chemin et revenaient en ville. Les caravanes ainsi formées rencontraient le lendemain, ou parfois quelques jours après, des bandes ou des paysans musulmans qui les dépouillaient entièrement. *Les bandes s'unissaient aux gendarmes et tuaient les rares hommes ou jeunes gens qui se trouvaient dans les caravanes.* Ils enlevaient les femmes, les jeunes filles et les enfants, ne laissant que les vieilles femmes qui sont poussées par les gendarmes à coups de fouet et qui meurent de faim à mi-chemin. Un témoin oculaire raconte que les femmes déportées de la province d'Erzeroun sont laissées, depuis quelques jours, dans la plaine de Kharpout, où toutes sont mortes de faim (50 à 60 par jour) et l'autorité n'a envoyé que quelques personnes pour les enterrer, afin de ne pas compromettre la santé de la population musulmane.

Une petite fille raconte que lorsque les populations de Marsivan, Amassia et Tokat sont arrivées à Sari-Kichla, entre Sivas et Césarée, devant le Gouvernorat même, on arracha les enfants des deux sexes de leurs mères, on les enferma dans des salles et on obligea la caravane à poursuivre son chemin ; *ensuite on fit savoir aux villages voisins que chacun pouvait en prendre à son choix;* elle et sa compagne ont été enlevées et emmenées par un officier turc. Les caravanes de femmes et d'enfants sont exposées devant le Gouvernorat de chaque ville ou de chaque village où elles arrivent, pour que les musulmans fassent leur choix.

La caravane partie de Baïbourt fut ainsi diminuée *et les femmes et les enfants qui restaient furent précipités dans l'Euphrate, devant Erzindjan.*

Ces barbaries ont été commises partout et aujourd'hui les voyageurs ne rencontrent, sur toutes les routes de ces provinces, que des milliers de cadavres arméniens. Un voyageur musulman, pendant son trajet de Malatia à Sivas, qui dure neuf heures, n'a rencontré que des cadavres d'hommes et de femmes. *Tous les hommes de Malatia ont*

été amenés là et y ont été massacrés; les femmes et les enfants sont tous convertis à l'islamisme. Aucun Arménien ne peut voyager dans ces parages, car tout musulman, surtout les bandes et les gendarmes, croient de leur devoir de les tuer immédiatement.

Nous savons de source certaine que les soldats arméniens de la province d'Erzeroum, qui travaillent sur la route Erzeroum-Erzindjan, ont été tous massacrés; de même, ceux de la province de Diarbékir, ont été massacrés sur les routes de Diarbékir-Ourfa et Diarbékir-Kharpout. De Kharpout seul, 1.800 jeunes Arméniens furent expédiés comme soldats à Diarbékir pour y travailler; tous ont été massacrés aux environs d'Arghana.

Dans diverses villes, les Arméniens qui étaient oubliés au fond des prisons ont été pendus. Dans le mois écoulé, quelques dizaines d'Arméniens ont été pendus à Césarée seulement.

Dans beaucoup d'endroits, la population arménienne, pour sauver sa vie, a voulu se convertir à l'islamisme, mais cette fois-ci les démarches n'ont pas été facilement accueillies, comme lors des grands massacres précédents. A Sivas on a fait les propositions suivantes à ceux qui voulaient se convertir à l'islamisme: confier leurs enfants jusqu'à l'âge de douze ans au Gouvernement qui se chargera de les placer dans les orphelinats, et accepter de s'expatrier pour aller s'établir à l'endroit que le Gouvernement leur indiquera.

A Kharpout, on n'a pas accepté la conversion des hommes; quant aux femmes, on a exigé, lors de leur conversion, la présence d'un musulman ayant accepté de les prendre en mariage. *Beaucoup de femmes arméniennes ont préféré se jeter dans l'Euphrate avec leurs nourrissons, ou se sont suicidées chez elles. L'Euphrate et le Tigre sont devenus le tombeau de milliers d'Arméniens.*

Ceux qui sont dans les villes de la Mer Noire, comme Trébizonde, Samsoun, Kérassunde, etc., se sont convertis, et ont été envoyés à l'intérieur, dans les villes entièrement habitées par des musulmans. Chabine-Kharahissar s'étant opposé au désarmement et à la déportation a été bombardé et toute la population, celle de la ville comme celle des champs, de même que l'Evêque, ont été massacrés impitoyablement.

Enfin, de Samsoun jusqu'à Séert et Diarbékir, aucun Arménien n'existe plus actuellement, la plupart sont massacrés; une partie a été enlevée et une partie s'est convertie à l'islamisme.

L'histoire n'a jamais enregistré, n'a jamais parlé de pareille hécatombe, on est porté à croire que, sous le règne d'Abdul-Hamid, les Arméniens étaient heureux. Mgr Anania Hazarabédian, évêque de Baïbourt, a été pendu sans que le jugement ait été confirmé par le Gouvernement Central.

Mgr Besak Der-Khorénion, évêque de Kharpout, est parti au mois de mai pour aller en exil; et à peine était-il éloigné de la ville qu'il fut cruellement tué. Mais nous n'avons encore aucunes nouvelles des évêques de Séert, Bitlis, Mouch, Keghi, Palou, Erzindjan, Kémah, Tokat, Gurun, Samsoun et Trébizonde, et nous n'en avons pas non plus depuis plus d'un mois des évêques de Sivas et d'Erzeroum. Il est inutile de parler des prêtres martyrisés. Quand la population a été déportée, *les églises ont été pillées et converties en mosquées, écuries, etc.* D'ailleurs on a commencé à vendre à Constantinople les objets du culte et les meubles des églises arméniennes, de même que les Turcs ont commencé à amener à Constantinople les enfants des malheureuses mères arméniennes.

La population de Cilicie a été exilée dans la province d'Alep, de Deil-el-Zor ou à Damas et elle périra certes de faim. Nous venons d'apprendre que le Gouvernement s'est refusé à laisser en paix même les colonies arméniennes insignifiantes d'Alep et d'Ourfa qui auraient pu secourir leurs compatriotes dans leur voyage vers le sud; et le catholicos de Cilicie qui est encore à Alep distribue des secours que nous lui remettons.

Nous avions cru que le projet du Gouvernement était de résoudre la question arménienne une fois pour toutes, en déportant les Arméniens des six provinces et la population arménienne de la Cilicie pour prévenir un danger futur. Malheureusement leur projet était plus vaste et plus radical. *Il consistait dans l'extermination de toute la population arménienne de la Turquie tout entière.* Le résultat en est que dans ces sept provinces où le Gouvernement

s'était engagé à introduire des réformes, *il ne reste pas vivant un pour cent de la population arménienne.* Nous ne savons pas jusqu'à présent si un seul Arménien a pu atteindre Mossoul ou les alentours. Et ce plan a été mis à exécution même dans les faubourgs de Constantinople. La majorité des Arméniens du district d'Ismidt et de la province de Brousse ont été déportés de force en Mésopotamie, abandonnant leurs maisons et leurs biens. La population d'Adabazar, d'Ismidt, de Gueyvé, d'Armache, et de leurs environs a été déportée en détail ; cela revient à une déportation de la population de tous les villages du district d'Ismidt (excepté Baghtchédjik où on a accordé plusieurs jours de grâce). Le supérieur du Séminaire d'Armache a été aussi déporté avec les autres prêtres et les séminaristes. Ils ont dû tout abandonner et n'ont pu rien emporter avec eux pour leur voyage. Six mères en pleurs confièrent leurs petits enfants aux Arméniens de Koniah pour leur sauver la vie, mais les autorités locales les arrachèrent des mains des personnes auxquelles ils avaient été confiés et les livrèrent aux musulmans.

Nous faisons de grands efforts pour sauver au moins les Arméniens de Constantinople de cette terrible extermination de la race, et avoir au moins dans l'avenir un point de ralliement pour la cause arménienne en Turquie.

Y a-t-il rien à ajouter à ce rapport? Toute la population arménienne de Turquie a été condamnée à mort, et ce décret est énergiquement mis à exécution en tous les coins de l'Empire; jusqu'à présent ni l'Allemagne, ni l'Autriche n'ont réussi à arrêter l'action de leur alliée et à laver cette tache de barbarie qui les souille elles-mêmes.

Lettre datée du 16 août 1915, sortie de la frontière ottomane par une réfugiée arménienne, qui l'avait cachée dans la semelle de son soulier.

A la hâte et en secret, profitant d'une occasion, je m'empresse de vous faire parvenir la voix agonisante des survivants de la terrible crise que nous traversons en ce moment; on nous fauche la vie, on nous extermine. Ce sera peut-être la dernière voix de l'Arménie que vous enten-

drez; nous n'avons plus peur de la mort, nous la voyons de près, cette mort de la Nation; nous sommes des épaves.

...On peut dire qu'il n'est resté aucun Arménien en Arménie; il n'en restera pas non plus en Cilicie. L'Arménien privé de vie, de ses biens et de son honneur vous fait parvenir ses derniers cris : au secours ! au secours pour sauver la vie des survivants !

... Zohrab, Vartkès, Daghavarian et leurs cinq compagnons ont été tués par les gendarmes à Cheïtan-Déré, entre Ourfa et Diarbékir, où des milliers de cadavres décapités font horreur aux passants. *L'Euphrate charrie des milliers de cadavres d'hommes et de femmes;* les Européens en ont pris des vues photographiques. 15.000 Zeïtounlis sont déportés à Deïl-el-Zor où ils subissent les pires atrocités. *Des milliers de nourrissons sont jetés dans les fleuves et les champs par leurs mères.*

1.600 Arméniens ont été égorgés dans les prisons de Diarbékir ; l'Aratchnort, mutilé, a été imbibé d'alcool et brûlé dans la cour de la prison, au milieu des gendarmes en fête, qui jouaient même de la musique. Les massacres de Bénian, d'Adiyaman et de Sélevké ont été exécutés par des procédés diaboliques; il n'y reste pas un homme au-dessus de treize ans; les jeunes filles ont été outragées sans merci; *nous avons vu leurs cadavres mutilés, liés par 4, 8 ou 10, et jetés dans l'Euphrate; les membres sexuels de la plupart étaient coupés.*

Les faits ci-dessus ont été recueillis de source officielle et de témoins oculaires...

Je signe par le sang cette lettre!

INFORMATIONS CONCERNANT LES ÉVÉNEMENTS D'ARMÉNIE PUBLIÉES DANS LE « SONNENAUFANG » (ORGANE DE LA LIGUE ALLEMANDE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE TRAVAUX CHARITABLES CHRÉTIENS EN ORIENT), OCTOLRE 1915 ; ET DANS L'« ALLGEMEINE-MISSIONS-ZEITSCHRIFT » NOVEMBRE 1915.

Ce témoignage est particulièrement significatif, parce qu'il vient d'une source allemande et que le

censeur allemand fit un effort énergique pour le supprimer.

Le même numéro du « Sonnenaufgang » contient la note éditoriale suivante :

« Dans notre précédent numéro, nous publiâmes un récit d'une de nos sœurs (Schwester Môhring), sur ses constatations pendant un voyage; mais nous devons nous abstenir de donner au public les nouveaux détails qui nous parviennent en abondance. « Il nous en coûte d'agir ainsi, comme le comprendront nos amis, mais la situation politique de notre pays l'exige. »

Dans le cas de l' « Allgemeine Missions-Zeitschrift » le censeur ne s'est pas contenté de faire pression sur l'éditeur. Le 10 novembre, il interdit la publication du présent article dans la presse allemande et fit de son mieux pour supprimer tous les numéros du Magazine. Toutefois quelques copies des deux publications parvinrent à passer à travers la frontière.

Les deux articles compromettants proviennent d'une même source, mais les extraits qu'ils en tirent ne sont pas tout à fait identiques, de sorte qu'en les joignant ensemble une version plus complète peut être obtenue.

Entre le 10 et le 30 mai, 1.200 notables arméniens et autres chrétiens, sans distinction de confessions, furent arrêtés dans le vilayet de Diarbékir et Mamouret-ul-Aziz.

On prétend qu'ils devaient être emmenés à Mossoul, mais on n'a plus entendu parler d'eux.

Le 30 mai, 674 d'entre eux furent embarqués dans treize barques, sur le Tigre, sous prétexte qu'ils devaient être emmenés à Mossoul. L'aide de camp du vali, aidé de 50 gendarmes, fut chargé du convoi. La moitié des gendarmes monta sur des barques, cependant que l'autre moitié suivait sur des montures le long de la rive.

Peu de temps après le départ, les prisonniers furent dépouillés de tout leur argent (environ 6.000 livres turques), puis de leurs vêtements. *Après quoi ils furent jetés dans le fleuve.* Les gendarmes, sur les rives, avaient reçu l'ordre de n'en pas laisser échapper un seul. Les vêtements de ces victimes furent vendus au marché de Diarbékir.

A peu près à cette même époque, 700 jeunes Arméniens furent enrôlés, puis employés à construire la route de Kara-Baghtché-Habachi. On est également sans nouvelles de ces 700 hommes.

On dit qu'un jour à Diarbékir, cinq ou six prêtres furent complètement dépouillés de leurs vêtements et leurs corps enduits de goudron. Ils furent traînés à travers les rues.

Dans le villayet d'Alep, furent expulsés les habitants de Hadjine, Char, Elbistan, Gueuksou, Tacholouk, Zeïtoun, de tous les villages de Alabach, Guében, Chivildji, Fournouz et des villages avoisinants, Foundadjik, Hassan-Beyli, Harni, Lappachli, Deurt-Yol et autres.

Ils furent mis en marche en divers convois, à travers le désert... Dans le village de Tel Ermen (le long du chemin de fer de Bagdad, près de Mossoul) et dans les villages avoisinants, environ 5.000 personnes furent massacrées, ne laissant que quelques femmes et enfants.

Les victimes étaient jetées vivantes dans des puits, ou dans le feu. Ils prétendent que les Arméniens doivent être employés à coloniser des terres situées à une distance variant de 24 à 30 kilomètres du chemin de fer de Bagdad. Mais comme ce ne sont que les femmes et les enfants qui sont emmenés en exil, puisque tous les hommes, à l'exception de ceux qui sont très âgés, sont à la guerre, cela ne revient à rien moins qu'à une tuerie en bloc de familles, puisqu'elles n'ont ni les instruments, ni le capital nécessaires pour défricher la contrée.

Un Allemand rencontra un soldat chrétien de sa con-

naissance, qui avait obtenu un congé de Jérusalem. L'homme courait le long des rives de l'Euphrate, cherchant sa femme et ses enfants, qu'on supposait avoir été transférés dans ces parages. On rencontre souvent de tels malheureux à Alep, parce qu'ils espèrent apprendre quelque chose de plus précis sur les lieux où se trouvent leurs parents. Lorsqu'un membre d'une famille a été absent pendant quelque temps, il arrive souvent qu'il trouve, à son retour, toute sa famille disparue, chassée de sa demeure.

Pendant tout un mois, *on vit des corps charriés par l'Euphrate* presque tous les jours, et souvent deux à six corps liés ensemble. Souvent les corps des hommes sont hideusement mutilés (*les organes sexuels coupés, ou d'autres mutilations de ce genre*). Les corps des femmes sont éventrés. L'autorité militaire turque, chargée de la surveillance de l'Euphrate, le Kaïmakam de Djéraboulos refuse d'enterrer ces corps, sous prétexte qu'il est impossible d'établir s'ils appartiennent à des musulmans ou à des chrétiens. Il ajoute que personne ne lui a donné des ordres à ce sujet. *Les corps échoués sur les rives sont dévorés par les chiens et les vautours.* Il y a beaucoup d'Allemands qui ont été témoins oculaires de ces faits. Un employé du chemin de Bagdad a rapporté que les prisons de Birédjik sont remplies régulièrement tous les jours, *puis vidées chaque nuit dans l'Euphrate.* Un capitaine de cavalerie allemand vit d'innombrables corps gisant le long de la route entre Diarbékir et Ourfa.

Le télégramme suivant fut envoyé d'Arabkir à Alep : « Nous avons accepté la vraie religion. Maintenant nous sommes en règle. » Les habitants d'un village près d'Andérin se convertirent à l'islamisme et furent forcés de persister dans leur conversion.

A Hadjine, six familles demandaient à devenir musulmanes. Elles reçurent la réponse suivante : « Nous n'acceptons aucune conversion à moins d'un minimum de cent familles. »

Alep et Ourfa sont les lieux de concentration des convois d'exilés. Il y en avait environ 5.000 à Alep en juin et en juillet ; et pendant toute la période d'avril à juillet,

bien plus de 50.000 doivent avoir passé à travers la ville. Presque toutes les jeunes filles sans exception étaient enlevées par les soldats et les rôdeurs arabes qui suivaient. Un père, au paroxysme du désespoir, me supplia d'emmener au moins avec moi sa fille, âgée de quinze ans, car il ne pouvait plus parvenir à la protéger contre les persécutions qu'on lui infligeait. Les enfants que les Arméniens ont dû abandonner en route ne se comptent plus.

Les femmes prises des douleurs d'accouchement étaient obligées de poursuivre leur chemin sans répit. Une femme accoucha de deux jumeaux dans le voisinage d'Aïntab ; mais le matin suivant elle fut obligée de poursuivre son chemin. Elle dut bientôt abandonner ses enfants sous un buisson, et peu après elle s'affaissa elle-même. Une autre, qui fut prise de douleurs en route, fut obligée de se remettre en marche aussitôt et tomba morte presque immédiatement après. Il y eut plusieurs incidents semblables entre Marach et Alep.

Il y a environ 30.000 exilés dont nous n'avons aucune nouvelle, car ils ne sont parvenus ni à Alep, ni à Ourfa.

Toutes ces accusations ont été corroborées par des Américains, des Danois, des Suisses, *des Allemands*, des Italiens qui furent des témoins oculaires.

Le consul des Etats-Unis à Kharpout écrit à la date du 11 juillet 1915 :

A Kharpout, les mesures de déportation commencèrent par l'arrestation de plusieurs milliers d'hommes... Le matin du 5 juillet, on en arrêta encore huit cents, et, le 6, on les envoya dans la montagne. Là, ils furent attachés par groupes de quatorze, c'était la longueur de la corde, et on les fusilla. Dans un village voisin, une autre troupe fut enfermée dans la mosquée et dans les maisons les plus proches, on les y laissa trois jours sans nourriture et sans eau, puis ils furent emmenés dans une vallée voisine, adossés à une paroi de rochers et fusillés, les survivants achevés à coups de baïonnette et de couteau ; deux ou

trois s'échappèrent. Dans cette troupe, se trouvait le trésorier du collège américain.

Le consul des Etats-Unis à Trébizonde écrit le 28 juillet 1915 :

...Un grand nombre de notables, environ six cents hommes, furent chargés sur des bateaux-transports pour être emmenés à Samsoun. Au bout de quelques heures, les bateaux rentrèrent vides. Au large, d'autres bateaux, avec des gendarmes, les attendaient : tout avait été tué et jeté à la mer...

M. le commandeur G. Gorrini, ancien consul général d'Italie à Trébizonde, interviewé le 25 août 1915 par le *Messaggero*, de Rome, a déclaré :

... Dans mon district, depuis le 24 juin et pendant la période qui suivit, tous les Arméniens furent « internés », c'est-à-dire expulsés par la force de leurs habitations et expédiés sous la garde de la gendarmerie à des destinations éloignées et inconnues.

La proclamation officielle de l'internement est venue de Constantinople. C'est l'œuvre du gouvernement central et du Comité Union et Progrès.

... Le Corps Consulaire intervint et essaya de sauver au moins les femmes et les enfants. Nous réussîmes, en fait, à obtenir de nombreuses exemptions, mais elles ne furent pas respectées dans la suite, en raison de l'intervention de la section locale du comité Union et Progrès et de nouveaux ordres venus de Constantinople.

C'était une véritable extermination et un « Massacre des Innocents », des choses inimaginables, une page noire marquée par la violation flagrante des droits les plus sacrés de l'humanité, de la chrétienté et des nationalités. Ces Arméniens catholiques, qui précédemment avaient toujours été respectés et exceptés des massacres et des persécutions, furent cette fois aussi maltraités que les autres, toujours sur les ordres du gouvernement central. Il y avait environ

14.000 Arméniens à Trébizonde, grégoriens, catholiques et protestants. Ils n'avaient jamais occasionné de désordres, ou donné motif à des mesures collectives de police. Lorsque je partis de Trébizonde, il n'en restait pas cent.

Du 24 juin, date de la publication du décret infâme, jusqu'au 23 juillet, date de mon départ de Trébizonde, je n'ai pas pu dormir, ni manger. Je fus en proie à des troubles nerveux et à des nausées, tant était terrible le tourment de devoir assister à l'exécution en masse de ces créatures innocentes et sans défense.

Le défilé des convois d'Arméniens déportés, sous mes fenêtres et devant la porte du Consulat ; leurs appels au secours, auxquels ni moi, ni personne, ne pouvions répondre ; la ville dans un état de siège, gardée par 15.000 soldats en complet équipement de guerre, par des milliers d'agents de police, par des bandes de volontaires et par des membres du comité Union et Progrès ; les lamentations, les pleurs, les imprécations, les nombreux suicides, les morts soudaines de peur, des êtres perdant subitement la raison, les incendies, les tueries dans la ville à coups de fusil, les perquisitions féroces, dans et hors de la ville ; les centaines de cadavres trouvés chaque jour le long de la route d'exil ; les jeunes femmes converties de force à l'islamisme et exilées comme les autres ; les enfants arrachés à leurs familles ou aux écoles chrétiennes et remis par force aux familles musulmanes, ou bien embarqués par centaines sur des barques avec leur chemise pour tout vêtement, puis chavirés et noyés dans la Mer Noire ou dans la rivière « Déïrmen Déré », — tels sont mes derniers et ineffaçables souvenirs de Trébizonde, souvenirs qui encore, après un mois, tourmentent mon âme et me rendent presque fou. Lorsqu'on a vu pendant tout un mois de telles horreurs, d'interminables tortures, en se trouvant impuissant à agir comme on le voudrait, on se demande naturellement et spontanément si tous les cannibales et toutes les bêtes féroces du monde ne sont pas sorties de leurs repaires et de leurs retraites, n'ont pas quitté les forêts vierges de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique et de l'Océanie, pour se donner rendez-vous à Stamboul. Je préférerais terminer ici mon interview, en affirmant solennellement que cette

page noire de l'histoire de la Turquie exige une condamnation intransigeante et la vengeance de toute la chrétienté. Si les puissances chrétiennes qui sont encore neutres savaient tout ce que je sais, tout ce que j'ai vu de mes yeux et entendu de mes oreilles, elles seraient entraînées à se soulever toutes contre la Turquie et à crier l'anathème contre son gouvernement inhumain et son féroce comité « Union et Progrès » et elles étendraient la responsabilité aux Alliés de la Turquie, qui tolèrent et même protègent de leurs bras puissants ces crimes exécrables, inconnus dans l'histoire moderne ou ancienne. Honte, horreur et déshonneur!

Non, jamais l'homme ne s'était montré aussi cruel, aussi impitoyable. Souvent pour aller plus vite dans leur infernale besogne, las d'abattre des têtes de leurs bras engourdis, les soldats turcs enfermaient les femmes et les enfants dans des baraques en bois qu'ils incendiaient. Des mères devenaient folles, elles jetaient leurs chers trésors dans les flammes ou s'y agenouillaient en priant. Les tortionnaires turcs s'amusaient à prendre les petits ghiaours par les pieds et à les lancer sur le bûcher, en jetant ce défi aux « femelles » : « Voici vos lions! »

LE TÉMOIGNAGE DE M. MORGENTHAU

M. Morgenthau, qui fut ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople jusqu'en janvier 1916, écrit ceci dans ses *Mémoires* (1), après avoir donné un

(1) Mémoires de l'ambassadeur Morgenthau, éd. Payot et Cie, Paris.

aperçu de ce que fut « l'assassinat » de la nation arménienne :

Mon seul but en insistant sur ces horribles faits, est que, sans détails, les lecteurs anglais ne pourraient se faire une idée exacte de cette nation que l'on appelle la Turquie, *et encore j'ai omis les éléments les plus affreux, car un récit complet des orgies sadiques dont ces hommes et ces femmes arméniens furent victimes, ne saurait être publié en Amérique.* Les crimes que l'instinct le plus pervers peut imaginer, les raffinements de persécution et d'injustice que l'imagination la plus vile peut concevoir, devinrent les malheurs journaliers de ce peuple infortuné.. Je suis convaincu que l'histoire universelle ne contient pas de plus affreux épisodes. Les grandes persécutions des temps passés semblent presque insignifiantes à côté des souffrances endurées par la race arménienne en 1915. Le massacre des Albigeois, au début du XIIIᵉ siècle, a toujours été regardé comme l'un des événements les plus tristes de l'histoire, car environ 60.000 personnes en furent victimes; dans celui de la Saint-Barthélemy, environ 30.000 créatures humaines périrent; les Vêpres Siciliennes, qui ont toujours passé pour être l'un des plus démoniaques transports de fanatisme, causèrent la mort de 8.000 personnes. On a écrit des volumes sur l'inquisition en Espagne au temps de Torquemada, et cependant, durant les dix-huit années de son omnipotence, un peu plus seulement de 8.000 hérétiques furent suppliciés. Le seul précédent dans l'histoire, qui ressemble le plus aux déportations arméniennes, semble être l'expulsion des juifs d'Espagne par Ferdinand et Isabelle. Selon Prescott, 160.000 juifs furent arrachés à leurs foyers et disséminés au hasard par toute l'Afrique et l'Europe. Et cependant, toutes ces persécutions ne sont rien comparées à celles des Arméniens, qui causèrent la mort d'au moins 600.000 et peut-être même 1.000.000 de personnes. Maïs l'idéal qui inspira ces barbares exécutions pouvait être une excuse; elles étaient le résultat du prosélytisme, et la plupart des instigateurs croyaient sincèrement qu'ils servaient fidèlement leur créateur. Sans aucun doute, la populace turque et

kurde immolait les Arméniens pour plaire au dieu de Mahomet, elle y était poussée par son zèle religieux; mais les hommes qui conçurent le crime avaient un tout autre but : étant presque tous athées, ne respectant pas plus le mahométisme que le christianisme, leur unique raison fut une question de politique d'Etat, préméditée et impitoyable.

M. Morgenthau intervint plusieurs fois en faveur des Arméniens auprès de Talaat. Celui-ci lui dit un jour : « Pourquoi vous intéressez-vous aux Arméniens... Vous êtes juif et ces gens sont chrétiens. Les mahométans et les juifs s'entendent on ne peut mieux... De quoi vous plaignez-vous? Pourquoi ne pas nous laisser faire de ces chrétiens ce que nous voulons? » Dans une autre entrevue, Talaat déclare à M. Morgenthau : « Ce n'est pas la peine d'argumenter, nous avons déjà *liquidé* la situation des *trois quarts* des Arméniens; *il n'y en a plus à Bitlis, ni à Van, ni à Erzeroum.* La haine entre les deux races est si intense qu'*il nous faut en finir avec eux*, sinon nous devrons craindre leur vengeance. » Ainsi Talaat se croyant sûr de la victoire et de l'impunité avouait cyniquement qu'il avait décidé de supprimer purement et simplement toute une race...

Mais quelle était l'attitude d'Enver? M. Morgenthau veut la connaître. Il feint de croire que le ministère n'est pas coupable des massacres et que sans doute les agents subalternes ont outrepassé ses instructions...

— Vous vous trompez entièrement, proteste Enver en se redressant, *nous sommes les maîtres abso-*

lus de ce pays. Je n'ai nullement l'intention de rejeter le blâme sur nos subalternes, et suis tout disposé à assumer la responsabilité de tout ce qui est arrivé. *Le cabinet lui-même a ordonné les déportations* et je suis persuadé que nous en avons le droit, attendu que les Arméniens nous sont hostiles ; de plus, nous sommes les chefs ici, et *personne de nous n'oserait prendre de telles mesures sans notre assentimnt.*

Le doute n'est pas permis ; tous les Jeunes Turcs ont voulu profiter de la guerre pour exterminer les Arméniens. A chaque instant Talaat dévoile ce plan à l'ambassadeur des Etats-Unis. « J'ai plus fait, dit-il, en trois mois, pour résoudre le problème arménien qu'Abdul-Hamid en trente ans. » La veille de son départ M. Morgenthau le revoit une dernière fois. L'ambassadeur hanté par une idée fixe l'interroge :

— Et les Arméniens ?

— A quoi bon reparler d'eux, répondit la brute d'un ton cassant, *nous les avons liquidés, c'est fini !*

Comprenez-vous maintenant pourquoi le journal turc *Memléket* a posé cette question : « On projette de créer une Arménie dans nos provinces orientales, on veut donc constituer une *République des Morts ?* »

MÊME LES ALLEMANDS FLÉTRISSENT LES BOURREAUX DES ARMÉNIENS

Dans tous les pays civilisés, dès que l'on connut le drame arménien, ce fut une clameur d'épouvante

et d'indignation. L'anathème était jeté de tous les coins du globe sur les « éventreurs » de femmes et d'enfants. En Allemagne même, s'il y eut un Wangenheim pour encourager Talaat et Enver, il y eut un Wolf-Metternich pour les désavouer. Et si l'on veut rendre hommage à la vérité l'on doit reconnaître que les missionnaires, les infirmières, les professeurs et les instituteurs allemands qui assistèrent dans l'intérieur de la Turquie aux déportations et aux massacres n'hésitèrent pas à flétrir ces actes de barbarie. Voici une lettre datée du 8 octobre 1915, signée par quatre professeurs de l'école allemande d'Alep, et adressée au ministère des Affaires étrangères d'Allemagne à Berlin :

Il paraît être de notre devoir d'attirer l'attention de l'Office des Affaires Etrangères sur le fait que notre œuvre scolaire manquera désormais de base morale et perdra toute autorité aux yeux des indigènes, si le gouvernement allemand est effectivement hors d'état d'adoucir la brutalité avec laquelle on procède ici contre les femmes et les enfants expulsés des Arméniens tués.

En présence des scènes d'horreur qui se déroulent chaque jour sous nos yeux à côté de notre école, notre travail d'instituteurs devient un défi à l'humanité. Comment pouvons-nous faire lire à nos élèves arméniens les contes des sept Nains, comment pouvons-nous leur apprendre à conjuguer et à décliner, quand dans les cours voisines de notre école la mort fauche leurs compatriotes, mourant de faim! Quand les jeunes filles, des femmes, des enfants presque nus, les uns gisant sur le sol, les autres couchés entre des mourants ou des cercueils déjà préparés, exhalent leur dernier soupir!

Des 2.000 à 3.000 paysannes de la Haute Arménie amenées ici en bonne santé, il reste 40 à 50 squelettes. Les plus belles sont les victimes de la lubricité de leur gar-

diens. Les laides succombent aux coups, à la faim, à la soif ; car *étendues au bord de l'eau, elles n'ont pas la permission d'étancher leur soif.* On défend aux Européens de distribuer du pain aux affamés. On emporte chaque jour d'Alep plus de cent cadavres.

Et tout cela se passe sous les yeux des hauts fonctionnaires turcs. 40 à 50 fantômes squelettiques sont entassés dans la cour vis-à-vis de notre Ecole. *Ce sont des folles; elles ne savent plus manger! Quand on leur tend du pain, elles le jettent de côté avec indifférence. Elles gémissent en attendant la mort.*

Voilà, disent les indigènes, Ta-à-lim el Alman (l'enseignement des Allemands).

L'écusson allemand risque de rester irrémédiablement taché dans le souvenir des peuples d'Orient. Quelques habitants d'Alep plus éclairés que les autres, disent : « Les Allemands ne veulent pas ces horreurs. Peut-être le peuple allemand les ignore-t-il. Sinon, comment les journaux allemands, amis de la vérité, pourraient-ils parler de l'humanité avec laquelle sont traités les Arméniens coupables de haute trahison? Peut-être aussi le gouvernement allemand a-t-il les mains liées par un contrat réglant les compétences mutuelles des Etats? »

Non, quand il s'agit de livrer à la mort par la faim des milliers de femmes et d'enfants, les mots d' « opportunisme » et de « compétence » n'ont plus de sens. *Tout civilisé est compétent dans ce cas et a le devoir sacré d'intervenir.* C'est notre prestige en Orient qui est en jeu. *Même des Turcs et des Arabes restés humains secouent avec tristesse la tête, lorsqu'ils voient, dans les convois qui traversent la ville, les soldats brutaux accabler de coups de fouet des femmes enceintes qui ne peuvent plus avancer.*

On peut s'attendre encore à de plus horribles hécatombes humaines d'après l'ordonnance publiée par Djemal pacha. (Il est interdit aux ingénieurs du chemin de fer de Bagdad de photographier les convois d'Arméniens; les plaques utilisées doivent être livrées dans les vingt-quatre heures, sous peine de poursuites devant le conseil de guerre.) C'est une preuve que les autorités influentes crai-

gnent la lumière, mais ne veulent point mettre fin à ces scènes déshonorantes pour l'humanité.

Nous savons que l'Office des Affaires Etrangères a reçu déjà, d'autre part, des descriptions détaillées de ce qui se passe ici. Mais comme aucun changement ne s'est produit dans le système des déportations, nous nous sentons doublement obligés à ce rapport d'autant plus que notre situation à l'étranger nous permet de voir plus clairement l'immense danger qui menace ici le nom allemand.

Signé : Le Directeur HUBER,
Dr NIEPAGE, Dr GRAETER, M. SPIEKER.

Cette lettre fait honneur à ceux qui l'ont écrite. Il y a du reste d'autres Allemands qui ont refusé de descendre au rang des sauvages. On sait avec quelle force le Dr Johannès Lepsius a stigmatisé les buveurs de sang arménien. Il nous plaît de rendre hommage même et surtout à des ennemis. Il nous plaît de nous incliner avec le plus profond respect devant M. Harry Stuermer qui, représentant de la *Gazette de Cologne* à Constantinople, éprouva l'invincible besoin de « soulager sa conscience vis-à-vis de la vérité et de la civilisation ». Ce confrère d'outre-Rhin ne put supporter l'horreur du drame arménien, il se réfugia en Suisse où il fit paraître, en 1918, *Deux ans de guerre à Constantinople.* Il nous montre dans ce livre qu' « il y a encore des Allemands qui se sentent incapables de se faire, devant tant de saleté morale et de bêtise politique ». Il ne ménage pas plus son propre gouvernement que le gouvernement turc. Il dénonce « la responsabilité de l'Allemagne officielle dans cet horrible mélange de massacres et d'atrocités ».

Nous pourrions citer d'autres exemples. M. Callerghis, qui fut ministre de Grèce à Constantinople pendant les deux premières années de la guerre, me disait récemment qu'il n'a jamais vu un ambassadeur défendre les chrétiens avec autant d'énergie que le comte Wolf-Metternich. C'est ainsi que, souvent, l'honnêteté et le courage de quelques citoyens atténuent, dans une certaine mesure, les crimes d'un Etat.

Il convient d'ajouter que des Turcs et des Arabes ne furent pas insensibles au malheur des Arméniens. Je sais pour ma part que des musulmans ont sauvé des chrétiens de la mort en leur offrant chez eux un asile. Au Sénat, je le répète, Damad Ferid pacha ne cessa, pendant tout le cours des hostilités, de protester contre le régime abominable instauré par le Comité Union et Progrès.

Hélas ! pourquoi faut-il qu'en France il se soit rencontré un Pierre Loti pour absoudre les bourreaux et condamner les victimes ? Cet écrivain pourrait nous donner mille chefs-d'œuvre nouveaux, rien n'effacerait la honte qu'il a lui-même gravée sur son front. Par toutes les calomnies qu'il a répandues sur les Arméniens, il s'est constitué publiquement le complice de Talaat, d'Enver et de Djemal. Les Jeunes-Turcs lui devaient bien une récompense. Qu'Allah soit loué! ils se sont acquittés de leur dette et désormais, grâce à eux, une rue de Stamboul portera son nom.

Le lecteur a vu combien la campagne abjecte de

cet académicien avait fait de ravages dans notre armée d'Orient. Il s'est créé autour des requins de la haute et de la basse finance qui, de tout temps, ont guetté les « concessions et les emprunts », toute une école de turcophiles, ardents et sincères que l'on ne peut accuser que de légèreté et d'ignorance. Tous ces officiers que nous avons vus s'apitoyer sur les « bons Turcs » et fouetter de leur mépris et de leur colère Anglais, Arméniens et Grecs, ce sont la plupart du temps de très braves gens que l'on a trompés. Celui qui ne connaît pas l'Orient peut facilement s'y enliser, car les sables mouvants y sont plus nombreux que la terre solide et ferme. Ne soyez donc pas surpris si vous rencontrez à Paris des Français qui vous disent : « J'en viens! Je suis resté un an, deux ans à Constantinople. Eh bien, tout ce qu'on raconte sur le massacre des Arméniens, est inventé de toutes pièces. Les Turcs sont incapables de tuer les gens inoffensifs! » Comment, auprès de qui se sont-ils renseignés? Parbleu, auprès des assassins eux-mêmes. Ceux-ci reconnaissent que des Arméniens ont été exécutés, mais ils expliquent aussitôt que les choses se sont passées exactement comme dans tous les pays d'Europe où les gouvernements ont pris des mesures de salut public en mettant le holà au défaitisme et à la trahison.

LES RAISONS DE TALAAT POUR JUSTIFIER L'ASSASSINAT DE TOUT UN PEUPLE

Talaat commençait ainsi un entretien avec l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Morgenthau : « Je vous ai demandé de venir aujourd'hui, désirant vous expliquer notre attitude à l'égard des Arméniens; elle est basée sur trois points distincts : en premier lieu, les Arméniens se sont enrichis aux dépens des Turcs; secondement, ils ont résolu de se soustraire à notre domination et de créer un Etat indépendant; enfin ils ont ouvertement aidé nos ennemis, secouru les Russes dans le Caucase et par là causé nos revers. Nous avons donc pris la décision irrévocable de les rendre impuissants. » Ces excuses répétées à satiété comme une litanie ont frappé les esprits simples et naïfs. La plupart de nos officiers du corps d'occupation de Constantinople les ont admises d'autant plus facilement qu'ils les retrouvaient sous la plume d'éminents écrivains et sur les lèvres de certains de nos compatriotes installés confortablement dans ces fromages de Hollande que sont la Banque Ottomane, la Régie des Tabacs, la Dette Publique, etc. Et puis, les Turcs qu'ils fréquentaient étaient si aimables, si polis, si hospitaliers! Ils ne pouvaient pas croire que ces pachas et ces beys exquis de manières avaient trempé leurs mains aristocratiques

dans d'horribles forfaits. Quelle différence avec les Arméniens, les Grecs et les Juifs, ces mercantis qui les exploitaient à la banque, à l'hôtel, au café, au théâtre, au bazar, chez le coiffeur, chez l'épicier, chez le boucher! Non, non, il n'est pas possible que les hommes du monde qui les ont reçus dans des salons où tout respire la bonne éducation soient des brutes immondes. Il doit y avoir erreur! Les raïas ont certainement abusé de la confiance des peuples comme ils abusent chez eux de la confiance des clients. Et sans plus rien examiner, ils ont hurlé avec les loups. Ils se sont rangés du côté de Talaat, d'Enver, de Djemal, du Kaiser, de Wangenheim, de Liman von Sanders, et... de Pierre Loti. Et si un Damad Ferid pacha et un Ali Kemal bey cherchent à rejeter de leurs épaules la tunique d'infamie que le Comité Union et Progrès a tissée pour ensevelir la race turque, il se rencontrera chez nous une femme, une hystérique que le sadisme a jetée dans les bras des tortionnaires, pour écrire que ces « Vieux » Turcs sont vendus à l'Angleterre. Etre avec Hindenburg, Ludendorff, von der Goltz, c'est tout naturel, mais être avec le vicomte Bryce, Herbert Fisher, Gilbert Murray, Herbert Adams Gibbons, Lloyd George, c'est anormal!

Voyons de près les arguments de Talaat et de ses avocats. Les Arméniens se sont enrichis aux dépens des Turcs ? Qu'est-ce à dire ? Le peuple arménien s'est-il rué à l'assaut des fortunes privées

comme un brigand? A-t-il volé la terre? A-t-il cambriolé les palais des pachas? A-t-il dilapidé le trésor public? A qui fera-t-on croire que le musulman, maître incontesté de la puissance politique et de la force militaire, se soit laissé dépouiller de son bien par un esclave? La vérité est plus simple. En Turquie, les chrétiens et les juifs, chassés de l'administration, ont dû se confiner dans l'agriculture, dans le commerce, dans l'industrie et dans la finance. Le conquérant commandait, le raïa travaillait. Celui-là mangeait et celui-ci économisait. Depuis que le Turc a planté sa tente en Asie Mineure, puis en Europe, il ne s'est préoccupé que de garder ses conquêtes. Il considéra le travail comme une chose indigne de lui. Il laissa à l'infidèle le soin de lui procurer la nourriture, l'habillement, le logement, le luxe et le plaisir. Il ne sut même pas administrer sa maison. Le sultan eut toujours un Arménien pour gérer sa cassette particulière. La famille impériale, les pachas, les beys ne purent jamais se passer d'intendants, de banquiers, de médecins, d'avocats, de conseillers, d'architectes, de bijoutiers, d'intermédiaires chrétiens. Tous ceux qui connaissent bien le Turc savent qu'il est incapable de prévoyance. Il dépense sans compter. Il aurait tout l'Eldorado, il l'aurait vite épuisé. C'est un Sybarite qui aime à étaler un grand faste. Il lui faut une armée de serviteurs pour satisfaire à tous ses besoins et contenter tous ses caprices. Mollement étendu sur d'épais tapis,

toute son activité se borne à donner des ordres. Et en plus du selamlik il y a le harem qui a toute une domesticité spéciale. Le train de maison d'un Turc qui occupait dans l'Etat un poste important exigeait des sommes fabuleuses. Aussi était-il rare que le plus riche y résistât. A la mort du personnage on se trouvait devant un grand trou. C'était la ruine pour les enfants qui ne pouvaient mener le rang du père qu'en obtenant à leur tour, de la générosité impériale, une grasse sinécure. Pendant que le Turc gaspillait, le chrétien et le juif amassaient. C'est que ces parias n'avaient d'espoir qu'en eux-mêmes. Ils n'avaient pas d'autre source de revenus que celle qu'ils se créaient par leur patience et leur sagesse. Ils vivaient modestement. N'ayant qu'une femme, ils se contentaient d'un foyer. Ils n'avaient pas besoin d'un bataillon d'eunuques et d'espions pour garder la vertu de leurs épouses, de leurs filles et de leurs sœurs. Une ou deux servantes suffisaient aux plus exigeants. M. Morgenthau n'ignorait pas comme M. Pierre Loti que ce sont les non-musulmans qui ont fait vivre l'empire ottoman par leur travail. C'est pourquoi il disait à Talaat : « Puisque vous vous souciez peu du point de vue humanitaire, pensez aux pertes matérielles; ce sont les Arméniens qui font la prospérité du pays, ils sont à la tête d'un grand nombre de vos industries et sont vos plus gros contribuables. Qu'adviendra-t-il de votre commerce si vous les supprimez ? » M. Morgenthau voyait juste. J'ai

eu sous les yeux plusieurs rapports de la Dette Publique. Il y est démontré par des statistiques d'une implacable précision que dans toutes les régions où les chrétiens ont disparu, les recettes ont diminué de façon inquiétante. Que l'on consulte la Régie des Tabacs, la Banque Ottomane, toutes les sociétés dirigées par des Européens, ceux-ci qui sont pourtant dévoués corps et âme à la cause turque, pour des raisons qui n'ont rien à voir ni avec la justice, ni avec l'humanité, seront obligés de reconnaître que sans les raïas aucune affaire sérieuse ne pourrait s'organiser et se développer. Du reste, pour être édifié là-dessus on n'a qu'à se renseigner auprès des Turcs eux-mêmes. Tous les riches musulmans de Constantinople que j'ai connus sont en relations étroites avec des négociants et des banquiers chrétiens. Je leur disais souvent : « Mais pourquoi confiez-vous vos capitaux à des raïas étrangers? Pourquoi ne vous groupez-vous entre coreligionnaires pour exploiter vos richesses? » Je recevais invariablement cette réponse : « Nous ne sommes pas encore capables de faire du commerce, de l'industrie, ou de la banque. Nous n'avons pas d'ingénieurs, nous n'avons pas de financiers. Nous manquons totalement de techniciens. Donc si nous voulons assurer à notre argent un bon placement nous devons faire appel au concours des Arméniens, des Grecs, des Juifs, des Européens et des Américains! » Les Musulmans pourront donner d'excellents employés, mais ne

leur demandez pas, pour l'instant du moins, des administrateurs et des directeurs.

Telle est, en résumé, la réponse que l'on peut faire à ceux qui accusent, comme Talaat, les Arméniens de s'être enrichis aux dépens des Turcs. Si cette accusation devait être reprise par des Français, je leur demanderais ce qu'ils pensent de nos compatriotes qui ont fait leur fortune en Turquie. Hésiteront-ils à dire que ceux-ci n'ont acquis leur situation que par leur travail et leurs économies? Ce qui est vrai pour nos colonies de Constantinople et de Smyrne l'est aussi pour toutes les communautés chrétiennes et juives de l'empire ottoman.

Voyons maintenant le second grief formulé par Talaat. D'après lui, les Arméniens auraient conçu le projet de secouer le joug ottoman et de fonder un Etat libre. Est-ce exact? Si l'on étudie l'histoire de Turquie, on constate que les Arméniens isolés dans les provinces orientales au milieu de masses musulmanes étaient dans l'impossibilité de se plaindre. Quant à se révolter, c'eût été folie même d'y penser. Pressurés par les beys kurdes qui en avaient fait des machines à produire, jusqu'à l'usure complète, des contributions régulières et irrégulières, ils ne trouvaient aucune protection auprès des valis. Abandonnés par les représentants de la Porte, ils étaient renvoyés à leurs tyranneaux de village moyennant une rançon qui finalement retombait sur leurs épaules et s'ajoutait à

toutes les autres pour accroître leur misère. C'étaient de pauvres ilotes dont toute l'ambition était de ne pas mourir trop vite sous les coups de leurs seigneurs et maîtres. Humbles et dociles depuis qu'ils ont été réduits à l'esclavage, ils le seront encore au milieu du XIX[e] siècle. La guerre russo-turque de 1856 les trouve courbés sans murmure sous la dure loi du conquérant. Ils aideront par tous les moyens l'armée ottomane à se ravitailler, lui fournissant gratuitement des vivres, des bêtes de trait, du fourrage, soignant, avec le plus fraternel dévouement, les blessés et les malades. Et comment sont-ils récompensés? Par des coups de matraque, par des persécutions si odieuses que des valis en furent eux-mêmes indignés. La Porte reçut de ces hauts fonctionnaires des rapports très chaleureux sur la « loyauté des Arméniens » mais très sévères sur les mauvais traitements qui étaient infligés à ces paisibles sujets du Sultan.

La Sublime Porte voulut donner à la *nation fidèle* (milleti sadyka) une marque officielle de confiance et de contentement, et elle lui accorda un sorte de « constitution (1) qui comportait une Assemblée générale, siégeant au Patriarcat de Constantinople et composée de 140 membres, dont 120 élus directement par le peuple. » Mais, comme pour se faire pardonner par les fanatiques cet acte de générosité, elle ne tardait pas à fermer les yeux sur le martyre des Arméniens.

(1) *Le sort de l'Empire ottoman*. par André Mandelstam. Librairie Payot et Cie.

Pendant la guerre russo-turque de 1877-1878, l'Arménie fut à nouveau piétinée et par les brigands kurdes et par les soldats turcs. Elle entrevit cependant l'heure où elle pourrait obtenir quelque adoucissement à son infortune. Les Turcs, en effet, battus, craignirent que le tsar ne la détachât de leur empire. Pour éviter ce démembrement, ils poussèrent le patriarche arménien Nersès à demander l'autonomie administrative. C'est pourquoi le traité de San Stefano stipulait que la Sublime Porte s'engageait « à réaliser, sans plus de retard, les améliorations et les réformes exigées par les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens, et à garantir leur sécurité contre les Kurdes et les Circassiens. » Cet engagement fut confirmé par l'article 61 du traité de Berlin, mais il ne fut jamais tenu, en dépit des multiples interventions des six grandes puissances. Au lieu de protéger les Arméniens le gouvernement turc créa cette fameuse cavalerie Hamidié qui devait les sabrer sans raison et sans pitié. Ce n'était pas assez. Le Sultan Abd-Ul-Hamid veut en finir avec les criailleries des ghiaours qu'on écorche. Il ordonne qu'on leur coupe et la langue et le cou. Une première saignée a lieu, à titre d'essai, à Samsoun. Les puissances s'indignent, leurs ambassadeurs protestent auprès de la Porte et présentent un projet de réformes. Le 20 octobre 1895 Abd-Ul-Hamid, expert en l'art de duper et de diviser la chrétienté, fait semblant d'accepter l'essentiel des

ropositions anglo-franco-russes. Il signe un iradé
ui sanctionne ses promesses. Mais en même temps
donne le signal d'une grande tuerie. Et 100.000
Arméniens sont fauchés. « 100.000 Arméniens,
crit M. Mandelstam (1) qui fut, pendant plu-
ieurs années, premier drogman de l'ambassade
le Russie à Constantinople, périrent dans ces
nassacres, précédés presque toujours par les tor-
ures les plus raffinées ; les femmes subissant avant
eur mort les derniers outrages, et les petits en-
ants même ne trouvant aucune grâce devant les
ourreaux ; près de 2.500 villages furent dévastés,
50 convertis à l'islam, 568 églises et cloîtres dé-
ruits, 282 convertis en mosquées, près d'un demi-
nillion d'Arméniens précipités dans la misère.
Constantinople elle-même ne fut pas épargnée.
Sous les yeux des représentants impuissants de
'Europe, à deux reprises, en 1895 et en 1896,
es autorités turques y organisèrent d'effroyables
oucheries. Tel est l'horrible bilan dressé, sur la
ase du rapport présenté le 4 février 1896 au Sul-
tan par les ambassadeurs des grandes Puissances,
et sur la foi d'autres nombreux témoignages euro-
péens, par le pasteur allemand Lepsius, qui visita
l'Arménie quelques mois après les massacres et
les décrivit dans un livre émouvant. » Ce n'est
pas seulement le Dr Lepsius qui témoigna contre
la barbarie turque, ce sont MM. P. Cambon, de
la Boulinière, le premier, ambassadeur de la Ré-

(1) *Le sort de l'Empire ottoman*, op. cit..

publique française, le second, chargé d'affaires à Constantinople; Meyrier, vice-consul de France à Diarbékir. Relisez le *Livre Jaune* (1893-1897) vous y trouverez ces dépêches écrites en plein drame :

M. Meyrier, vice-consul de France à Diarbékir à M. P Cambon, ambassadeur de la République française, à Constantinople.

Diarbékir, 31 octobre 1895.

Les musulmans ont adressé au Sultan un télégramm de protestation *contre les réformes* dont copie a été remis au vali, et ils ont décidé, dit-on, si la réponse n'est pa satisfaisante, de mettre immédiatement, c'est-à-dire demai vendredi, *leurs projets de vengeance* à exécution. Les chré tiens sont dans une crainte extrême. Ils ont fermé le mar ché hier de meilleure heure; ils appréhendent de l'ouvri aujourd'hui. Ils sont convaincus qu'une action énergiqu et immédiate de la part du gouvernement peut seule le sauver. Malgré cela le vali m'a assuré hier soir qu'il n craignait rien du côté des musulmans, et que *si les chré tiens restaient tranquilles*, il peut répondre de l'ordre dan tout le vilayet. La situation est très grave.

M. Meyrier à M. P. Cambon.

Diarbékir, 2 novembre 1895.

La ville est à feu et à sang.

Depuis plusieurs jours les musulmans préparaient c massacre, ils l'ont mis à exécution. *L'invasion de la mos quée par les Arméniens est de pure invention.* Le mas sacre a duré toute la journée et ne semble pas près de finir

M. Meyrier à M. P. Cambon.

Diarbékir, 3 novembre 1895.

Je vois de chez moi les soldats, zaptiés et kurdes e grand nombre, qui tirent sur les chrétiens.

Après ce carnage les bêtes fauves se reposent. Elles sont repues de sang pour quelques années.

Tout à coup éclate sur la tête d'Abd-Ul-Hamid, comme la foudre, la révolution de Salonique. Est-ce possible ? Il y aurait donc des Turcs capables d'apporter aux opprimés la justice et la liberté ? O miracle ! Les Arméniens accourent, haletants, joyeux vers les sauveurs qui vont enfin briser leurs chaînes. Et ils deviennent les plus fermes appuis du Comité Union et Progrès.

Surviennent les massacres d'Adana.

— C'est la réaction hamidienne, accusent les Jeunes-Turcs, qui les a organisés pour nous compromettre aux yeux du monde civilisé.

— Eh bien, nous vous croyons, répondent les Arméniens, et nous vous restons fidèles!

Même après les *Vêpres ciliciennes*, les Jeunes-Turcs trouvèrent auprès de leurs victimes le concours le plus actif et le plus sincère. C'est un Arménien, Oscan effendi, qui sera le grand réorganisateur, comme ministre, des postes et télégraphes (1913-1914).

Pendant les guerres balkaniques c'est M. Gabriel Noradoughian qui fut ministre des affaires étrangères de la Sublime Porte, et qui signa le traité de paix avec la Bulgarie. En 1909, il avait été ministre des Travaux publics dans le cabinet Kiamil pacha et, en cette qualité, il avait dressé un remarquable plan de travaux à répartir sur une période de trente ans. Si on l'avait écouté la Tur-

quie aurait réalisé des progrès gigantesques dans le domaine économique. Elle aurait eu des chemins de fer, des routes, des ports, qui auraient fait circuler la vie et la richesse dans tout l'empire. M. Noradoughian avait appelé des ingénieurs éminents pour mettre debout son vaste programme. Mais les Jeunes-Turcs se souciaient bien de l'avenir du pays! Ce qu'ils voulaient c'était asseoir et étendre leur domination. Et pour cela il ne leur fallait pas des compas, il leur fallait des canons. Ils renvoyèrent M. Noradoughian à ses chères études et ils commencèrent à exécuter le dessein monstrueux qui était au fond de leur pensée et qu'ils avaient caché jusque-là à l'Europe crédule. Ils entreprirent furieusement le nivellement de la Turquie. Désormais il n'y aura plus d'Arméniens, plus de Grecs, plus de Juifs, plus d'Albanais, plus d'Arabes, il n'y aura que des Turcs. Et lorsque le Kaiser les invitera au somptueux festin des barbares, à la sanglante orgie des cannibales, ils se jetteront comme des affamés sur la chair pantelante de tous les chrétiens livrés sans défense à leurs crocs aigus et tranchants.

C'est la guerre mondiale! Que feront les Arméniens? « Ils nous trahiront! » telle est la troisième accusation que porte contre eux Talaat.

Déçus dans toutes leurs espérances, traqués, poignardés, couverts de blessures, las de gravir un calvaire sans fin, ils tournent leurs regards éplorés vers l'Entente qui jette à tous les peuples la pro-

messe d'une libération prochaine. Ceux qui peuvent se battre iront rejoindre les armées alliées, si aucune barrière n'entrave leur élan spontané.

Les colonies et les étudiants arméniens de France fournirent à la légion étrangère (1er et 2e régiments) plusieurs centaines de volontaires dont 87 0/0 tomberont au champ d'honneur ou seront grièvement blessés. Plus tard, 12.000 Arméniens d'Amérique s'engageront dans l'armée des Etats-Unis et se battront en Champagne.

Plus de 165.000 Arméniens se battront dans *l'armée régulière* sur le front russe contre les Austro-Allemands et au Caucase.

En outre, des Arméniens de Turquie réfugiés au Caucase formeront plusieurs bataillons de volontaires dont le nombre atteindra 15.000 et qui feront la conquête des vilayets d'Erzeroum, de Bitlis, de Van et de Trébizonde, comme auxiliaires de l'armée russe.

Après la révolution, les troupes russes évacuèrent l'Arménie turque qu'elles occupaient et s'éloignèrent même du Caucase. A ce moment-là les Arméniens improvisèrent une armée qui lutta toute seule contre les troupes turques pendant plusieurs mois et rendit pénible et lente leur avance vers le Caucase. Ces combats menés par l'armée arménienne, les luttes livrées aux Turcs par les corps de volontaires que commandait le général Antranik, et la longue résistance des Arméniens de Bakou retardèrent de huit mois la prise de cette

ville par les Turcs et les Allemands. Le concours donné par les Arméniens aux Alliés fut très important ; en retenant longtemps un certain nombre de troupes turques qu'ils empêchaient ainsi d'aller grossir l'armée opposée aux Anglais en Mésopotamie, ils rendirent un service qui fut hautement apprécié par le gouvernement britannique dans ses déclarations faites à la tribune de la Chambre des Communes. Ludendorff avoue, dans son grand ouvrage sur la guerre, qu'à la fin de l'année 1917 et au début de 1918, les armées allemandes ont souffert du manque de pétrole ; la prise de Bakou arrivait trop tard ; or, ce sont les Arméniens qui ont le plus contribué à retarder la chute de cette ville.

Enfin, les Arméniens organisèrent la Légion d'Orient, sur une demande qui avait été faite à M. Boghos Nubar, président de la Délégation nationale arménienne, par M. Georges Picot, représentant le Gouvernement français. Un accord intervint à l'ambassade de France, à Londres, en présence de Sir Mark Sykes, dans les conditions suivantes :

M. Boghos Nubar déclara à M. Georges Picot que les Arméniens étaient tout prêts à donner des volontaires, pourvu que le sang qu'ils verseraient assurât la libération de leur patrie. Il ajouta que les volontaires ne se présenteraient en nombre important que s'ils avaient l'assurance qu'ils n'auraient à combattre que leur ennemi séculaire. Certes, disait M. Boghos Nubar, des volontaires

rméniens de France combattent depuis deux ans ur le front occidental, mais on conçoit que, dans es circonstances actuelles, ceux de l'étranger ne euillent s'engager que s'ils vont combattre en Arnénie.

M. Picot trouve cela tout naturel. Il demande eulement, pour éviter tout malentendu, si un débarquement éventuel en Syrie, ou du côté de Smyrne, ou même dans les Balkans, entrepris dans e but de battre les Turcs, serait considéré comme onforme à cette condition.

Le président de la Délégation arménienne répond que le but étant de libérer l'Arménie, un ébarquement fait pour des besoins stratégiques, n Syrie ou en Asie Mineure, satisferait certainement à sa demande. Ce serait plus douteux dans e cas des Balkans.

M. Picot approuve et il ajoute que sa question 'avait eu d'autre objet que de faire préciser le oint de vue arménien.

Ce point éclairci, on parle de la question de autonomie. Pour permettre d'appuyer avec plus e force l'appel qui sera fait aux volontaires et 'obtenir un meilleur résultat, le président de la Délégation déclare qu'il doit pouvoir assurer qu'à issue de la guerre, la France, *prenant la Cilicie* – dans des limites déterminées par l'accord récent es Alliés, — *y créera une Arménie autonome*, fin de permettre à la race de se développer et à

la nationalité arménienne de se reconstituer sous sa protection.

M. Picot l'autorise à donner cette assurance.

En conséquence, il est convenu que le président de la Délégation enverra une dépêche à son fils, en Egypte, pour l'engager à faire prendre toutes mesures utiles. On encouragera l'enrôlement des volontaires en faisant savoir qu'il a reçu l'assurance qu'après la victoire des Alliés, *les aspirations arméniennes recevront pleine satisfaction.*

En résumé, il est décidé :

1° Que les volontaires n'auront pas à se battre en France ni sur un autre front d'Europe, et seront exclusivement utilisés pour un débarquement en Turquie d'Asie ; ils lutteront contre leurs ennemis séculaires pour délivrer leur sol natal.

2° Que la France s'engage à donner, après la victoire des Alliés, l'autonomie à la Cilicie, qui sera placée sous sa protection.

3° Que le télégramme suivant de M. Nubar à son fils, en Egypte, sera envoyé en chiffre par le ministre des Affaires étrangères :

Arakel Bey Nubar. Le Caire, 27 octobre 1916

Me référant ma lettre 6 octobre sur questions volontaires, ayant reçu depuis assurance formelle qu'à la victoire des alliés nos aspirations nationales seront satisfaites, je vous engage à faire prendre mesures pour encourager et faciliter engagement du plus grand nombre de volontaires possible, sous réserve des mesures de précautions indiquées dans ma susdite lettre et toutes autres précautions qui seraient jugées nécessaires. Rentrerai Paris.

NUBAR.

M. Picot et Sir Mark Sykes confirment leur ntier accord sur tous ces points.

A la suite de l'accord intervenu entre le minisère des Affaires étrangères et le président de la)élégation nationale arménienne, une Mission rançaise, sous la direction du commandant Ronieu, fut envoyée en Egypte. Elle arriva au Caire n novembre 1916 et se mit en rapports avec les hefs des diverses organisations arméniennes pour a constitution d'une Légion, forte de plusieurs ataillons, dénommée « Légion d'Orient ».

Conformément à l'accord intervenu, il était conenu :

1° Que la constitution de la Légion d'Orient vait pour but de faire contribuer les Arméniens *la libération de la Cilicie* et de leur créer ainsi le nouveaux titres à la réalisation de leurs aspiraions nationales.

2° Que les légionnaires arméniens ne combatraient que contre le Turc, et *seulement en Cilicie.*

3° Que la Légion arménienne formerait à l'avenir le noyau de l'armée arménienne.

Plusieurs milliers de jeunes Arméniens répondirent à l'appel de la Délégation nationale arménienne ; trois mille s'enrôlèrent, furent exercés dans 'île de Chypre par le commandant français et fornèrent trois bataillons de la Légion d'Orient. Ces volontaires prirent part aux combats de Palestine, 'y distinguèrent par leur vaillance, particulière-

ment dans la grande bataille de l'Arara. Après la capitulation de la Turquie, un millier de volontaires arméniens, recrutés parmi les survivants des déportations, sauvés par la victoire des Alliés, s'enrôlèrent et formèrent le quatrième bataillon. A ce moment, le Gouvernement français donna à ces quatre bataillons le nom de « Légion arménienne ». *Ces légionnaires furent les premiers à entrer à Beyrouth et au Liban, et ensuite, avec un contingent de tirailleurs algériens, à Alexandrette, puis, ils furent chargés, par le commandant français, d'occuper toute la Cilicie.* Jusqu'au moment de sa dissolution (le 19 août 1920), la Légion arménienne prit part, aux côtés des troupes françaises arrivées par la suite, à toutes les luttes menées contre les kémalistes.

On doit mentionner aussi le concours d'autres groupements de volontaires arméniens qui se formèrent à Adana, à Tarsous, à Mersine, à Dort-Yol, dans l'Amanus, à Ourfa, à Marach et concoururent à la défense de ces villes. On ne peut pas oublier non plus l'effort particulièrement brillant des huit cents volontaires d'Aïntab, qui sous la direction de leur chef, M. Adour Lévonian, assistèrent les troupes françaises dans la lutte contre les kémalistes, puis, lorsque la ville eut été évacuée par les Français, défendirent tout seuls, pendant plusieurs mois, le quartier arménien, forcèrent les Turcs à conclure avec eux une trêve armée. A l'automne de 1920, sur l'invitation du commandant

qui avait décidé de réoccuper Aïntab, ces volontaires prêtèrent encore une fois leur aide dévouée aux troupes françaises, pendant les cinq mois que dura le siège.

Il faut citer enfin l'héroïque résistance que les Arméniens de Hadjin, après le départ des Français, ont opposée, avec leurs propres moyens, pendant huit mois (mars-octobre 1921), aux troupes kémalistes, jusqu'à la chute de la ville, suivie du massacre de tous les habitants, dont, seuls, quatre cents purent franchir les lignes ennemies, en combattant, et vinrent se réfugier à Adana.

Les Alliés ont-ils méconnu les services rendus à leur cause par les volontaires arméniens ?

Le maréchal Allenby, commandant en chef les armées alliées au Levant, adressait, le 12 octobre 1918, au président de la Délégation nationale arménienne, ce télégramme :

> Mes sincères remerciements à vous et aux Arméniens pour votre agréable télégramme de félicitations. Je suis fier d'avoir eu un contingent arménien sous mon commandement. *Ils ont combattu brillamment et ont pris une grande part à la victoire.*

Le lieutenant-colonel Romieu, commandant en chef le régiment de marche de la Légion d'Orient, prononçait, le 22 septembre 1918, aux funérailles des volontaires tués à la bataille de l'Arara, l'allocution suivante :

> Au nom de tous les chefs, gradés et soldats du sous-secteur de droite, je salue nos morts arméniens du combat d'hier.

Ils sont tous tombés sur cette position où nous venons de faire un poignant pèlerinage, nous avons évoqué aussi, devant l'horizon libéré à perte de vue, le prodigieux résultat de la victoire.

Le bataillon a abordé cette position d'un bel élan inopiné ; il s'y est maintenu sous les rafales de l'Arara, dont les Allemands avaient fait le pivot puissant de la résistance turque dans le secteur où elle vient d'être brisée.

La belle contenance du bataillon, pendant plus de douze heures, malgré les pertes, a permis de réaliser la mission qui était de fixer l'ennemi, et, par suite, a rendu inutile l'engagement du bataillon.

Jamais la ténacité de votre race, — qui a fait votre survivance à travers des siècles d'épreuves — n'a eu plus bel emploi.

Sur ce terrain où hier le moindre geste appelait la mort nous avons la fière consolation d'ensevelir les héros arméniens, tous tombés au premier rang, face à l'ennemi, en donnant l'exemple.

Tous méritent la croix de guerre, tous sont les patrons, les saints de la Légion d'Orient.

Dormez dans votre gloire; vous avez ouvert la route à la justice et au droit chassés de ces régions depuis des siècles. *Nous saurons être dignes de vous, pour que cette réparation soit complète et durable.*

J'en fais le serment sur votre tombe, devant ce cimetière dont nous ferons un monument de gloire et que nous appellerons le cimetière de l'Arara, pour réunir dans ce nom le souvenir de nos morts, de leur sacrifice, de leur victoire et *de l'horizon qu'elle ouvre aux aspirations nationales de leurs compatriotes.*

Voici une citation de la Légion arménienne, à l'ordre du corps expéditionnaire français, pendant l'expédition de Palestine :

Le chef du détachement français, sous les ordres duquel les Arméniens ont combattu, a mis en lumière les qualités d'endurance et d'ardeur des soldats arméniens, *dont la fidélité à l'Entente ne s'est jamais démentie.*

En octobre 1919, le colonel Brémond, administrateur en chef des territoires ennemis occupés, adresse à M. Boghos Nubar, président de la Délégation nationale arménienne, cette dépêche :

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la Légion arménienne, sous le commandement du lieutenant-colonel Flye Sainte-Marie, a fait preuve d'une belle tenue lors des opérations pour l'occupation d'Aïntab et de Marache où elle a joué un rôle très remarqué. Cette belle attitude *a produit la meilleure impression sur la population.*

Le même mois, le commandant de l'armée française adresse à la Légion arménienne ce haut témoignage :

Le commandant de l'armée française est fier de la belle tenue militaire des légionnaires. Ils ont soulevé des sentiments d'unanime satisfaction pour l'accomplissement impeccable de la tâche difficile qui leur était dévolue. Il envoie ses félicitations aux officiers, sous-officiers gradés et légionnaires et jusqu'aux plus humbles de leurs collaborateurs, qui grâce à leur discipline ont pu rétablir l'ordre et la sécurité.

Le 9 juin 1920, le capitaine André, gouverneur militaire de Djebel Bereket, gouverneur d'Osmanieh, lance cette proclamation :

Les Arméniens du quartier arménien ont contribué puissamment à repousser le 28 mai les deux attaques de l'ennemi armé de fusils et de grenades.

Cette nation n'a rien perdu de son énergie morale. *Les Arméniens et les Grecs qui se trouvent aux environs d'Osmanieh peuvent être fiers de la bravoure dont ils ont fait la preuve.* L'attaque du 5 juin des Arméniens s'élançant de leurs tranchées sur l'ennemi a été l'objet des félicitations du colonel commandant le secteur. Le Gouverneur est heu-

reux d'avoir sous son ordre un peuple qui, par son organisation, par sa discipline et par sa bonne conduite est apprécié de tous. Par cette action les Arméniens ont démontré qu'ils peuvent agir bravement en même temps qu'ils ont fourni la preuve de la confiance qu'ils ont dans les mérites et le génie de leur propre race.

Arméniens et Grecs jouiront du fruit de leur vaillance dans un avenir prochain. A cette occasion le Gouverneur leur envoie ses sincères et vifs remerciements.

Le 10 février 1921, le lieutenant-colonel Andréa, commandant la colonne d'Aïntab, signe ce brevet d'héroïsme :

Au moment où le succès vient de couronner les efforts des troupes assiégeant Aïntab, le lieutenant-colonel Andréa, commandant les troupes françaises, envoie ses félicitations à M. Lévonian et à ses soldats pour le bel exemple de bravoure et de ténacité qu'ils ont donné en luttant aux côtés des Français.

Ils ont su, par un travail incessant, faire du front de la ville arménienne une ligne puissante contre laquelle l'ennemi n'a jamais rien pu tenter.

Le lieutenant-colonel Andréa les remercie de l'aide précieuse qu'ils ont fournie aux troupes françaises pendant ces longs mois de siège.

Enfin, voici un ordre de régiment qui sera lu à l'occasion de la dissolution de la Légion arménienne :

Djihan, le 19 août 1920.

Officiers, sous-officiers, caporaux et soldats,

La dissolution de la Légion arménienne vous libère vis-à-vis de la France d'un contrat que vous avez généreusement souscrit en l'an 1916 et en 1917.

Vous avez quitté vos foyers pour vous ranger aux côtés des alliés. Maintenant, sur le chemin du retour, appelés à sillonner le monde, *vous aurez la légitime fierté de passer parmi les peuples avec la réputation d'hommes qui con-*

sacrèrent trois années d'efforts au rétablissement des libertés que nos ennemis communs achevaient de compromettre.

L'Arara, en septembre 1918, vous donna l'occasion de participer au triomphe des armées alliées. Depuis, en des jours plus sombres, la France se plaît à reconnaître qu'elle peut compter sur le même dévouement et sur le même courage de la part des légionnaires.

Cette union dans les jours glorieux et dans les périodes difficiles scelle à jamais la profonde camaraderie unissant les cœurs des combattants arméniens et français. A Marach, ils tombèrent ensemble pour l'idéal commun de justice et de paix. *L'image de nos braves couchés côte à côte dans un linceul de neige symbolise l'étroitesse de notre attachement. Devant leur pieux sacrifice, je m'incline profondément.*

Que de valeureux légionnaires sont tombés inconnus dans des combats obscurs! La simplicité de leur mort est un titre qui surpasse toutes les gloires. La France qui sait ce que c'est que l'héroïsme honore l'humble, le modeste, le frappé sans éclat, sans témoin, sans histoire!

La plaine de Djihan vit les derniers exploits; l'enlèvement du canon de Yaparlak, l'attaque de la ferme de Ibrahim Bey, la prise de Manguet parlent hautement de vos valeurs.

D'Aïntab à Mersine, de l'Euphrate au Taurus, le pays s'illustre de vos nombreux faits d'armes.

Officiers, sous-officiers, caporaux et légionnaires,

A la veille de me séparer de vous, je tiens à exprimer ma profonde gratitude pour vos glorieux services. Je garderai l'impérissable souvenir de votre bravoure et de votre ardeur.

La France généreuse se souviendra fièrement qu'elle eut l'honneur de confier à des fils d'Arménie un lot de baïonnettes qu'ils manièrent d'enthousiasme.

Puisse le sang versé, puisse l'héroïsme commun ne pas rester stérile!

Il faut, braves légionnaires, vous inspirer de l'histoire, retenir de l'enseignement français les bienfaits de la discipline qui vous mèneront au faîte de vos aspirations.

Je fais des vœux pour le bonheur de vos foyers et pour la prospérité de votre Patrie qui vous est chère.

Officiers, sous-officiers, caporaux et légionnaires,

Adieu!

Qu'ajouter à ces pages écrites par la loyauté de nos chefs militaires? Oui, les Arméniens se sont battus, dans nos rangs, sous nos trois couleurs, contre les Turcs et les Allemands.

La Porte, certes, pouvait prendre toutes les précautions d'usage pour empêcher les sujets ottomans, quels qu'ils fussent, d'aller rejoindre l'ennemi. Elle avait parfaitement le droit de traduire devant les cours martiales tout Arménien coupable de défaitisme ou de trahison. Mais ce n'est pas cela qu'on reproche aux Jeunes-Turcs. Ce qui a soulevé l'indignation de tous les gens de cœur, même chez les Allemands, ce qui restera une tache ineffaçable, c'est le massacre, froidement conçu, méthodiquement réalisé, de un million d'êtres inoffensifs. Ce sont des vieillards, des femmes et des enfants qui ont été assassinés par masses compactes, comme des troupeaux qu'on égorge à l'abattoir, sans un tri, sans aucune distinction. On ne jugeait pas des coupables, on exécutait des innocents. Y eût-il eu trois cent mille Arméniens dans les armées alliées, ceux qui vivaient sous la loi ottomane devaient être respectés dans leur vie, dans leurs biens, dans leur honneur. A supposer que l'homme eût trahi, la mère, l'épouse, l'enfant devaient-ils être éventrés, écartelés, brûlés vifs?. Il y eut des Alsaciens et des Lorrains qui désertèrent l'Allemagne

pour aller s'enrôler dans l'armée française. Est-ce que les ministres du Kaiser crurent pouvoir se venger de leurs désertions en supprimant leurs familles par le fer et par le feu ? Non, vraiment, rien ne peut excuser, rien ne peut justifier le massacre des Arméniens.

Mais pourquoi nos turcomanes ont-ils fait chorus avec les Talaat, les Enver et les Djemal ? Par quelle aberration ont-ils pu, dès le lendemain de l'armistice, se jeter dans les bras de ces bandits ? Comment s'était-il trouvé un seul Français pour insulter une nation qui n'hésita pas à nous offrir les dernières gouttes de sang restées dans ses veines ?

M. Pierre Loti est un écrivain, mais il est aussi officier. A-t-il donc oublié qu'il a l'honneur de porter l'uniforme de notre glorieuse marine ? En insultant les Arméniens, nos compagnons d'armes, et en défendant les Jeunes-Turcs, nos pires ennemis, il a commis une sorte de trahison morale qui est aussi odieuse que l'autre.

PROTESTATIONS FRANÇAISES

M. Camille Mauclair a fidèlement traduit le dégoût qu'inspirait cette mauvaise action, le jour où il a écrit cette énergique et noble protestation :

« ... M. Pierre Loti n'a pas craint de multiplier les assertions fantastiques de sa turcophilie et d'insulter à

l'héroïsme des Arméniens... Je sépare complètement l'admiration que j'ai toujours eue pour le talent de romancier de M. Loti du désaveu absolu que ma conscience oppose à de tels écarts. A l'heure où la Turquie, ennemie de la France, capitule, se servir d'un de ses proverbes pour injurier l'Arménie, amie et alliée de la France, est un procédé plus qu'étrange de la part d'un Français et d'un officier français. Il y a là, en dehors de toute opinion politique, un très pénible oubli du tact... M. Pierre Loti peut bien... absoudre Enver pacha, et même déclarer, s'il vous plaît, que se sont les Arméniens qui ont martyrisé les Turcs... Cela ne fera que ternir sa gloire d'artiste... La turcophilie, qui chercherait à renaître sous de tels auspices, me semble être une chose aussi dangereuse que honteuse pour mon pays, matériellement et moralement. »

Dans une autre circonstance, M. Camille Mauclair disait : « De toutes les petites nations assassinées, l'Arménie est, si l'on peut dire, la plus assassinée. »

A l'heure où M. Briand, guidé par M. Franklin-Bouillon, semble emboîter le pas à M. Pierre Loti, à l'heure où la France, endormie par des sophismes et trompée par des mensonges, marche sur le cœur des martyrs d'Orient, il est bon de rappeler ce qu'ont dit ou écrit, avec M. Camille Mauclair, MM. Paul Deschanel, Paul Painlevé, l'abbé Wetterlé, Anatole France, Mgr Touchet, Mgr Charmetant, Georges Lecomte, Denys Cochin, Albert Thomas.

De M. Paul Deschanel :

Plus de 600.000 Arméniens périrent dans un immense guet-apens... C'est ce crime, un des plus grands de l'histoire, que nous venons flétrir à la face du monde... Pa-

tience!... L'Alsace-Lorraine délivrée fêtera bientôt avec nous l'*Arménie délivrée.*

De M. Paul Painlevé :

Lorsque, voici plus de cinq cents ans, Tamerlan, le plus sanguinaire des conquérants asiatiques, arriva devant la ville aux cent mille rosiers, Sivas, la perle de l'Arménie, l'Histoire raconte que les habitants épouvantés envoyèrent au-devant du dévastateur, pour l'attendrir, des milliers d'enfants vêtus de blanc et portant des fleurs. Timour le Boîteux contempla longuement de ses yeux cruels ces milliers de têtes frêles qui ondulaient, craintives, devant lui comme un champ de blé mûr. Puis il fit charger ses cavaliers mongols et broya sous le sabot des chevaux les enfantines cohortes aux bras chargés de roses. Ce récit, les vieux chroniqueurs qui nous l'ont laissé, le signalent comme un des attentats les plus monstrueux qui aient été commis contre l'humanité, aux âges les plus barbares. Nous ne pouvions le lire jadis, sans qu'il nous apparût comme le rêve démoniaque d'un fumeur d'opium, comme un cauchemar sanglant que dissipe la lumière du jour.

Le cauchemar est aujourd'hui devenu une réalité. *Les massacres qui depuis un an ensanglantent l'Arménie égalent — que dis-je? — dépassent par leur ampleur et par leur cruauté les plus atroces légendes de tous les siècles et de tous les pays.*

De M. l'abbé Wetterlé :

... On m'avait prié d'apporter ici à l'Arménie le salut de l'Alsace-Lorraine; je le lui apporte de grand cœur. Tous mes compatriotes ont été aussi victimes — s'ils n'ont pas tant souffert que les Arméniens — de la barbarie allemande...

Nous sommes déjà presque délivrés; nous le serons sûrement demain, et nous disons à l'Arménie : courage!

De M. Anatole France :

L'Arménie expire. Mais elle renaîtra. Le peu de sang qui lui reste est un sang précieux dont sortira une postérité héroïque... Après la victoire de nos armées, qui combat-

tent pour la justice et la liberté, les alliés auront de grands devoirs à remplir. Et le plus sacré de ces devoirs sera de rendre la vie aux peuples martyrs, à la Belgique, à la Serbie. Alors, ils assureront la liberté et l'indépendance de l'Arménie. Penchés sur elle, ils lui diront : « Ma sœur, lève-toi!

De Mgr Touchet :

Ce serait une honte et un malheur si les diplomates qui remanieront la carte du monde, après la sanglante tourmente, oubliaient que le petit et cher pays — l'Arménie — a mille fois mérité et acheté son indépendance.

De Mgr Charmetant :

Voilà près d'un quart de siècle que je n'ai jamais cessé de protester de toutes mes forces, à la face du monde civilisé et de mon pays, contte ces massacres épouvantables et de dénoncer les tueries périodiques qui déciment la belle race arménienne dans d'horribles hécatombes.

De M. Georges Lecomte :

Les souffrances de l'Arménie endolorirent et révoltèrent les Français de ma génération. Sa longue plainte a retenti dans nos cœurs.

De M. Denys Cochin :

Défendre la cause des Arméniens, avoir eu l'honneur de parler souvent pour une pareille cause, c'est certainement avoir rencontré une des circonstances heureuses où, quoi qu'il arrive, on peut être sûr d'avoir été dans le vrai, dans le droit, dans le juste.

La cause est entendue. En France, comme en Angleterre, en Italie, en Belgique, aux Etats-Unis, le massacre des Arméniens a été dénoncé et condamné comme « le plus grand crime de l'His-

toire ». Et ni M. Pierre Loti, ni M. Claude Farrère ne pourront faire casser ce jugement que les Turcs eux-mêmes ont ratifié par la bouche de Damad Ferid pacha et la plume d'Ali Kemal bey.

Tandis que M. Pierre Loti défendait les assassins du Comité Union et Progrès, le journal l'*Alemdar* s'indignait de ce qu'un seul coupable, Kemal, le bourreau d'Yozgat, fût pendu. Et il écrivait : « Ainsi donc, il n'y aura qu'une seule condamnation à mort, celle de Kemal, pour *tant de victimes dont le sang crie vengeance !* Les crimes politiques, les trahisons intérieures, le brigandage et le banditisme, les massacres, les incendies, toute la honte indélébile qui s'attache à un Etat de six siècles peut-elle être effacée par la pendaison d'un seul homme ? »

ON FIT AUX ARMÉNIENS DE BELLES PROMESSES

Pendant la guerre, lorsque nous avions besoin des plus petits, nous prodiguions les encouragements et les promesses. Nous nous engagions à libérer tous les peuples opprimés. Et cet engagement ne se trouvait pas seulement dans toutes les colonnes de nos journaux — le *Temps* en tête — on le retrouvait dans tous les discours de nos ministres. Mais qui s'en souvient aujourd'hui ?

M. Briand, qui n'a pas attendu, après l'accord

de Londres, que le coq d'Angora eût chanté trois fois pour livrer la Cilicie à ses bourreaux, était président du Conseil en 1916. Le 7 novembre de cette année, M. Louis Martin, sénateur du Var, lui adresse une lettre très documentée sur les souffrances et la situation de l'Arménie. Il lui demande si, après toutes les manifestations qui se sont déjà produites, il ne croit pas le moment venu de prononcer, comme chef du Gouvernement et ministre des Affaires étrangères, les paroles réconfortantes qui annonceront aux Arméniens persécutés, *ainsi que l'a déjà fait l'Angleterre*, le jour prochain de leur libération et du châtiment de leurs bourreaux.

M. Briand répond à M. Louis Martin par la lettre suivante :

Monsieur le sénateur,

Ainsi que vous le déclarez dans la lettre que vous avez bien voulu m'adresser au sujet de la situation des Arméniens, *la France, oubliant ses propres épreuves, a partagé l'émotion douloureuse des nations civilisées devant l'horreur des atrocités commises contre les Arméniens.* Elle a détourné un moment ses pensées des crimes perpétrés sur son territoire contre la population civile pour adresser l'hommage de sa pitié à ces autres martyrs du droit et de la justice. *Le gouvernement de la République a tenu dans les circonstances solennelles à flétrir les crimes des Jeunes-Turcs et à livrer au jugement de la conscience humaine leur monstrueux projet d'extermination de toute une race, coupable à leurs yeux d'avoir aimé le progrès et la civilisation.* Les représentants de la France auprès des Puissances neutres ont été mis en possession de tous les documents qui devaient leur permettre de faire connaître autour d'eux les événements survenus. Pour l'honneur de l'humanité,

nous devons conserver l'espoir que les protestations indignées que certaines de ces Puissances ont déjà fait entendre à Constantinople contribueront à soustraire la nation arménienne à de nouveaux attentats.

Pour la première fois, *notre pays s'est trouvé impuissant à poursuivre en Turquie sa mission civilisatrice et à s'y dresser en face de la barbarie de ses gouvernants.* Il n'a laissé passer cependant aucune occasion de donner au peuple arménien le témoignage de sa pitié et de sa profonde sympathie. Ses escadres ont pu arracher à la mort plus de 5.000 fugitifs qui ont été conduits en Egypte où ils ont reçu un accueil pouvant atténuer la rigueur de leur malheureux sort.

Le gouvernement de la République a déjà pris soin de faire notifier officiellement à la Sublime-Porte que les Puissances alliées tiendront personnellement responsables des crimes commis tous les membres du gouvernement ottoman, ainsi que ceux de ses agents qui se trouveraient impliqués dans les massacres. Quand l'heure aura sonné des réparations légitimes il ne mettra pas en oubli les douloureuses épreuves de la nation arménienne et, d'accord avec ses alliés, *il prendra les mesures nécessaires pour lui assurer une vie de paix et de progrès.*

Parlant au nom des Alliés, M. Briand, président du Conseil, déclarait, le 10 janvier 1917, qu'un des buts de guerre des Alliés était l' « affranchissement des populations soumises à la sanglante tyrannie des Turcs » et le « rejet, hors d'Europe, de l'Empire ottoman, décidément étranger à la civilisation occidentale. »

M. Deschanel, président de la Chambre des Députés, écrivait, le 19 décembre 1917, au président de l'Union Intellectuelle Arménienne de Paris :

Que les Arméniens gardent confiance ! Leur histoire glorieuse n'a été qu'un long martyre. Le supplice n'a pas

encore pris fin. Mais déjà l'aube d'un jour nouveau paraît. Jérusalem est délivrée. Demain l'Arménie, victime sanglante de l'oppression turque, fêtera à son tour son affranchissement. Demain les héros de la Marne, de l'Yser et de Verdun embrasseront fraternellement ses fils délivrés.

M. Stéphen Pichon, ministre des Affaires étrangères, faisait, à la Chambre des Députés, le 27 décembre 1917, les déclarations suivantes :

Jamais il n'a été question pour la France d'annexer ou d'incorporer sous une forme quelconque, en vertu du droit de conquête, des populations auxquelles il appartient de fixer elles-mêmes leurs destinées.

Jamais — disaient les alliés dans leur réponse du 10 janvier 1917, au message du Président Wilson — il n'a été dans nos desseins de poursuivre l'extermination des peuples allemands et leurs disparitions politiques.

Mais il n'est pas moins certain que nous avons des droits étroits à l'égard des nationalités opprimées non seulement de la Belgique, de la Serbie, de la Roumanie, dont le sort tragique commande plus que notre sollicitude, notre dévouement absolu, mais aussi de la Pologne. Nous ne séparons pas sa cause de la nôtre.

Cette politique des droits des nationalités est l'honneur de nos traditions et de notre histoire; elle s'applique, dans notre pensée, aux populations *arméniennes*, syriennes, libanaises comme aux peuples qui subissent, contre leur volonté, le joug de l'oppresseur, quel qu'il soit; tous ces peuples ont droit à nos sympathies, à notre appui; tous doivent avoir la possibilité de fixer eux-mêmes leur sort.

M. Clemenceau, président du Conseil des ministres, écrivait à M. Boghos Nubar, à l'occasion du 14 juillet 1918 :

Cher monsieur,

Rappelant la conduite héroïque de vos compatriotes, vous me demandez de saisir une prochaine occasion pour

encourager leurs efforts et pour leur dire que les conditions imposées par la Conférence de Constantinople ne seront pas reconnues par le Gouvernement de la République.

La France, victime de la plus injuste des agressions, *a inscrit dans ses revendications la libération des nations opprimées.*

Protectrice traditionnelle de ces peuples, elle a manifesté à maintes reprises sa profonde sympathie pour les Arméniens. Elle a tout tenté pour venir à leur aide.

L'esprit d'abnégation des Arméniens, leur loyalisme envers les alliés dans la Légion étrangère, sur le front du Caucase et à la Légion d'Orient, ont resserré les liens qui les attachent à la France.

Je suis heureux de vous confirmer que *le gouvernement de la République, comme celui du Royaume-Uni, n'a pas cessé de compter la nation arménienne au nombre des peuples dont les alliés comptent régler le sort selon les règles supérieures de l'humanité et de la justice.*

M. J. Gout, ministre plénipotentiaire, sous-directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, écrivait ceci, au président de l'Union Intellectuelle Arménienne, au nom et par ordre de M. Georges Clemenceau :

Les populations arméniennes peuvent être assurées que le gouvernement de la République sera heureux de leur conserver tout son appui en vue d'empêcher le renouvellement des massacres dont elles ont été victimes et de leur permettre de se libérer définitivement du joug ottoman.

Après l'armistice, le 21 novembre 1919, M. S. Pichon, ministre des Affaires étrangères, écrivait à M. Boghos Nubar, président de la Délégation nationale arménienne :

Comme vous le dites si justement, le triomphe de la France doit sonner l'heure de la libération de tous les

opprimés. Vous pouvez être assuré que le gouvernement de la République, profondément ému des souffrances endurées par le peuple arménien, ne négligera rien pour lui préparer un avenir digne de sa civilisation.

Le 16 février 1919, M. Poincaré, président de la République, adressait à Sa Béatitude Mgr Paul Pierre XIII Terzian, patriarche des Arméniens catholiques de Cilicie, une lettre dont voici le passage principal :

... L'Arménie n'a pas douté de la France comme la France n'a pas douté de l'Arménie, et, après avoir supporté ensemble les mêmes souffrances pour le triomphe du droit et de la justice dans le monde, les deux pays amis peuvent aujourd'hui communier dans la même allégresse et la même fierté. Le gouvernement de la République ne considère pas comme étant aujourd'hui accomplie la tâche qui lui incombe vis-à-vis des populations arméniennes. Il sait le concours que l'Arménie et plus particulièrement le noble pays de Cilicie attendent de lui pour jouir en toute sécurité des bienfaits de la paix et de la liberté, et je puis assurer Votre Béatitude que la France répondra à la confiance qu'elle lui a témoignée à cet égard.

En juillet 1919, M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, adressait à M. Albert Thomas la lettre suivante :

La Délégation Nationale arménienne qui groupe tous les Arméniens de toute origine et de toute opinion dans une admirable union sacrée, a tenu un contact étroit avec mon Département et a pu assurer ses compatriotes des sentiments que la France nourrit en leur faveur et des efforts qu'elle fait pour leur assurer un avenir meilleur.

La création de la Légion d'Orient où ont afflué les volontaires arméniens, qui forment trois bataillons affectés au détachement français de Syrie-Palestine, a bien marqué aux yeux de tous que la *France considère les Arméniens*

comme des alliés luttant pour secouer le joug du militarisme germano-turc.

Le 16 juillet 1920, à Spa, M. Millerand, président du Conseil, répondait à la Délégation turque, au nom du Conseil suprême :

Les Alliés voient clairement que le temps est venu de mettre fin et pour toujours à la domination des Turcs sur d'autres nations... Durant les vingt dernières années, les Arméniens ont été massacrés dans des conditions de barbarie inouïe... Pendant la guerre, les exploits du gouvernement ottoman en massacres, déportations et mauvais traitements de prisonniers de guerre ont dépassé encore immensément ses exploits antérieurs dans ce genre de méfaits... Le gouvernement turc n'a pas seulement failli au devoir de protéger ses sujets de race ou non turque contre le pillage, la violence et le meurtre; de nombreuses preuves indiquent qu'il a lui-même pris la responsabilité de diriger et organiser les attaques les plus sauvages contre des populations auxquelles il devait sa protection. *Pour ces raisons, les Puissances alliées se sont résolues à émanciper du joug turc tous les territoires habités par des majorités de race non-turque. Il ne serait ni juste, ni de nature à amener une paix équitable dans le proche Orient que de contraindre de nombreuses populations non-turques à rester sous la loi ottomane.*

Voyons maintenant ce que disaient les Anglais:

Parlant à la Chambre des Communes, le 21 décembre 1917, M. Lloyd George disait :

« J'ai déclaré que la question de Mésopotamie devrait être laissée pour être résolue au Congrès de la Paix, tout en spécifiant cependant que cette région, ainsi que l'*Arménie*, ne devraient jamais être replacées sous la domination néfaste des Turcs. »

Dans un discours qu'il prononçait, le 5 janvier

1918, devant les délégués des Trade-Unions, le Premier britannique disait encore :

Sans doute nous ne contestons pas le maintien de l'Empire ottoman dans les pays habités par la race turque, ni le maintien de sa capitale à Constantinople, les détroits unissant la Méditerranée à la Mer Noire étant internationalisés.

L'Arabie, l'*Arménie*, la Mésopotamie, la Syrie et la Palestine, suivant nous, ont le droit de voir reconnaître leur existence nationale séparée. Nous n'allons pas discuter ici la forme exacte que pourra prendre dans chaque cas particulier la reconnaissance de cette existence. Bornons-nous à dire qu'*il serait impossible de rendre ces pays à leurs anciens maîtres.*

En réponse à une question de M. Ramsay Mac Donald (député de Leicester, travailliste), M. Balfour a fait, le 11 juillet 1918, à la Chambre des Communes, les déclarations suivantes :

Le gouvernement de Sa Majesté britannique suit avec la sympathie et l'admiration les plus profondes la vaillante résistance des Arméniens dans la défense de leurs libertés et de leur bonheur. Il fait tout son possible pour leur venir en aide.

En ce qui concerne l'avenir de l'Arménie, je rappellerai simplement les déclarations publiques faites par les principaux hommes d'Etat des Puissances alliées. Cet avenir sera décidé suivant le principe indiqué par l'honorable membre : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Lord Robert Cecil, secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires étrangères, disait, le 18 novembre 1918, à la Chambre des Communes :

En ce qui me concerne, et je crois que dans cette question je puis parler au nom du gouvernement, je serais pro-

fondément déçu si une ombre ou un atome du gouvernement turc était laissé en Arménie.

En Italie, les hommes politiques ne se montraient pas moins ardents à défendre les droits de l'Arménie. Le 26 novembre 1918, M. Luzzati prononçait, à la Chambre des Députés, un discours éloquent dont je détache ces phrases :

Dans la graduation du martyre, les Arméniens tiennent la première place; on pourrait les appeler les « protomartyrs ». Inénarrables sont les malheurs de ce peuple supérieur en civilisation dominé par des semi-barbares. Mais le jour de la libération est imminent; le prochain congrès de la paix effacera les dernières traces de la Sainte Alliance des Princes de 1815 contre les peuples opprimés. L'initiative de cette rédemption doit revenir à l'Italie qui, suivant les enseignements de Mazzini, des rois libérateurs de la Maison de Savoie, de Cavour, de Garibaldi, ne s'est jamais enfermée, comme firent les Allemands dans un égoïsme national, mais, ayant elle-même l'expérience des longues douleurs, a désiré et poursuivi sa propre indépendance en même temps que celle de toutes les nations subjuguées.

Et mon âme d'Italien s'est réjouie quand, il y a quelques jours, le Président du Conseil à qui j'apportais les vœux de la société italienne « Pro Armenia » me lança cette réponse : « Dites aux Arméniens que je fais mienne leur cause. »... L'Italie libératrice de l'Arménie, c'est cet insigne honneur que je souhaite à ma patrie.

M. Orlando, président du Conseil, répondit à M. Luzzati :

Je dois une parole à l'illustre orateur qui a ému la Chambre avec la description du martyre subi par les Arméniens. Il a voulu que mon affirmation qu'il lui a plu de répéter ne reste pas un engagement personnel; il a voulu que cet engagement soit pris aussi devant le parlement;

eh bien, je lui en sais gré, et je dis que cet engagement je le maintiendrai.

On me reprochera peut-être d'abuser des citations, mais il m'a paru qu'il était indispensable de rappeler ce qui fut dit publiquement par les hommes d'Etat des trois pays alliés sur la question arménienne. On comprendra mieux quel était le devoir de la France en Cilicie, et l'on pourra mieux juger l'accord d'Angora.

III

LE DÉSACCORD FRANCO-ANGLAIS

OU SONT LES ARMÉNIENS ?

Le traité de Sèvres avait stipulé (article 89) que le président des Etats-Unis d'Amérique serait prié de déterminer « la frontière entre la Turquie et l'Arménie dans les vilayets d'Erzeroum, Trébizonde, Van et Bitlis ». Déférant à ce désir, M. Wilson a tracé les limites du nouvel Etat qui doit être « libre et indépendant ». L'Arménie engloberait, outre la République d'Erivan, une portion assez importante du territoire ottoman. Elle aurait un accès à la mer Noire. Mais tout cela est resté lettre morte. La République d'Erivan elle-même n'est guère vivante, elle étouffe, enserrée comme dans un étau entre l'Anatolie et l'Azerbeidjan, d'une part, la Géorgie et la Russie rouge, d'autre part. Pour ne pas être étranglée tout à fait, elle a dû consentir à prendre le masque bolcheviste. La protection de Moscou ne lui a pas épargné la douleur de perdre Kars et Ardahan qui ont été cédées au gouvernement d'Angora, mais elle lui permet d'entretenir sous la cendre l'étincelle qui ranimera le foyer national.

M. Lloyd George demandait un jour à un ministre de la République d'Erivan : « De ces deux maux, le bolchevisme et le kémalisme, lequel choisiriez-vous, en désespoir de cause ? » Et le ministre répondit : « La grande masse n'hésiterait pas, le peuple irait vers Lénine et non vers Moustafa Kemal. » Oui, malgré toutes les privations que le régime des Soviets fait subir aux plus laborieux et aux plus sages, les chrétiens ont au moins la certitude de n'être pas massacrés. Les vieillards, les femmes et les enfants ne sont pas égorgés, torturés, brûlés vifs. S'ils sont malheureux, s'ils ont faim, ils pensent que tout cela n'aura pas de lendemain. Ils sont convaincus que le communisme ne sera qu'une épreuve passagère, comme le fut la guerre pour la Belgique et le nord de la France. L'avenir leur appartient. Avec les Jeunes-Turcs, au contraire, tout espoir doit s'éteindre, c'est encore et toujours la mort qui décimera la race jusqu'aux derniers rejetons.

Le jour où les Alliés ont abandonné Batoum et Tiflis, ils laissaient le champ libre aux bolchevistes et aux kémalistes qui purent ainsi se donner la main pour agiter l'Asie. En s'appuyant sur les Géorgiens, les Arméniens, les Vieux-Turcs, les Kurdes et les Grecs, ils auraient opposé une barrière sûre à l'expansion du bolchevisme dans le proche Orient et auraient mis les kémalistes dans l'impossibilité de menacer Constantinople, les Dé-

troits et... la Cilicie... En envoyant à Batoum, à Tiflis, à Erivan, des canons, des munitions et quelques bataillons, et surtout des officiers, nous pouvions organiser avec les éléments indigènes une armée capable de garder à la fois le Caucase et l'Anatolie. Nous avons voulu faire une économie d'hommes et d'argent. Mais l'avons-nous faite ? Non, en ce qui concerne la France, puisque nous avons dû envoyer toute une armée en Cilicie. Et ce n'est pas fini. Par notre imprévoyance, par notre légèreté, par notre faiblesse, nous avons rendu presque insoluble la question d'Orient. Et nous serons obligés d'entreprendre plus tard une expédition de large envergure ou de nous résigner à subir dans toutes ses exigences la loi de Moustafa Kemal.

Quoi qu'il en soit, les raïas arméniens ont dû chercher un abri après les épouvantables secousses de 1914-1918. Combien en restait-il au lendemain de l'armistice ? Il est difficile de donner un chiffre précis. Pourtant, si l'on confronte les statistiques provenant de diverses sources, et si l'on établit une moyenne, on peut conclure que sur deux millions d'âmes que comptait la population arménienne de l'empire ottoman, près de onze cent mille ont survécu aux persécutions du Comité Union et Progrès. Mais ces rescapés se sont évadés de l'enfer anatolien. Il n'y a guère plus de soixante-dix mille Arméniens dans les régions de Tré-

bizonde, Erzeroum, Van, Bitlis, Sivas, Kharpout, Diarbékir, Amassia, Tokat, Arpagh, Hekkiari, Mardine, Malatia, Seghert. Quatre cent cinquante mille sont dispersés à Andrinople, Constantinople, Samsoun, Ismidt, Brousse, Aïdin, Castamouni, Konia, Jérusalem, Beyrouth, Bagdad, Bassorah, Mossoul, Damas, Alep. Quatre cent mille sont allés dans le Caucase. *Et cent vingt mille environ* se trouvaient, hier encore, en Cilicie. Cette province placée sous la protection de la France constituait, à vrai dire, le seul asile où les Arméniens pussent entretenir l'espoir d'échapper au déluge. Hélas ! M. Briand est venu. Il a jeté l'arche sainte dans la mer, et l'Arménie est maintenant sans lois, sans guides, et sans étoiles. Comment la République a-t-elle pu couvrir de ses trois couleurs cette infamie ? Comment ne s'est-il rencontré au Parlement ni un Denys Cochin, ni un Jaurès, ni un de Mun, ni un de Pressensé, pour dénoncer cette abdication de l'honneur national ? Ce qui est le plus troublant, ce n'est pas qu'un premier ministre de France ait déchu, c'est que le pays ait accepté et endossé cette déchéance, les yeux fermés, c'est que le peuple le plus spirituel de la terre se soit laissé berner par un Moustafa Kemal...

L'ACCORD DE LONDRES

Nous avons vu qu'au mois de mars, le 9, MM. Briand et Bekir Sami bey avaient signé, à

Londres, un accord qui devait être soumis à l'Assemblée nationale d'Angora. Voici le texte de ce document :

Entre les hautes parties contractantes soussignées :

Son Excellence M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, agissant au nom du gouvernement français, d'une part,

et

Son Excellence Bekir Sami Bey, délégué de la grande Assemblée nationale d'Angora, agissant au nom du gouvernement national turc, et muni à cet effet de pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en règle,

Il a été convenu ce qui suit :

A. — Cessation des hostilités et échange des prisonniers dans les termes de l'annexe ci-jointe.

B. — Désarmement des populations et des bandes armées, d'accord entre les commandements français et turc.

C. — Constitution de forces de police (en utilisant la gendarmerie déjà formée) sous le commandement turc, assisté d'officiers français, mis à la disposition du gouvernement turc.

D. — D'accord entre les commandements français et turc : évacuation dans un délai d'un mois (après la cessation des hostilités) des territoires occupés par les troupes combattantes, au nord des frontières du traité de Sèvres. Les troupes turques se retireront les premières et occuperont, huit jours après l'évacuation, les localités évacuées par les troupes françaises.

Des dispositions transitoires seront prises en ce qui concerne l'évacuation des territoires attribués à la Syrie par le traité de Sèvres et réincorporés à l'Etat turc par le présent accord, en raison de leur caractère ethnique.

En raison de l'état de guerre prolongé et des troubles profonds qui en sont résultés, les troupes françaises se retireront progressivement dans des conditions déterminées par les autorités françaises et turques réunies en Commis-

sion sur les bases générales suivantes: pacification effective, garantie de la sécurité des communications par voie ferrée entre l'Euphrate et le golfe d'Alexandrette, y compris le rétablissement des ouvrages d'art de l'Amanus et du pont de Djerablous, droit de suite militaire éventuel en cas d'attentats par des bandes, punition des coupables du guet-apens d'Ourfa.

E. — Amnistie politique entière et maintien en fonctions du personnel administratif cilicien.

F. — Engagement de protéger les minorités ethniques, de leur garantir l'égalité absolue des droits à tous égards et de tenir compte, dans une mesure équitable, de la quotité des populations pour l'établissement dans les régions à population mixte d'un équilibre pour la constitution de la gendarmerie et de l'administration municipale.

G. — Collaboration économique franco-turque, avec droit de priorité pour les concessions à accorder en vue de la mise en valeur et du développement économique de la Cilicie, des régions évacuées par les troupes françaises, ainsi que des vilayets de Mamuret-el-Azis, Diarbékir et Sivas, dans la mesure où cela ne serait pas effectué directement par le gouvernement ottoman ou les ressortissants ottomans à l'aide de capitaux nationaux.

Concession à un groupe français des mines d'Argana Maden.

Les concessions comportant monopole ou privilège seront exploitées par des Sociétés constituées selon la loi ottomane.

Association la plus large possible des capitaux ottomans et français (pouvant aller à 50 0/0 du capital ottoman).

H. — Institution d'un régime douanier approprié entre les régions turque et syrienne.

I. — Maintien des œuvres scolaires et hospitalières françaises et des institutions d'assistance.

J. — Le gouvernement français instituera un régime administratif spécial pour la région d'Alexandrette, où les populations ont un caractère mixte, et s'engage à donner

aux habitants de race turque toutes facilités pour le développement de leur culture et l'emploi de la langue turque qui y aura le caractère officiel, au même titre que les langues arabe et française.

K. — Transfert à un groupe français de la section du chemin de fer de Bagdad entre les portes de Cilicie et la frontière de Syrie.

Toutes les dispositions seront prises pour faciliter à tous égards l'utilisation du chemin de fer respectivement par les Turcs et les Français, au point de vue économique et militaire.

L. — La frontière, entre la Turquie et la Syrie, partira d'un point à choisir sur le golfe d'Alexandrette immédiatement au sud de la localité de Payas et se dirigeant sensiblement en ligne droite vers Meidan Ekbès (la station du chemin de fer et la localité restant à la Syrie).

De là, la frontière s'infléchira vers le sud-est, de manière à laisser à la Syrie la localité de Marsova et à la Turquie celle de Karnaba, ainsi que la ville de Killis.

De là, la frontière rejoindra la voie ferrée à la station de Chotenbeg. Ensuite, la frontière suivra la voie ferrée de Bagdad dont la plate-forme restera en territoire ottoman jusqu'à Nizibin.

Puis la frontière rejoindra le coude de l'Euphrate au nord d'Azekh et suivra l'Euphrate jusqu'à Djeziret-ibn-Omar.

La ligne des douanes turques sera installée au nord de la voie et la ligne des douanes françaises au sud.

ANNEXE

ARTICLE PREMIER. — En attendant la conclusion imminente entre les hautes parties contractantes d'un accord plus général, toutes opérations militaires actives seront entièrement arrêtées sur le front de Cilicie, et sur les confins de la Turquie et de la Syrie dès la réception des ordres donnés à cet effet à leurs troupes respectives, tant

par les autorités françaises que par les autorités d'Angora et au plus tard dans un délai d'une semaine.

Pour hâter cette suspension d'hostilités, les chefs d'unités françaises ou turques feront connaître, dès qu'elles en seront avisées, aux forces adverses qui leur sont opposées, la signature des présentes et l'arrêt des opérations.

ARTICLE 2. — Dès réception des ordres urgents qui seront donnés par les deux hautes parties contractantes, les prisonniers respectifs, ainsi que toutes personnes françaises ou turques, détenues à la suite des hostilités, seront remises en liberté et reconduites aux frais de la partie qui les détient aux avant-postes ou dans telle ville la plus proche qui sera désignée à cet effet. Il ne sera fait exception que pour les criminels de droit commun, dont le cas sera réservé par un examen en commun.

ARTICLE 3. — La présente convention est conclue sans limitation de durée, la reprise d'hostilités ne pouvant avoir lieu de part et d'autre qu'après dénonciation en règle un mois à l'avance. Pendant la suspension des hostilités, les parties s'engagent à s'abstenir de tout renforcement d'effectifs et de toutes mesures, tendant à améliorer leur position respective : les seuls transports militaires autorisés seront ceux de relèves normales ainsi que ce qui concerne le ravitaillement et l'entretien des troupes.

Fait à Londres, en double original, le 9 *mars* 1921.

En même temps que MM. Briand et Bekir Sami bey négociaient à Londres, Youssouf Kemal bey, le Dr Kiza Nour bey et Ali Fouad bey, délégués de la grande Assemblée nationale d'Angora, préparaient un traité d'union et de fraternité avec Tchitcherine et Djélal Korkmazoff, représentants du gouvernement de la République fédérative et socialiste des Soviets russes. Le 16 mars, ces plé-

nipotentiaires signaient une convention dont voici les principales clauses :

Article I. — Les bolchevistes et les kémalistes considèrent comme inexistants tous traités ou conventions internationales qui leur seront imposés contre leur volonté. Le gouvernement des Soviets russes s'engage à ne pas reconnaître les conventions qui ont été déclarées nulles par la Turquie représentée par la grande Assemblée nationale. Les frontières turques seront celles du Pacte national publié par la Chambre des Députés de Constantinople, le 28 janvier 1920.

Article II. — La Turquie garde Kars et Ardahan, qui lui avaient été données par le traité de Brest-Litovsk, mais cède à la Géorgie la ville et le port de Batoum.

Article V. — Les Détroits seront ouverts à la navigation de tous les pays. L'élaboration d'un règlement international concernant la liberté des Détroits sera confiée à une conférence composée des délégués des Etats riverains. Mais l'indépendance absolue de la Turquie devra être respectée et Constantinople devra jouir d'une sécurité complète.

Article VI. — La Turquie est libérée de tous les engagements financiers et de toutes les conventions conclues avec les gouvernements tsaristes, ainsi que de toutes les obligations découlant de différents traités internationaux.

Article VII. — La Russie des Soviets accepte l'abolition pure et simple des capitulations.

Par un acte additionnel qui sera signé plus tard, le gouvernement d'Angora s'engagera à ne conclure aucune paix avec aucun allié sans le consentement préalable du gouvernement de Moscou.

ANGORA RENIE BEKIR SAMI BEY

A peine l'Assemblée nationale d'Angora aborde-t-elle l'examen de l'accord de Londres touchant la Cilicie, c'est un tollé de tous les extrémistes contre la conduite de Bekir Sami bey qui « a outrepassé ses pouvoirs ». Dans l'esprit des Jeunes-Turcs, Bekir Sami bey n'avait qu'une mission d'enquête et de chantage. Il devait s'informer des dispositions de l'Entente, voir par quelle fissure on pourrait la diviser, exercer une pression sur le Sultan et créer un mouvement d'opinion en France et en Italie en faveur des revendications kémalistes, fondées sur « le principe des nationalités ». Le parti militaire ne voulait entendre parler à aucun prix d'un accord qui désarmait les populations et les bandes. Il n'admettait pas que sous une forme quelconque l'étranger s'immisçât dans les affaires intérieures de l'Anatolie. Et puis il y avait l'œil de Moscou qui veillait. Les Soviets avaient reçu des rapports sur les discours tenus par

Bekir Sami bey à Londres. Ils savaient que celui-ci avait dit à M. Briand : « Aidez-nous, et nous saurons vite nous débarrasser des bolcheviks ! » Il fallait rassurer Tchitcherine qui avait exprimé des doutes sur la sincérité de Moustafa Kemal. La jeune Turquie avait besoin de l'appui de la Russie rouge pour garder les provinces du Caucase et pour reconquérir celles de Thrace et d'Ionie.

L'Assemblée nationale rejeta donc l'accord de Londres. De plus, il fut décidé qu'une campagne serait entamée dans la presse pour exciter les Turcs contre l'Occident qui ne cherche que l'asservissement des musulmans. Le *Yeni Gun* publiait sous ce titre : « Est-ce l'Orient ou l'Occident ? » un article sensationnel, dans lequel le rédacteur disait : « Au cours de notre voyage en Europe, nous avons constaté que l'Occident est bien loin de reconnaître notre indépendance. La France et l'Italie, qui poursuivent cependant une politique contraire à celle de l'Angleterre, ne visent en fait qu'à coloniser notre pays. Il est évident qu'une entente avec l'Occident est impossible...

« L'Assemblée nationale a fait montre d'une grande clairvoyance en concluant un traité d'alliance avec la Russie, elle avait compris que la Conférence de Londres ne donnerait aucun résultat... » Le *Yeni Gun* conseillait aux Turcs de s'entendre avec les peuples d'Orient, avec les trois cents millions de musulmans qui sont encore sous le joug de l'impérialisme occidental.

Le *Hakimyeti-Milliyé*, porte-parole d'Angora, écrivait : « En lisant les termes de l'accord sur la Cilicie, tels qu'ils furent proposés par M. Briand à nos délégués à Londres, nous voyons que *la France a voulu nous tromper une fois de plus.*

« ... La France *nous demande* un armistice ; pourquoi pas une paix ?

« ... La France veut *contrôler* la ligne ferrée. Pourquoi ?

« ... La France veut *monopoliser* toutes les richesses de la Cilicie. Pourquoi ? »

Le ton devient d'une rare insolence. Le vaincu perfide insulte le vainqueur généreux : « A certains marchés, poursuit l'organe kémaliste, se trouvent des courtiers marrons. On les évite de crainte d'être dupé. Mais *eux s'acharnent après nous*, nous invitent avec mille assurances, mille bons mots, mille flatteries, à jeter un regard sur ce qu'ils offrent... Mais tout cela est faux, et il se cache dessous un truc ou une *escroquerie. Les Français dans leur politique ressemblent à ces courtiers marrons.* Depuis trois mois, leur presse et leurs politiciens sèment des louanges sur nous. Gouraud, Leygues, Briand... ont tous déclaré vouloir s'entendre avec les Turcs. Regardons maintenant le fond de cette littérature : *en Cilicie des atrocités et des cupidités sans fin...* L'impérialisme en pleine floraison. Dans ces conditions... *laissons la France ajouter au péril allemand le péril turc.* »

La presse jeune-turque renouvelait ses exploits de la grande guerre. Elle déversait sur notre pays des seaux d'injures. Mais plus elle crachait sur nous et plus nous courbions l'échine. M. Franklin-Bouillon courait vers Angora pour demander l'aman.

Le 27 juin, Youssouf Kemal bey, que l'on a nommé commissaire aux Affaires extérieures pour dissiper tout nuage entre Angora et Moscou, disait à l'Assemblée nationale : « Vous savez très bien que les accords signés à Londres ont été rejetés tant par le gouvernement que par votre Assemblée... Pourtant nos relations avec la France ont pris le bon chemin, nous marchons vers une entente et la fin de la guerre : je puis l'affirmer, grâce aux assurances qui nous ont été données de la part de la République française par M. Franklin-Bouillon, ici présent. La France veut à tout prix conclure la paix avec nous. Nous avons fait à ce sujet des propositions et nous attendons la réponse... Mais déjà, les Français ont retiré leurs troupes de Zongouldak... »

Dans quel esprit Youssouf Kemal allait-il négocier avec M. Franklin-Bouillon ? Il le fait savoir dans la même séance à l'Assemblée nationale par la déclaration suivante : « Au cours de la séance du 30 mai, notre président du Conseil avait exposé les lignes principales de notre politique étrangère. A mon tour, je répéterai que la politique que nous suivons, et que nous sommes fermement décidés à

suivre à l'avenir, ne peut pas s'écarter des principes posés par la grande Assemblée nationale et en général par tout le peuple. Notre politique étrangère ne peut pas viser d'autre but que la reconnaissance de nos droits nationaux et de notre *indépendance complète* dans les limites de nos frontières, de notre *souveraineté entière*, et notre libre développement, et *sans aucune immixtion étrangère*.

Pour cette raison, nous serons les amis de ceux qui reconnaîtront officiellement et effectivement la légitimité de notre cause. Nous nous efforçons de défendre notre droit contre ceux qui veulent nous l'arracher par la force. »

En France, dans les rares milieux où l'on suit avec quelque attention ce qui se passe à l'étranger, on se demandait quelle était exactement la qualité de M. Franklin-Bouillon. Que faisait cet ancien député à Angora ? Y négociait-il des affaires de mines, de charbonnages, des concessions de travaux publics, comme on le chuchotait à Constantinople, au nom et pour le compte d'un groupe de Paris? Etait-il un agent du Quai d'Orsay dûment accrédité pour discuter les bases d'un accord diplomatique ? On ne pouvait pas croire que le cabinet Briand n'eût pas ressenti les affronts de toutes sortes infligés à l'amour-propre national. Eh bien oui, c'était vrai, M. Franklin-Bouillon s'était rendu à Angora, la corde au cou, pour solliciter la grâce

de Moustafa Kemal. Et cette grâce, nous l'avons obtenue, et à quel prix ?

L'ACCORD D'ANGORA

Moustafa Kemal s'était écrié devant l'Assemblée Nationale : « La Turquie est *une nation victorieuse* parmi les nations vaincues. Oui, Messieurs, des peuples qui ont signé l'armistice en 1918 en qualité de vaincus, seule la Turquie est parvenue à ce résultat, grâce à sa politique prévoyante, et à la force de ses armes. » Voulant donner raison, par un acte solennel, à Moustafa Kemal, M. Briand, premier ministre de la République française, a ratifié cet accord d'Angora qui a consterné tous les chrétiens d'Orient. Voici le texte au bas duquel M. Franklin-Bouillon crut habile d'apposer sa signature, le 20 octobre 1921 :

ARTICLE FREMIER. — Les hautes parties contractantes déclarent que, dès la signature du présent accord, l'état de guerre cessera entre elles ; les armées, les autorités civiles et les populations en seront immédiatement avisées.

ART. 2. — Dès la signature du présent accord, les prisonniers de guerre respectifs ainsi que toutes les personnes françaises ou turques détenues ou emprisonnées seront remis en liberté et reconduits aux frais de la partie qui les détient dans la ville la plus proche qui sera désignée à cet effet. Le bénéfice de cet article s'étend à tous les détenus et prisonniers des deux parties quels que

soient la date et le lieu de détention, d'emprisonnement ou de capture.

Art. 3. — Dans un délai maximum de deux mois à partir de la signature du présent accord, les troupes turques se retireront au nord et les troupes françaises au sud de la ligne désignée à l'article 8.

Art. 4. — L'évacuation et la prise de possession qui auront lieu dans le délai prévu à l'article 3 seront effectuées selon les modalités à fixer d'un commun accord par une commission mixte nommée par les commandants militaires des deux parties.

Art. 5. — Une amnistie plénière sera accordée par les deux parties contractantes dans les régions évacuées dès leur prise de possession.

Art. 6. — Le gouvernement de la grande Assemblée nationale de Turquie déclare que les droits des minorités solennellement reconnus dans le pacte national seront confirmés par lui sur la même base que celle établie par les conventions conclues à ce sujet entre les puissances de l'Entente, leurs adversaires et certains de leurs alliés.

Art. 7. — Un régime administratif spécial sera institué pour la région d'Alexandrette. Les habitants de race turque de cette région jouiront de toutes les facilités pour le développement de leur culture. La langue turque y aura le caractère officiel.

Art. 8. — La ligne mentionnée à l'article 3 est fixée et présidée comme suit :

La ligne frontière partira d'un point à choisir sur le golfe d'Alexandrette immédiatement au sud de la localité de Payas et se dirigera sensiblement vers Meidan-Ekbes (la station du chemin de fer et la localité restant à la Syrie).

De là, elle s'infléchira vers le sud-est, de manière à laisser à la Syrie la localité de Marsova et à la Turquie celle de Karnaba, ainsi que la ville de Killis : de là, elle rejoindra la voie ferrée à Bagdad dont la plate-

forme restera sur le territoire turc jusqu'à Nouseibine; de là, elle suivra la vieille route entre Nouseibine et Djézéré-ibn-Omer où elle rejoindra le Tigre. Les localités de Nousseibine et de Djéziré-ibn-Omer ainsi que la route resteront à la Turquie : mais les deux pays auront les mêmes droits pour l'utilisation de cette route.

Les stations et gares de la section entre Tchoban-bey et Nousseibine appartiendront à la Turquie comme faisant partie de la plate-forme du chemin de fer.

Une commission composée des délégués des deux parties sera constituée dans un délai d'un mois à partir de la signature du présent accord pour fixer la ligne susmentionnée. Cette commission procédera aux travaux dans le même délai.

ART. 9. — Le tombeau du Suleiman Chah, le grand-père du sultan Osman, fondateur de la dynastie ottomane (tombeau connu sous le nom de Turc-Mézart) situé à Djaber-Kalessi, restera avec ses dépendances la propriété de la Turquie, qui pourra y maintenir des gardiens et y hisser le drapeau turc.

ART. 10. — Le gouvernement de la grande Assemblée nationale de Turquie accepte le transfert de la concession de la section du chemin de fer de Bagdad entre Bozanti et Nouseibine, ainsi que des divers embranchements construits dans le vilayet d'Adana, à un groupe français désigné par le gouvernement français avec tous les droits, privilèges et avantages attachés aux concessions, en particulier en ce qui concerne l'exploitation et le trafic.

La Turquie aura le droit de faire ses transports militaires par chemin de fer de Meidan-Ekbes à Tchoban-bey, dans la région syrienne, et la Syrie aura le droit de faire ses transports militaires par chemin de fer de Tchoban-bey jusqu'à Nouseibine dans le territoire turc.

Sur cette section et ces embranchements, aucun tarif défférentiel ne pourra être établi en principe. Cependant, les deux gouvernements se réservent le droit d'étudier, le

cas échéant, d'un commun accord, toute dérogation à cette règle qui deviendrait nécessaire.

En cas d'impossibilité d'accord, chaque partie reprendra sa liberté d'action.

Art. 11. — Une commission mixte sera instituée après la ratification du présent accord en vue de conclure une convention douanière entre la Turquie et la Syrie. Les conditions, ainsi que la durée de cette convention seront déterminées par cette commission. Jusqu'à la conclusion de la convention précitée, les deux pays conserveront leur liberté d'action.

Art. 12. — Les eaux de Kouveik seront réparties entre la ville d'Alep et la région au nord restée turque de manière à donner équitablement satisfaction aux deux parties.

La ville d'Alep pourra également faire, à ses frais, une prise d'eau sur l'Euphrate, en territoire turc, pour faire face aux besoins de la région.

Art. 13. — Les habitants sédentaires ou semi-nomades ayant la jouissance de pâturages, ou ayant des propriétés de l'un ou de l'autre côté de la ligne fixée à l'article 8 continueront comme par le passé à exercer leurs droits. Ils pourront, pour les nécessités de leur exploitation, librement et sans payer aucun droit de douane et de pâturage, ni aucune taxe, transporter d'un côté à l'autre de cette ligne leur bétail avec le croît, leurs instruments, leurs outillages, leurs semences et leurs produits agricoles, étant bien entendu qu'ils sont tenus de payer les droits et taxes y relatifs dans le pays où ils sont domiciliés.

D'autre part, on a publié ce texte d'une lettre adressée par Youssouf Kemal bey, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de la grande Assemblée d'Angora, à M. Franklin-Bouillon, ancien ministre :

Je me plais à espérer que l'accord conclu entre le

gouvernement de la grande Assemblée nationale de Turquie et le gouvernement de la République française, en vue de réaliser une paix définitive et durable, aura pour conséquence de rétablir et de consolider les relations étroites qui ont existé dans le passé entre les deux nations, le gouvernement de la République française s'efforçant de résoudre, dans un esprit de cordiale entente, *toutes les questions ayant trait à l'indépendance et à la souveraineté de la Turquie.*

Le gouvernement de la grande Assemblée, désireux d'autre part de favoriser le développement des intérêts matériels entre les deux pays, me charge de vous déclarer qu'il est disposé à accorder la concession des mines de fer, de chrome et d'argent, se trouvant dans la vallée de Harchite, pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans à un groupe français qui devra procéder, dans un délai de cinq ans à partir de la signature du présent accord, à l'exploitation de cette concession par une Société constituée conformément aux lois turques avec participation des capitaux turcs jusqu'à concurrence de 50 0/0.

En outre, le gouvernement turc est prêt à examiner avec la plus grande bienveillance les autres demandes qui pourraient être formulées par des groupes français relativement à la concession de mines, voies ferrées, ports et fleuves, à condition que lesdites demandes soient conformes aux intérêts réciproques de la Turquie et de la France.

D'autre part, la Turquie désire profiter de la collaboration de professeurs spécialistes français dans les écoles professionnelles. A cet effet, elle fera connaître plus tard l'étendue de ses besoins au gouvernement français.

Enfin, la Turquie espère que dès la conclusion de l'accord, le gouvernement français voudra bien autoriser les capitalistes français à entrer en relations économiques et financières avec le gouvernement de la grande Assemblée nationale de Turquie.

LA FRANCE A TOUT OUBLIÉ

L'accord d'Angora ne provoqua d'abord en France que des applaudissements. Les turcomanes y avaient si bien travaillé depuis deux ans que l'opinion publique était mûre pour toutes les défaillances. Toute la presse, à deux ou trois exceptions près, félicita M. Briand d'avoir remporté ce « beau succès diplomatique ». Elle avait oublié les « forfaits sans nom » des Jeunes-Turcs, elle avait oublié Marache, Ourfa, Aïntab, Sis, Hadjin, elle avait oublié les services rendus par les Arméniens, elle avait oublié l'engagement d'honneur que nous avions pris de libérer ces éternels opprimés, elle avait tout oublié, pour ne se rappeler que les « liens de traditionnelle amitié qui unissent la France à la Turquie. »

« L'accord franco-turc, s'extasiait le *Temps*, est un bienfait pour tout le monde. » Mais bientôt il y eut des murmures à la Chambre et au Sénat. Les Arméniens se plaignaient amèrement et l'Angleterre faisait entendre d'énergiques protestations.

Le gouvernement français n'ignorait pas qu'en donnant satisfaction aux kémalistes il heurterait violemment le sentiment des musulmans et des chrétiens de Cilicie qui s'étaient abrités sous notre drapeau. Il savait que les Arméniens surtout étaient

fermement résolus à quitter le pays plutôt que d'être exposés à de nouvelles persécutions. A la date du 19 mars (1921), le catholicos de Cilicie adressait un émouvant appel à M. Briand, président du Conseil :

Les dernières rumeurs, écrivait-il, de l'éventualité d'une évacuation de la Cilicie dans un prochain avenir par les troupes françaises ont produit une panique et un désespoir indescriptibles parmi la population. Conscient de ma responsabilité vis-à-vis de mes fidèles et vis-à-vis de l'Histoire, je viens réitérer encore une fois le cri de détresse et les vœux de la population cilicienne en général et de la population arménienne en particulier, implorer la justice et la miséricorde de la France glorieuse à l'égard de ces populations dont les souffrances et le martyre ont dépassé toute limite et toute patience humaine, et attirer votre attention sur ce point que *la seule garantie efficace et effective pour la sécurité de l'existence chrétienne dans ce pays c'est la présence des troupes d'occupation...*

Si jamais, malgré nos supplications, les circonstances nécessitent la cessation de l'occupation militaire dans un avenir prochain..., je vous prierais de nous faire la grâce d'envisager les mesures nécessaires pour le transport de la population arménienne dans une zone plus sûre... »

Tous les chrétiens : Arméniens, Arméniens catholiques, Arméniens protestants, Grecs orthodoxes, Syriens catholiques, Assyriens, Nestoriens, Chaldéens catholiques, ainsi que les Alawis musulmans et les cercles maçonniques, étaient unanimes à déclarer que l'installation des kémalistes en Cilicie provoquerait une telle alarme que pas une de leurs familles ne consentirait à rester dans le pays. Le vicaire patriarcal chaldéen écrivait

le 14 octobre (1921), à Mgr Louis Lamérand, supérieur général de l'Union apostolique, à Lille, une lettre, dont voici quelques extraits :

« Je m'empresse de vous accuser réception de votre lettre du 18 septembre à laquelle je réponds de suite pour vous mettre au courant de la douloureuse situation de notre groupe de l'Union de Mésopotamie, qui se trouve encore sous la tyrannie des Turcs kémalistes, sanguinaires et persécuteurs.

J'apprends indirectement, mais de source absolument sûre, que ce pays et sa chrétienté subissent un régime de terreur sans nom. Beaucoup de chrétiens ont couronné leur vie par le martyre : deux prêtres, anciens confrères de l'Union, les abbés Thomas Garbouche et Jean Mélo, ont été égorgés dans la prison de Dérek (Mésopotamie), après une dure captivité de sept mois. Trois autres, les abbés Louis, Ignace, Pierre, sont dans les chaînes, à Mardin, souffrant pour le nom béni de Jésus tortures et tourments.

Toute communication, même épistolaire est impossible, et toute lettre envoyée et saisie occasionne à son destinataire *la peine de mort*...

Je fais donc appel à votre charité en faveur de ces infortunés confrères qui ne tarderont pas à être couronnés du martyre, mais leur captivité pourra aussi durer des mois et des années si les kémalistes (bolcheviks de l'Orient) se maintiennent davantage...

Triste et douloureuse situation qui nous rappelle l'ère des Trajan et des Dioclétien pour toute l'Anatolie, la Mésopotamie et les pays restés entre les mains des persécuteurs de 1914 et 1918. Cinq chrétiens notables ont été pendus à Mardin le mois dernier... »

Les bureaux du haut-commissaire de Syrie et ceux du quai d'Orsay recevaient à chaque

instant des plaintes déchirantes, mais rien ne pouvait les émouvoir. La fille aînée de l'Eglise restait sourde à des prières chrétiennes, car elle venait de découvrir tout à coup qu'elle était une puissance musulmane. Et elle s'agenouilla devant le sabre de Moustafa Kemal. Cette apostasie pouvait combler de joie le *Temps* et les turcomanes de Paris et de Péra, elle plongea dans la douleur deux cent mille Ciliciens.

Un Arménien d'Adana écrivait à Paris, le 30 octobre :

« Tout le monde est convaincu qu'un terrible orage se prépare à l'horizon... Nous nous trouvons dans une situation grave, d'autant plus que maintenant la ville est remplie d'un assez grand nombre de Turcs, complètement dominés par des sentiments de vengeance. Il s'est formé parmi eux une société nommée *Intikami-Milli* (vengeance nationale) qui montre une grande activité ; on a saisi l'autre jour une lettre adressée par les millidji (nationalistes) du dehors à ceux d'Adana, où il était dit : « Nous avons envoyé jusqu'ici à Adana treize des nôtres, cinquante autres vont arriver bientôt pour renforcer notre organisation. » Quant au journal kémaliste *Yeni Adana* qui paraît à Bozanti, il est imprimé à l'encre rouge depuis quelques jours.

Mais les musulmans anti-kémalistes sont encore plus terrifiés que nous, notamment les gens appartenant au parti *Ittilaf*... Hier, une délégation de ce parti est venue conférer avec nous, et nous a proposé que tous les partis, tous les éléments s'unissent et fassent de nouvelles démarches. »

Le commandant Garbiès, conseiller administrateur d'Aïntab, a communiqué officiellement, le 4 novembre 1921, l'accord franco-kémaliste aux

chefs des trois communautés religieuses armé niennes et à Djélal Kadri Bey, mutessarif turc En réponse, le mutessarif turc a dit :

« Nous mentirions si nous exprimions notre conten tement pour la déclaration que vous avez bien voulu nou faire en donnant lecture des principales clauses de l'ac cord franco-kémaliste ; cette déclaration a, au contraire produit sur nous une pénible impression, car nous avion l'espoir jusqu'aujourd'hui que notre pays serait, grâc à la grande et noble nation française, délivré de la des truction et de la ruine ; nous considérions la Franc comme notre grande amie. Nous nous privons aujourd'hu de cette précieuse amitié, et c'est une grande douleu pour nous. En second lieu, je suis Turc, j'ai été en rela tions avec les kémalistes et je connais bien leur menta lité et leurs projets. Vous ne connaîtrez jamais le Tur aussi bien que moi. Leur but et leur œuvre consisten à détruire et à exterminer. Les kémalistes sont des révol tés contre leur sultan-calife qui n'hésitent même pas à torturer et à massacrer leurs compatriotes, et demain lorsqu'ils seront maîtres de ce pays, de quels désastre n'accableront-ils pas les Arméniens, qui ont toujours été francophiles et considérés par eux comme ennemis ! En troisième lieu, ne croyez pas que nous sommes assez sot pour nous laisser leurrer de bonnes paroles. Nous savon bien que notre loi ottomane est plus forte que l'accord conclu par vous... Vous ignorez la façon dont les kéma-listes vont réaliser leurs desseins sans avoir l'air de viole les promesses qu'ils vous ont faites... Il serait très long de citer toutes les méthodes qu'ils emploient pour l'extermination des Arméniens. Finalement, en signant cet accord, vous croyez apporter dans ce pays la paix, je vous dis que vous vous trompez. Après votre départ le sang va couler encore dans les rues de cette ville et la France sera responsable... »

Le général Dufieux, qui faisait également connaître l'accord aux représentants du peuple, à

Adana, reçut des délégués turcs la réponse suivante :

« Nous connaissons Mustapha Kemal et les sanguinaires « tchétés » mieux que vous, et nous savons dès maintenant qu'ils vont commettre les mêmes crimes et les mêmes atrocités. »

Déjà, au mois d'avril, Massoud Fahi Bey, mutessarif turc de Djébeli-Bereket, qui s'était rendu à Beyrouth en compagnie de hauts fonctionnaires, avait tenu au général Gouraud le même langage. Et il avait ajouté qu'il ne prendrait jamais la responsabilité de livrer le pays aux kémalistes...

A Paris, la délégation nationale arménienne adressait au ministre des Affaires étrangères la lettre suivante, datée du 5 novembre :

Monsieur le Ministre,

Notre délégation a le devoir de signaler à Votre Excellence la grande anxiété qui s'est manifestée dans le monde chrétien et arménien, à la nouvelle de l'accord franco-turc, qui comporte l'évacuation prochaine de la Cilicie par les forces françaises.

D'après les renseignements qui nous parviennent de tous côtés, cette angoisse ne fera qu'augmenter quand les clauses de cet accord seront mieux connues en Cilicie et dans les pays où elles n'ont pas encore été publiées. Déjà, rien que l'annonce d'un pareil accord avait suscité une grande et pénible inquiétude à Constantinople où les autorités patriarcales se sont empressées de remettre, dès le 14 octobre, au haut-commissaire de la République, un mémoire collectif pour exprimer leurs craintes, mémoire qui a dû être transmis au département de Votre Excellence.

Depuis l'armistice, les chrétiens de Cilicie ont connu

les bienfaits du régime français et ont vécu heureux sou
la protection du drapeau français, espérant, à juste titre
la libération de leur pays promise par les Alliés, o
tout au moins une amélioration de leur sort.

N'avaient-ils pas d'ailleurs, pour connaître ce bonheur
donné leur concours sans réserve aux autorités fran
çaises et versé leur sang avec les glorieuses troupes d
la République ?

Nombreuses sont à ce sujet les attestations des chef
de troupes. Il suffira de citer les félicitations si élogieuse
du colonel Andréa à la suite du siège d'Aïntab.

Les habitants chrétiens et même beaucoup de musul
mans anti-kémalistes qui ont tous demandé le manda
français en Cilicie, auront donc lieu d'être on ne peu
plus inquiets du retour des kémalistes qui ont, dans de
circonstances antérieures, à Marach, Sis, Zeitoun e
ailleurs, fait preuve de cruauté à l'égard de paisibles e
innocentes populations. Aussi tous ceux qui ont assist
à ces scènes ou qui en ont entendu le récit, ne pourron
croire que difficilement aux engagements des kémaliste
et à l'amnistie qu'ils publieront. Leurs craintes sont d'ail
leurs partagées par des Français avertis ; et nous nou
permettons ici de citer les paroles de M. Henri Bidou
qui se trouve actuellement en Cilicie, et que nous lison
dans un des numéros récents du *Journal :* « Il faut sa-
« voir que le jour où les Français quitteraient ce pays ar-
« rosé de leur sang et pacifié par eux, 20.000 habi-
« tants chrétiens et musulmans les suivraient, fuyant de
« représailles atroces. Cet exode qui prendrait les pro-
« portions d'une catastrophe doit être envisagé dans le
« décisions des responsables. »

Notre délégation ne peut que constater que malheu-
reusement il n'a été tenu aucun compte, lors des négo-
ciations d'Angora, des suggestions qui ont fait l'obje
de nos mémoires en date du 2 et du 29 avril 1921 e
que bien plus l'unique garantie matérielle contenue dan
l'accord de Londres et consistant en une gendarmerie
mixte avec assistance d'officiers français a été même
écartée cette fois, et qu'on s'est contenté de la seule pro-
messe de garantir les droits des minorités. Des promesses

analogues qui, dans des circonstances plus solennelles, ont été inscrites dans tous les firmans, dans les lois et la Constitution ottomanes et dans les Traités et les engagements signés par la Turquie, n'ont jamais été tenues ; actuellement il y a d'autant plus de raisons de douter qu'il s'agit d'une autorité qui est issue d'un mouvement de révolte contre le Gouvernement légitime de Constantinople et les Puissances de l'Entente.

En présence de cette situation alarmante, où déportations, persécutions et massacres sont à prévoir, à raison surtout que la majorité actuelle de la population est chrétienne et arabe et que les kémalistes voudront les réduire, notre délégation, toujours soucieuse d'apporter son concours à l'œuvre des autorités françaises, ne peut que faire un suprême appel au Gouvernement de la République et le supplier de ne pas permettre en ce moment l'entrée des troupes kémalistes en Cilicie et de remettre l'exécution de cet accord à la conclusion prochaine de la paix définitive avec la Turquie. »

NOUVEL EXODE DES ARMÉNIENS

Le signataire de cette lettre pouvait-il réellement espérer que M. Briand allait ajourner l'exécution de l'accord d'Angora ? C'était ignorer tous les dessous de la politique tortueuse que nous suivons en Orient depuis deux ans. Nous voulions partir de Cilicie à n'importe quelles conditions. Moustafa Kemal le savait, et voilà pourquoi nous avons cédé sur toute la ligne. Quant aux conséquences de notre faiblesse, quant aux massacres que pouvait entraîner notre évacuation, cela ne préoccupait en rien M. Peretti della Rocca. Le directeur des

affaires politiques du ministère des Affaires étrangères donnait cette réponse, en guise de consolation, à ceux qui venaient lui rapporter les craintes arméniennes : « Il ne se passera rien, *à moins que les Arméniens ne commencent!* » Avec cette toute petite restriction, où l'astuce le dispute au cynisme, le Quai d'Orsay dégageait par avance ses responsabilités pour le cas où les kémalistes feraient couler le sang. Il se préparait un alibi pour détourner les coups de la justice. Pauvre France, voilà comment au dehors on défend ton honneur : par la calomnie ! Car il n'y a aucun doute possible, M. Peretti della Rocca est prêt à puiser des armes dans l'arsenal des assassins. S'il y a demain de nouvelles Vêpres ciliciennes, elles seront dues aux Arméniens. C'est l'agneau qui sera cause de tout le mal. Le loup d'Angora est si « bon » et si loyal. Et Moustafa Kemal, comme l'affirme le général Gouraud, est un si « grand homme d'Etat ! »

Hélas ! ce ne sont pas de pareilles affirmations qui pouvaient tranquilliser les honnêtes gens de Cilicie. Le Haut-Commissaire de la République avait beau leur crier : « Restez dans vos foyers, à vos champs, à vos affaires, demeurez unis sous le *gouvernement ottoman* (!) qui prend l'engagement solennel de vous protéger et assurés que vous êtes toujours de la pleine sollicitude de la France », ils répondaient, plus épouvantés que jamais : « Non, non, nous ne resterons pas, car nous con-

naissons les kémalistes mieux que vous ! » Et ils s'en allèrent par tous les chemins vers des régions où ils mourraient peut-être de faim et de soif, mais où ils ne rencontreraient plus les bêtes fauves de Marache.

Le Sénat et la Chambre, le président de la République, le gouvernement, la France tout entière avait beau marquer une confiance aveugle en la parole de Moustafa Kemal, rien n'arrêtait la fuite angoissée des malheureux *qui savent* exactement ce que signifie dans la bouche d'un disciple de Talaat ces mots : droits des minorités, protection des faibles !

A peine les kémalistes d'Aïntab apprennent-ils le prochain départ des Français, ils profèrent cette menace : « Nous reconstruirons avec des crânes d'Arméniens les minarets démolis. » Ils invitent les chrétiens à se tenir prêts pour la potence. Et les chrétiens n'attendront pas cette fois qu'on les égorge pour donner raison à M. Peretti della Rocca, ils demandent aux autorités françaises l'autorisation de quitter le pays. Le général de Lamotte leur répond : « Vous ne partirez pas ! » Le commandant Gourbiès renie la parole donnée par ses camarades qui avaient déclaré que la France n'oublierait jamais les services que les Arméniens ont rendus à Aïntab et ailleurs. « Ceux qui vous ont fait ces promesses, dit-il, n'étaient pas les représentants de la nation française. S'ils vous les ont faites réellement ils ont eu tort. » Mais

voici que les chefs religieux arméniens interviennent auprès de M. le Haut-Commissaire de la République française à Constantinople. Ils présentent cette adresse :

Constantinople, le 14 novembre 1921.

A Monsieur le Haut-Commissaire de la République française à Constantinople.

Monsieur le Haut-Commissaire,

En notre qualité de chefs des trois communautés arméniennes de Turquie, nous avons l'honneur et le devoir impérieux d'exposer à Votre Excellence les considérations suivantes à propos de l'évacuation déjà décidée de la Cilicie par les forces françaises, en insistant de façon toute particulière sur l'importance extrême que nous attachons à notre démarche. Nous prenons occasion d'un télégramme que Sa Béatitude Monseigneur Sahag II, catholicos de Cilicie, vient d'adresser au Patriarcat arménien pour annoncer la résolution formelle des Arméniens, concentrés dans cette région, d'émigrer une nouvelle fois pour échapper à une extermination inéluctable et prochaine. Ces compatriotes, dans un appel suprême, réclament un refuge sûr et des bateaux pour s'expatrier.

En reconnaissance des sacrifices inouïs consentis par la nation arménienne durant la guerre et des services rendus par elle à la cause du droit et de la liberté, les puissances alliées et associées ont bien voulu, après l'armistice, venir au secours des populations déportées et dispersées dans le désert. Elles les ont rassemblées et installées provisoirement dans des régions que l'on pouvait considérer comme étant sûres puisqu'elles se trouvaient sous l'occupation et la garantie des Alliés. Plus de cent mille Arméniens notamment furent ainsi concentrés en

Cilicie où ils jouissaient de la protection effective de la France.

Malheureusement, aux termes de l'accord intervenu entre le Gouvernement de la République française et celui d'Angora, les forces françaises se retireront de la Cilicie dont l'évacuation prive ainsi les survivants des déportations de la protection sur laquelle ils étaient en droit de compter.

Les grands dangers résultant de l'application de cette mesure et sur l'évidence desquels nous n'avons pas manqué à plusieurs reprises d'attirer l'attention la plus sérieuse de Votre Excellence viennent d'apparaître aux yeux des populations de la Cilicie dans leur imminence tragique. Ces Arméniens ont subi les événements de 1915 dont le triste souvenir a été entretenu dans leur esprit par les massacres subséquents de Marache, de Hadjine, de Zeytoun, de Marsifoun, etc... Ils savent que leur service aux côtés des Alliés, et surtout tout dernièrement aux côtés des Français, leur a attiré la haine inexorable des Turcs. Et d'ailleurs, Votre Excellence appréciera certainement combien sont fondées la répugnance et les appréhensions instinctives des Arméniens de Cilicie à passer sous la domination d'un pays qui est actuellement à l'état de guerre et qui puisera dans cette circonstance des prétextes opportuns pour assurer le succès de sa politique et de ses plans antiarméniens bien connus : appel sous les armes, taxes d'exonération, réquisitions, déportations pour raisons militaires, etc..., tous prétextes à persécutions contre lesquels l'accord du 20 octobre n'offre aucune garantie. Ils viennent donc spontanément de prendre, poussés par l'instinct de conservation, la décision d'émigrer encore une fois en masse de leur patrie où ils venaient de se créer de nouveau un rudiment d'existence sous l'égide de la France.

Interprètes des sentiments unanimes de nos populations et d'accord avec les conseils représentatifs de nos communautés, nous ne pouvons pas assumer la responsabilité d'empêcher nos compatriotes de Cilicie de recourir à cette mesure désespérée et d'exécution très difficile

sans leur indiquer des garanties suffisantes pour la conservation de leur existence physique.

La meilleure garantie est certainement à nos yeux dans le maintien des forces d'occupation françaises dans les régions où se trouvent concentrés les Arméniens, jusqu'à la conclusion de la paix qui décidera définitivement de leur sort et dans le cas où le Gouvernement de la République française croirait devoir irrévocablement retirer ses troupes, le remplacement de ces dernières par d'autres contingents alliés en nombre suffisant.

Une autre garantie consisterait à permettre et à faciliter l'option, basée sur les principes formels du Traité de Sèvres, pour la nationalité d'une puissance alliée, option qui assurerait aux Arméniens la protection accordée par cette puissance à ses ressortissants.

Au cas, cependant, où ces solutions rencontreraient des difficultés insurmontables, au cas où ni la France, ni les Alliés ne consentiraient à leur accorder cette protection, les trois chefs spirituels des Arméniens de Turquie, appuyant de toutes leurs forces la requête de leurs compatriotes survivants de la Cilicie, qui déjà, aux termes de l'article IV de l'acte de Moudros, ne peuvent pas être laissés au pouvoir des Turcs, prient les puissances alliées et associées de bien vouloir indiquer à ces Arméniens un abri sûr et de mettre à leur disposition les moyens matériels nécessaires pour mettre pratiquement en exécution le plan de l'exode en masse que les circonstances politiques imposent aux Arméniens de la Cilicie.

Nous prions instamment Votre Excellence de communiquer d'urgence ce qui précède au Gouvernement de la République française et de vouloir bien agréer, Monsieur le Haut-Commissaire, les assurances de notre très haute considération.

Le chef de la Communauté arménienne protestante,

Le Locum-Tenens du Patriarcat arménien-catholique,

Le Patriarche des Arméniens.

En lisant cette supplique, lecteurs français, n'avez-vous pas senti le rouge vous monter au front ? N'avez-vous pas senti combien grande est l'infamie que M. Briand a fait commettre à la France ? Ces pasteurs religieux nous rappellent l'acte de Moudros, le traité de Sèvres ! Est-ce que des gens accueillis, comme M. Franklin-Bouillon, en amis, en frères, par Moustafa Kemal, sont capables de respecter quelque chose ?

Le gouvernement français ne pouvait tout de même pas contraindre les victimes à baiser la main de leurs bourreaux. Plus il vantait la sincérité des kémalistes et plus il terrifiait les Arméniens. Ceux-ci, pris de panique devant l'incroyable abandon de la France, se mirent en route vers la mer. Ils abandonnaient par milliers leurs maisons, leurs champs, tout ce qu'ils possédaient sur terre. Pour eux, le retour des Jeunes-Turcs, c'était un cyclone qui devait emporter les suprêmes espoirs de la race. Et ils couraient affolés vers un port où ils pussent s'embarquer pour n'importe quel pays qui ne serait pas soumis aux lois d'Angora.

LA FRANCE EST DANS UNE IMPASSE

La fuite des Arméniens mit le Quai d'Orsay dans un cruel embarras. A la Chambre et au Sénat, on assistait à un revirement qui pouvait tout remettre en question. Des voix éloquentes s'éle-

vaient au sein des commissions pour demander l'ajournement de l'évacuation. Le groupe sénatorial des Relations extérieures adressait au président du Conseil la lettre suivante :

Paris, le 25 novembre 1921.

Monsieur le Président du Conseil,

Dans sa séance du 2 novembre, le Groupe sénatorial des Relations extérieures, auquel sont inscrits 116 de nos collègues, s'est occupé des négociations poursuivies à Angora et a entendu les représentants de la délégation nationale arménienne.

Tout en souhaitant ardemment le rétablissement de l'entente traditionnelle entre la France et l'Empire ottoman, le Groupe s'est montré inquiet des dangers que pourrait faire courir à la Syrie, sous mandat français, le tracé nouveau d'une frontière plaçant Alexandrette sous le canon turc et il s'est particulièrement alarmé à la pensée qu'une évacuation trop rapide de la Cilicie risquerait d'exposer au massacre les populations que la France avait rapatriées dans le vilayet d'Adana.

En conséquence, le Groupe a donné mission à son bureau d'insister auprès du Gouvernement pour que le retrait de nos troupes soit rigoureusement subordonné à l'établissement préalable d'indiscutables garanties devant assurer la sécurité des populations chrétiennes et le respect des droits des minorités.

Vous penserez certainement avec nous que le souci de notre honneur national et notre fidélité à la parole donnée aux chrétiens d'Orient exigent que la carence du drapeau français en Cilicie ne nous expose pas à des douloureuses responsabilités morales.

Veuillez, etc.

Le Bureau du Groupe :

Signé : Etienne Flandin, président; Cauvin, de Lamarzelle, Lucien Hubert, vice-présidents ; Busson-Billault, Pierre-Berger, Reynald, secrétaires.

Toute conscience n'est pas étouffée au Parlement. Certains commençaient à s'indigner de l'odieuse besogne qui s'était accomplie dans l'ombre, là-bas, au fond de l'Anatolie. Mais était-il possible de revenir en arrière? Etait-il possible d'infliger un démenti à M. Franklin-Bouillon qui avait donné l'assurance formelle aux kémalistes que toute la France était avec lui ? La grande Assemblée nationale de Turquie a pu déchirer l'accord de Londres : tout lui est permis. Mais M. Briand ne pouvait pas ne pas ratifier l'accord d'Angora. Ajourner l'évacuation de la Cilicie même d'une heure ? mais c'était encourir la colère de Moustafa Kemal et ceci, voyez-vous, ce serait pour la France un malheur irréparable. Il fallait donc se hâter de consommer le crime. M. Peretti della Rocca, devenu ministre des Affaires étrangères par l'absence de MM. Briand et Berthelot, donnait l'ordre de presser le mouvement. Et M. Franklin-Bouillon filait dare-dare à Beyrouth pour activer le zèle de nos chefs et les inciter à partir tout de suite, sans attendre les délais prévus. Il paraîtrait que le général Dufieux aurait protesté contre la hâte que mettaient les kémalistes à prendre la place de nos soldats. Mais cette protestation ne fut pas entendue. M. Franklin-Bouillon préféra donner raison à Mouheddine pacha.

On a voulu faire croire à l'opinion publique française que si les Arméniens s'enfuyaient de Ci-

licie c'est que des agents aux gages de nos rivaux semaient la panique parmi les populations. Or, lisez l'exposé suivant adressé par le catholicos de la Cilicie à la Délégation nationale arménienne à Paris, et vous serez édifiés sur la valeur de cette accusation :

Alexandrette, le 29 novembre 1921.

Dès qu'on a appris, ici, que le Gouvernement français avait conclu un accord avec les kémalistes, le peuple épouvanté par la perspective sanglante du joug turc fit aussitôt ses préparatifs pour émigrer en masse. Nombreux même furent ceux qui se mirent en route : peu de jours après, l'accord était connu dans ses dispositions intéressant les populations du pays. On se rendait compte, dans une consternation générale indicible, que cet accord n'offrait aucune garantie réelle et efficace pour la protection des chrétiens. Et c'est alors que riches et pauvres, jeunes et vieux, la mort dans l'âme, n'eurent plus qu'une idée : *l'Exode !*

Rester dans le pays et se voir livrer, du jour au lendemain, à nos bourreaux séculaires, ou fuir, quitter la patrie pour aller mourir tous les jours un peu sur les routes sombres de l'exil, voilà le dilemme tragique. Téméraire serait un chef qui oserait intervenir dans ces conjonctures horribles, au lieu de laisser le peuple *suivre son propre et sûr instinct.* Néanmoins, nous avons pensé que, avant que le sort en fût jeté, il était de notre devoir de prendre l'initiative d'une consultation régionale qui aurait à se prononcer dans une affaire où l'existence même de la population était en jeu. Dûment autorisé par les autorités françaises, nous avons invité donc à cette consultation les représentants d'Adana, Tarsus, Mersine, Djihan, Camanich et Dourt-Yol. Ainsi constitué, le Conseil régional, justement effrayé de ses responsabilités décida, à l'unanimité, qu'il s'abstiendrait de toutes exhortations au peuple l'engageant à rester dans ses foyers. Quant à nous, *nous n'avons rien fait pour encourager le mouvement de l'exode,* vu l'absence de moyens appropriés de transport, mais nous

étions hantés, surtout, par la vision de sa misère à travers des contrées inconnues, inhospitalières. Et puis, quel déchirement de s'arracher à la terre natale où depuis des siècles un peuple a peiné ! Entre temps des assurances officielles étaient journellement prodiguées par les autorités françaises pour calmer nos alarmes. Mais *quelques vieux Turcs qui connaissent à fond le kémalisme, émus par le sort réservé aux chrétiens, nous ont mis en garde contre les promesses fallacieuses du Gouvernement d'Angora.* Et ce fut alors l'exode en foule, de jour en jour plus intense, des Arméniens, des Grecs, des Chaldéens, des Assyriens, des Arabes et même des Turcs anti-kémalistes. La ville se vida bientôt. Et maintenant, plus de lumières sous les toits, plus de fumée dans les foyers...

Les kémalistes ne s'attendaient guère à ce grand mouvement d'émigration. Ils se sont incontinent ingéniés à l'arrêter. Ils nous écrivirent de Bozanti, et par l'intermédiaire de leurs agents ils manifestèrent le désir d'avoir une entrevue avec les chefs spirituels des communautés chrétiennes. Voici les noms de leurs agents ou intermédiaires : Suleïman Vahid, Guerguerli, Zade Ali, Mudjreba Effendi et un quatrième, Mustapha Effendi. Ces émissaires remirent aux chefs spirituels une lettre signée par Soubhi Pacha, originaire d'Adana ,et par Deblan Zadé Nemmer Effendi, l'ancien président de la municipalité, les invitant à une consultation à Dikili ou Kelebek, en territoire turc. Les autorités françaises nous engagèrent à accepter l'invitation et mirent même à notre disposition des moyens de locomotion pour le déplacement des nôtres.

Les parlementaires des communautés chrétiennes furent : Mgr Elysée, notre coadjuteur, Mgr Keklikian, archevêque catholique, le pasteur protestant M. Haroutionian, trois notabilités d'Adana, un Arménien, un Grec et un Turc, Chukur Oglou Arslan Effendi. Ils se sont rendus à Kelebek, le 15 novembre, conduits par les agents turcs. Les kémalistes y arrivèrent bientôt. *Soubhi Pacha, prenant le premier la parole, commença par déclarer qu'il n'avait aucune qualité officielle pour faire une communication au nom du Gouvernement d'Angora ;* néanmoins, enfant du pays, mû par des sentiments de confraternité, il a cru qu'il

avait le devoir de nous réunir, en ce lieu, afin que nous puissions aviser ensemble aux moyens d'arrêter l'exode des chrétiens, plus particulièrement des Arméniens, exode si désastreux pour les émigrants et même pour le pays. Il ajoute que le Gouvernement kémaliste est par excellence un Gouvernement juste, *voire un modèle d'équité*. La loi sera égale pour tous, tant pour les chrétiens que pour les musulmans. Echreff bey et Deblan Zadé s'exprimèrent dans le même sens.

Les chefs spirituels firent alors observer que *l'accord conclu n'offre aucune garantie positive pour la sécurité de la vie des populations chrétiennes*, et les paroles, même empreintes de cordialité, ne sauraient y suppléer. Nos parlementaires se séparèrent en disant qu'ils feraient leur possible.

Cependant le flot de l'exode grossit, grossit toujours et les autorités françaises, cédant aux instances de Hamid bey, conseiller aux Affaires intérieures du Gouvernement kémaliste, nommé actuellement au poste de gouverneur extraordinaire du vilayet d'Adana, de Mouheddine Pacha, un commandant militaire, *et surtout du colonel français Sarrou*, convia, le 22 novembre, nos premiers parlementaires à une nouvelle entrevue avec les Turcs, à Yénidjé, cette fois, où le même jour M. Franklin-Bouillon devait arriver par le rapide, à 4 heures.

Mais en attendant l'arrivée du Haut-Commissaire du Gouvernement français, Hamid bey, s'entretenant avec les nôtres donna des assurances au sujet de l'esprit de justice et des dispositions bienveillantes dont le Gouvernement d'Angora est, affirme-t-il, animé à l'égard des sujets chrétiens et plus particulièrement des Arméniens.

M. Franklin-Bouillon arriva à l'heure prévue avec sa suite ainsi que les représentants arméniens et autres de Mersine et de Tarsus. Uu Conseil, sous la présidence même du Haut-Commissaire français, se réunit, Hamid bey et M. Laporte, consul général récemment nommé, participent aux délibérations. Nouvelles assurances, toujours les mêmes, assurances copieuses, platoniques, hélas ! Et de nouvelles exhortations pour retenir par la persuasion les Arméniens décidés à s'expatrier et pour faire rentrer

ceux qui déjà encombrent les routes dans leur course éperdue vers la côte. Nos parlementaires font valoir alors les objections capitales qui sont sur toutes les lèvres et dans tous les esprits.

Le lendemain, 23 novembre, M. Franklin-Bouillon invita par lettre nos chefs spirituels chez lui, à une nouvelle consultation. Mêmes assurances par les mêmes personnes. *Toujours pas l'ombre d'une garantie réelle.* Làdessus, le peuple perdant tout espoir se précipita hors la ville, en masses de plus en plus compactes. Voitures, automobiles et de longs trains s'ébranlent. Un misérable troupeau humain les suit pour aller vers je ne sais quel inconnu.

Et maintenant, à peine 2.000 âmes, pour la plupart fonctionnaires et impotents restent à Adana, cité si florissante encore hier. *Les écoles sont fermées.* Etudiants et instituteurs ont disparu. L'exercice du culte a cessé dans nos églises, faute de fidèles et d'officiants. Et nous, avant d'aller rejoindre les débris de nos populations martyres, pour les réconforter par la parole du Seigneur et partager chrétiennement leurs souffrances atroces, nous avons adressé le 21 novembre, par l'entremise du général Dufieux, une dépêche au général Gouraud, demandant : 1° l'élargissement des prisonnniers arméniens ; 2° le transfert de tous nos orphelins dans la zone française par les soins des autorités françaises ; 3° le transport des gens de Deurt-Yol à Alexandrette pour que, de là, ils puissent s'embarquer à leur gré. En outre, vu que notre séjour ici était désormais sans objet, que nous risquions, en restant à Adana, de perdre tout contact avec nos fidèles et que, d'autre part, la situation à Aïntab et Killis était autrement plus inquiétante, nous avons demandé au général Dufieux l'autorisation pour nous de partir à Alep.

Le 23 novembre, le général Dufieux nous fit savoir par lettre que, d'ordre supérieur, toutes les mesures étaient prises en vue de faciliter notre départ fixé pour le 25 avec notre suite. Devant lui-même partir pour rentrer en France, il nous annonçait en même temps, pour le lendemain matin, sa visite d'adieu.

Le 24 novembre, tard dans l'après-midi, le nouveau consul général français vint me voir de la part de

M. Franklin-Bouillon. Il eut avec nous un long entretie dont voici la substance : « Le Gouvernement qui vien sera juste, *les intérêts des minorités seront protégés dan les mêmes conditions que celles acceptées par le Gouver nement polonais en faveur des minorités de races et d religions différentes.*

Le Gouvernement nationaliste respectera évidemmen le premier accord qu'il aura signé avec une nation civi lisée. Le souci de ses intérêts et son honneur devant l monde civilisé l'exigent ; par conséquent, il faut sauve la population, qui va émigrer, de la misère et du dange de perdre ses biens, et chercher à la faire revenir. Votr départ projeté fera perdre à cette population toute con fiance dans les gouvernements français et turc. »

Je trouve inutile de répéter, mot à mot, mes réponses... Je lui ai dit, entre autres : « *Mon siège à Sis n'est plu qu'un amas de ruines.* Je suis de passage à Adana, je par tirai pour la Syrie, dans la zone française, où j'ai autan de fidèles que j'en avais dans la province d'Adana. »

Suivant les suggestions de M. Georges Picot, Haut-Commissaire de la République en Syrie et en Arménie, nous avons recueilli les débris de nos malheureuses populations disséminées dans les déserts de la Mésopotamie et de la Syrie et les avons transportées en Cilicie. Si l'on voit, plus tard, que confirmant vos assurances le gouvernement qui vous remplace est juste et équitable, nous les ramènerons en Cilicie, M. Laporte objecta : « S'il ne reste plus de chrétiens dans le pays, comment voulez-vous que les Turcs puissent prouver leurs sentiments de justice ? » Nous répondîmes qu'en Anatolie il restait encore assez de chrétiens. Que les Turcs commencent à prouver leur équité à leur égard ; *mais malheureusement, tous nos renseignements confirment le contraire. M. Laporte ne peut nous fournir aucune réponse positive à notre observation;* il s'est borné à répéter que l'intérêt des Turcs leur commandait de ne plus massacrer car il y allait du salut de leur pays. « Votre départ, s'exclama-t-il, peut être considéré comme une ingratitude envers la France, qui a laissé ici 5.000 de ses enfants. » *J'ai dû répondre à ces mots que les chrétiens ne pouvaient plus essayer*

la justice turque au risque de leur vie. Et comme il louait la loyauté de Hamid Bey, je lui fis remarquer que je le connaissais personnellement, qu'il était loyal et bon et que tant qu'il fut gouverneur de Diarbékir, il n'y eut ni massacres ni déportations dans cette région, mais qu'une nation ne pouvait confier la sauvegarde de son existence à une seule personnalité. Il se pourrait que le gouvernement le destituât demain et le remplaçât par un autre fonctionnaire qui exécuterait servilement le programme machiavélique de son gouvernement, comme cela s'est passé à Diarbékir sous le régime du successeur de Hamid Bey. Nous avons toujours hautement apprécié les sacrifices que la France a faits pour nous. Nous nous inclinons avec émotion devant les tombes des nobles fils de la France qui sont tombés sur notre sol, *mais nous ne pouvons pas, en même temps, oublier la mémoire de nos trente mille frères qui se sont sacrifiés, depuis l'Armistice jusqu'à ce jour, pour la gloire de la France.*

M. Laporte attristé se retira, et nous avons quitté Adana le 25 au matin par le train, et à six heures du soir, nous sommes arrivés à Alexandrette, où les représentants français et indigènes et des compatriotes éplorés sont venus nous souhaiter la bienvenue. Bien que rien ne soit venu entraver notre voyage, néanmoins notre douleur s'accroît de jour en jour par les nouvelles que nous recevons.

Les portes de la Syrie, de la Palestine, de Smyrne, mêmes celles de Chypre demeurent fermées aux Arméniens. Seuls les passeports de ceux qui sont partis pour Chypre avec des billets de 1re et 2e classe ont été visés. A Mersine, des dizaines de milliers, à cette saison froide et pluvieuse, vivent en plein air. Un quart des habitants de Deurt-Yol s'est rendu à Alexandrette, où *ils vivent comme des grenouilles dans la vase.* Dix mille habitants de Deurt-Yol et de l'Amanus *attendent la mort ou les vaisseaux libérateurs,* mais le temps passe et le Gouvernement kémaliste est attendu aujourd'hui ou demain...

On dit que l'exode à Aïntab et à Killis a été défendu. *Même ceux qui avaient pu quitter Aïntab ont été sommés de rebrousser chemin. Cette attitude n'a pas de nom.* Les Arméniens d'Aïntab se sont battus pendant des mois au

profit des Français. *Plusieurs fois, sur les désirs exprimés par les Turcs, ils s'étaient honorablement réconciliés avec eux, et c'est sur la pression des Français qu'ils ont dû se battre encore contre les Turcs.* Et c'est cette population sans pareille qui se trouve abandonnée, par suite de l'accord franco-turc, à son triste sort et qui est immolée à l'inexorable Moloch. Voilà la situation infernale de la douce Cilicie.

Ma requête, ainsi que l'appel suprême de toute la Cilicie, ont pour but de sauver à tout prix ce débris précieux du peuple arménien, de lui trouver un refuge, de lui donner du pain jusqu'à ce que Dieu, par une nouvelle création lui prépare un paradis de délivrance. Si nous, Ciliciens devons mourir, mourons au moins loin, bien loin, pour qu'on ne réussisse pas, grâce à notre sang et à nos os, à rendre haïssable à notre peuple notre Cilicie adorée.

Je ne crois pas que les démarches aient un résultat, mais néanmoins adressons-nous à la pitié, *et frappons fortement aux portes de la charité jusqu'à les briser; peut-être s'ouvriront-elles, ces portes devenues dures comme la pierre* peut-être s'adouciront-ils, les puissants de ce monde?

Nous partirons aujourd'hui, s'il plaît à Dieu, pour Tripoli de Syrie, et nous nous rendrons de là à Alep. *Je souhaite que ce voyage m'approche du tombeau.*

Peut-il y avoir encore un doute sur les origines de ce mouvement qui a chassé de nouveau les Arméniens de leurs foyers? Ne cherchons pas à nous disculper en accusant des fantômes. Aucune propagande n'a été organisée pour pousser à l'exode des Ciliciens. C'est d'instinct que les chrétiens — et quelques musulmans — se sont enfuis à l'approche des kémalistes. « Nous les connaissons mieux que vous, s'écriait Djelal Kadri bey. » Oui, certes, tous ceux qui ont vu tomber sous les balles, sous le poignard ou dans les

flammes, leurs parents et leurs amis, tous ceux qui ont vu opérer les sinistres massacreurs de la Jeune-Turquie, les martyrs et leurs témoins sont plus qualifiés que le général Gouraud et M. Franklin-Bouillon pour juger les serments d'amour d'un Moustafa Kemal. S'il y eut une pression sur les Arméniens elle vient de nos consuls et de nos officiers qui, suivant les ordres du Haut-Commissariat de Syrie, firent le possible et l'impossible pour arrêter un exode que la presse mondiale imputait à notre faiblesse.

La France, conduite par des inconscients, fût peut-être descendue à la dernière des lâchetés en refusant aux Arméniens l'autorisation de quitter la Cilicie si l'Amérique, l'Angleterre et la Grèce n'avaient pas envoyé des bateaux pour recueillir ces épaves humaines. La rage au cœur, M. Franklin-Bouillon dut assister à l'embarquement des rescapés de Marache... Ce représentant de l'idée radicale-socialiste a montré aux chrétiens d'Orient comment la République soutient ses amis. Au lieu de s'apitoyer sur le sort des Arméniens, il les traitait de canailles. Quels sont les résultats obtenus par M. Franklin-Bouillon ? A l'avenir il serait bon que le Quai d'Orsay n'envoyât plus au dehors, même à titre temporaire, des agents qui parlent trop et qui insultent tout un peuple... M. Franklin-Bouillon aura peut-être regagné, dans ce tragique épisode de notre histoire, le siège de député qu'il a perdu — et quelques concessions pour ses

amis, — mais la France aura perdu tout son prestige et toute son influence.

Mais enfin de quoi se plaint-on ? demanderont nos turcomanes. « On avait annoncé... des massacres, écrit le *Temps*. On a même fait des tentatives odieuses (qui ? on !) pour jeter la panique ou pour provoquer l'effusion du sang. Mais la France a tenu parole, et il n'y a pas eu un mort ni un blessé. » C'est vrai, la France a tenu parole aux Jeunes-Turcs, ses ennemis, pour tromper les Arméniens, ses amis. Il est encore parfaitement exact qu'il n'y a pas eu jusqu'ici de massacre. Les kémalistes n'ont pas tué. Mais nous savons pourquoi, et le *Temps*, naïvement, nous l'explique : c'est que tous les chrétiens, ou presque, étaient partis. S'il faut en croire ce grand défenseur de la cause kémaliste, les chrétiens de Cilicie n'étaient avant l'exode qu'au nombre de 53.712 et il n'en reste que 3.828. De ces chiffres il ne convient de retenir que les derniers. En effet, les premiers sont manifestement faux. Je suppose qu'ils correspondent aux états des embarquements. Mais tout l'exode ne passa pas sous notre contrôle. Beaucoup d'émigrés prirent d'autres voies que celles des ports placés sous notre surveillance. D'après le colonel Brémond, il y avait en Cilicie, fin 1919, 120.000 Arméniens. Si l'on n'en compte plus que 3.828, et moins encore, puisque dans ce nombre seraient compris tous les chrétiens, l'on voit tout de suite quelle confiance inspirent les engagements

de Moustafa Kemal, même appuyés par le double aval du général Gouraud et de M. Franklin-Bouillon. Et l'on s'explique aisément qu'il n'y ait pas eu de tueries. On ne peut pas assassiner des absents.

La vérité, c'est que par une inconcevable méconnaissance de nos devoirs, nous avons compromis pour longtemps une situation incomparable. Toutes les lettres qu'on reçoit d'Adana, d'Alexandrette, de Beyrouth, d'Alep, de Mersine, de Smyrne, de Constantinople, toutes disent que la France a perdu son auréole aux yeux de tous les Orientaux. — Même les kémalistes n'ont, au fond, que mépris pour notre lâcheté. — C'est l'Angleterre, c'est l'Amérique qui nous remplacent dans le cœur des chrétiens de Turquie. Que le Vatican ne s'étonne pas si le protestantisme, demain, chasse le catholicisme du Levant. Ceci importe fort peu à la République des loges, mais sa chute suivra celle du catholicisme. Quoi qu'il en soit de l'avenir, il est certain que, dès aujourd'hui, les résultats obtenus par la géniale habileté de M. Franklin-Bouillon sont loin d'être brillants : nos écoles sont fermées, et notre commerce est ruiné.

Nous lisons dans le *Bulletin hebdomadaire de l'Office commercial belge* que le consul de Belgique à Beyrouth a mandé au département des Affaires étrangères, d'après les renseignements qu'il a recueillis, que l'évacuation de la Cilicie par les Français, à la suite du récent accord, jette une

perturbation profonde dans les affaires. Les négociants chrétiens, que ne sauraient leurrer les « garanties », quittent en masse Mersina, Adana, Tarsous, tous les grands centres où ils prédominaient. Le consul de Belgique, en conséquence, estime qu'il est préférable pour le commerce belge de suspendre tout envoi pour Mersine et l'intérieur.

Les kémalistes pensent à autre chose qu'au commerce et à l'industrie. Et d'ailleurs, la détresse financière de leur gouvernement ne contribuera pas peu à accélérer la décadence. Les nouveaux droits d'entrée de 40 0/0 *ad valorem* perçus dans les régions placées sous la domination d'Angora constituent déjà un très grave obstacle au développement économique du pays. Si, en plus, les chrétiens s'en vont, ç'en est fait de la prospérité de la Cilicie, car ce sont eux qui en exploitaient les richesses naturelles...

Nous devions faire des économies. A la Chambre des Députés, au cours de la séance du 31 décembre dernier, M. Ernest Flandin posait cette question à M. Briand : « Depuis quelques semaines, un nombre considérable d'habitants de la Cilicie, chrétiens et musulmans, craignant des représailles pour nous avoir prêté concours, se sont précipités vers les ports, demandant à la France de pourvoir à leur sécurité. La France, en retirant ses troupes, a-t-elle pris toutes les mesures nécessaires pour transporter ces malheureux et leurs familles en lieu sûr ? Je demande aussi à M. le président

du Conseil si le crédit de 50 millions qu'on nous propose de voter comprend les fonds largement nécessaires pour atténuer les misères de l'exil envers ces populations, éternelles persécutées, *dont le seul tort* est d'avoir cru à la parole de ceux qui ont trop légèrement engagé la France ? » Et M. Briand répondait : « Tout ce qu'il est humainement possible de faire est fait pour recueillir les réfugiés arméniens, pour les secourir et pour leur donner la possibilité de travailler. Un grand nombre d'entre eux sont occupés à des travaux publics. Le crédit de 50 millions est suffisant pour faire face à cette charge. Par conséquent, M. Flandin peut être assuré que les Arméniens réfugiés en Syrie pourront être secourus largement. » Donc, le budget sera allégé d'un côté pour être surchargé de l'autre. Et l'on peut prévoir que le crédit de 50 millions sera dépassé car sa véritable destination n'est pas celle qui lui est attribuée par M. Briand. Il ne pourra répondre que dans une faible mesure aux demandes des réfugiés...

Faut-il rappeler, en passant, que nous avions déjà dépensé des sommes considérables pour rapatrier en masse, après l'armistice, les Arméniens de Cilicie ? C'est sur nos pressantes sollicitations que les exilés et les déportés étaient rentrés chez eux, avec la promesse solennelle qu'ils vivraient désormais tranquilles sous la protection de notre drapeau. Le contribuable français paya la rentrée des Arméniens. Maintenant il va payer leur sortie.

C'est à croire que notre politique extérieure est dirigée par des fous...

M. Briand sait-il ce qu'il veut ? J'avais écrit dans le *Bosphore* qu'il s'était montré un des plus grands hommes d'Etat de notre époque. Je l'avais admiré pour l'initiative qu'il avait prise de proposer l'expédition de Salonique. S'en rendait-il compte ? il préparait par là de la façon la plus sûre la débâcle du bloc germanique. Je l'avais admiré encore lorsqu'il eut le courage de « prendre au collet » l'Allemagne qui, bien que vaincue, narguait toujours la France. J'avais cru qu'il saurait replacer notre pays au rang qu'il occupait encore le jour où fut signé le traité de Versailles. Mais je m'étais lourdement trompé. J'estime, en effet, que de tous les premiers ministres que nous avons eus depuis l'armistice, c'est lui qui nous a fait reculer le plus dans le monde entier. En six mois il nous a conduits à une impasse d'où nous ne sortirons qu'avec des concours onéreux et des moyens peu honorables. Nous devrons ou courir les risques d'un isolement ou racheter nos erreurs. Le dilemme n'est pas réjouissant.

Voyons de près l'attitude de M. Briand dans la question d'Orient. Que disait-il en 1920 ? et qu'a-t-il dit en 1921 ? On verra comment un président du Conseil peut exécuter d'une année à l'autre les cabrioles les plus stupéfiantes et comment notre politique extérieure est soumise aux pirouettes les plus brusques.

EN 1920, M. BRIAND DIT... BLANC

Le 27 mars 1920, M. Briand se félicitait devant la Chambre des Députés d'avoir conclu les accords de 1916 touchant l'Asie Mineure.

Il faut pourtant, s'écriait-il, qu'on se décide à avoir une politique en Asie-Mineure, particulièrement en Syrie et en Cilicie. *Si la France n'y va pas, qui donc y sera?...* Lorsque les Turcs y étaient les populations qui gémissaient sous leur joug suppliaient qu'on les en débarrassât, je me rappelle nombre de conférences faites par des socialistes, parmi les meilleurs et les plus éloquents, pour dénoncer cette situation et réclamer la libération de ces peuples !...

Par quoi les accords de 1916 ont-ils été inspirés ? D'abord par le souci de sauvegarder les grands intérêts traditionnels et séculaires de la France, par la préoccupation légitime de lui garder, dans la Méditerranée, la large part d'influence qu'elle a le droit d'y avoir, mais aussi parce que les délégués les plus autorisés de ces populations de l'Orient — et c'était à l'honneur de mon pays qu'il en fût ainsi — venaient supplier celui qui avait alors la responsabilité de diriger le gouvernement de la France de ne pas les abandonner, de jouer en Asie-Mineure le rôle séculaire de protectrice et de libératrice qui a mérité à notre patrie, dans ces pays, la grande autorité et la confiance absolue dont elle y jouit. Oui, c'est sous l'influence de ces considérations qu'en pleine guerre, appliquant un principe que je croyais bon et qui consistait, au fur et à mesure que les événements se déroulaient, à régler entre alliés les questions qui devaient se poser entre eux à la fin de la guerre, qu'au moment de l'expédition d'Orient j'ai demandé à nos alliés anglais et russes que fussent établies les trois zones d'influence de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la France. Quelle zone a été attribuée à notre pays ?

Elle comprend la Cilicie, Adana, Mersine, Alexan-

drette, puis, en remontant, elle englobe une partie de la région arménienne — ceci à la sollicitation suppliante des Arméniens les plus autorisés — Diarbékir, les régions jusqu'à la pointe du lac de Van : plus bas, Mossoul...

Mais en réclamant pour mon pays sa part d'influence et d'intérêts en Asie-Mineure, je n'étais mû par aucun sentiment d'impérialisme. Il a toujours été éloigné de nos préoccupations. Nous y allions, appelés par ces peuples, sollicités par eux, dans leur intérêt au moins autant que dans le nôtre. Nous agissions en conformité avec les grands principes qui ont dominé cette guerre.

Si nous ne nous étions pas sentis d'accord avec les populations, nous n'aurions rien fait pour nous imposer à elles. Tous ceux qui sont allés dans ces régions savent comment y résonne le nom de la France.

Or, *il se trouve par surcroît que la Cilicie est un pays d'une grande richesse.*

Si nous n'y sommes pas demain, messieurs, *je pose alors cette question : Qui y sera ?* Et nous, une fois partis sous l'influence de fausses considérations de sentiment, quand nous y verrons d'autres installés à notre place, c'est alors que nous connaîtrons notre erreur, et que *nous déplorerons les conséquences d'une faute désormais irréparable.*

Nous saurons alors ce que nous aurons perdu, et *nous le regretterons amèrement. Trop tard.*

Eh bien, oui, messieurs, on l'a dit, la Cilicie, c'est le coton, le coton dont nous manquons, c'est bien d'autres richesses encore. *Nous aurons, dit-on, de la peine à nous y installer. Peut-être? Surtout si nous y commettons des fautes.* Mais je crois ces difficultés plus artificielles que réelles, et parmi elles, il en est, sans doute, qui sont suscitées *pour nous détourner du désir de rester dans cette région.*

Le 25 juin 1920, M. Briand disait encore à la Chambre des Députés :

En ce qui concerne la Cilicie, qui est d'importance capitale pour nous et notre avenir dans la Méditerranée, les accords de 1916 nous donnaient des positions magnifiques.

Allons-nous les abandonner alors que nous voyons l'Angleterre, aux prises cependant avec des difficultés formidables, poursuivre sa politique en Orient et faire face partout?...

...Ah! quand la sécurité sera revenue parmi les peuples — car elle reviendra — vous verrez ce que d'autres auront fait de la Cilicie, de la Syrie, de la Palestine!

Vous jetterez peut-être alors un regard de regret sur les abandons consentis sous l'influence des circonstances...

Je sais que M. le Président du Conseil a obtenu des avantages du côté de la Cilicie.

C'est pour nous une question d'honneur et d'humanité.

Vous dites (l'orateur désigne l'extrême-gauche) : « Partez ».

Si vous étiez au Gouvernement, au nom même de vos principes, *je vous mettrais au défi de partir!*

Partir demain! Abandonner des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à la tuerie, parce que le drapeau français aura manqué !

La France n'en a pas le droit.

EN 1921, M. BRIAND DIT... NOIR

Vous avez bien lu : M. Briand affirmait, en 1920, que pour la France rester en Cilicie c'était une question d'honneur et d'humanité. Il mettait le gouvernement, fût-il socialiste, au défi de partir d'Adana et d'abandonner des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à la tuerie. Or, en 1921, il a dit et surtout il a fait tout le contraire. Mais comment a-t-il pu faire accepter par le Parlement une telle pirouette ? Oh ! c'est bien simple, il a fait appel à la peur. M. Marcel Habert

avait prévu le système de défense qu'adopterait le président du Conseil : « M. Briand, avait-il dit, n'aura qu'à déclarer aux Chambres que pour rester en Cilicie il nous faudrait 300.000 hommes pour que tout le monde le suive. » En effet, le 13 décembre dernier, s'expliquant sur l'accord d'Angora, M. Briand lançait à la tête des députés cette grosse menace qui devait imposer silence aux plus belliqueux : « Si la paix n'avait pas été rétablie en Orient, la France pouvait être engagée dans une expédition de 400.000 ou 500.000 hommes. » Le 29 décembre, M. Briand disait au Sénat : « Le problème qui se pose est-celui-ci : la France maintiendra-t-elle dans un pays lointain une armée de 100.000 hommes ? » Evidemment, l'opinion publique française n'admettra jamais que 400.000 ou 500.000 soldats soient envoyés en Orient, et elle ne peut être que mécontente d'apprendre qu'il y avait 100.000 hommes en Cilicie, même pour protéger des chrétiens envers qui nous avions pris des engagements formels. Mais le président du Conseil sait parfaitement qu'il ne sera jamais question de détourner de nos frontières au profit de l'Arménie une armée de 500.000 hommes et, par ailleurs, il n'y a jamais eu 100.000 hommes en Cilicie. Au fait, M. Briand devrait arrêter un chiffre une fois pour toutes.

Le 13 décembre il avait dit que la France pouvait être engagée dans une expédition de 400.000 à 500.000 hommes. Le 29 décembre, il posera

cette question au Sénat : « Le gouvernement aurait-il dû vous demander de faire les frais d'une expédition de 200.000 à 300.000 hommes ? » D'une Assemblée à l'autre les calculs de M. Briand ne sont plus les mêmes.

Dans une même séance, au Sénat, il déclare d'abord que la France était dans la nécessité d'entretenir là-bas une armée de 90.000 hommes (*Mouvements divers.*), puis que cette armée était de 100.000 hommes. Or, le maximum des troupes envoyées en Cilicie ne dépassa pas, me dit-on, 12.000 hommes. Et en totalisant les effectifs de l'armée du général Gouraud, pour la Syrie et la Cilicie, on arrive *sur le papier* à 75.000 hommes. M. Briand s'est placé dans un si mauvais cas qu'il sera obligé de mentir à chaque instant. Et très certainement il en éprouve une grande tristesse. Il a menti au Parlement. Il mentira à la presse. Un jour il reçoit MM. Aharonian et Noradounghian qui insistent auprès de lui sur la nécessité de prendre des mesures de précaution et lui demandent de retarder l'évacuation de la Cilicie. Il leur prodigue de bonnes paroles, puis il fait passer une note aux journaux pour faire savoir que les Arméniens sont contents de lui. Par ce communiqué il fermait la bouche des parlementaires et des journalistes qui avaient pris en mains la cause arménienne. Puisque les intéressés se déclaraient satisfaits, il n'y avait plus qu'à se taire. Il y avait même lieu de féliciter M. Briand d'avoir su mettre

d'accord le chat et les souris. M. Briand mentira lorsqu'il affirmera que l'Angleterre n'a pas voulu recueillir les exilés de la Cilicie. La vérité est tout autre. Et il le sait.

Les autorités britanniques d'Egypte ont pensé que dans les circonstances présentes il était imprudent de laisser débarquer des Arméniens dans ce pays. Et n'importe quel gouvernement eût pensé de même. Mais les fugitifs ont trouvé un abri et des secours dans l'île de Chypre, à Malte et en Palestine. Ils ont reçu également l'aide généreuse de la Grèce. L'archevêque arménien de Smyrne ayant fait appel aux sentiments d'humanité du gouvernement hellénique, celui-ci s'empressa d'envoyer trois navires pour embarquer les malheureux Ciliciens et les transporter dans les îles.

M. Briand se sentant engagé dans une détestable affaire mentira comme un enragé lorsqu'il devra s'expliquer vis-à-vis du Foreign Office sur le véritable caractère de l'accord d'Angora. Et ici nous allons toucher au fond même du grand différend qui sépare l'Angleterre et la France. M. Briand qui se croit peut-être le plus ardent et le plus sincère anglophile de nos hommes d'Etat, après M. Clemenceau, fera la politique la plus anglophobe qui se puisse imaginer. Il continuera ainsi cette vie de contradictions qui déroute et inquiète même ses admirateurs.

LA RÉPUBLIQUE VIOLE LES ENGAGEMENTS PRIS ENVERS LES ALLIÉS

Quelle était exactement la position de la France dans la question d'Orient avant les accords de Londres et d'Angora ? Nous avions signé, le 10 août 1920, le traité de Sèvres, et l'accord tripartite. Par le traité de Sèvres nous gardions le mandat, en ce qui concerne la Cilicie, sur Aïntab, Ourfa et la région de l'Amanus. Par l'accord tripartite, nous étions liés dans les deux clauses suivantes :

« ART. 8. — Les gouvernements français et italien retireront leurs troupes des zones respectives où leurs intérêts particuliers sont reconnus lorsque les puissances contractantes seront tombées d'accord pour considérer que le dit traité de paix est exécuté, que les mesures acceptées par la Turquie pour la protection des minorités chrétiennes ont été mises en vigueur et que leur exécution est efficacement garantie.

« ART. 9. — Chacune des puissances contractantes, dont les intérêts particuliers sont reconnus dans une zone du territoire ottoman, acceptera par là-même la responsabilité de veiller à l'exécution du traité de paix avec la Turquie, en ce qui concerne les stipulations qui protègent les minorités dans la dite zone. »

Nos droits et nos devoirs étaient clairement définis. On nous confiait un poste d'honneur. Si nous le désertions, il devenait libre et d'autres pouvaient le prendre. M. Briand le reconnaissait lui-même lorsqu'il s'écriait à la Chambre des Députés : « Si nous n'y sommes pas demain, messieurs, je pose alors cette question : Qui y sera ? »

Il est évident que désormais l'Angleterre ou l'Italie pourraient débarquer à Mersine et dire : « J'y suis, j'y reste ! » Or, je ne suppose pas que la Cilicie ait perdu ces richesses qui attiraient si vivement l'attention de M. Briand.

« La Cilicie est un pays bien plus riche que la Syrie », telle est l'opinion unanime des gens compétents. Je lis même dans une note que j'ai sous les yeux que « la Cilicie est plus fertile que l'Egypte ». Elle produit le blé, l'orge, le maïs, l'avoine, le riz, le tabac, le raisin, la canne à sucre, l'orange, le citron, et surtout le coton. Pendant la guerre cette province fut un grenier précieux pour l'Allemagne; elle a nourri les armées turques de Palestine et de Mésopotamie. Pourquoi M. Briand l'abandonne-t-il au premier concurrent qui voudra l'occuper ?

Et que dirions-nous si ce concurrent était l'Anglais ? Ah ! j'entends d'ici les imprécations que lanceraient nos journaux contre l'égoïsme britannique.

Vous rappelez-vous les clameurs indignées que poussaient les anticlemencistes parce que M. Lloyd

George nous avait arraché Mossoul ? Nous hurlons lorsque nous perdons une ville et nous nous réjouissons lorsque nous livrons un royaume. N'a-t-on pas raison de dire à l'étranger que nous manquons d'esprit de suite ?

Le Foreign Office remit à notre ambassadeur, M. de Saint-Aulaire, un aide-mémoire qui contenait les objections britanniques à l'accord d'Angora. Ce document se divisait en deux parties : la première exposait des considérations générales, la seconde avait trait à quelques points particuliers.

Première partie :

1° L'accord d'Angora est une paix séparée contraire au pacte de Londres de novembre 1915, qui interdit aux Alliés de contracter des accords séparés ;

2° Ces accords séparés ne sont pas compatibles avec l'efficacité d'une entente;

3° L'accord d'Angora affaiblit l'autorité de la France dans le règlement d'ensemble, par les Alliés, des questions d'Orient.

Deuxième partie :

1° Les minorités cessent d'être protégées, contrairement au mandat qui avait été donné à la France ;

2° Le retrait des troupes françaises mentionné

au paragraphe 3, dans le délai de deux mois, est contraire à l'accord tripartite;

3° La ligne de chemin de fer, en vertu de l'accord du 20 octobre, passe en territoire turc et perd les garanties qu'elle présentait alors qu'elle était tout entière en zone française;

4° Les concessions économiques sont contraires à l'accord tripartite;

5° La lettre de Youssouf Kemal bey comporte une réponse.

Les Anglais nous soupçonnaient de plus d'avoir signé des conventions secrètes par lesquelles nous nous assurions certains avantages dans l'Empire ottoman en nous engageant de notre côté à soutenir les Turcs contre la Grèce et l'Angleterre. Ainsi, il aurait été stipulé que les cadres de la gendarmerie turque seraient exclusivement français.

M. Briand s'étonne de ce que nos amis d'outre-Manche le désapprouvent en termes si vifs. Il prétend qu'il n'a fait que confirmer, à peu de choses près, l'accord de Londres auquel le Foreign Office ne s'est pas opposé. Les organes français qui sont décidés à trouver les Anglais toujours en faute le soutiennent bruyamment.

Est-il vrai, d'abord, qu'à Angora nous n'ayons rien changé de ce que nous avions fait à Londres? Voyons les choses de près.

L'article premier de l'accord du 9 mars prévoit le désarmement des populations armées. Dans

l'accord du 20 octobre, il n'en est plus question. De sorte que les bachi-bouzouks auront toujours leurs poignards et leurs fusils pour répondre à la première « provocation des chrétiens ». L'article 2 parle de la constitution de forces de police et de gendarmerie qui seront placées « sous le commandement turc assisté d'officiers français ». Le 20 octobre, cette clause est également annulée. Biffés encore les articles 4, 5, 6 qui entouraient l'évacuation de la Cilicie de sages mesures. Supprimés l'article 7 qui maintient en fonctions le personnel administratif cilicien et l'article 8 qui donne aux régions à population mixte une gendarmerie spéciale et une administration municipale où les divers éléments seront représentés. L'article 3 de l'accord de Londres portait que l'évacuation se ferait un mois après la cessation des hostilités dans les territoires situés au nord des frontières du traité de Sèvres. Dans l'accord d'Angora l'évacuation non seulement de ces territoires mais des territoires rétrocédés à la Turquie aura lieu dans un délai de deux mois à partir de la signature de l'accord. Nous avons modifié les clauses essentielles de Londres à notre détriment et à celui de nos protégés.

Mais l'ambassade britannique à Paris vient mettre les choses au point par la note suivante :

Il a été couramment déclaré dans la presse française, la semaine dernière : *a*) que l'accord conclu par M. Franklin-Bouillon à Angora ne différait que peu, sinon pas du

tout, de celui auquel M. Briand était arrivé avec Bekir Samy bey à Londres, en mars dernier, et que : *b*) le gouvernement de Sa Majesté britannique n'avait jamais opposé aucune objection à cet accord, à l'exception peut-être d'objections purement verbales et dont il n'existe aucune trace écrite.

En présence de ces assertions répétées, l'ambassade de Sa Majesté éprouve l'obligation d'exposer les faits tels qu'ils sont.

L'accord Franklin-Bouillon contient les dispositions nouvelles suivantes :

1° La cessation de l'état de guerre, à laquelle se réfère l'article 1er de cet accord, implique évidemment la conclusion de la paix entre le gouvernement français et le gouvernement d'Angora et la reconnaissance du second de ces gouvernements par le premier comme étant l'autorité souveraine en Turquie ;

2° L'admission par la France dans l'article 6 des exigences des nationalistes relativement à la protection des minorités, exigences qui diffèrent sensiblement des conditions prévues dans le traité de Sèvres ;

3° La modification dans l'article 8 de la frontière entre Nisibine et le Tigre ;

4° Le droit donné aux Turcs de faire usage du chemin de fer de Bagdad en territoire syrien pour assurer des transports militaires ;

5° La lettre adressée à M. Franklin-Bouillon par Yousouf Kemal dans laquelle l'appui de la France à la Turquie dans les questions d'indépendance et de souveraineté est rattaché à des promesses de concessions variées, va beaucoup plus loin que ce qui était prévu dans l'agrément français avec Bekir Sami.

En ce qui concerne le second point (*b*), il est tout à fait inexact de déclarer que le gouvernement de Sa Majesté n'ait opposé aucune objection à l'accord Bekir Sami.

Le 1er avril, l'ambassadeur de Sa Majesté a laissé au quai d'Orsay un aide-mémoire protestant contre la conclusion par le gouvernement français d'un accord avec l'un des ennemis communs des alliés. Le texte de l'accord fut

ultérieurement communiqué à lord Hardinge par le ministre des affaires étrangères et transmis à lord Curzon qui, dans une conversation avec l'ambassadeur français, le 19 avril, éleva de fortes objections contre l'accord, à la fois pour des raisons d'ordre général et pour des raisons d'ordre particulier, objections qui furent sans doute transmises au quai d'Orsay par M. le comte de Saint-Aulaire. La raison pour laquelle le gouvernement de Sa Majesté n'a pas insisté davantage sur ces objections à l'accord Bekir Sami, c'est que cet accord n'a jamais été ratifié.

Donc, M. Briand s'était complètement fourvoyé. Il nous trompait ou se trompait lui-même lorsqu'il nous affirmait que le Foreign Office ne s'était pas opposé à l'accord de Londres. En tout autre temps, le Parlement eût exigé sa démission immédiate de ministre des Affaires étrangères, car il n'est pas permis qu'un gouvernement étranger, même ami, puisse nous infliger un pareil démenti, sans que nous soyons fondés à le relever. Ceux qui parlent au nom de la France doivent avoir un tel crédit que leur parole ne puisse jamais être mise en doute.

QUEL EST LE VÉRITABLE CARACTÈRE DE L'ACCORD D'ANGORA ?

Avant de signer le traité de Sèvres et l'accord tripartite, nous avions signé, en novembre 1915, le pacte de Londres qui nous interdisait de contracter des accords séparés avec l'ennemi, quel

qu'il fût. Mais, réplique le Quai d'Orsay, l'accord d'Angora n'a qu'une portée locale; le gouvernement français a réservé son entière liberté d'action pour discuter, de concert avec les Alliés, le traité de paix à dicter à la Turquie. Puisqu'il ne s'agit que d'un simple accord, pourquoi M. Briand lui-même dit-il, dans une dépêche qu'il adressait à Youssouf Kemal bey, commissaire aux Affaires étrangères du gouvernement d'Angora : « Le gouvernement de la République Française commencera, à partir du 4 novembre, à exécuter, dans le délai fixé, les stipulations du *traité* qui le concernent. » Est-ce que la proclamation faite par le général Gouraud aux habitants de la Cilicie ne donne pas l'impression que la République a bel et bien fait la paix avec l'Empire ottoman ? « La France, déclare-t-il, dans son généreux désir de rendre la paix à la Turquie, a décidé de remettre dans les mains du gouvernement ottoman une des vieilles provinces et deux des villes turques de l'Empire, qu'elle occupait en vertu des articles additionnels de l'armistice de Moudros...

« M. Franklin-Bouillon a conclu avec S. E. Moustafa Kemal et l'Assemblée nationale d'Angora *l'accord qui met fin à la guerre entre la France et la Turquie...* » N'est-ce pas là l'aveu le plus naïf de nos intentions ? Nous reconnaissons dans un document officiel que pour nous *la paix est faite* avec les Turcs. Et aussitôt se présente cette autre observation que nous avons reconnu

implicitement le gouvernement d'Angora comme ayant toute l'autorité pour représenter et engager l'empire des Osmanlis. Vous chercheriez en vain dans le texte signé par M. Franklin-Bouillon et ratifié par M. Briand une seule allusion qui rappelle l'existence d'un sultan et d'une Sublime Porte.

Nous avons trouvé moyen d'accumuler dans une page tous les non-sens et tous les contre-sens dont puisse se rendre coupable une diplomatie. En fait et en droit l'accord d'Angora est un monument de sottise et de mauvaise foi. C'est un acte qui choque la vérité, l'honnêteté et la justice. Vous pouvez passer en revue tous les traités du monde, vous n'en trouverez aucun qui soit aussi contraire aux usages et au droit. Nous avons signé un papier avec des rebelles qui sont en marge de la Société des Etats. Nous qui prétendons être une puissance musulmane et vouloir être agréables à nos *sujets* d'Algérie et à nos *protégés* de Tunisie et du Maroc, nous donnons au Sultan-Khalife le plus retentissant soufflet qu'il ait encore reçu. Discutant du sort de son empire nous l'avons passé sous silence. Nous l'ignorons totalement. C'est exactement comme si voulant nous entendre avec l'Eglise catholique, apostolique et romaine nous traitions, non pas avec le pape, mais avec la franc-maçonnerie. J'admets que voulant partir de Cilicie nous étions contraints de passer par Angora. Mais il y a manière et manière de négocier. C'est le propre

des diplomates de trouver les formules qui conviennent aux situations les plus délicates. Nous devions rester sur le terrain strictement militaire. Quant au surplus, ou bien il fallait s'abstenir d'aborder le terrain politique ou bien il fallait proposer une clause qui eût ménagé l'amour-propre du Sultan. En arrêtant avec le gouvernement d'Angora les conditions qui seraient faites désormais aux minorités nous lui attribuions une souveraineté qui ne lui appartient pas. De même, sans prendre en considération l'accord tripartite, nous ne pouvions pas *trafiquer* des concessions avec un pouvoir qui ne détient les biens de l'Empire que par suite d'un vol non encore revêtu d'un caractère légal. Possession ne vaut pas titre pour les mines. La propriété du *territoire ottoman* appartient à *l'Etat ottoman.* Aussi j'engage fortement ceux de nos lecteurs désireux d'engager des capitaux en Turquie à ne pas confier un centime aux concessionnaires qui ne possèdent que la signature d'Angora. En droit strict celle-ci ne vaut rien. Elle ne vaut rien et cependant il s'est rencontré un M. Briand pour la mettre sur le même plan que celle de la France.

Nous avons manqué à tous les égards que nous devions au Sultan et à la Sublime Porte. Et nous avons froissé nos amis, nous les avons même inquiétés. Après avoir disposé d'un domaine qui ne nous appartenait pas plus qu'il n'appartient aux kémalistes — jusqu'à la conclusion de la paix

turque nous n'en étions que les dépositaires au nom et pour le compte des Alliés — nous avons autorisé les Turcs à exécuter « des transports militaires par chemin de fer de Meidan-Ekbès à Tchoban-Bey dans la région syrienne ». Il saute aux yeux, si l'on consulte une carte, que ces opérations ne peuvent être dirigées que contre l'Angleterre. Le Quai d'Orsay a cru donner tous apaisements au Foreign Office en déclarant que « la France s'opposera à tous mouvements de troupes sur la section syrienne du chemin de fer de Bagdad, si ces troupes sont destinées à menacer les territoires placés sous le mandat britannique ». Pour ma part, je ne crois pas que cette assurance ait donné pleine satisfaction à lord Curzon. A quoi reconnaîtrons-nous que les soldats turcs qui traverseront un coin de Syrie n'ont aucune intention hostile à l'Angleterre ? Nous courrons de grands risques en nous portant garants des bonnes intentions des kémalistes. Connaissant toutes les arrière-pensées des Jeunes-Turcs, je dis que c'est une chose insensée que d'engager la parole de la France sur leur sincérité. Cela nous mènerait loin, si l'Angleterre elle-même ne nous fournissait bientôt l'occasion de noyer l'accord d'Angora dans le traité définitif qui devra être accepté par la Turquie.

LA RÉPUBLIQUE ABANDONNE LES CHRÉTIENS D'ORIENT

Nous avons compromis les intérêts matériels dont nous avions assumé la garde, avons-nous mieux défendu les intérêts moraux ? Dans toutes les conventions écrites ou verbales que nous avons passées avec nos alliés au sujet de la Turquie, il y a une question qui revient comme un refrain : c'est la protection des chrétiens. Et cette protection, nous l'avions garantie aux Arméniens de Cilicie. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Et lord Curzon nous l'a rappelé dans son aide-mémoire et dans les conversations qu'il a eues avec M. de Saint-Aulaire. A vrai dire, M. Briand ne pouvait pas ne pas en convenir. Il s'est borné à plaider les circonstances atténuantes. Il allègue pour sa défense que lors de la conclusion de l'accord tripartite personne n'avait pensé que le traité de Sèvres resterait en suspens et que nous serions obligés de rester si longtemps en Cilicie l'arme au pied. De même, dit-il, personne n'avait prévu que la chute de M. Venizelos viendrait modifier toute la situation. Malgré tout, il affirme que nous nous sommes inquiétés du sort des minorités : la preuve, c'est qu'il a dicté aux kémalistes l'article 6. Et le général Gouraud insistera sur l'importance de cette clause dans sa proclamation du 9 novembre. « Les

droits des minorités, explique-t-il, sont *confirmés* sur les mêmes bases que dans les conventions du même genre conclues en Europe à la fin de la grande guerre. Ce qui veut dire, pour s'en tenir aux points les plus essentiels, que le gouvernement d'Angora s'engage à accorder à tous les habitants sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion, pleine et entière protection de leur vie, de leur liberté et de leurs biens. Tous les habitants auront droit au libre exercice, tant public que privé de leur foi, religion ou croyances dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs. Ils seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race, langage et religion. La différence de religion, de croyances ou de confession ne devra nuire à aucun ressortissant ottoman en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions, honneurs ou à l'exercice des différentes professions et industries... » M. Briand, qui me paraît être d'une ignorance profonde sur le monde musulman, peut croire de très bonne foi que les kémalistes sont animés des plus libérales intentions à l'égard des chrétiens et des juifs. Qu'exiger de plus que ce que l'on a demandé à la Pologne, à la Hongrie, à la Bulgarie et à la Grèce ? Si la Turquie se comporte comme ces puissances à l'égard des minorités, celles-ci n'ont rien à dire, car elles seront à

l'abri de toute persécution. J'aime à croire que le général Gouraud a eu l'occasion d'étudier au Maroc les grandes lignes du Coran. Il sait, par conséquent, que pour un Turc, vieux ou jeune, enveriste ou kémaliste, ce livre sacré qui vient de Dieu lui-même est le fondement de l'empire, la source unique de la loi, de la morale, de l'administration. L'Etat ottoman est un Etat essentiellement théocratique, où le croyant passe avant l'infidèle. Nos codes, nos usages, nos mœurs ne seront respectés que s'ils ne sont pas en contradiction avec la parole du Prophète. Jamais, un raïa ne pourra jouir des mêmes droits qu'un musulman. Le Comité Union et Progrès nous avait déjà joué cette comédie de proclamer l'égalité de tous les Ottomans. L'on sait comment furent traités les Albanais, les Arabes, les Kurdes, les Arméniens, les Grecs et les Juifs. Les kémalistes se comporteront exactement comme les unionistes, dont ils sont, du reste, les héritiers directs. Ils déploieront encore plus de zèle et plus d'énergie dans l'accomplissement de leur tâche qui consiste à niveler tous les sujets ottomans pour en faire des Turcs. Les Grecs d'Anatolie ont un avant-goût de ce que sera le régime nationaliste qui enchante et rassure M. Briand et le général Gouraud. Le gouvernement d'Angora va leur donner une église qui tout en restant chrétienne sera turque. Comprenez-vous cela ? Admirez ce mariage du Croissant et de la Croix ? Nous allons assister à l'avènement d'un patriarche qui

sera coiffé d'un fez. Lorsqu'un Moustafa Kemal rentrera à Stamboul, le Phanar devra fermer ses portes ou accepter le culte que ce réformateur a créé à l'usage des orthodoxes. Imaginez que M. Lloyd George dise un jour aux catholiques de Grande-Bretagne : « Moi, protestant, je sais mieux que vous quel pontife il vous faut, aussi je vais vous faire construire un Vatican de mon invention et j'y installerai un pape aux couleurs... presbytériennes ! » Je ne plaisante pas. La chose est sérieuse. L'Assemblée nationale d'Angora est saisie d'un projet qui va imposer aux Grecs un *patriarcat turc*, érigé en dehors de toutes les règles canoniques. Puis, ce sera le tour de l'Eglise arménienne et de la synagogue d'être islamisées. Les Jeunes-Turcs poseront d'abord leur empreinte sur toutes les institutions, publiques ou privées, puis ils diront aux chrétiens et aux juifs : vous êtes libres de prier, de penser, d'écrire, vous êtes libres de parler votre langue dans vos écoles, dans vos journaux, dans vos maisons, vous serez électeurs, fonctionnaires, ministres. Que voulez-vous de plus ?

Partout où il y aura un musulman et un non-musulman, à un moment donné il y aura un mur qui se dressera entre leurs conceptions. Ils seraient même républicains, socialistes, bolchevistes, ils ne pourraient jamais communier pleinement. L'un n'aura qu'une femme, l'autre en aura quatre. Leurs sociétés n'ont pas les mêmes assises. Qu'il s'agisse de l'enfant, de la mère, de l'épouse, du père, du

mari, tout les sépare. A proprement parler, le foyer n'existe pas dans l'Islam. Dans une maison musulmane, il y a deux compartiments bien distincts, celui des hommes et celui des femmes. Et le harem se complique d'une série de concubines, d'esclaves et d'eunuques. Il n'y a pas un feu central, autour duquel se groupent tous les membres de la famille. Du berceau à la tombe, la vie d'un mahométan suit une route contraire à celle d'un chrétien. Les sultans d'autrefois l'avaient si bien compris qu'ils avaient octroyé aux raïas des « privilèges » et aux étrangers des « capitulations ». Les patriarcats grecs et arméniens, plus tard le grand rabbinat, gouvernèrent leurs communautés en toute indépendance, sur le terrain du statut personnel. Dans les provinces qui n'ont pas échappé à l'autorité du Sultan, ils jugent toutes les causes relatives au mariage, à la séparation de corps et de biens, au divorce, à l'adoption, à la pension alimentaire, à l'héritage, etc. Ils administrent et ils entretiennent les églises, les monastères, les écoles, les hôpitaux, les œuvres d'assistance et de bienfaisance. Bref, tout ce qui est du domaine de la famille, de la religion, de l'instruction, de l'éducation, de la solidarité, leur appartient entièrement. Les communautés non-musulmanes jouissent ainsi, depuis plus de quatre siècles, d'une autonomie qui leur permet de se développer, sous la souveraineté ottomane, dans le cadre occidental. Et l'on peut dire que c'est par elles que la Turquie a pu prendre

contact avec l'Europe. Elles ont été un lien précieux entre la Sublime Porte et les chancelleries. A l'intérieur elles ont servi de support à l'Empire par le travail de leurs agriculteurs, de leurs ouvriers, de leurs artisans, de leurs industriels, de leurs commerçants et de leurs banquiers. Elles ont apporté à l'Etat, sans qu'il lui en coutât un para, des forces économiques et intellectuelles. Si elles ont parfois levé l'étendard de la révolte c'est que des gouvernements oublieux de leurs devoirs leur rendaient la vie insupportable. Le pouvoir central a parfaitement le droit de veiller à ce que la légalité soit observée dans l'établissement des institutions patriarcales, mais il ne doit pas s'immiscer dans leur fonctionnement. Car jamais une conscience musulmane ne saurait diriger une conscience chrétienne. Ceci fut toujours admis jusqu'à l'avènement des Jeunes-Turcs. Mais le Comité Union et Progrès crut découvrir que tous les malheurs de l'Empire étaient dus à l'action dissolvante des patriarcats. Alors, il résolut d'annuler leurs privilèges. Pour aller plus vite en besogne, il se mit à supprimer les chrétiens eux-mêmes: de là ces épouvantables massacres d'Arméniens... Les kémalistes ont repris cet ambitieux programme de destruction. Ils ont déclaré qu'à l'avenir musulmans et chrétiens auraient les mêmes droits civils et politiques. C'est un piège grossier tendu à la crédulité européenne. Et M. Briand y est tombé comme un moineau inexpérimenté. Son représentant,

M. Franklin-Bouillon, s'est imaginé qu'il réalisait un coup de maître en obtenant des Jeunes-Turcs qu'ils s'engagent à traiter les raïas comme les Polonais traiteront les Juifs. Quel enfant ! Le plus modeste de nos drogmans lui donnerait des leçons sur la manière de pénétrer les dessous d'un Moustafa Kemal.

Je ne m'étonne pas, certes, que M. Franklin-Bouillon se soit lourdement trompé; je m'en étonne d'autant moins qu'il n'avait, pour le guider dans le maquis anatolien, que les lumières du lieutenant-colonel Sarrou. Or, moi qui ai le plaisir de connaître ce bon gendarme depuis bientôt dix-huit ans, l'ayant vu débuter en Macédoine en 1904, je puis bien attester, sans vouloir lui être désagréable, que c'était le dernier collaborateur que l'ancien député de Seine-et-Oise eût dû choisir. Le lieutenant-colonel Sarrou ne rêve que d'un paradis : celui d'une Turquie qui aura besoin, tant qu'il vivra, d'un pandore français. Tout le reste, c'est du superflu. Il a l'âme candide: il croit en Moustafa Kemal comme en un messie. Dans le désert que la défaite a laissé aux Turcs, les dieux d'Angora lui envoient une manne délicieuse : c'est la promesse que la France — nouvelle Pénélope — aura l'inappréciable honneur de tisser la réorganisation de la gendarmerie ottomane, et que c'est lui qui sera chargé de présider à cette œuvre de perpétuel recommencement... Ne lui demandez pas de mettre en harmonie ses désirs

avec les aspirations des chrétiens, ne lui demandez pas de préserver l'Entente franco-britannique, ne lui demandez pas de veiller aux portes de la Méditerranée orientale, cela dépasse son entendement. Oui, mais si M. Franklin-Bouillon est aveugle et si le lieutenant-colonel Sarrou est borgne, les directeurs des services techniques du Quai d'Orsay ont des yeux assez clairs pour voir tous les défauts de l'accord d'Angora. Les bureaux compétents devaient s'attendre à ce que le Foreign Office nous rappelât à la raison. N'ont-ils pas osé prévenir M. Briand? Ou bien sont-ils aussi atteints d'une telle turcomanie qu'ils en ont perdu le sens des réalités ?

Il est fâcheux que notre diplomatie nous ait placés dans un tel état d'infériorité vis-à-vis des Anglais que dans les débats futurs nous soyons obligés de leur faire des concessions qui nous diminueront encore plus dans l'esprit des Orientaux. A moins, en effet, que la Grande-Bretagne ne veuille se suicider en Orient, elle n'acceptera jamais de s'incliner comme nous devant les insolentes exigences de Moustafa Kemal. Et le chef-d'œuvre de M. Franklin-Bouillon sera mis en pièces. Nous brûlerons ce qu'il nous a fait adorer. Et les Jeunes-Turcs se retourneront avec plus de haine contre la France qui les aura lâchés. Quant aux chrétiens, dont les privilèges et les droits seront maintenus et sans doute renforcés dans le traité de paix, c'est vers Londres qu'ira leur reconnaissance.

QUATRIÈME PARTIE

VERS LA PAIX D'ORIENT

I

LA TURQUIE A BESOIN D'UNE LONGUE CONVALESCENCE

IL Y A TURCS ET TURCS

Lorsqu'on étudie de près les Turcs avec la plus scrupuleuse impartialité, on arrive à cette conclusion : c'est que « si l'individu est « bon », la collectivité est détestable; et le Gouvernement est ce qu'il y a de pire en Europe ». Je formulais ce jugement (1) en 1907, et je le maintiens. Ce qui trompe MM. Pierre Loti et Claude Farrère c'est qu'ils ont toujours connu à Stamboul des gens affables, polis, courtois, généreux. Les pachas et les beys qui vous reçoivent dans leurs selamliks ont des manières si prenantes que vous êtes conquis tout de suite. Il est impossible à un homme d'avoir un accueil plus noble et plus séduisant qu'un Damad Ferid, un Sabaheddine (le prince) ou un Ali Kemal. Et si des plus hautes sphères vous descendez échelon par échelon jusqu'aux plus basses classes de la société, vous ne rencontrez que

(1) *L'Imbroglio Macédonien*, op. cit.

des natures simples, droites et loyales. L'honnêteté est le propre même de la race. Malheureusement cette matière première perd toutes ses vertus dès qu'elle est jetée dans le creuset gouvernemental. Il se produit alors une métamorphose qui ne peut être que l'œuvre d'un Méphistophélès. Les merveilleux décors que vous avez admirés tombent un à un avec plus ou moins de fracas, et vous n'apercevez que des ruines.

On a tout dit sur les désordres et les abus de l'administration ottomane.

Depuis plus de cent ans la question d'Orient tourne sans fin autour des réformes. C'est parce que la Sublime Porte ne sut pas gouverner qu'il y eut ces révoltes intérieures et ces interventions étrangères qui ont provoqué toute une série de démembrements. L'Europe occidentale voulait une Turquie forte, capable de former une barrière au seuil de l'Asie. L'Angleterre et la France étaient allées jusqu'à faire un dogme de l'intégrité de l'empire ottoman. Elles firent la guerre de Crimée pour empêcher l'ours moscovite de venir se baigner dans les eaux du Bosphore. Au Congrès de Berlin, elles déchirèrent le traité de San Stefano qui bulgarisait la Roumélie et slavisait tous les Balkans. Ce n'est qu'après de longues hésitations et avec des regrets sincères, contraintes et forcées par les fautes ou les crimes des Turcs, que les grandes puissances consentirent à reconnaître l'indépendance des Grecs, des Serbes, des Roumains et des Bulgares. Les

horreurs mêmes du régime hamidien n'avaient pas entamé la turcophilie indéracinable des diplomates. Gladstone avait beau tonner comme un Jupiter contre la race antihumaine, il ne trouvait qu'un faible écho dans les chancelleries européennes. En France, les appels éloquents de Jaurès, Denys Cochin, Albert de Mun, en faveur des Arméniens, venaient expirer comme des bulles de savon aux pieds de *Hanotaux pacha.* A Constantinople, les ambassadeurs avaient ordre de trouver des remèdes pour remonter l'homme malade. Et l'on présentait aux grands vizirs projets sur projets en vue de corriger les défauts de l'administration impériale. La Turquie n'opposa jamais un refus brutal à nos demandes. C'est par centaines que l'on compte les firmans, les bérats, les déclarations, les notes, les circulaires, les règlements et les lois que nous lui avons dictés. Mais cela ne servit à rien. Les musulmans furent toujours très mal administrés et les chrétiens furent toujours plus ou moins persécutés. Il y eut bien dans la tempête des accalmies; il y eut certaines périodes où les ministres de Sa Hautesse s'efforcèrent de moderniser l'Etat. En tout cas, sous les régimes les plus durs, comme celui d'Abd-Ul-Hamid, les opprimés pouvaient trouver assez de calme dans les villes maritimes, sous la protection des consuls et des métropolitains. A Constantinople, à Smyrne, à Salonique, à Trébizonde, à Beyrouth, le chrétien et le juif étaient souvent

plus heureux que le musulman; celui-ci était un véritable serf que personne ne défendait contre le juge prévaricateur et le taxildar concussionnaire. Les raïas n'étaient pas exposés non plus aux traitements barbares des officiers et des sous-officiers, puisqu'ils n'étaient pas astreints au service militaire. C'est dans l'intérieur du pays, au fond des vilayets lointains qui échappaient aux regards de la chrétienté, qu'ils étaient réellement victimes de l'oppression politique et du fanatisme religieux.

Ceux qui veulent ne trouver que des qualités au Turc affirment qu'il fut toujours d'une tolérance exemplaire. Il est exact que sa nature indolente, amollie par la résignation islamique, le porte à considérer d'un œil indifférent et tranquille les exercices spirituels d'un infidèle. Si personne ne le faisait sortir de sa douce sérénité, il serait, à n'en pas douter, plus inoffensif qu'un enfant. Mais sa foi est encore celle d'un néophyte, et s'il la croit menacée il devient féroce. L'ignorance dans laquelle il croupit en fera un instrument redoutable entre les mains des habiles qui voudront organiser la guerre sainte pour des fins personnelles. Et cet être que vous avez vu si humble, si timide, si respectueux, se mettra tout à coup à couper des têtes de chrétiens. Il lui faudra du sang et du sang pour assouvir sa colère. Ce n'est que lorsque ses maîtres lui auront dit que le Prophète ne réclame plus d'holocaustes qu'il laissera tomber le poignard et reprendra sa placidité.

Le peuple turc a tout ce qu'il faut pour être le modèle des peuples; encore faut-il qu'il soit bien dirigé.

Les Français et les Anglais ne seraient jamais parvenus au stade actuel s'ils avaient eu à leur tête des assassins comme Abd-Ul-Hamid. Le Comité Union et Progrès nous avait bien fait espérer qu'il nous fournirait la preuve éclatante que l'Islam n'est pas un obstacle à la civilisation. Mais c'est depuis son avènement que l'empire a perpétré les forfaits les plus révoltants. Il faut remonter au XIVe siècle pour rencontrer des monstres qui égalent Talaat, Enver et Djemal. Et je me demande, comme M. Painlevé, si Tamerlan ne leur fut pas inférieur en cruauté. MM. Pierre Loti et Claude Farrère se refusent à croire qu'ils aient massacré des Arméniens et des Grecs. Peuvent-ils rejeter le témoignage de nos missionnaires?

LES KÉMALISTES NE DÉSAPPROUVENT PAS LES MASSACRES

Les catholiques ont toujours manifesté une vive sympathie pour les Turcs. Ils avaient plutôt une tendance — et beaucoup l'ont encore — à critiquer l'attitude des raïas orthodoxes. Et cependant, que disent-ils du régime unioniste? Dans la revue

Etudes (1), je lis sous la signature de M. Henri Riondel (un Jésuite, je crois), un terrible réquisitoire :

L'histoire du catholicisme en Orient, écrit-il, pendant les quatre ans de la guerre est des plus sombres. Bien des détails sont encore ignorés, mais il est utile de raconter ce qu'on sait pour rendre hommage aux victimes et mieux connaître leurs bourreaux. .

... L'arbitraire régna en tyran plus redoutable qu'aux sombres jours d'Abdul-Hamid... Çà et là *la brutalité des Turcs dépassa peut-être en violence sacrilège tout ce qu'elle avait fait depuis la prise de Constantinople*... La ruine presque totale des missions en Turquie était la conséquence regrettable mais naturelle de la guerre. Il y en eut d'autres imprévus et bien plus funestes... Les Turcs... allaient se livrer avec une fureur sauvage à l'extermination des races chrétiennes... En général, on arrête d'abord les hommes les plus influents, puis les autres ; alors, on déporte soit des groupes assez compacts, soit en petits paquets, et chemin faisant,... on les massacre. En vain, quelques-uns essaient d'obtenir à prix d'or *la faveur d'être fusillés ;* ils sont taillés en pièces à coups de couteau et de hache dans une véritable boucherie. Souvent, on ne prend pas la peine de les enterrer, et telle vallée aux environs de Mardine a répandu au loin une odeur insupportable, tant y étaient nombreux les corps en putréfaction. Et qui sont les égorgeurs ? un ramassis de Turcs... Et des gouverneurs, celui de Der Zor, par exemple, ne jugeant pas indigne de remplir ce métier d'assassins, trempent leurs mains dans le sang des *ghiaours*. Toutes les horreurs sont permises. Leur rage s'acharne surtout contre les prêtres ; quelques-uns sont crucifiés. A Samsate, sur les bords de l'Euphrate, où est arrivé, après plusieurs mois de fatigues, un convoi déporté d'Erzeroum, il y a grande noyade. « On allait, dit un témoin oculaire, jusqu'à ouvrir les entrailles des victimes

(1) 20 octobre 1919.

déjà mortes, ou celles d'hommes encore vivants, pour voir si, par hasard, ils n'auraient pas avalé quelque argent. On en brûla beaucoup sur des tas de paille, et puis, en fouillant dans les cendres, on ramassa l'or tombé de leur ventre. » Le plus effroyable des tourments, dans les plaines arides et chaudes, en plein été, est celui de la soif. Plusieurs en meurent. On en voit d'autres se jeter sur ceux qu'on vient d'assassiner pour boire leur sang... Rapts, viols, massacres, atrocités, accusent les religieuses, continuent de plus belle... Ce serait une erreur de croire que les Arméniens seuls ont eu à subir la persécution. Les Syriens, les Nestoriens et les Chaldéens en ont eu leur part en Mésopotamie... A Diarbékir, le crieur public passait dans les rues, en clamant : *Khatch tchigandan kimsé calmas* (De ceux qui font la Croix, personne ne doit rester). De cette Eglise (chaldéenne) il est mort dans les déportations et les massacres, soixante mille fidèles, et peut-être une centaine de prêtres. Sans compter Mgr Jacques-Emile Sontag, de Strasbourg, délégué apostolique de Perse, en résidence à Ourmiah, cinq évêques ont péri. Le plus célèbre de tous était Mgr Addaï Sher, archevêque de Seert, si connu des orientalistes par ses nombreux travaux d'histoire... A Seert, on saisit un jeune prêtre de l'élite du clergé pour sa piété et son mérite, on le torture ; pour terminer, on le couche sur des tôles rougies au feu, et comme il serre dans sa main un crucifix pour se donner du courage, on frappe à coups de bâton sur ses doigts afin de lui faire lâcher prise, en lui criant : « Jette-le, jette-le. » C'est en vain ; l'intrépide martyr rend l'âme, les yeux fixés sur l'image de Celui qui mourut pour lui sur la croix. Si devant tant de scènes de carnage, l'esprit se lasse de la monotonie de ces cruautés sans nom, le cœur s'émeut profondément, de compassion pour les victimes, d'indignation contre les bourreaux. L'histoire sera sévère pour le Gouvernement jeune-turc qui ordonna cette extermination...

Eh bien! je le demande à nos turcomanes, *oseront-ils* incriminer les missions catholiques? Ose-

ront-ils soutenir que nos religieux avaient trahi la Turquie? Et ces admirables sœurs de charité qui ont soulagé tant de misères et répandu tant de bienfaits parmi les musulmans avaient-elles mérité d'être « entassées dans les prisons infectes » pour être « terrorisées »? Allons, que les turcomanes jettent le masque et qu'ils avouent que l'énergie sanguinaire d'un Talaat plaît à leur secrète bestialité. Mais alors, qu'ils ne souillent plus le sol français et qu'ils s'en aillent vers les repaires d'Asie.

« Soit! nous répondront MM. Briand et Franklin-Bouillon, nous abandonnons à vos fureurs et à votre mépris les enveristes, mais les kémalistes sont de braves gens qui n'ont qu'un tort, c'est d'aimer passionnément leur pays. Mais est-ce vraiment une tare que d'être patriote? » Erreur! Messieurs, erreur ou aveuglement. Moustafa Kemal est le digne pendant d'Enver. Et vous le savez mieux que nous, vous qui avez les rapports de nos agents et de nos officiers de Cilicie. Vous le savez, ou bien vous ne voulez pas le savoir, vous fermez délibérément les yeux à la lumière. Je n'ai pas à vous rappeler les drames de Marache, d'Aïntab, d'Ourfa. A moins que vous aussi, imitant MM. Pierre Loti et Claude Farrère, vous plaigniez les bourreaux et piétiniez les victimes. Vous seriez alors pleinement d'accord avec le *Hakimyeté-Milliyé*, l'organe de Moustafa Kemal, qui mettait sur le compte de la France « des atrocités et des cupidités sans nom ». Oui, ce sont nos

soldats qui auraient assassiné en Cilicie ces « bons Turcs ». Voilà pourquoi nous avons fait amende honorable, et voilà pourquoi nous avons signé l'accord d'Angora !

Les kémalistes n'ont pas désavoué les noyades de l'Euphrate. Qu'on me montre un seul document dans lequel ces amis de la justice aient cloué au pilori les tortionnaires du Comité Union et Progrès ! Lisez attentivement la proclamation de Moustafa Kemal aux habitants d'Adana. Que dit-il pour le passé ? Ecoutez : « Les différents éléments de la Turquie vivaient depuis des siècles dans les sentiments qui conviennent aux enfants d'une même patrie. On ne peut dissimuler que, dans les dernières années, *des malentendus* et des *faits déplorables* se sont produits par suite des menées de *certains agitateurs* qui n'ont pas jugé ce calme et cette tranquillité propices à leurs intérêts, et une amnistie pleine et entière vient d'être proclamée pour effacer ces *incidents* passagers et leurs résultats. » Et voilà ! la guerre au couteau faite à la France, c'est un simple malentendu. Le massacre de un million d'innocents, l'égorgement de tout un peuple, ce sont là des faits déplorables, des incidents passagers. Mais au fait, qui a créé ces incidents ? Moustafa Kemal ne le dit pas. Il laisse dans l'ombre ce point capital. De sorte qu'un doute subsiste sur l'identité des criminels. Pourtant, croyez-le, ce doute n'est pas dans l'esprit des gens d'Angora. Pour ceux-ci, les coupa-

bles ce ne sont pas les Jeunes Turcs, ce sont les Arméniens, les Grecs, les Chaldéens, les Syriens et... les Français. L'amnistie est pour nos missionnaires et pour nos soldats ! Grand merci, monsieur Briand, pour la faveur insigne, que vous nous avez fait obtenir !

L'équivoque mise en circulation par Moustafa Kemal est installée en plein Paris par son représentant, Ahmed Ferid bey. Et nos journaux lui ont accordé une large hospitalité. Ces jours derniers, M. Lloyd George ayant rappelé à la Conférence de Cannes les tristes exploits des bandes kémalistes, la mission diplomatique du gouvernement d'Angora a communiqué à la presse de Paris la note suivante : « M. Lloyd George, dans son discours de Cannes, impute au gouvernement national turc de *prétendus* massacres d'Arméniens. Si des *événements regrettables* ont pu survenir pendant la guerre générale à l'occasion *des révoltes locales* fomentées par certains éléments arméniens contre les autorités légales de leur pays, ces événements ne sauraient en aucune manière engager la responsabilité du gouvernement national d'Angora. Ce gouvernement, en effet, n'existe que depuis l'occupation de Constantinople par les Anglais, et, depuis lors, le peuple turc, plutôt massacré que massacreur, n'a fait que défendre son territoire contre les Grecs soutenus par les suggestions du gouvernement anglais... »

Vous le voyez, les Jeunes Turcs n'admettent

pas qu'on les traite en accusés. Ils nient effrontément les massacres de 1914-1918. Ce sont les Arméniens qui, par leurs révoltes, ont engendré tout le mal. Et puis, après tout, le gouvernement d'Angora n'est pas responsable des événements qui se sont déroulés pendant la guerre, puisqu'il n'était pas né. Les horreurs de Marache ? Mais l'organe officieux de Moustafa Kemal nous a déjà expliqué qu'elles ont été commises par la France.

Admirez avec quel tact Ahmed Ferid bey attaque chez nous l'Angleterre, notre alliée ! Et les journaux parisiens ont trouvé cela tout naturel !

Je note en passant que le gouvernement national turc n'existe que depuis l'occupation de Constantinople par les Alliés. Mais alors, que devient la thèse du *Temps* qui fait remonter le mouvement kémaliste au débarquement des Grecs à Smyrne.

NE PERMETTONS PAS AUX KÉMALISTES DE TOUCHER AU STATUT PERSONNEL DES RAIAS ET DES ÉTRANGERS

La vérité, que tout le monde connaît en Orient, et que seuls ignorent nos turcomanes de Paris, de Péra et de Beyrouth, c'est que les Jeunes Turcs, enveristes ou kémalistes, n'ont pas changé de men-

talité, ils sont en 1922 ce qu'ils étaient en 1914. Ils n'ont puisé dans la guerre aucun enseignement. Ils sont d'une xénophobie qui vise à la fois le chrétien du dedans et le chrétien du dehors. Le but suprême auquel ils tendent est de constituer un Etat turc où le raïa sera dépossédé de ses droits et où l'étranger ne sera plus protégé par les capitulations. Ils veulent abattre toutes les barrières qui les empêchent de turquiser et de piller l'empire. Ils n'admettent pas que les puissances contrôlent leurs actes politiques ou religieux. Que le nationalisme triomphe, et il n'y aura pour les musulmans et les non-musulmans qu'une seule et même loi. Un Français, par exemple, sera jugé non plus par son tribunal consulaire mais par un tribunal ottoman. Cette perspective seule remplit d'effroi nos compatriotes de Constantinople et de Smyrne. Car en Turquie la justice est plus que boîteuse, elle est aveugle. Tout récemment encore un avocat me disait : « Si les Alliés avaient la faiblesse de laisser porter la plus petite atteinte au bienfaisant privilège qui soustrait l'européen aux fantaisies judiciaires du « bon Turc », il n'y aurait plus que les riches qui pourraient gagner leurs procès. Ainsi, tenez, en ce moment-ci, je plaide pour un membre de la famille impériale. Eh bien, mon client a reçu la visite du président du tribunal qui lui a développé ce thème : « Effendi, supposez que je vous donne raison c'est une fortune que je vous fais réaliser. N'est-il pas juste que vous

n'accordiez une récompense ? cela ne vaut-il pas un bakchich ? » Si un magistrat ose faire chanter un haut personnage de l'empire, vous pouvez imaginer comment il se comportera avec un étranger. Et dès qu'il aura à se prononcer entre un musulman et un chrétien, il n'hésitera pas à donner tort au second. Du reste, l'islamisme pose en principe « que le témoignage de mille infidèles ne vaut rien devant celui d'un croyant. » Les réformateurs turcs se heurteront toujours aux murs que dresse le Coran. Les anciens sultans l'avaient si bien compris qu'ils avaient toléré, même quand leur puissance faisait trembler l'Europe, que leur souveraineté ne s'étendît pas sur tous les actes des chrétiens vivant dans leur empire.

Le vieux Turc est sensé, il ne demande pas qu'on touche à l'autonomie des patriarcats, car il sait que la vie des raïas serait intolérable si elle était soumise entièrement dans le domaine religieux, scolaire et familial, aux directions des fonctionnaires musulmans. On peut affirmer que l'empire fut consolidé par l'institution des patriarcats. Ce ne sont pas les privilèges octroyés aux raïas qui l'ont affaibli, ce furent les persécutions. Sans les massacres, il est fort probable qu'il s'étendrait encore jusqu'à l'Adriatique.

De même les capitulations ont donné aux étrangers de si fortes garanties que c'est parmi eux, sans aucun doute, que la Turquie a trouvé ses plus chauds partisans. D'où vient cette antipathie que

manifestent avec tant de violence les catholiques du Levant à l'égard des Arméniens, des Grecs et des Juifs? C'est que, jouissant d'une situation exceptionnelle, plus heureux que dans leurs pays d'origine, ils trouvent que les Turcs sont des gens charmants et ils en veulent à tous ceux qui provoquent des interventions et des démembrements. Que demain ils soient dépouillés du prestige et des faveurs inappréciables que leur vaut le titre d'Européen, et leur turcophilie se refroidira considérablement. Ils s'allieront alors aux Arméniens, aux Grecs et aux Juifs pour monter à l'assaut de la « tyrannie ». Les capitulations ont été le bouclier qui a écarté longtemps les grands démolisseurs de la Turquie. En effet, les puissances de la chrétienté n'avaient guère à se plaindre de la façon dont la Porte traitait leurs sujets : ceux-ci n'ont jamais été persécutés, encore moins massacrés, systématiquement. Et leurs ambassadeurs étaient tout naturellement portés à défendre l'intégrité de l'empire.

Supprimer radicalement les capitulations, comme le veulent les kémalistes, ce serait ameuter à très brève échéance tous les « Levantins » contre la Turquie. Et les Levantins sont, parmi les chrétiens, le dernier carré qui reste fidèle à la cause des Osmanlis. Ils doivent pourtant abandonner quelques prétentions que rien ne justifie plus et que, pour ma part, je trouve scandaleuses. Ainsi, comment peut-on admettre qu'ils soient

exonérés d'impôts ? qu'ils ne paient pas de patente ? Les touristes qui visitent Constantinople s'étonnent que cette capitale n'ait pas d'égouts, pas de rues, pas d'eau, pas de lumière. Il semble qu'aucune municipalité ne se préoccupe ni de son entretien, ni de son embellissement. La chose s'explique par le fait que la Ville n'encaisse presque rien, en proportion de sa population et de ses besoins. Tous ceux qui bénéficient du régime des capitulations échappent aux contributions. Je sais bien que les finances turques sont mal gérées, mais tout de même, dans le gaspillage qui préside à la répartition des deniers publics on trouverait toujours de quoi exécuter les travaux les plus indispensables, si la caisse communale était alimentée par tous les habitants, sans distinction de nationalité. Constantinople est devenue une ville internationale : on pourrait la faire administrer par un Conseil municipal autonome où seraient représentées les colonies étrangères. Elle aurait son budget propre, fixant elle-même ses recettes et ses dépenses. Les Turcs y gagneraient, à tous les points de vue. Leur capitale deviendrait un véritable joyau au lieu d'être un cloaque. L'obligation de collaborer tous les jours étroitement avec des Européens les rapprocherait de plus en plus de la civilisation occidentale. Les haines de races et de religions s'atténueraient pour disparaître.

Oui, certes, que sur le terrain fiscal — et douanier — il n'y ait plus de privilèges en Turquie,

rien de plus naturel et de plus juste. Là-dessus les Alliés peuvent donner satisfaction pleine et entière à la Sublime Porte. Mais en ce qui touche le statut personnel des chrétiens, raïas ou étrangers, il faut bien se garder d'y porter le moindre changement. D'une façon générale la Turquie ne pourra vivre paisible et prospère que si elle entre résolument dans la voie de la décentralisation. Elle a un intérêt vital à laisser les communautés non-musulmanes gouverner comme elles l'entendent leurs églises, leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs orphelinats. Le prestige du padischah ne sera nullement atteint parce que les patriarcats et le grand rabbinat auront seuls le droit de juger tous procès relatifs au mariage, au divorce, à l'héritage de leurs ouailles.

Quant aux tribunaux consulaires ils ne devraient disparaître que s'ils étaient remplacés par des tribunaux mixtes, comme ceux d'Egypte. En l'état actuel des choses, les Turcs sont incapables de procurer aux étrangers les garanties d'une justice incorruptible et impartiale. Donc, le traité de Sèvres doit être maintenu dans les articles qui assurent la protection des minorités, chrétiennes ou juives, ainsi que dans la partie qui maintient le régime des capitulations.

LA TURQUIE A UN BESOIN ABSOLU D'UNE TUTELLE ÉTRANGÈRE

Il convient également, au moins pour vingt ans, que la Commission financière prévue à l'article 231, soit imposée au gouvernement ottoman. Ce sera un bien inappréciable pour la Turquie que ses finances soient contrôlées par des hommes compétents et consciencieux. C'est grâce à la Dette publique que sa rente a de la valeur et qu'elle a conservé du crédit sur les marchés de Paris et de Londres. Avant de repousser la tutelle européenne, il faut qu'elle apprenne à tenir une comptabilité, à faire une caisse, à établir un bilan et à dresser un état consciencieux et méthodique de ses ressources et de ses besoins. Il importe avant tout qu'elle dépose dans un coin de musée toute sa ferraille de guerre et qu'elle renonce aux conquêtes et aux revanches. Son histoire militaire est close à jamais. Elle ne pourrait jouer désormais que le rôle de croquemitaine. A-t-elle énuméré ses forces possibles ? La population de race autochtone dans laquelle il lui soit permis de puiser une armée ne dépasse pas cinq millions d'âmes. C'est un élément bien maigre pour résister vers l'est au colosse russe et vers l'ouest au bloc balkanique. Peut-elle fonder quelque espérance sur les Arabes et sur les Egyptiens ? En remontant le cours des cent der-

nières années nous constatons que c'est parmi ces peuples que l'empire des Osmanlis rencontra ses plus implacables ennemis. MM. Pierre Loti et Claude Farrère, qui excellent à écrire des romans, ne connaissent apparemment rien de l'histoire d'Orient, sans quoi ils n'attribueraient pas aux Arméniens et aux Grecs la ruine de la Turquie. Ce sont des musulmans qui ont porté au khalife les coups les plus durs. Au XIX[e] siècle n'est-ce pas Ibrahim qui enlève de force au sultan Mahmoud, et pour le compte de son père Méhémet-Ali, la Syrie, l'Arabie et le Taurus ? N'est-ce pas lui qui projetait, après sa victoire de Nezib, d'aller porter la mort au cœur même de l'empire ottoman ?

De 1908 à 1914, nous voyons encore des musulmans se révolter contre Stamboul. Les Albanais proclament leur indépendance. Les Arabes se rangent du côté des Alliés et, à peine sont-ils vainqueurs, d'un coup d'épaule ils ébranlent l'édifice turc ; seule l'Anatolie sera sauvée du naufrage. Depuis l'armistice, ce sont des fils d'Allah qui ont effectivement démembré l'empire. La perte de la Thrace et de l'Ionie, et la création d'un Etat arménien ne sont encore qu'à l'état de projet. Tous les Arabes, eux, sont détachés en droit et en fait de la Turquie. Par conséquent, ce n'est pas chez eux que celle-ci pourrait trouver des concours militaires pour reprendre ce qu'elle a perdu.

Avant la guerre, M. Laurent, actuellement am-

bassadeur à Berlin, avait été envoyé à Constantinople pour montrer aux Jeunes Turcs comment on gère les finances d'un Etat. Après avoir étudié la situation politique et économique du pays, il s'attela à l'étude minutieuse des dépenses de chaque ministère. Il s'aperçut tout de suite qu'à elle seule la guerre absorbait les trois quarts des recettes. « Mais vous n'êtes pas assez riches, disait-il aux ministres, pour vous offrir le luxe d'une si grande armée. Vous voulez aussi une marine ; pourquoi faire? Si c'est pour vous battre avec les Grecs, vous n'avez pas besoin d'une flotte pour marcher sur Athènes. Portez vos efforts sur le commerce, sur l'industrie, sur les chemins de fer, sur les ports, sur les routes, sur l'instruction publique. Vous ferez œuvre plus utile et plus bienfaisante... Et, du reste, je remarque que vous demandez des sommes fantastiques pour des effectifs qui... n'existent pas... Où va l'argent ? » Le pacha à qui s'adressait ce discours n'en démordait pas, il voulait son budget, tel qu'il l'avait présenté. « Nous avons toujours procédé de la sorte, répondait-il ingénument ; lorsqu'il nous faut cent mille hommes, nous demandons l'argent pour deux cent mille. Si vous me refusez une livre, voici mon sabre, je donne ma démission. » Voilà la plaie de la Turquie : le militarisme. Tant qu'elle n'aura pas été brûlée au fer rouge, le pays se traînera de fièvre en fièvre et de faiblesse en faiblesse, et rien ne pourra le guérir.

Nos turcomanes n'ont pas compris que la race turque dépérit de jour en jour. Qu'ils se promènent dans l'intérieur de l'Anatolie, et ils verront, comme je les ai vues, des misères physiologiques qui annoncent autre chose qu'une régénération. Oh ! les lamentables épaves humaines ! Je ne pouvais regarder sans frémir ces horribles visages mangés, troués, ensanglantés par la syphilis. Le paysan a rapporté de ses fréquents séjours au régiment des maladies ignobles qui infestent toutes les familles. Personne ne lui a donné des conseils d'hygiène. On n'a su que lui enseigner l'art de tuer. Et après avoir défendu la patrie par sa bravoure sur les champs de bataille, voici qu'il la démolit dans son foyer par son ignorance. Il répand autour de lui des germes de mort, il empoisonne, il flétrit sa femme et ses enfants.

La Turquie est un corps malade qui a besoin d'une longue, très longue convalescence. Ce ne sont plus des officiers qu'il lui faut, pour la diriger, ce sont pour l'instant des médecins, des professeurs, des administrateurs, et des ingénieurs. Il faut purifier, assainir et tonifier la race. Puis, il faut l'instruire et l'organiser. Les Enver, les Talaat, les Djemal se disaient les amis du peuple, mais qu'ont-ils fait pour lui? Ils l'ont jeté dans le feu des batailles pour qu'il achevât de consumer sa vigueur physique et morale. Il a dû se battre en Europe et en Asie, pendant dix ans, sans pouvoir se reposer, abandonnant sa maison et son champ

Le Comité Union et Progrès ne s'est jamais préoccupé de son misérable sort. J'ai souvent discuté avec un jeune bey qui se pique d'être occidentalisé. Il a vécu assez longtemps à Paris. Il se dit démocrate. Il rêve d'une réforme qui poussera son pays vers tous les progrès et toutes les émancipations. Or, dès qu'il parle à un inférieur, à un paysan, à un domestique, de sa religion et de sa race, son front se plisse, son regard s'assombrit, sa voix devient cassante ; toute sa personne respire la brutalité. Pour lui, la plèbe n'est faite que pour servir et obéir. Je lui soutenais un jour que j'étais plus turcophile que lui. Il me dévisagea, se demandant si je raillais : « Oui, insistai-je, moi, Français, je suis plus turcophile que vous, qui êtes Turc. Vous n'en croyez rien. Pourtant c'est bien vrai. En Turquie ce n'est que vous-même que vous voyez : votre personne, votre fortune, votre carrière. Hier, vous étiez unioniste, aujourd'hui vous êtes nationaliste. Pourquoi ? parce que vous êtes officier, et que vous seriez complètement désemparé si on vous enlevait le sabre qui est votre gagne-pain. Or, les Jeunes Turcs vous promettent la guerre, toujours la guerre, guerre au dedans, guerre au dehors, et cela vous plaît infiniment, et cela vous rassure. Que vous importe la nation qui peine, qui trime, qui sue sang et eau. L'essentiel est qu'elle vous fournisse assez de soldats pour que vous ayez encore un commandement. Les dirigeants de la Turquie se sont montrés incapables de sacrifier

leurs intérêts particuliers à l'intérêt général. Ce sont des batailleurs qui défendent non pas la Patrie mais la gamelle. Vous êtes des mangeurs et des jouisseurs. Depuis que je visite votre pays, je cherche en vain ce que vous avez fait pour ce paysan d'Anatolie qui n'aurait besoin que d'une paternelle direction pour devenir l'égal du paysan de France ou d'Angleterre. Vous empêchez tout ce que la nature a mis en lui d'honnête, de loyal, de propre, de se développer et de se perfectionner. Moi que vous considérez comme un ennemi des Turcs, je voudrais au contraire les voir sortir enfin du gouffre où ils agonisent, hébétés, attendant le coup de grâce d'un Enver ou d'un Moustafa Kemal; je voudrais assister à une véritable révolution qui briserait leurs chaînes et en ferait des hommes libres. Mais où est chez vous, dites, le génie dont le cœur est assez grand et assez généreux pour travailler sans arrière-pensée au relèvement intellectuel et moral de la masse ? Lorsque des puissances libérales comme la France et la Grande-Bretagne cherchent à guider vos pas sur les routes de la civilisation, vous vous cabrez, et vous allez donner tête baissée dans le banditisme... »

Le problème turc n'est pas tant un problème politique qu'un problème social. Les Alliés qui se sont présentés au monde comme des bienfaiteurs, doivent le résoudre dans un large esprit de solidarité humaine. Qu'ils n'écoutent pas les turcomanes : ceux-ci ne sont que des illuminés, des fan-

taisistes, des ignorants ou des... mercantis. Ils prétendent vouloir sauver la Turquie, et ils la tuent. Ils la tuent parce qu'ils flattent ses erreurs et ses vices. En lui donnant raison contre les Arméniens et les Grecs, ils la maintiennent dans la voie du crime, ils la poussent à de nouvelles persécutions et à de nouveaux massacres. En disant à Moustafa Kemal qu'il n'est « pas seulement un grand général mais aussi un grand homme d'Etat » nous lui jetons là un énorme pavé qui doit l'étourdir : il nous croira sur parole et il continuera à braver les vainqueurs et à mépriser la France. N'est-il pas à lui seul la force et la justice ? C'est avec les Turcs qu'il faut employer le procédé du poète : la critique qui, loin de louer, flagelle ceux qu'on aime.

II

L'ENTENTE CORDIALE ET LA QUESTION D'ORIENT

SEULS LES ANGLAIS ET LES FRANÇAIS PEUVENT SAUVER LA TURQUIE

Mais rien d'utile ne sera entrepris dans n'importe quel sens en dehors d'une collaboration anglo-française. Il n'y a pas sur terre deux pays qui soient aussi bien placés que la France et la Grande-Bretagne pour réformer et fortifier l'empire ottoman. Puissances libérales, elles seront guidées avant tout par le désir de régénérer un peuple. Puissances, je ne dirai pas musulmanes, mais protectrices de musulmans, elles tendront à rapprocher le Croissant de la Croix. Puissances méditerranéennes, elles feront des Détroits non pas une barrière mais un trait d'union entre l'Europe et l'Asie. Le sentiment et l'intérêt se confondent en elles pour les inciter à rester constamment les tutrices amicales, affectueuses, de ce grand enfant qu'est le Turc. Il ne s'agit pas de mettre sous le boisseau l'indépendance et la souveraineté otto-

manes. Non, le Sultan-Khalife ne sera pas un prisonnier dans un palais somptueux. Il gardera toute son autorité et tout son prestige. Rien ne sera fait sans un iradé revêtu de son sceau. Seulement comme il n'a autour de lui aucun pilote capable de redresser le vaisseau de l'Etat, il fera, pour un temps à déterminer, appel aux compétences étrangères, et ces compétences il les trouvera aisément à Paris et à Londres. En parlant ainsi, je ne vise nullement un mandat, ni un contrôle. En dehors de la Commission financière qui s'impose pour mettre à l'abri les milliards que nous avons prêtés, j'estime qu'il serait dangereux d'instituer à Constantinople un condominium à deux ou à plusieurs puissances. Nous devons nous borner à offrir un aimable concours. Et la sagesse des Turcs sera de l'accepter. Anglais et Français se mettraient d'accord avec la Porte pour la distribution des rôles dans chaque Département. Les uns réorganiseraient l'armée, les autres la marine. Les uns se chargeraient des chemins de fer, les autres des ports. Et ainsi de suite. Je considère en tout cas que la France serait plus qualifiée que son alliée pour diriger l'instruction publique. Dans ce domaine elle a des droits certains et imprescriptibles.

Malheureusement, jusqu'à ce jour, la France et la Grande-Bretagne ont paru sur les rives du Bosphore non pas comme des associées mais comme des rivales. Et, dût mon affirmation ré-

pétée déplaire à certains milieux, je suis contraint d'avouer qu'à Constantinople la plupart de mes compatriotes étaient anglophobes dès le lendemain de l'armistice, avant les déceptions du traité de Versailles et des accords de Spa, de San-Remo et de Londres. Un travail perfide avait été fait dans l'armée de Salonique pour jeter entre Anglais et Français des brandons de discorde. En France, nous avions vu se dessiner une campagne de même nature. Lorsque, pendant la guerre, j'allais passer quelques heures, à Boulogne, avec mon ami le général Eydoux, commandant la région du Nord, je rencontrais toujours sur mon chemin, à l'aller et au retour, des pessimistes qui disaient en hochant la tête : « Ah ! ces Anglais, ils nous coûteront cher ! il paraît qu'ils sont décidés à nous prendre Calais ! » Et cette calomnie circulait, s'installait dans tout le Nord. Que de fois j'eus à discuter, dans l'arrondissement d'Abbeville, avec des Picards qui croyaient dur comme fer que les Anglais ne partiraient plus de chez nous. Ces esprits inquiets étaient des victimes de la propagande allemande. Jusque dans les tranchées on venait murmurer à l'oreille des poilus qu'ils se battaient pour les beaux yeux d'Albion. Cette campagne avait échoué en France, du moins jusqu'à la retraite de M. Clemenceau, mais en Orient elle avait fait des ravages. J'ai rapporté, dans la première partie de ce livre, le langage que tenaient contre nos alliés d'outre-Manche, en présence des Turcs, de nom-

breux officiers de notre corps d'occupation. Et je n'ai révélé qu'une partie de la vérité. Je ne pourrais pas tout dire, on ne me croirait pas. *Je suis persuadé que c'est à cause de l'anglophobie de notre armée d'Orient qui a pris souvent la forme d'une haine implacable, que le Foreign Office ne nous a pas toujours soutenus comme nous devions l'être vis-à-vis des Allemands.* — Il y aurait là une intéressante enquête à faire. — Je me plais cependant à reconnaître que depuis la nomination du général Pellé au poste de Haut-Commissaire et celle du général Charpy au poste de commandant du corps d'occupation, les choses ont bien changé. D'abord le fâcheux antagonisme qui existait entre l'ambasade et l'état-major a complètement disparu. Les deux autorités marchent en pleine harmonie. Du reste le général Charpy se garde bien de se mêler de politique, il s'est cantonné dès le premier jour dans ses attributions militaires et il n'en sort pas. Si j'ai critiqué la conduite de certains officiers, ce n'est pas que j'eusse des préventions contre eux. Je n'ai aucun goût pour l'antimilitarisme. Et je l'ai prouvé en maintes circonstances. Je puis bien me rendre ce témoignage que je fus le premier à révéler au public l'œuvre si consciencieuse de la Mission militaire française qui avait été chargée de réorganiser la gendarmerie macédonienne dans le secteur de Serrès. Plus tard, je mis encore en relief les magnifiques résultats obtenus en Grèce par le général

Eydoux. Je salue avec le plus grand respect et la plus vive admiration le général Dufieux et le colonel Brémond, et tous leurs camarades de l'armée de Cilicie qui ont porté si haut dans tout l'Orient le nom français. Je ne saurais trouver d'expressions assez laudatives pour dire ce que fut en Thrace l'administration du général Charpy. Ah ! comme je reconnais dans la manière de ce jeune brigadier les leçons de son ancien chef, le premier réorganisateur de l'armée grecque ! Le général Charpy se trouvait devant ce problème : contenter à la fois Bulgares, Grecs, Turcs, Juifs. Eh bien, il a résolu la quadrature du cercle comme en se jouant, tant il est fin, souple et prudent. Il connaît l'Orient, lui, et il sait combien les gens y sont méfiants et susceptibles. Il sait qu'il ne faut pas se prononcer brutalement sur telle ou telle race comme MM. Pierre Loti et Claude Farrère, et il sait que si la France ne fut jamais l'ennemie des Turcs elle fut la protectrice des chrétiens. Il a si bien manœuvré entre tous les écueils qu'il a obtenu les suffrages unanimes des Thraciens. L'année dernière, me trouvant à Andrinople, je recueillis l'impression que musulmans, chrétiens et juifs eussent voulu jouir jusqu'à la fin de leurs jours des bienfaits de son administration. Ce n'est pas qu'ils aient à se plaindre du régime hellénique, mais on conçoit aisément qu'un Bulgare soit obstinément rebelle aux séductions d'Athènes...

Il est profondément regrettable que tous nos chefs de l'armée d'Orient n'aient pas ressemblé au général Charpy. Nous aurions conservé à Constantinople la place éminente que nous y occupions autrefois, et bien des malentendus n'auraient pas existé entre l'Angleterre et la France. Il n'y aurait pas eu entre Londres et Paris cette malheureuse controverse au sujet de l'accord d'Angora, et M. Briand n'aurait pas été obligé de revenir à l'improviste de Cannes pour lancer sa démission à la tête des députés.

QUI EST NOTRE ENNEMIE ?
L'ALLEMAGNE OU L'ANGLETERRE ?

J'ai vu naître l'anglophobie française sur les rives du Bosphore et je l'ai vue s'épanouir sur les rives de la Seine. Depuis quelques mois je ne cesse d'entendre en France le même refrain : « Nous en avons assez des Anglais ! » Que j'aille dans le Nord, dans le Centre ou dans le Midi, il me semble que depuis 1918 ce n'est plus l'Allemagne qui est notre ennemie mais l'Angleterre. Un député me disait devant *un étranger*, en conclusion d'une philippique dirigée contre M. Lloyd George : « Les Anglais nous ont assez roulés. Nous de-

vons nous entendre avec les Allemands. C'est à Berlin qu'est notre avenir ! » Comme j'exprimais la crainte que cette réconciliation exigeât de notre part l'abandon de l'Alsace-Lorraine et toute renonciation aux réparations, il me répondit sans l'ombre d'une hésitation, sur un ton résolu : « Eh bien, qu'on leur rende l'Alsace-Lorraine. *Qu'est-ce que nous en ferons ?* Elle ne nous causera que des ennuis. Quant aux réparations, croyez-vous qu'il ne serait pas intelligent d'en faire notre deuil? Il n'y a que les imbéciles qui croient que les Allemands nous paieront ! » Je supplie le lecteur de ne pas s'imaginer que j'exagère à plaisir. J'atténue au contraire, je mets une sourdine au violon du parlementaire qui chante les beautés d'un rapprochement franco-allemand. Je n'exagère rien, je n'invente rien encore en affirmant qu'un autre député, un jeune, qui joua un rôle militaire assez important, s'est écrié devant plusieurs témoins, dont un Turc que connaît M. Briand : « Maintenant c'est au tour des Anglais à recevoir la pile. Je serai le premier à marcher contre eux... » On a si bien retourné l'opinion que le crémier, le charcutier, le boulanger du coin ne vous pèsent plus le petit paquet sans vous dire : « hein, ces Anglais, voyez-vous comme ils sont canailles ! » Jusque sur le sommet des montagnes, dans les Pyrénées-Orientales, j'ai dû subir cette musique écrite, à n'en pas douter, par quelque Stinnes. *A Font-Romeu, à Puigcerda, des*

oreilles espagnoles nous écoutaient avec un plaisir non dissimulé. Mais en plein Paris, n'y a-t-il pas des scènes où l'on sert aux milliers de visiteurs venus des quatre coins du globe des couplets dont chaque mot est une insulte pour l'Angleterre ? On a laissé de côté le Kaiser, Hindenburg et Ludendorff pour s'acharner après M. Lloyd George. Chansonniers, caricaturistes, journalistes, se sont ligués contre cet homme d'Etat ; ils déchirent à belles dents celui qui, de tous nos Alliés, éprouve pour notre pays la plus sincère et la plus vive sympathie. Comment avons-nous pu si vite oublier que c'est lui qui galvanisa par son énergie le peuple britannique ? N'est-ce pas lui qui fit sortir de terre ces millions de tommies dont sept cent mille sont morts pour la défense de notre chère patrie ? Chaque fois que M. Lloyd George prend la parole au sujet de la France c'est pour la glorifier. Je ne crois pas qu'il y ait en Angleterre un chef de parti qui nous offre plus de garanties pour l'avenir. Et cependant nous l'abreuvons d'injures. Hier encore, dans un cinéma, des spectateurs ne purent le voir dans un film sans le huer et le siffler. Vraiment, l'anglophobie poussée à ce degré est inexplicable et inexcusable. La presse qui l'entretient et l'envenime par ses quotidiennes excitations fait une bien mauvaise besogne. Elle serait payée par Stinnes qu'elle ne travaillerait pas mieux à démolir l'Entente, seul pilier de la paix. Entendons-nous : je ne prétends pas qu'on doive répondre *amen* à

tout ce que nous dit M. Lloyd George. J'eusse voulu tout au contraire que notre gouvernement défendît avec plus d'intelligence et de fermeté nos malheureuses régions du Nord. J'eusse voulu que sur le chapitre des réparations et des coupables de la guerre ni M. Millerand, ni M. Briand ne fissent aucune concession.

SOYONS PLUS FERMES DANS LES ACTES ET PLUS COURTOIS DANS LES PROPOS

M. Lloyd George a ses idées sur l'Allemagne, il est de bonne foi, et nous ne devons pas lui prêter gratuitement des desseins machiavéliques. Mais nous avons, nous, la certitude douloureuse que nous avons été piétinés, meurtris, ensanglantés, l'ennemi nous a causé un mal infini, il faut qu'il paie et qu'il expie. Sinon, il ne sortira pas de cette guerre une leçon pour les bandits couronnés. Les peuples constateront que les grands de la terre peuvent tout se permettre; un Guillaume, un Ferdinand, un Enver, auront déchaîné impunément tous les fléaux sur l'humanité, ils sont insaisissables, aucun gendarme ne posera sa lourde main sur leurs épaules pour les conduire à l'échafaud ou au mur d'exécution. Ils vivront tranquilles, en

rentiers retirés des affaires, à moins qu'ils ne préparent dans l'ombre d'autres mauvais coups. Et cela décourage et déconcerte tous ceux qui ont donné leur sang à la cause de la justice.

Nous avions un titre qui nous permettait d'élever la voix non pas dans les cafés, dans les music-halls et dans les salles de rédaction mais dans les Conférences interalliées : ce titre, c'est le traité de Versailles. Or, nous n'avons cessé de le discréditer, le jetant en pâture à l'ennemi qui ne demande qu'à le réduire en boulettes. Puisque nous l'avions signé et ratifié, il fallait, même s'il est imparfait, l'entourer d'un tel respect que personne n'osât l'attaquer, ni le violer. Notre gouvernement eût été sur un terrain solide s'il avait répondu invariablement aux Anglais qui nous priaient de renoncer à certains avantages : « La France a posé sa signature à côté de la vôtre, au bas d'un traité qui représente pour elle le minimum de droits ; avant d'engager sa parole elle s'est consultée jusqu'au fond de l'âme. Elle eût pu exiger davantage d'un vaincu qui avait juré de faire d'elle un cadavre ; pour vous être agréable et pour montrer au monde comment elle use de la victoire, elle n'a pas réclamé tout son dû. Mais au moins qu'on lui donne le morceau de pain et le verre d'eau qui l'empêcheront de mourir d'inanition. Elle demande la chose la plus simple et la plus naturelle : l'exécution d'un contrat. » L'Angleterre n'eût rien pu objecter, l'Allemagne n'eût pas insisté, et nous

n'en serions pas à discuter encore sur le montant des sommes que nous avons à recevoir. Au lieu d'être de fer, nous avons été de paille. Nous hurlions dans nos journaux que le traité de paix est une duperie, et qu'on nous a volés. A nous entendre, nous allions casser les vitres : pas du tout, à peine étions-nous assis autour d'une table, côte à côte avec nos alliés, nous cédions plus de terrain que nous n'en avions cédé à Versailles. Sur le moment, Paris se réjouissait des résultats de l'opération. Mais le lendemain les journaux recommençaient leur tapage. Ils dénonçaient avec une violence croissante le féroce égoïsme des marchands de la Cité. Depuis un an surtout, avec le ministère Briand, l'anglophobie d'une certaine presse a pris un ton d'une grossièreté qui n'a rien de français. J'entends des confrères m'interrompre avec vivacité pour me faire observer qu'à Londres, à Manchester et à Liverpool les journaux ne se gênent pas pour porter sur nous de faux jugements. Oui, mais il y a une différence entre les attaques anglaises et les attaques françaises : celles-là s'en prennent aux idées, celles-ci s'en prennent aux personnes. Je me suis fait traduire des articles de plusieurs journaux d'outre-Manche, j'y ai trouvé des critiques, parfois acerbes, de notre politique, je n'y ai pas trouvé comme dans certains organes de Paris et de la province des jets de boue. On est libre d'émettre toutes sortes d'opinions, on n'est pas libre d'insulter les gens. Que

nous nous jetions les uns aux autres, entre nous, des épithètes malsonnantes, c'est déjà un très vilain jeu, qui devrait diparaître de nos mœurs, mais que nous allions par delà les frontières salir des alliés qui ont été nos compagnons d'armes, cela est d'une gravité et d'une laideur qui ne peuvent que nous rendre odieux. Ce ne sont pas les Anglais qu'il faut incriminer si nous avons des mécomptes, ce sont nos ministres qui ont accepté que l'on touche au traité de Versailles, c'est le Parlement qui n'a pas renversé ces ministres. Nous devions interpeller non pas M. Lloyd George mais MM. Millerand, Georges Leygues et Briand.

Nous n'avons pas assez d'égards pour les étrangers. Nous froissons continuellement nos meilleurs amis par des propos qui veulent être spirituels mais qui sont offensants.

Nous sommes étonnés d'apprendre que l'opinion mondiale est contre nous. Et cherchant une explication nous accusons tantôt l'Allemand, tantôt l'Anglais, de répandre sur nous des calomnies. Nous voyons un vaste réseau d'intrigues menacer notre bon renom. Une grande partie de notre disgrâce provient de notre sottise et de notre légèreté. Depuis 1918, nous avons pris à tâche de nous diminuer nous-mêmes dans l'estime des autres. Ainsi, en Turquie, nous avons fraternisé avec des brigands. Sur le Danube, nous avons parfois tourné le dos aux Roumains et aux Serbes, pour tendre la main aux Bulgares et aux Hongrois. Un offi-

cier de très haut grade me communiquait les agréables impressions qu'il avait rapportées d'un long séjour qu'il venait de faire à Budapest. « Les Hongrois, me disait-il, sont charmants. Ils aiment la France. Ils ne demandent qu'à marcher dans notre sillage... Ils sont bien plus intéressants que les Serbes... » Ce fut à peu près partout la même chose. Beaucoup de Français vont en Allemagne et beaucoup en reviennent enchantés. Nous trouvons maintenant toutes les qualités à nos ennemis. Nous plaignons l'Autriche. Nous condamnons déjà la Pologne à disparaître. Et, suprême folie, nous montrons une joie indécente lorsque l'Irlande se soulève, que l'Egypte se révolte et que l'Inde s'agite. En vérité, c'est à croire que nous avons perdu ce vieux bon sens qui était l'apanage de notre pays.

Il est grand temps qu'une franche explication dissipe les malentendus qui séparent la France et l'Angleterre. M. Poincaré qui a pris en mains la direction de notre politique extérieure, saura traduire à M. Lloyd George le sentiment national. Nous voulons d'abord que le traité de Versailles soit exécuté à la lettre, puis que nos frontières soient à l'abri d'une agression allemande. Ces deux points étant acquis pleinement, nous sommes disposés à faire en Orient de très larges concessions. Nous savons fort bien que la route des Indes est l'épine dorsale de l'empire britannique. Nous prêterons tout notre concours à nos alliés pour la

défendre contre les entreprises des bolcheviks, des kémalistes et des... Egyptiens. Nous serons à leurs côtés à Constantinople, dans les Détroits, au Caucase, en Perse, en Anatolie, en Arabie, non pas pour miner leur puissance mais pour la fortifier. Etroitement unis en Europe, en Asie et en Afrique, nous ferons de la paix une réalité vivante, la victoire ne sera plus un chiffon, et l'Allemagne enfin s'inclinera.

III

LA FRANCE EN TURQUIE

AVONS-NOUS UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE ?

Je posais, en 1907, cette question : « Avons-nous une politique définie en Orient ? » Je la pose encore aujourd'hui. En 1907, nous étions à la remorque de la Russie, aujourd'hui nous sommes à la remorque d'Angora. C'était déjà marquer une grande faiblesse que de ne pouvoir agir à Constantinople et dans les Balkans sans prendre le mot d'ordre à Saint-Pétersbourg. On nous disait, il est vrai, que notre alliée nous rendait par ailleurs de précieux services. Pour avoir notre sécurité aux frontières de l'Est et nos mains libres au Maroc nous pouvions bien, au seuil de l'Asie, nous effacer un peu sur le terrain politique, nous contentant de sauvegarder nos intérêts financiers et moraux. Et puis, nous étions des vaincus, et il nous était difficile peut-être de prendre des initiatives trop hardies. Mais aujourd'hui que nous sommes vainqueurs et que la Russie est absente

des Conférences, pourquoi n'aurions-nous pas en Turquie une autre attitude et une autre allure ? Nous devions montrer de la fermeté sans forfanterie, certes, et sans morgue. Uniquement préoccupés de justice, nous devions imposer le respect de nos droits et prêter tout notre appui à nos alliés et à nos amis pour qu'à leur tour ils obtiennent les satisfactions qui leur sont dues. Or, nous n'avons rien fait de cela. Après avoir signé des traités et des accords précis, après avoir pris des engagements formels, nous avons un beau matin déserté la cause de l'honneur pour aller, sur les pas de M. Franklin-Bouillon, fraterniser avec des assassins. Si M. Briand se donnait la peine de sonder l'âme des kémalistes, aujourd'hui qu'il a des loisirs, il serait épouvanté de la gravité de l'acte qu'on lui a fait commettre. En embrassant Moustafa Kemal il a posé ses lèvres sur celles de Hindenburg et de Lénine, et il a vendu pour un plat de lentilles tous les chrétiens d'Orient. Oh ! je sais que telles n'étaient pas ses intentions. On l'a donc trompé ?

Hélas ! depuis 1919, tout au moins, la France est mal dirigée et mal renseignée. On dira ce qu'on voudra de M. Clemenceau, moi-même je lui ai trouvé de terribles défauts, mais convenons-en, il savait ce qu'il faisait et ce qu'il voulait. Tant qu'il fut à la tête du gouvernement, nous étions partout aux premiers rangs ; nous étions escortés dans la Société des Nations de la sympathie des forts et

de la reconnaissance des faibles. Les Allemands et leurs complices nous craignaient. Le Tigre les avait matés. Nous n'avions qu'à rester dans la ligne de conduite qu'il nous avait tracée, et nous eussions maintenu nos positions. Mais à peine eut-il lâché les rênes du pouvoir, ce fut en haut et en bas une véritable débandade. Les Français se comportèrent comme ces écoliers qui, délivrés tout à coup de la surveillance du maître, se livrent à toutes sortes de gambades. Ils commencèrent par sauter sur le traité de Versailles et à le bourrer de coups. Ils ne réfléchirent pas aux conséquences. Comment ne voyaient-ils pas qu'en portant leurs ongles et leurs dents sur le seul instrument diplomatique que nous ayons à opposer à la mauvaise volonté de l'Allemand nous risquions de l'ébrécher et de le rendre inutilisable ? A quoi servait de revenir en arrière ? De quel intérêt pouvait être une critique rétrospective ? D'autant plus que le Parlement s'était prononcé et qu'aux élections législatives le pays avait dit nettement sa volonté. Une fois qu'un traité est signé et ratifié, il n'y a plus qu'à l'exécuter. Il faut agir, les bavardages ne font que distraire l'attention et endormir les énergies. Pendant que les tombeurs du père la Victoire ratiocinaient, Berlin nous travaillait sérieusement les côtes. On ne se contenta pas d'attaquer M. Clemenceau, on lança des brocards à M. Wilson, on railla, *on insulta celui qui a fait définitivement pencher la balance en faveur de la France.* Car,

nous sommes tout de même quelques-uns à nous rappeler que sans le secours de deux millions d'Américains, nous étions perdus. C'est l'avalanche de sammies et d'obus que le Président des Etats-Unis fit pleuvoir sur les Barbares qui permit au général Foch de libérer le pays et d'assommer le Kaiser. Les reproches qu'on adresse à M. Wilson ne tiendront jamais dans l'histoire devant ces résultats. Ce qu'il fit ensuite au Conseil des Trois devrait encore nous le rendre sacré. Ce n'est pas sa faute si le pacte de garantie qui devait lier l'Amérique, l'Angleterre et la France est resté lettre morte. Ce n'est pas sa faute si le Congrès de Washington s'est renfermé égoïstement dans la formule de Monroë pour n'avoir plus à intervenir en Europe. Il eût dû prévoir, grondent de féroces contradicteurs. C'est chose facile de prophétiser... après les événements. La vérité, bien triste à dire, c'est que nous avons fait de la politique extérieure le champ clos de nos luttes de canton. Nous avons jeté MM. Wilson et Lloyd George dans nos mares stagnantes. Nous avons déchiré ces deux hommes d'Etat uniquement parce qu'ils furent les collaborateurs de M. Clemenceau. Qu'aurions-nous obtenu avec les partisans de M. Harding ? Seraient-ils même entrés en guerre à nos côtés, comme on nous le faisait entrevoir avant la réélection de M. Wilson ? On peut en douter à voir comment ils se comportent envers nous. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils

n'ont même pas approuvé, expressément, la reprise de l'Alsace-Lorraine. Ce n'est pas à eux que nous devrons d'être indemnisés si peu que ce soit pour les dévastations du Nord. Et voici qu'ils s'apprêtent à nous poursuivre comme des débiteurs de mauvaise foi dont il faut contrôler la caisse. Avec nos sautes d'humeur, nous avons perdu l'amitié des démocrates et nous n'avons pas gagné celle des républicains. De même dans l'Adriatique nous n'avons su contenter ni les Italiens ni les Croates. Sur le Danube nous avons déçu les Autrichiens et les Hongrois et nous avons indisposé les Tchéco-Slovaques, les Yougo-Slaves et les Roumains. En Turquie, nous avons désespéré tous nos amis et nous n'avons séduit aucun de nos ennemis. De sorte que peu à peu, jour à jour, s'est fait autour de la France un vide effroyable. M. Briand s'en est aperçu à son retour de Washington et après avoir ameuté en dessous *sa presse* contre les Anglais il s'est mis tout à coup à solliciter leur alliance. C'est cette volte-face cynique qui l'a renversé. Qu'il ne cherche pas ailleurs les causes de sa chute. Depuis six mois ses thuriféraires n'ont pas cessé d'exciter l'opinion publique contre M. Lloyd George. Ils avaient fait croire, que ce « charlatan », ce diable aux yeux bleus était vomi par l'Amérique et que son propre pays en avait assez. Ils avaient prédit que la Conférence de Washington serait un triomphe éclatant pour M. Briand, qui tiendrait le bâton de chef

d'orchestre, confortablement installé dans un large fauteuil, et un échec lamentable pour M. Lloyd George, qui serait relégué dans un coin, modestement assis sur un petit tabouret Et qu'est-il arrivé? C'est que M. Briand qui croyait jouer le rôle d'arbitre n'a joué que le rôle d'un comparse. Il ne fut pas muet, il est vrai, il fut même éloquent, mais sa parole vint se briser contre le mur d'airain de l'union anglo-saxonne. Tandis qu'il préparait à Paris ses périodes ronflantes, Londres et Washington se mettaient d'accord sur le problème du Pacifique, et Tokio leur faisait gentiment écho. Pour moi, ce dénouement ne faisait pas l'ombre d'un doute. Il suffit, lorsqu'on voyage au dehors, de savoir écouter pour entrevoir le déroulement des faits mondiaux. Je déjeunais récemment avec le directeur d'un journal, deux députés et quelques amis. On parlait avec abondance du prochain conflit, du conflit inévitable entre les Etats-Unis et le Japon et puis entre les Etats-Unis et l'Angleterre. Je me permis de dire : « Erreur ! il n'y aura pas de dispute entre les Anglais et les Américains. Tout au contraire, il y aura pleine harmonie et communion totale. » Les Français qui ne voient pas cela ne feront que marcher en aveugles vers les pires aventures et les plus cruelles déceptions. Nous devons nous habituer à cette idée que l'avenir est aux Anglo-Saxons. Sachons-le et nous saurons conduire notre barque. J'avais également répété cent fois sur tous

les tons à mon excellent ami, Emile Buré, directeur de *L'Eclair :* « Si M. Briand suit les conseils de M. Franklin-Bouillon, il est perdu. *L'accord d'Angora le coulera.* » Je crois que M. Briand a été mis en garde contre les dangers que lui faisait courir sa kémalophilie. Mais il croyait posséder la vérité. Il croyait remporter un avantage sur M. Lloyd George. Le 12 octobre dernier parlant devant la Commission des finances de la Chambre sur notre politique en Orient et au Maroc, il annonçait que les négociations engagées avec Angora étaient en très bonne voie et qu'il avait le meilleur espoir de les voir aboutir à bref délai. Et il disait superbement : « D'ailleurs, suivre toute autre politique que celle que nous suivons en Orient serait une faute. Cette politique a donné d'heureux résultats. Grâce à l'intervention de nos soldats, certains excès ont pu être évités au cours de l'avance des Grecs en Asie Mineure (!). Les musulmans nous en ont exprimé leur gratitude, et un revirement s'est produit, là-bas, en notre faveur, *au détriment des Anglais.* » L'aveu est formel. M. Briand a voulu donner un croc-en-jambe à nos alliés. Qu'il l'eût donné sur le Rhin, passe encore, mais le donner en Turquie, c'était piquer jusqu'au sang l'orgueilleuse Albion. Ne sait-on pas, au Quai d'Orsay, que M. Lloyd George et lord Curzon ont déclaré à plusieurs reprises que la question turque était d'un intérêt vital pour leur pays ? M. Berthelot n'avait-il pas

appris à son ministre que la Cilicie et la Syrie sont sur la route des Indes et que cette route est le point sensible de l'empire britannique? Ne s'est-il trouvé personne, à la direction des affaires d'Orient, pour rappeler certain passage du discours que M. Lloyd George avait prononcé le 8 novembre 1919, au banquet du lord-maire ? Le premier ministre avait dit au sujet de l'empire ottoman que les Alliés étaient tombés d'accord sur trois principes : libérer les Arabes, libérer les Arméniens, et enlever la garde des Détroits à « une puissance qui a trahi son mandat et fermé l'entrée aux Alliés sur l'ordre du pouvoir militaire prussien. » En traitant avec Moustafa Kemal, M. Briand provoquait la Grande-Bretagne.

NOTRE PRESSE EST MAL INFORMÉE

Depuis deux ans, c'est un fait, le gouvernement a mal dirigé nos affaires extérieures : il serait plus juste d'écrire qu'il n'a rien dirigé du tout, il n'a obéi qu'aux impulsions tantôt des uns et tantôt des autres. Et comme il n'a suivi que des profanes ou des brouillons, il s'est engagé dans de fausses manœuvres, et il a trébuché sur toutes les pierres.

La presse fut-elle mieux éclairée ? Il m'est pénible d'avoir à dire des choses désagréables à

mes confrères, mais si je n'encense pas les ministres, je ne flatterai pas davantage les journalistes. J'écris pour dire toute ma pensée, restant fidèle aux leçons de Paul-Louis Courier que j'ai pris pour maître et pour exemple. La presse française est étincelante, mais si elle brille par la forme, elle pâlit par le fond. Elle est sur les choses extérieures d'une ignorance stupéfiante. Elle parle à tort et à travers, blessant nos amis les plus sûrs et flattant nos ennemis les plus haineux. Elle est d'une inconstance, d'une légèreté dont rien n'approche. A huit jours d'intervalle elle se contredit ; elle change son fusil d'épaule avec une rare inconscience. Elle ne possède aucun service d'informations, elle est obligée de se renseigner à Londres ou à New-York sur ce qui se passe même chez nous. Elle est vis-à-vis de l'étranger dans un tel état d'infériorité qu'elle ne peut soutenir une discussion internationale qui demande autre chose que des mots d'esprit et d'étourdissantes fantaisies. Si le Parlement est pauvre en hommes de valeur, et ce qui le prouve c'est que malgré tous ses renouvellements ce sont invariablement les mêmes équipes qui montent au pouvoir, la presse n'est pas plus riche en compétences. M'en tenant ici au problème d'Orient, je n'aperçois que deux hommes à Paris qui en possèdent les éléments : ce sont MM. Auguste Gauvain, des *Débats* et André Tardieu, directeur de l'*Echo National*. C'est toujours un plaisir et un profit pour moi que

de lire les articles de M. Gauvain ; il a sur tous les sujets des clartés éblouissantes. Il a tout fouillé, tout analysé; il suit pas à pas les dirigeants de tous les pays, ne leur faisant grâce ni d'un geste, ni d'une parole, aucune intrigue ne lui échappe, il voit tous les pions sur l'échiquier universel, et après avoir tout passé au crible de son bon sens, il exprime ses conclusions avec tant de précision et de netteté que le lecteur le plus simple peut pénétrer les choses les plus compliquées. C'est, à mon avis, le meilleur journaliste que nous ayons sur la politique étrangère. Il a du savoir, de la doctrine, des traditions, de la méthode et du style. Tout se tient dans son cerveau. Il est à Constantinople ce qu'il est à Berlin. Il n'écrit pas des à peu près, se contentant des on dit. Il se renseigne, il s'instruit, et il tient à jour, minutieusement, sa vaste documentation. Ce n'est pas à lui qu'un ministre des Affaires étrangères pourra raconter des sornettes. Il a pressenti dès le premier jour ce que cachait le kémalisme; comme il est consciencieux, il ne s'est prononcé définitivement qu'après enquête. Il a disséqué toute la politique des nationalistes, et lorsqu'il s'est convaincu que ces aventuriers ne sont que les continuateurs des unionistes, c'est-à-dire des massacreurs et des destructeurs qui ne visent qu'à exterminer au dedans les chrétiens et à seconder au dehors au demanisme et le bolchevisme, alors, il n'a plus hé-

sité, et sans relâche il s'est opposé à toute politique qui nous conduirait à l'accord d'Angora.

M. André Tardieu est certainement un des esprits les plus solides et une des intelligences les plus riches que possèdent à l'heure actuelle le Parlement et la presse. C'est au *Temps*, on s'en souvient, qu'il se mit en relief. Son *Bulletin du jour* était vite parvenu à s'imposer à l'attention de tous ceux qui s'intéressent à la politique étrangère, et il n'est pas exagéré de dire qu'il faisait autorité en Europe. Il a des vues d'ensemble qui lui permettent de juger d'un coup d'œil les moindres répercussions d'une décision prise sur n'importe quel point du globe. Il n'ignore rien du monde anglo-saxon. Il a fait le tour de l'âme britannique. Il peut se faire comprendre de no amis d'outre-Manche parce que, lui-même, il le comprend à merveille. Il a pu aussi, par une étud directe des hommes et des choses, approfondir l mentalité et les tendances américaines. A Washington, il eût fait une besogne autrement util que celle de MM. Briand et Viviani, qui sont auss étrangers à la manière des Harding et des Hugues que le sont les carpes aux lapins. Il posséd à fond le clavier diplomatique, et il saurait évite les fausses notes. Ce n'est pas lui qui eût jamai conseillé au Quai d'Orsay de traiter d'égal égal avec un irrégulier comme Moustafa Kemal Il connaît exactement la force rayonnante de l France, et il n'eût jamais consenti à nous fair

déchoir dans le cœur des chrétiens d'Orient dont nous sommes les protecteurs séculaires. Je ne l'ai jamais vu, je ne lui ai jamais parlé, mais je suis bien convaincu que l'accord d'Angora lui a causé une sorte de dégoût invincible. L'Orient lui est trop familier pour qu'il n'ait pas mesuré toute l'horreur d'un pacte qui liait les héros de Verdun aux assassins de Marache.

M. André Tardieu a tout ce qu'il faut pour éclairer l'opinion publique française sur ce que doit être au dehors la politique nationale. J'attends beaucoup, pour ma part, de l'œuvre qu'il vient d'entreprendre. Il manquait au journalisme. Parfaitement renseigné et très instruit, il n'écrira jamais les sottises que nous avons vu s'épanouir ces derniers temps aux premières pages de certains grands quotidiens. C'est en plus un caractère qui a de l'esprit de suite, il ne changera pas d'opinion d'un ministère à l'autre pour servir des rancunes ou des appétits de politiciens plus ou moins intéressants.

Avec M. Tardieu à *L'Echo National* et M. Auguste Gauvain aux *Débats*, nous aurons deux plumes qui sauront défendre les droits de la France vis-à-vis de ses ennemis tout en lui gagnant l'estime et l'amitié de ses alliés.

Pourquoi *Le Temps* n'est-il plus l'oracle qu'il était autrefois? Depuis quelques années, il paraît se complaire dans les incohérences et les contra-

dictions. Il n'a plus de doctrine. Il va d'un chemin à l'autre sans rime ni raison. Il manque de souffle, il ne parvient plus à prendre son élan vers les sphères de l'idéalisme où la France trouva toujours sa véritable auréole. Il n'a rien compris à la question d'Orient qu'il s'attarde à confondre avec celle des concessions et des emprunts. Il est resté insensible à la détresse des opprimés, il n'a tressailli, il ne s'est ému qu'aux clameurs de Moustafa Kemal.

A l'époque de Combes, il faisait un rempart de ses puissantes colonnes aux Missions catholiques du Levant, sous le ministère Briand il a défendu leurs persécuteurs, et il a si bien plaidé que nos écoles de Cilicie se sont vidées du jour au lendemain. Un magistrat du Parquet de la Seine, me disait : « Nous ne pouvons pas décemment traquer les Turcs, ils nous montrent trop de sympathie ; ils ont adopté le français comme langue officielle. » Je lui demandai : « Qui vous a dit cela ? » Il me répondit : « Je viens de le lire dans *Le Temps.* » En effet, le rédacteur du *Bulletin* l'avait écrit. Or, c'est faux, la langue officielle de Turquie, c'est le turc. Le 2 janvier de cette année, je lisais dans *Opinions de province*, signées L. L., les lignes suivantes : « L'Angleterre, pour asseoir à jamais sa domination sur les peuples qu'elle a asservis, se bat en Egypte et aux Indes ; pour accroître son empire... elle a voulu... garder Constantinople. » Ceci est encore inexact.

Constantinople n'est pas occupée seulement par des Anglais, comme persistent à le dire la plupart de nos journaux, elle est occupée par des Anglais, des Français et des Italiens. Il n'est pas permis au *Temps* de se moquer ainsi de ses lecteurs. Est-il aussi de la dignité de ce grand organe d'accuser notre alliée d'avoir asservi l'Egypte et les Indes ? Si la France veut se mêler de ce qui se passe dans les colonies ou les protectorats britanniques, il n'y a pas de raison pour que les Anglais s'abstiennent de jeter un coup d'œil sur le Maroc, l'Algérie et la Tunisie.

Nous n'avons peut-être pas asservi les Marocains, les Tunisiens et les Algériens, je ne sache pas que nous les ayons rendus à l'indépendance. C'est toujours l'éternelle histoire : nous ne voyons pas la poutre qui est dans notre œil. Avant de faire la leçon aux autres, voyons d'abord si nous sommes parfaits nous-mêmes. Nos turcomanes ont entrepris de nous persuader que la France est une puissance islamique. Que signifie cette plaisanterie ? Messieurs, vous faites erreur, la France est une puissance chrétienne, ou mieux, elle est la France tout court. Le fait qu'elle a sous sa loi des musulmans n'exige nullement qu'elle déserte son église pour entrer dans la mosquée. Voici d'ailleurs un siècle que nous sommes en Algérie ; ne vous semble-t-il pas que nous n'y avons guère exalté le Croissant ? Comment y traitons-nous les

indigènes ? Nous n'avons pas pu nous résoudre à leur accorder la qualité de citoyen français. Ce titre est une faveur qui ne s'obtient que difficilement. La loi de février 1919 — elle est, vous le voyez, très récente — pose aux musulmans de sévères conditions dont l'une est qu'ils doivent être monogames ; nous les incitons, pour ainsi dire, à renier leur foi. En Algérie, les indigènes sont au nombre de 4.389.031 (rencensement de mars 1921), sur une population totale de 5.196.836, or, ils n'ont pas un seul représentant ni au Sénat, ni à la Chambre. Ils ne sont bons qu'à nous donner des soldats et à payer des impôts. Les Grecs sont bien plus libéraux que nous vis-à-vis des musulmans qui sont détachés de l'empire ottoman. Les Turcs habitant le royaume deviennent à leur gré citoyens helléniques, qu'ils soient pauvres ou riches, polygames ou monogames. Ils jouissent de tous les droits civils et politiques, ils sont électeurs et, ce qui est plus sérieux, ils sont éligibles. Aussi, dans la Chambre, sur 362 députés en ont-ils 40. En Yougo-Slavie le parti musulman joue un rôle important sur la scène politique. Si je ne m'abuse, il est représenté au sein du cabinet Pachitch par deux ministres. Nous qui nous targuons d'être une puissance islamique, quelle place faisons-nous dans l'Etat aux Algériens ? Je ne parle pas des Tunisiens et des Marocains qui ne sont que des protégés, c'est-à-dire des mineurs de seconde et troisième catégorie. Ce qui me sur-

prend, c'est que MM. Pierre Loti et Claude Farrère ne se soient jamais enflammés pour ces « bons » Africains.

Nos journalistes et nos écrivains ne se donnent pas la peine, en Turquie, d'aller au fond du problème. S'ils y rencontrent des musulmans, ils en font des Turcs, s'ils rencontrent des chrétiens ils en font des catholiques. Ils écriront que ceux-ci sont, parmi les non-musulmans, l'immense majorité. Or, ils ne sont que quelques dizaines de mille alors que les orthodoxes, Grecs et Arméniens, sont plus de trois millions. J'ai rarement lu sur l'Orient des articles ou des études où il n'y ait pas les erreurs les plus grossières et les idées les plus stupides. C'est d'autant plus regrettable que les Orientaux lisent beaucoup nos journaux et nos livres. Ils s'aperçoivent ainsi combien les guides de l'opinion publique française sont légers et superficiels.

LE ROLE DE LA FRANCE EN ORIENT

En définitive, quel doit être le rôle de la France en Orient ? Pour ne pas nous tromper, nous n'avons qu'à regarder vers le passé. Ne cherchons pas d'autre route que celle que nous avons suivie pendant des siècles. Nous ne ferions

pas mieux que nos ancêtres. Si nous suivions les radicaux de l'école de MM. Herriot, Steeg, Doumergue et Franklin-Bouillon, nous abandonnerions en Turquie les chrétiens pour soutenir les musulmans. Cette politique peut convenir aux loges maçonniques et à quelques cercles protestants, elle ne convient nullement à la France. J'ai constaté avec une profonde amertume que le parti dont je défendis autrefois le programme dans les batailles électorales est beaucoup moins libéral à Stamboul que les hommes de la monarchie. Sous nos rois, nous savions être à la fois les *amis des Turcs et les protecteurs des chrétiens.* Quand nous étions les alliés de la Sublime Porte nous ne manquions pas de profiter du crédit que nous avions auprès d'elle pour obtenir en faveur des catholiques et des orthodoxes des capitulations ou des privilèges. Cette politique nous fit aimer de toutes les races et de toutes les confessions. Notre influence ne fit que grandir, elle éclipsa celle de tous nos rivaux. Et c'est ainsi que le français put devenir, non pas la langue officielle, comme l'écrivait un jour *Le Temps*, mais la seconde langue des ottomans. Allons-nous perdre cette situation ? Oui, si nous continuons à suivre les conseils de nos turcomanes qui veulent nous jeter dans les bras de Moustafa Kemal. Il n'est pas possible qu'au Quai d'Orsay on ignore les desseins de ce pacha. Le programme d'Angora est celui du Comité Union et Progrès, il tend d'abord à isla-

miser l'empire, c'est-à-dire à rendre aux chrétiens, raïas et étrangers, l'existence intenable, puis à fomenter la révolte du monde musulman contre l'Angleterre et la France. *Le Temps* s'imagine que si on rend aux kémalistes Smyrne et Andrinople, toutes les difficultés disparaîtront comme par enchantement et que la paix sera faite en Asie Mineure. Quelle naïveté ! Et comme c'est peu connaître la mentalité des Jeunes Turcs. Ceux-ci, je le répète, sont nos pires ennemis, et tant qu'ils n'auront pas disparu de la scène politique, le proche Orient sera dans l'anarchie et nous ne serons pas en sécurité dans la Méditerranée Orientale. Nos turcomanes qui sont presque tous anglophobes paraissent se réjouir des embarras que causent à la Grande-Bretagne les révoltes de l'Egypte et des Indes. Ils ne voient pas, les malheureux, que tout affaiblissement de notre alliée fortifie l'Allemagne. D'autre part, si nous applaudissons aux gestes des musulmans qui cherchent à secouer « le joug britannique », comment refuserons-nous l'indépendance au Maroc, à la Tunisie et à l'Algérie ? Notre tour viendra d'être mis en accusation par les gens d'Angora. Après avoir évacué la Cilicie, nous serons contraints de lâcher la Syrie. Ceci est inévitable. Il n'y a pas un kémaliste qui n'ait dans la tête cette idée que le Croissant doit redevenir le maître, non seulement en Thrace, en Ionie et en Arménie, mais dans tous les pays arabes. L'accord que M. Briand

a chanté comme une victoire diplomatique est, en réalité, la première revanche du Comité Union et Progrès. « La France a capitulé » telle est l'opinion de tous les Orientaux. D'ailleurs, M. Franklin-Bouillon n'avouait-il pas, dans l'intimité, à ceux qui le désapprouvaient, que le général Gouraud lui avait dit : « Il faut partir de Cilicie, à n'importe quel prix, signez vite ! » Moustafa Kemal a sondé toute notre faiblesse, et il sait désormais comment il pourra venir à bout de notre résistance. Il nous flattera jusqu'à ce qu'il soit rentré à Smyrne et à Constantinople, puis il nous rappellera brutalement que le principe des nationalités n'est pas respecté en Syrie. Il trouvera aisément des complices dans cette région pour ameuter contre nous les populations musulmanes.

Les kémalistes sont d'autant plus dangereux qu'ils s'appuient sur le bolchevisme. Ils puisent dans les encouragements de Moscou une audace que ne connut pas la Turquie la plus forte. Je sais bien que Bekir Sami bey a rassuré M. Briand en lui affirmant que les kémalistes se retourneraient contre les Russes dès qu'ils auraient obtenu de l'Entente ce qu'ils demandent. Mais Bekir Sami bey nous trompait ou se faisait lui-même illusion, les événements qui se déroulent au Caucase le prouvent chaque jour. Les liens qui unissent Lénine à Moustafa Kemal ne se sont nullement relâchés depuis l'accord d'Angora. Tout au contraire, il semble que les deux compères collaborent plus

étroitement que jamais dans la lutte qu'ils mènent contre l'Entente. S'il est vrai que les Soviets aient livré Enver au gouvernement d'Angora, cela démontre de la façon la plus claire qu'il y a communion parfaite entre les bolchevistes et les kémalistes. Ceux-ci et ceux-là, aidés par l'Allemagne, ont un but commun : c'est de battre les Alliés. Or, par l'accord d'Angora, une grande brèche a été faite dans l'Entente qui fut le pivot de la Victoire et reste le fondement de la paix. Un représentant kémaliste n'écrivait-il pas ceci dans *L'Action Nationale* du 25 novembre dernier : « Cette mesure (l'accord d'Angora) qui abolit les funestes dispositions de Sèvres, *désolidarise la France de la politique orientale de l'Angleterre.* » Voilà le plus clair résultat de l'œuvre de M. Franklin-Bouillon. Nous avons montré à nos alliés, qui ont laissé sept cent mille morts dans nos provinces du Nord, que nous leur préférions les kémalistes, qui ont assassiné nos soldats à Aïntab... Mais il paraît que notre intérêt nous commande en Turquie de prendre la place des Allemands, *Le Temps*, du moins, nous l'affirme. Dans ces conditions, il faut bien, n'est-ce pas, que nous nous rendions dignes des Jeunes Turcs, et pour cela il n'y a qu'un moyen, c'est de commettre quelques petites infamies et quelques grands crimes. Trahir l'Angleterre et abandonner les chrétiens, voilà ce qu'on nous propose ! Eh bien, dût la France n'obtenir jamais plus en Turquie aucune concession de tra-

vaux publics, de mines, ou de chemins de fer, dût-elle même ne jamais plus consentir à la Porte de fructueux emprunts, je prétends que cela vaudrait mieux pour son honneur que de s'associer à des voleurs et à des bandits.

La République restera fidèle aux traditions nationales, en montrant aux Turcs qu'elle ne leur est pas systématiquement hostile. Elle est prête même à oublier et à pardonner, mais à certaines conditions. Le général Pellé, haut-commissaire de la République à Constantinople, faisait au journal turc *L'Ikdam* les déclarations suivantes : « Les grandes puissances alliées, notamment la France, désirent voir la régénération de l'empire ottoman. Pour atteindre ce but, il est nécessaire que la Turquie constitue un élément d'équilibre et de progrès et un facteur d'ordre dans l'Europe orientale. » Le général Pellé conseillait aux Turcs : 1° de se grouper et de s'unir autour de leur souverain khalife ; 2° de réaliser des réformes radicales dans toutes les branches administratives, notamment dans le domaine judiciaire, afin de gagner la confiance des puissances étrangères ; 3° d'asseoir sur des bases solides leur situation économique, ce qui sera pour eux le meilleur moyen d'assurer leur existence dans l'avenir. « La Turquie, exposait le général Pellé, a besoin de l'appui des puissances occidentales, dont la collaboration est subordonnée à l'institution de

certains contrôles, car avant ou après la guerre, elle a signé des contrats lui imposant des obligations envers les grandes puissances. Les contrôles qui existent actuellement par suite des circonstances, devront subsister même après le rétablissement de la paix et disparaîtront aussitôt que la Turquie aura acquitté toutes ses dettes. » En quelques phrases le général Pellé a indiqué lumineusement les bases du traité de paix qui doit être *dicté* aux Turcs. Je souligne à dessein le mot : *dicté*, car *Le Temps* soutient au contraire que nous devons *négocier*. Oui, de capitulation en capitulation, le gouvernement de la République française en viendrait à discuter sur le pied d'une égalité absolue avec le gouvernement d'Angora. Que dis-je ? Nos représentants ne seront-ils pas en état d'infériorité vis-à-vis de ceux de Moustafa Kemal ? N'avons-nous pas déjà proclamé hautement notre impuissance ? et n'avons-nous pas fait savoir par des émissaires officieux, que nous lâchions les Arméniens, les Grecs et les Anglais ? Evidemment *Le Temps* a raison, nous ne pouvons plus *dicter* la paix aux Turcs, nous ne pouvons même plus la négocier... Et comme lord Curzon avait raison lorsqu'il disait que la France ne serait plus en état de tenir en Orient le langage d'un vainqueur...

Le Journal des Débats (1) publiait en octobre

(1) Numéros des 10, 11, 12, 15 octobre 1921.

dernier « un exposé circonstancié de la situation en Orient par un Français de haute culture qui, depuis plusieurs années, observe les choses sur place. » Je conseille à ceux qui seraient encore tentés d'admirer le bel exploit de M. Franklin-Bouillon de lire attentivement ce petit cours d'histoire qui, en quatre leçons, fait admirablement le tour de tout le problème turc. Je n'ai jamais lu sur l'Orient une étude si fine, si pénétrante et si loyale. C'est l'image la plus fidèle, la plus exacte, la plus sincère des hommes et des choses de la Jeune Turquie. Avant d'aller s'asseoir à la table de la Conférence qui arrêtera définitivement le texte du traité à soumettre à la Porte, les plénipotentiaires français feront bien de consulter l'opinion du correspondant des *Débats*. Du reste, si mes renseignements sont exacts, celui-ci est un ancien membre de la carrière ; les fonctionnaires du Quai d'Orsay se retrouveront donc en famille et ils auront moins de répugnance à reconnaître leurs erreurs. Venant d'un profane, comme moi, la leçon serait dédaignée, mais venant d'un collègue elle sera peut-être acceptée. Pour le correspondant des *Débats*, il n'y a aucun doute que la victoire kémaliste « serait le signal de mouvements graves dans tout l'Islam ; et les Européens fervents de la cause nationaliste en souffriraient les premiers à Constantinople... Alors seulement on s'apercevrait de l'erreur commise. Les fonctionnaires, commerçants ou directeurs d'écoles eu-

ropéens n'auraient plus affaire à la paternelle administration turque d'antan, mais à un régime xénophobe dont celui d'Asie Mineure peut donner un avant-goût... »

Au moment où j'écris ces lignes, on me communique une correspondance adressée de Tchan-Kaya au *Matin*, par une Française. Et j'y lis les lignes suivantes : « Les Grecs se hâtent, par le massacre, l'intrigue et la dévastation, de faire disparaître la majorité turque des régions envahies par eux et de lui substituer une majorité grecque... L'Asie tout entière le répète. Comment lui répondre ? Que cette injustice soit, de plus, une très grande maladresse, c'est ce dont les porteurs de fonds ottomans ne manqueront pas de s'apercevoir. » Si les Grecs massacrent, pourquoi ne nous indique-t-on pas l'endroit précis où tombent leurs victimes ? Et celles-ci, qui sont-elles ? On m'avait dit aussi qu'en Thrace les musulmans étaient persécutés. Or, j'ai visité Andrinople l'année dernière. J'ai eu de longs entretiens avec les représentants les plus autorisés des communautés turques ; aucun d'eux ne s'est plaint de l'administration royale. Les instituteurs et les institutrices des écoles turques m'ont déclaré que jamais ils n'avaient été aussi bien traités. Ils regrettaient, certes, d'avoir à faire cette constatation, mais comment cacher, par exemple, qu'ils reçoivent leurs appointements d'une façon très régulière, chose totalement inconnue sous le régime ottoman ?

L'hellénisme peut avoir des défauts, il n'a jamais élevé au rang d'une institution l'assassinat de tout un peuple. L'histoire est là pour nous dire que les musulmans restés dans le royaume de Grèce ont toujours vécu tranquilles, jouissant d'une complète indépendance religieuse. Qu'on me cite un seul cas où le gouvernement d'Athènes a donné l'ordre d'exterminer tous les « infidèles. » Voulez-vous savoir maintenant qui des Turcs ou des Grecs menace les intérêts des porteurs de fonds ottomans ? Ecoutez ce que dit le correspondant des *Débats*, qui s'est renseigné aux sources mêmes, c'est-à-dire au siège des Sociétés européennes qui administrent et contrôlent les revenus de l'Empire : « En Anatolie, dans les territoires occupés par les Hellènes, le régime est souvent fait de petitesses et de vexations insupportables ; tout de même, il permet aux ressortissants et Sociétés de l'Entente de se livrer, dans la mesure des possibilités militaires, à leurs travaux et d'exploiter leurs concessions. *Dans la zone grecque, les services fonctionnent à peu près normalement ; la Régie des tabacs réalise des bénéfices très appréciables, les écoles françaises sont ouvertes et les voies ferrées soumises à la surveillance d'officiers alliés qui en contrôlent l'exploitation, et fonctionnent à la satisfaction entière des porteurs d'actions.*

Dans la zone kémaliste, les perceptions des sujets alliés se réduisent au contraire *à néant*. Les

trains circulent suivant le bon plaisir des Jeunes Turcs et *l'on imagine sans peine quelles gorges chaudes feraient ces derniers, si les représentants du réseau d'Anatolie, de la Régie des tabacs ou de la Dette ottomane* s'avisaient de leur réclamer les sommes qui sont dues à leurs Sociétés. Malgré ses défauts, le régime grec dont on se plaint si fort, présente donc certains avantages que l'impartialité oblige à reconnaître. »

Vous avez bien lu : avec les Grecs les porteurs français de fonds ottomans ne courent aucun risque, avec les kémalistes ils perdent tout. Angora rafle tout l'argent français qu'il trouve en Asie. Cela, nous le savions à Constantinople depuis longtemps. Seule, l'ignore la correspondante du *Matin*. Il est vrai qu'elle n'écoute que la voix de Djelaleddine Arif bey, ce grand ami des Allemands...

Mais si *Le Matin* et *Le Temps* sont mal informés sur les actes des kémalistes, le Quai d'Orsay sait parfaitement à quoi s'en tenir. M. Defrance et le général Pellé n'ont pas manqué de lui communiquer les rapports de la Dette publique, de la Régie des tabacs, de la Banque ottomane, etc., qui se plaignent d'être pillées par les brigands d'Angora. Ah ! Lénine a de bons élèves en Anatolie. Les pachas et les beys kémalistes n'appliquent pas le bolchevisme aux sujets ottomans, parce qu'ils seraient les premières victimes du communisme, mais ils le pratiquent méthodique-

ment contre les étrangers. Et ce sont les Français surtout qui sont atteints. Dépouillés en Russie, nous le sommes encore en Turquie. Et l'on voudrait nous faire croire que Moustafa Kemal est notre ami ? Allons donc ! On nous prend donc pour des niais ?

Non, non, il faut réagir, il faut délibérément s'appuyer sur le Sultan, s'entendre avec la Porte et ne connaître Moustafa Kemal que pour lui envoyer de la mitraille. Le traité de paix qui sera *dicté* à la Turquie, comme il a été dicté à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Hongrie et à la Bulgarie, ne reconnaîtra qu'un gouvernement ottoman : celui de Constantinople. Avec un peu de bonne volonté on peut même parvenir à réconcilier des ennemis qui paraissent irréconciliables. Notre rôle n'est pas de semer la haine entre les races et les religions. Nous avons mieux à faire en Orient, si nous tenons à y garder notre prestige et notre influence. Pour ma part, j'ai tenté, en 1920, de rapprocher Grecs et Turcs. J'avais résussi à faire accepter que des pourparlers eussent lieu à Paris entre M. Venizelos et un des plus hauts personnages de l'empire ottoman. Il s'agisait de trouver un terrain sur lequel le cabinet d'Athènes et la Sublime Porte pouraient collaborer en pleine harmonie à la consolidation de la paix. M. Venizelos était prêt à donner tout son concours à la Nouvelle Turquie qu'il désirait voir forte et prospère. Il m'avait exposé sur l'Orient tout un pro-

gramme plein de sagesse et de clairvoyance. Il estime — et là-dessus je crois que MM. Gounaris et Baltazzi partagent sa manière de voir — que les Grecs et les Turcs ont les mêmes ennemis et qu'après avoir liquidé le passé et dissipé tous les nuages, ils doivent marcher la main dans la main. Cette opinion m'avait été également exprimée par un membre de la famile impériale et plusieurs notabilités du monde politique ottoman. J'étais donc fondé à nourrir quelque espoir sur l'issue des négociations que j'avais provoquées. Mais à peine le haut personnage turc eut-il foulé le sol parisien, il devint méfiant et hargneux. Et lorsque le moment fut venu pour lui de s'expliquer nettement, face à face, avec M. Venizelos, il se déroba sous le plus misérable des prétextes, fit demi-tour et s'en retourna à Constantinople. Que s'était-il passé ? Une intrigue sans doute avait été nouée pour empêcher la Grèce et la Turquie de conclure un accord.

L'Orient ne connaîtra jamais le repos tant que les Européens n'y prêcheront pas la concorde aux musulmans, aux chrétiens et aux juifs. Encourager les kémalistes, comme le font *Le Temps* et les disciples de M. Pierre Loti, c'est entretenir un vaste incendie où les raïas finiront peut-être par disparaître mais qui réduira aussi la Turquie en poussière. La France accomplirait une des tâches les plus nobles et les plus glorieuses si elle sauvait les uns et les autres de la ruine et de la mort. En

persistant, au contraire, dans la voie que lui ont tracée MM. Briand et Franklin-Bouillon, elle n'aboutit qu'à des catastrophes. Elle porte les derniers coups à l'autorité du Sultan-Khalife et, par là, elle hâte l'écroulement de l'empire des Osmanlis, elle éloigne de nous les dix à douze millions de Grecs et d'Arméniens qui favorisent l'expansion de notre culture des rives orientales de l'Adriatique au golfe d'Alexandrette, et elle nous brouille avec l'Angleterre. Et que nous restera-t-il en compensation ? De simples promesses qui ne partent même pas d'un cœur sincère. A supposer du reste que Moustafa Kemal fût de bonne foi avec nous — et nous savons que c'est le plus hypocrite et le plus fourbe des Jeunes Turcs — que vaudrait son amitié que le moindre caprice du sort peut rendre vaine et stérile ? Il est d'une singulière imprudence de baser toute notre conduite en Turquie sur l'existence d'un homme. Nous avons vu quelles déceptions le venizelisme intransigeant a causées à l'Entente. Que demain Moustafa Kemal disparaisse à son tour, et tout le système d'Angora s'écroule comme un château de cartes. Nous resterons alors isolés, avec un cadavre sur les bras, tandis que l'Angleterre sera magnifiquement escortée des Turcs, des Grecs et des Arméniens qu'elle n'aura pas cyniquement lâchés !

Prenons-y garde : nous avons à peine le temps de nous ressaisir. Déposons au plus vite cette anglophobie et cette grécophobie qui empoison-

nent toute notre politique d'Orient. « La grécophobie, écrivait le correspondant des *Débats* plus haut cité, n'est pas un système politique. Ses inconvénients sont multiples et risquent de nous faire perdre, sans rien en échange, une partie de notre patrimoine intellectuel en Orient. *Depuis trois siècles, la diplomatie française a su concilier admirablement son alliance turque avec la protection des chrétientés d'Orient. C'est dans cette voie qu'il convient de persévérer.* Faire pencher d'un côté le fléau de la délicate balance serait aussi contraire à nos traditions que nuisible à nos intérêts. On dit communément que le Turc a été le propagateur de la langue et des idées françaises en Orient. Le fait n'est pas exact... L'Empire ottoman a accueilli avec sa générosité accoutumée les congrégations expulsées d'Europe, il leur a permis d'enseigner, de fonder de multiples écoles où, avec notre langue, les jeunes Orientaux ont puisé l'amour de notre pays. Mais, en dehors du lycée de Galata-Seraï, où les musulmans sont en majorité, *le nombre des Turcs est infime dans les écoles françaises de Constantinople et d'Asie Mineure. 90 0/0 des élèves sont Grecs, Arméniens, Israélites ou Latins.* Ce sont donc en réalité ces Levantins si dévoués qui, depuis un demi-siècle, ont favorisé en Orient l'expansion de la culture et de l'idéal français. A Péra, bien plus qu'à Stamboul, on a l'impression de se trouver dans une ville de notre pays. » Que les grécophobes du *Temps*

et du Quai d'Orsay méditent ces paroles avant de jeter la République dans les bras de Moustafa Kemal. N'ayant en vue que le bien de la patrie ils ne voudront pas lui faire perdre cette clientèle scolaire qui fait le plus clair et le meilleur de sa force. Ne perdons pas de vue ceci, que depuis quelque temps les Américains et les Anglais multiplient et conjuguent leurs efforts pour répandre leur langue. Et comme, par ailleurs, ils semblent vouloir prendre, à notre place, la défense des chrétiens, leur propagande gagne rapidement du terrain. Déjà nos écoles de Cilicie ont dû fermer à la suite de l'exode des Arméniens. Si demain un mot d'ordre partait des Patriarcats, c'en serait fait en Turquie de l'expansion du français. On parlerait vite l'anglais à Constantinople et à Smyrne, comme au début du XIX[e] siècle on y parlait l'italien.

J'espérais qu'avec le cabinet Poincaré nous allions faire taire les fous et les imbéciles qui nous conseillent de nous déshonorer et de nous suicider dans les bras de Moustafa Kemal. Mais la déclaration ministérielle m'inquiète et me déroute. En effet, que dit-elle ? ceci : « Nous aurons, en même temps, à nous concerter avec l'Italie et avec l'Angleterre, pour essayer de prévenir, en Orient, une reprise des hostilités entre les Turcs et les Grecs, pour réaliser, d'accord avec nos Alliés, *le bénéfice de la convention d'Angora...* » Que signifient ces derniers mots ? M. Poincaré est-il

d'avis que l'accord signé par M. Franklin-Bouillon est une bonne affaire pour la France ? Oui, sans doute, puisqu'il parle d'un « bénéfice » à réaliser. Mais alors M. Poincaré ne penserait pas comme Premier ministre et ministre des Affaires étrangères ce qu'il pensait comme président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat ? Dans ce cas, mon cher Buré, reprenez vite votre plume énergique, et continuez dans *L'Eclair*, contre tous les Moustafa Kemal d'Anatolie et de France, cette belle campagne qui fut d'un si précieux réconfort pour tous les chrétiens d'Orient et qui nous fit un peu pardonner les inqualifiables reniements du Quai d'Orsay. Menez ferme le bon combat pour la vérité, je vous l'ai déjà dit, c'est vous qui êtes dans le vrai, et c'est vous qui aurez raison de tous les sophismes et de toutes les sottises. Vous, au moins, vous restez dans la logique. Ennemi du germanisme et du bolchevisme vous l'êtes aussi du kémalisme. Et c'est parfait. Tout se tient dans votre thèse. Vous êtes partout, en Asie comme en Europe, pour l'ordre et la justice. Vous ne changez pas de principes suivant les climats et les latitudes. Sur un seul point je suis en léger désaccord avec vous. Vous croyez avec presque tous les Français qu'en Orient nous nous heurtons à l'hostilité de la Grande-Bretagne. Vous vous trompez. A Constantinople, tout au moins, c'est nous qui avons fait une guerre sournoise à notre alliée d'outre-Manche. Reconnaissons loya-

lement nos torts, nous serons plus fondés à revendiquer nos droits. Tout le problème d'Orient dépend d'une loyale entente anglo-française. Chargeons, non pas M. Franklin-Bouillon, qui est un bavard impitoyable et dangereux, mais M. de Saint-Aulaire, qui est, je suppose, un diplomate averti et prudent, de discuter cartes sur table avec lord Curzon, et nous arriverons plus facilement qu'on ne croit à d'heureuses conclusions, non seulement pour l'Orient mais pour l'Occident. Soyons avec les Anglais sur les rives du Bosphore, et ils seront avec nous sur les bords du Rhin.

Nice, le 23 janvier 1922.

P.-S. — *J'avais à peine terminé ce livre que je recevais de la rédaction de mon journal l'information suivante : des calendriers religieux avaient été envoyés par le patriarcat arménien catholique de Constantinople à ses vicaires de Césarée, Sivas, Samsoun, Diarbékir. Or, ces calendriers timbrés régulièrement, viennent d'être retournés par les autorités kémalistes avec cette annotation : « Renvoyés parce qu'ils sont écrits en arménien. » Voilà comment le gouvernement d'Angora respecte les droits des minorités. Mais ce n'est là qu'un petit*

commencement. On s'attaque aujourd'hui à la langue, demain on s'attaquera à l'église, puis aux biens et aux personnes. Qui vivra verra ! Hélas ! lorsque tout le mal aura été fait, personne ne pourra le réparer. Et la France en sera responsable pour une large part devant le jugement de l'Histoire.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

AVANT-PROPOS.. .. .. I - XI

PREMIÈRE PARTIE

L'ENTRÉE EN SCÈNE DU KÉMALISME — 1919

CHAP. I. — **Une enquête américaine.**

Les Etats-Unis accepteront-ils un mandat sur la Turquie? — L'Arménie sortira-t-elle du tombeau? 1

Ce que disent les Turcs 6

Quelle fut la réponse des Grecs ? Ce que disent les non-musulmans.................................... 11

Ce que disent les journaux turcs........................... 15

Les Jeunes Turcs ne veulent d'aucune immixtion étrangère.. 25

CHAP. II. — **Devant le Conseil suprême.**

Le plaidoyer turc... 33

La réponse des Alliés.. 42

CHAP. III. — **Le mouvement national.**

Le kémalisme succède à l'encerisme...................... 49

Les congrès d'Erzeroum et de Sivas...................... 56

CHAP. IV. — **Dans le camp des Alliés.**

La politique française... 65

Des officiers français soutiennent Moustafa Kemal et attaquent l'Angleterre.. 77

CHAP. V. — **Damad Ferid Pacha tombe du pouvoir.**

Le kémalisme prend un nouvel essor..................... 97

DEUXIÈME PARTIE

LE TRAITÉ DE SÈVRES — 1920

Pages

CHAP. I. — **En Cilicie.**

Le drame de Marache.. 107
Moustafa Kemal trouve des appuis en France....... 116
L'Angleterre se préoccupe du sort des chrétiens.... 128

CHAP. II. — **Constantinople reste aux Turcs.**

Une occupation provisoire....................................... 134
Communiqué des Hauts-Commissaires anglais et italiens.. 136
Proclamation aux habitants de Constantinople.... 138
Les Alliés et les Turcs se préparent à discuter le Traité de paix... 151
M. Millerand remet à Tewfik pacha les conditions de paix... 164

CHAP. III. — **Le Traité de Sèvres.**

La Turquie connait son destin.............................. 170
Kémalistes et turcomanes veulent déchirer le Traité de Sèvres... 183
La chute de Venizelos.. 191

TROISIÈME PARTIE

L'ACCORD D'ANGORA

CHAP. I. — **La question grecque.**

La conférence de Londres....................................... 199
Propositions des Alliés... 207
Les Grecs attaquent et subissent un échec........... 222

Pages

Les Alliés offrent leur médiation. 224
Les Grecs reprennent l'offensive. 229
Les Grecs sont de bons soldats. 234
Les Grecs n'ont pas seulement des défauts 246
On crée entre le peuple français et le peuple grec un grave malentendu 254
Les Grecs aiment la France et ils le prouvent 265

CHAP. II. — **La question arménienne.**

La page la plus noire de l'histoire moderne 279
Extrait d'un livre bleu britannique 282
Informations allemandes sur les massacres turcs d'Arméniens 291
Le témoignage de M. Morgenthau 298
Même les Allemands flétrissent les bourreaux des Arméniens 301
Les raisons de Talaat pour justifier l'assassinat de tout un peuple 307
Protestations françaises 331
On fit aux Arméniens de belles promesses 335

CHAP. III. — **Le désaccord franco-anglais.**

Où sont les Arméniens ? 345
L'accord de Londres 348
Angora renie Bekir Sami bey 354
Texte de l'accord d'Angora 359
La France a tout oublié 364
Nouvel exode des Arméniens 371
La France est dans une impasse 377
En 1920, M. Briand dit... blanc 393
En 1921, M. Briand dit... noir 395
La République viole les engagements pris envers les Alliés 399
Quel est le véritable caractère de l'accord d'Angora ? 405
La République abandonne les chrétiens d'Orient 410

QUATRIÈME PARTIE

VERS LA PAIX D'ORIENT

CHAP. I. — **La Turquie a besoin d'une longue convalescence**

Pages

Il y a Turcs et Turcs.. 419
Les kémalistes ne désapprouvent pas les massacres 423
Ne permettons pas aux kémalistes de toucher au statut personnel des raïs et des étrangers......... 429
La Turquie a un besoin absolu d'une tutelle étrangère.. 435

CHAP. II. — **L'Entente cordiale et la question d'Orient.**

Seuls les Français et les Anglais peuvent sauver la Turquie.. 442
Qui est notre ennemie ? L'Allemagne ou l'Angleterre ?... 447
Soyons plus fermes dans les actes et plus courtois dans les propos...................................... 450

CHAP. III. — **La France en Turquie.**

Avons-nous une politique extérieure ?................. 456
Notre presse est mal informée............................ 463
Le rôle de la France en Orient........................... 471
Post-Scriptum.. 487

TABLE DES MATIÈRES................................ 491 — 494

P. THÉVOZ, *imp.*, Paris.


UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 10 12 02 04 002 9